

# REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

*Cicéron, de Orat., II, 15.*

**TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE.**

---

TOME CENT ONZIÈME

Septembre-Décembre 1912.

---

PARIS

**LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN**

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1912

238.13.

121644

~~H  
3282  
4. III~~

D  
I  
.R6  
t. III  
1912



REVUE  
HISTORIQUE



# DU DIRECTOIRE AU CONSULAT

## LES TRANSITIONS.

---

### I.

On sait quel régime avait établi en France la Constitution votée, à la fin de l'an III de la République, par la Convention nationale et acceptée ensuite par la très grande majorité des citoyens, réunis dans les assemblées primaires. Ce régime a été qualifié justement de « République bourgeoise » ou encore de « République censitaire ». Il confiait le pouvoir exécutif à un conseil électif de cinq membres, le Directoire, divisait le pouvoir législatif également entre deux Conseils, indépendants du Directoire et élus au suffrage censitaire à deux degrés ; mais il n'établissait pas un gouvernement parlementaire, non plus qu'un gouvernement à prérogative : le Directoire était sans action sur la législation et le Corps législatif ne pouvait renverser le Directoire ni ses ministres.

Pendant toute la période où cette Constitution fut appliquée, c'est-à-dire pendant quatre ans, du 4 brumaire an IV au 19 brumaire an VIII, la doctrine officielle représenta le texte constitutionnel comme à peu près intangible. On estimait que la Convention y avait condensé et concilié les vérités éternelles de la philosophie politique avec les résultats de l'expérience et de l'histoire. Dans l'éloge qui en était fait à toute occasion, soit du haut de la tribune, soit par écrit, les mots de « chef-d'œuvre de l'esprit humain », « monument de la sagesse », « Palladium de la France » revenaient sans cesse. La seule pensée de porter atteinte, en quoi que ce fût, à l'un des 377 articles de la Constitution était qualifiée de sacrilège et d'exécration. Lucien Bonaparte déclara même un jour que vouloir y introduire des perfectionnements était la marque d'un véritable « délire scientifique ». Tous les ans, à l'anniversaire de la mort de Louis XVI, les

autorités publiques, les membres des deux Conseils, les fonctionnaires renouelaient par écrit le serment de fidélité inviolable à la Constitution, et juraient en même temps haine à la royauté et à l'anarchie, c'est-à-dire au suffrage universel et à la démocratie directe.

Cependant, la modification du texte voté par la Convention n'était pas légalement interdite. Sans doute, l'article 375 faisait défense aux pouvoirs constitués d'y rien changer « dans son ensemble ni dans aucune de ses parties », mais il y avait un titre XIII intitulé *Revision de la Constitution*. A vrai dire, lorsqu'on en examine le dispositif, on est tenté de voir, dans les quinze articles qui le composent, une espèce de trompe-l'œil, un faux semblant de procédure de revision, tant les difficultés y sont accumulées. La proposition de reviser la Constitution doit venir du Conseil des Anciens, plus conservateur naturellement, en raison de l'âge de ses membres, que le Conseil des Cinq-Cents, qui doit ensuite ratifier le vote de l'autre assemblée. L'opération doit être répétée *trois fois*, à trois ans d'intervalle *au moins*, pour qu'une assemblée de revision soit convoquée. Cette assemblée de revision, censitaire, élue à deux degrés, composée d'hommes mûrs (quarante ans au moins, mariés ou veufs), étrangers à la politique<sup>1</sup> et peu nombreux, siégeant à plus de deux cents kilomètres de la capitale, loin de l'influence prépondérante de l'opinion populaire, ne peut se prononcer que sur les articles à elle déférés par les Conseils. Après quoi, la parole est aux assemblées primaires, qui acceptent ou rejettent les modifications proposées.

Il est visible que la Convention, en votant ce titre XIII, avait voulu rendre les changements à peu près impossibles. Elle n'avait pas suivi le vœu du représentant Philippe Delleville, qui demandait la peine de mort contre quiconque proposerait la revision, mais elle avait désiré, selon le mot d'un autre député, Hardy, « en éviter les occasions et tout ce qui pourrait en faire naître l'idée »<sup>2</sup>. C'est sans doute pourquoi l'article 377 et dernier remettait le dépôt de la Constitution à la fidélité de tous les Français, y compris « les épouses et les mères ».

En fait, cependant, cette Constitution était une œuvre com-

1. Les membres du Corps législatif ne peuvent en faire partie (art. 345). Il y a deux élus par département (art. 339).

2. Réimpression de l'Ancien Moniteur, t. XXV, p. 395.

plexe, un compromis entre diverses tendances, un résultat de l'expérience acquise depuis 1789, au cours de six années de révolution<sup>1</sup>. La pratique pouvait y révéler des imperfections, et c'est ce qui eut lieu presque tout de suite. La séparation des pouvoirs avait été opérée d'une façon si rigoureuse, qu'au moindre désaccord entre les Conseils et le Directoire, une crise grave se produisait. Aucun des deux pouvoirs ne pouvait agir légalement sur l'autre, puisqu'il n'y avait ni responsabilité ministérielle, ni droit de dissolution. On sait que cette situation conduisit à des mesures révolutionnaires, communément appelées coups d'État du 18 fructidor an V, du 22 floréal an VI et du 30 prairial an VII. Mais, à côté de ces entorses brutales données à la Constitution, il y avait eu toute une série d'actes extraordinaires et provisoires qui, pour avoir pris une forme législative régulière, n'en étaient pas moins contraires à la « charte nationale » de l'an III. Les lois qui suivirent ou accompagnèrent les trois « coups d'État » mises à part, on trouve encore dix-sept actes législatifs dérogeant plus ou moins aux articles constitutionnels, et généralement en faveur du Directoire. Les lois du 30 ventôse an V et du 6 germinal an VI ajoutèrent aux conditions établies par la Constitution pour être électeur, l'obligation d'une profession de foi républicaine. Celle du 3 brumaire an IV enlevait tous droits politiques aux personnes inscrites sur les listes d'émigrés, et celle du 30 pluviôse suivant laissait au Directoire le soin de reviser ces listes, de sorte qu'il devenait l'arbitre des capacités électorales d'un grand nombre de citoyens. La loi du 9 frimaire an VI lui donna un pouvoir analogue en ce qui concernait les anciens nobles ou anoblis, rayés en principe des listes électorales, mais susceptibles d'y être maintenus par une décision du gouvernement. Neuf autres lois (25 brumaire, 22, 24 et 25 frimaire, 4 pluviôse, 21 thermidor an V, 22 ventôse an V, 13 vendémiaire et 12 prairial an VI) donnèrent au Directoire le droit de nommer provisoirement, en tout ou en partie, les membres de tribunaux et d'administrations que la Constitution rendait électifs. En sens inverse, c'est-à-dire parmi les lois qui modifièrent la Constitution au détriment du pouvoir exécutif, on peut citer celle du 25 floréal an V, qui avance la date annuelle de cessation des fonctions du Directeur éliminé par le

1. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 571.

sort, celle du 7 thermidor an V, interdisant *provisoirement* les sociétés politiques, que la Constitution ne faisait que réglementer, et celle du 9 messidor an V, qui admettait aux fonctions publiques les individus inscrits sur les listes d'émigrés.

Ces atteintes nombreuses portées au texte et à l'esprit de la Constitution avaient naturellement diminué le respect quasi-superstitionnel que l'on affichait pour elle au début de la période directoriale. Dès la mise en activité du gouvernement, un publiciste, Rœderer, avait demandé que les pouvoirs constitutionnels du Directoire fussent étendus, afin de supprimer les occasions de coup d'État<sup>1</sup>. Mais sa proposition n'avait pas été accueillie.

Au lendemain du 18 fructidor, des projets de revision constitutionnelle avaient été ébauchés. Le rapporteur même de la loi qui instituait une fête commémorative de cette « heureuse révolution », Boulay (de la Meurthe), avait invité le Corps législatif à trouver des moyens « politiques et réguliers » pour éviter dans l'avenir le conflit des deux pouvoirs. Talleyrand, ministre des Relations extérieures, avait écrit à Bonaparte une lettre confidentielle pour lui demander son avis à ce sujet et lui annoncer l'envoi de Sieyès en Italie. Cette lettre ne s'est pas retrouvée, mais nous avons la réponse du général qui est, suivant sa propre expression, « un code complet de politique ». Il y traitait de belle manière la Constitution de l'an III<sup>2</sup> :

« Malgré notre orgueil, nos mille et une brochures, nos harangues à perte de vue et très bavardes, nous sommes très ignorants dans la science politique morale. Nous n'avons pas encore défini ce que l'on entend par pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Montesquieu nous a donné de fausses définitions, non pas que cet homme célèbre n'eût été véritablement à même de le faire, mais son ouvrage, comme il le dit lui-même, n'est qu'une espèce d'analyse de ce qui a existé ou existait; c'est un résumé des notes faites dans ses voyages ou dans ses lectures. Il a fixé les yeux sur le gouvernement d'Angleterre. Il a défini, en général, le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire.

« Pourquoi, effectivement, regarderait-on comme une attribution du pouvoir législatif le droit de guerre et de paix, le droit de fixer la quantité et la nature des impositions? La Constitution a confié avec raison une de ces attributions à la Chambre

1. *Œuvres de Rœderer*, t. III, p. 295.

2. *Correspondance de Napoléon*, n° 2223.



des communes, et elle a très bien fait, parce que la Constitution anglaise n'est qu'une charte de privilèges : c'est un plafond tout en noir, mais bordé en or.

« Comme la Chambre des communes est la seule qui, tant bien que mal, représente la nation, seule elle a dû avoir le droit de l'imposer ; c'est l'unique digne que l'on a pu trouver pour modifier le despotisme et l'insolence des courtisans.

« Mais dans un gouvernement où toutes les autorités émanent de la nation, où le souverain est le peuple, pourquoi classer dans les attributions du pouvoir législatif des choses qui lui sont étrangères ? Depuis cinquante ans, je ne vois qu'une chose que nous avons bien définie, c'est la souveraineté du peuple ; mais nous n'avons pas été plus heureux dans la fixation de ce qui est constitutionnel que dans l'attribution des différents pouvoirs.

« L'organisation du peuple français n'est donc encore véritablement qu'ébauchée.

« Le pouvoir du gouvernement, dans toute la latitude que je lui donne, devrait être considéré comme le vrai représentant de la nation, lequel devrait gouverner en conséquence de la charte constitutionnelle et des lois organiques ; il se divise, il me semble, naturellement en deux magistratures bien distinctes, dont une qui surveille et n'agit pas, à laquelle ce que nous appelons aujourd'hui pouvoir exécutif serait obligé de soumettre les grandes mesures, si je puis parler ainsi, la législation de l'exécution : cette grande magistrature serait véritablement le Grand Conseil de la nation ; il aurait toute la partie de l'administration ou de l'exécution qui est, par notre Constitution, confiée au pouvoir législatif.

« Par ce moyen, le pouvoir du gouvernement consisterait dans deux magistratures, nommées par le peuple, dont une très nombreuse, où ne pourraient être admis que des hommes qui auraient déjà rempli quelques-unes des fonctions qui donnent aux hommes de la maturité sur les objets du gouvernement<sup>1</sup>.

« Le pouvoir législatif ferait d'abord toutes les lois organiques, les changerait, mais pas en deux ou trois jours, comme l'on fait : car une fois qu'une loi organique serait en exécution, je ne

1. Ce système de la *gradualité* des fonctions vient de Mirabeau, qui l'avait exposé à la Constituante le 10 décembre 1789, en disant que sans cette précaution la Constitution future ne serait qu'un « beau songe philosophique ».

crois pas qu'on pût la changer devant quatre ou cinq mois de discussion.

« Ce pouvoir législatif, sans rang dans la République, impassible, sans yeux et sans oreilles pour ce qui l'entoure, n'aurait pas d'ambition et ne nous inonderait plus de mille lois de circonstance qui s'annulent toutes seules par leur absurdité et qui nous constituent une nation sans lois avec trois cents in-folios de lois. »

Talleyrand songeait alors à se présenter aux élections pour le Directoire. Il semble avoir voulu, en vue de cela, s'entendre avec Bonaparte et Sieyès. Mais sa candidature fut écartée, et il garda, sur les doctrines constitutionnelles du général, le secret que celui-ci demandait à la fin de sa lettre. Bonaparte pensait cependant que les directeurs tireraient parti du succès de leur coup d'Etat pour fortifier leurs pouvoirs. « Il fallait », dit-il plus tard à l'un d'entre eux, Reubell, « prendre l'initiative des lois, prolonger la durée du Corps législatif et du Directoire exécutif, enfin profiter du moment. » A quoi Reubell répondit : « S'il n'avait dépendu que de moi, j'aurais certainement tenté de consolider le gouvernement. Mais de trois que nous étions pour faire le 18 Fructidor, l'un<sup>1</sup> était amoureux de la Constitution de l'an III, dont il avait été l'un des créateurs, et personne ne pouvait compter sur l'autre<sup>2</sup>, qui a perpétuellement trahi tous les partis... D'ailleurs, les choses n'étaient pas à leur point de maturité : le gouvernement directorial, tel qu'il était, leur paraissait déjà trop oligarchique<sup>3</sup> ! »

Après le traité de Campoformio, à l'instant où la gloire et la popularité de Bonaparte parurent avoir atteint leur point culminant, il songea peut-être à s'emparer du pouvoir et il osa produire publiquement son opinion sur la Constitution de l'an III. Reçu en grande pompe au Luxembourg à son retour de Rastatt, il prononça un discours dont la première phrase était hardie : « Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meil-

1. Larevellière-Lépeaux.

2. Barras.

3. Reubell et Bonaparte, conversation de Reubell avec le Premier Consul (1802), *Nouvelle Revue rétrospective*, 10 juin 1904. Reubell lui-même, au témoignage de Barras, avait hésité à faire le coup d'Etat, et c'est lui qui rédigea la fameuse affiche placardée le 18 fructidor menaçant de la fusillade quiconque rappellerait la royauté ou la Constitution de 1793. Le brouillon de sa main a été conservé dans ses papiers.



leures lois organiques, l'Europe entière sera libre. » La plupart des assistants, remarque un témoin, au lieu de *les meilleures lois*, entendirent *de meilleures lois organiques*. « Dans le premier cas, c'était un reproche déguisé; dans le second, le reproche était patent. Ces mots... parurent à tous ceux qui les entendirent étranges et audacieux<sup>1</sup>. »

Pourtant, il semble que de ce jour on se soit exprimé plus librement sur la revision constitutionnelle. Un député, Rouault, osa dire, dans le Conseil des Anciens, qu'il lui semblait « douloureux d'avoir une constitution et d'être obligé d'en déchirer chaque jour quelques pages » et, dénonçant le « germe de mort » que renfermait le régime de l'an III, il proposa, sans être écouté, de mettre tout de suite à l'étude les modifications nécessaires<sup>2</sup>. Le bruit de prochains changements constitutionnels devint même assez précis et assez intense pour que le gouvernement en fit démentir la nouvelle et combattre l'idée par les journaux officiels<sup>3</sup>, pour qu'un député, Rouchon, proposât de voter une « loi de garantie » et pour que le président du Conseil des Anciens, Baudin (des Ardennes), dénonçât le projet de revision comme « une suggestion payée par l'Angleterre »<sup>4</sup>. La persistance du désordre à l'intérieur, la prolongation de la guerre et bientôt les défaites qui suivirent la seconde coalition accentuèrent encore le mouvement. On peut en suivre le progrès en remarquant la tendance de plus en plus marquée du Conseil des Cinq-Cents à désigner comme candidats au Directoire, lors des élections annuelles ou exceptionnelles, des officiers généraux de l'armée ou de la marine, de qui l'on attendait sans doute une action politique énergique et une concentration des pouvoirs. Sur dix candidats, on trouve en l'an V, à chacune des trois élections, trois généraux ou amiraux; en l'an VI, trois généraux, avec un total de voix supérieur; en l'an VII, ils sont quatre, dont le premier de la liste, Lefebvre; après le 30 prairial, on en compte cinq pour la première election, six pour la seconde, sept

1. Dulaure, *Esquisses historiques des principaux événements de la Révolution française*, t. IV, p. 461. M. Aulard (*Histoire politique de la Révolution française*, p. 693) donne, en le soulignant, le texte « de meilleures lois ». La plupart des manuels scolaires le transcrivent ainsi d'après lui. Tous les journaux et la *Correspondance de Napoléon* donnent « les meilleures lois ».

2. *Moniteur* du 2 pluviôse an VI.

3. *Ibid.*, 23 pluviôse an VI et 15 floréal an VII.

4. *Ibid.*, 18 floréal an VI et 26 messidor an VII.

pour la troisième, et le Conseil des Anciens, jusque-là rebelle, élit l'un d'entre eux, le sixième de la liste et le plus insignifiant, le général Moulin.

Le dernier témoignage, et le plus catégorique, de l'opinion prononcée en faveur d'une réforme est contenu dans un article de la *Décade philosophique* en date du 10 brumaire an VIII, huit jours avant le coup d'Etat de Bonaparte. Sous ce titre peu exact et assez vague : *Affaires étrangères, considérations générales*, l'auteur anonyme<sup>1</sup> faisait une critique en règle de la Constitution de l'an III. Il lui reprochait d'abord de contenir en germe la politique de conquête et de propagande. Il regrettait l'absence d'un article définissant les relations extérieures de la République, reproduisant par exemple le décret de la Convention qui promettait de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des autres états. Avoir supprimé cet article, c'était justifier les inquiétudes des gouvernements monarchiques sur notre esprit de prosélytisme démocratique et républicain. De même, faire l'énumération des départements de la République, en y comprenant les pays conquis, était une mesure maladroite. Proclamer qu'on ne céderait rien du territoire ainsi défini, c'était proclamer qu'on serait toujours fort et heureux, c'était « annoncer qu'aucune guerre ne doit avoir de fin que par l'anéantissement total des Français ».

Passant de là aux questions intérieures, l'auteur signalait la rivalité inévitable du Corps législatif et du Directoire, sur laquelle « tout a été dit », la mauvaise procédure des lois de finances, puisque les Cinq-Cents, en possession du droit de repousser chaque année toutes les contributions et de transformer les administrations publiques sous prétexte d'économies, possédaient « le moyen constitutionnel de détruire chaque année le gouvernement et de mettre la République en question ». De tout cela ressortait la nécessité de proposer dès maintenant un remaniement de la Constitution. On devait s'y prendre de bonne heure, puisqu'il fallait neuf ans pour la révision légale. Il n'y avait pas à craindre de « diminuer l'attachement des Français » pour le système politique de l'an III : « On ne renverse pas une colonne parce qu'on lui donne un autre chapiteau. » Quant

1. Il est possible que ce soit Daunou. On retrouve dans l'article la plupart de ses idées et quelque chose de son style.

au contenu de la réforme demandée, l'auteur de l'article n'en indiquait que deux points essentiels : 1° rendre obligatoire le choix des députés parmi les magistrats et fonctionnaires élus ayant déjà l'expérience des affaires publiques<sup>1</sup>; 2° concentrer les pouvoirs et les coordonner : « Tout ce qu'il y a de bons esprits en France ont reconnu la nécessité d'un pouvoir conservateur qui, semblable à la clé d'une voûte, retiendrait dans sa place chaque partie de l'édifice constitutionnel. »

Il est donc certain qu'avant le coup d'État de Brumaire un changement constitutionnel semblait nécessaire en France, du seul fait des imperfections constatées dans l'acte de l'an III. On a signalé plus d'une fois l'existence, vers la fin du Directoire, d'une sorte de parti républicain réformateur, composé en majorité de fructidoriens, mais désireux « de reconstituer, d'établir solidement, de fonder quelque chose ». Le plus remarquable des historiens du coup d'État de Brumaire, si sévère qu'il soit pour les représentants du régime parlementaire, a même reconnu chez les « néo-modérés », ou du moins chez quelques-uns, « le désir honnête d'assainir, de régénérer la République »<sup>2</sup>. On cite parmi eux, « dans les Conseils ou à l'Institut, Boulay (de la Meurthe), Chazal, Lemercier, Cornet, Cornudet, Régnier, Fargues, Frégeville, Villetard, Baudin des Ardennes », dans le ministère Talleyrand, Rœderer dans la presse. On leur donne pour chef Sieyès. On ne pense pas une minute à comprendre dans leur nombre les directeurs déchus, Reubell, Merlin, Larevellière, ni leurs amis ou leurs agents politiques, Daunou, Monge, Faipoult, Delacroix. Et cependant, ceux-là n'ont pas borné leurs efforts à critiquer ou à présenter de vagues projets de réforme. Ils ont fait des constitutions, ils les ont appliquées et retouchées, tâchant d'y employer le résultat de leurs expériences; ils ont ainsi mis en articles, et en pratique, différentes nuances du régime républicain qui marquent en quelque sorte, de la Constitution de l'an III à celle de l'an VIII, et du Directoire au Consulat, une série de transitions parfaitement visibles, quoique la dictature de Bonaparte n'en fût pas la suite inévitable. Ces régimes sont ceux qui furent établis, sous l'influence ou par la volonté des directeurs de la République française, dans

1. On reconnaît l'idée de la *gradualité* chère à Mirabeau.

2. A. Vandal, *l'Avènement de Bonaparte*, t. I, p. 76-77.

les « Républiques sœurs », cisalpine, batave, helvétique, romaine<sup>1</sup>.

## II.

L'histoire des régimes politiques établis dans le nord de l'Italie en 1797 est particulièrement significative, parce que les essais ont été plus nombreux, les retouches plus fréquentes, et parce qu'ici le futur auteur du 18 Brumaire et de la République consulaire a collaboré avec les fondateurs et les bénéficiaires de la République directoriale.

Quand Bonaparte entra en Italie au printemps de 1796, il n'était nullement convaincu que les Italiens fussent « mûrs pour la liberté », et en admettant qu'ils l'eussent été, rien ne prouvait alors qu'il serait possible de les « affranchir ». On sait comment, petit à petit, il s'engagea envers eux par des promesses, se laissa gagner par les prières et les preuves de dévouement, au point de se faire le champion de la liberté italienne, non seulement envers les Autrichiens, mais envers le Directoire. On lui avait défendu, de Paris, de laisser s'établir une République en Lombardie, pour ne pas compromettre la paix future avec l'Autriche, naguère encore maîtresse du Milanais. Mais on avait été moins rigoureux pour les terres du pape. Quand l'armistice de Bologne (23 juin 1796) nous livra les légations, Bonaparte ne fit aucun effort pour y empêcher la réunion d'un Congrès, qui organisa le pays en confédération et, en attendant mieux, fournit des auxiliaires à l'armée. A la fin de décembre, un second Congrès, assemblé à Reggio, proclamait l'indépendance de la République cispadane, une et indivisible<sup>2</sup>. Bonaparte autorisa même la convocation d'une Convention nationale. « Vous êtes plus heureux que le peuple français », écrivait-il au président du Congrès, « vous pouvez arriver à la liberté sans la révolution et ses crimes ».

L'attaque d'Alvinczy, la campagne du Tyrol, les négociations

1. Nous négligeons à dessein la république ligurienne, dont la Constitution résulta d'un traité bilatéral conclu par Bonaparte, et la république napolitaine fondée par Championnet, contrairement aux ordres qu'il avait reçus. Voir sur ce point G. Sabini, *I primi esperimenti costituzionali in Italia*. Turin, 1911, in-8°.

2. *Correspondance de Napoléon*, n° 1349 et 1350.

de Leoben, les affaires de Venise ne laissèrent pas au général le temps de s'occuper davantage de la Cispadane. La nouvelle République eut donc le loisir de faire et d'adopter elle-même sa Constitution, et il en résulta ce fait, surprenant et pourtant exact, que de tous les pays « affranchis » en Italie pendant la période du Directoire, celui dont la Constitution est le plus semblable à celle de la France est cette République éphémère, la seule qu'on ait laissée libre de choisir ses institutions<sup>1</sup>. Les différences entre les deux textes sont insignifiantes, sauf en ce qui concerne le nombre des directeurs, réduit à trois, et la liberté religieuse, supprimée en Cispadane, à la réserve d'une tolérance consentie en faveur des juifs seuls<sup>2</sup>.

Le piquant est que le Directoire de France trouva ce zèle imitateur excessif. Il avait déjà rejeté la proposition, envoyée de Milan par Miot, porte-parole de Bonaparte, de réunir dans les pays conquis de l'Italie une grande Convention nationale « comme en Hollande »<sup>3</sup>. Il repoussa pareillement la demande d'un gouvernement provisoire qui organiserait la République lombarde, demande apportée à Paris par les députés milanais. « Le meilleur », répondit le directeur Reubell, « est de *leur donner une Constitution toute faite*, et de ne permettre ensuite les assemblées que pour les élections nécessaires à la mise en activité »<sup>4</sup>. Ainsi l'on éviterait de compromettre trop complètement les Italiens envers l'Autriche, s'il fallait évacuer la Lombardie à la paix, et l'on n'aurait plus, dans le cas contraire, qu'à laisser le régime républicain en vigueur après avoir proclamé l'indépendance du pays.

C'est ce qui fut prescrit à Bonaparte, en un style quelque peu diffus, par Larevellière-Lépeaux, interprète de ses collègues<sup>5</sup>. Le général proclamerait, de lui-même, comme simple *règlement*, en l'appliquant à la Lombardie et aux Légations réunies, la Constitution cispadane. Seulement, le Directoire, la trouvant trop entièrement « calquée » sur celle de l'an III, y faisait introduire

1. La Constitution adoptée par le congrès le 27 mars fut votée par les assemblées primaires au milieu d'avril 1797.

2. Sabini, *I primi esperimenti...*, p. 27-31.

3. Affaires étrangères, *Mémoires et documents, Italie*, vol. 12, fol. 64.

4. Note autographe de Reubell, 16 germinal an V (Arch. nat., AF III, 71).

5. *Mémoires de Larevellière-Lépeaux*, t. II, p. 281. Minute aux Arch. nat., AF III, 442.



des changements, les mêmes ou à peu près qu'il devait aussi, nous le verrons, conseiller à la Hollande et imposer à la Suisse.

Les commissaires de la trésorerie seraient nommés par le Directoire et non par le Corps législatif, comme en France. « Nous nous apercevons chaque jour », écrit Larevellière, « que cet ordre de choses occasionne un tiraillement effroyable. » Le nombre des députés serait réduit à 120 membres pour le premier Conseil et 60 pour le second : « Ils feront tout aussi bien les lois, et même mieux, quelque grand que soit un état. » La capitale devrait être placée dans « un petit endroit central » en dehors des grandes villes : « Nous avons l'exemple de la Hollande et de l'Amérique, qui vient de faire bâtir un petit lieu central tout exprès. » Enfin, on ne laisserait pas aux Assemblées législatives le soin de préparer et de voter elles-mêmes les lois organiques et le « système » de finances. « Notre exemple », disait-on à Bonaparte, « doit vous apprendre combien il est funeste d'attendre tout cela d'un nouveau Corps législatif, qui par mille causes diverses se traîne pendant un temps considérable dans la carrière législative et surtout dans celle des finances, et laisse pendant de longues années un gouvernement naissant dans le marasme et toujours en danger de périr. » Pour faire toute la législation judiciaire, administrative, financière, militaire, etc., les directeurs indiquaient le moyen qui avait leurs préférences : nommer autant de commissions, « de trois personnes seulement, ayant ordre absolu et positif de donner leur travail dans un mois au plus tard ». Le général publierait ensuite, avec ordre d'exécution, les textes rédigés par cette méthode expéditive.

Bonaparte ne devait pas oublier le programme que lui traçaient ainsi les « avocats » du Directoire. Cette procédure de législation est exactement celle qu'il emploiera deux ans et demi plus tard, pendant la période du Consulat provisoire, au lendemain du coup d'État de brumaire. Au printemps de 1797, ses idées politiques n'étaient pas encore bien arrêtées. Il hésitait à rejeter, comme imparfaite, la Constitution de l'an III qu'il avait contribué à établir et qu'il venait de laisser transporter en Cispadane. Même si le Directoire lui avait donné carte blanche à cet égard, il n'est guère probable qu'il aurait bâti de toutes pièces un nouveau régime en Italie. « Il était difficile », dira-t-il lui-même un peu

plus tard, « de faire une nouveauté au milieu des tracas de la guerre et des passions »<sup>1</sup>. Ce fut donc la constitution française qu'il appliqua en Cisalpine, et il la présenta comme telle aux Italiens. « Le Directoire de la République française », disait-il dans sa proclamation du 29 juin 1797, « donne au peuple cisalpin sa propre constitution, le résultat des connaissances de la nation la plus éclairée de l'Europe<sup>2</sup> ». Il y eut seulement quelques légères modifications, dont la plus importante touche au droit de suffrage. L'accès des Assemblées primaires, fermé en France à qui ne payait pas une contribution directe, foncière ou personnelle, n'était refusé en Cisalpine qu'aux individus vivant d'aumônes. Pour le reste, et sauf la nomination par le Directoire des commissaires de la Trésorerie, qui avait été, comme nous l'avons vu, suggérée de Paris, il n'y a de notable que la procédure de nomination des directeurs, où l'on avait fait une petite place au principe du tirage au sort<sup>3</sup>.

Bonaparte lui-même ne prenait pas très au sérieux cette constitution. Il n'en fit qu'une application apparente, nomma lui-même toutes les autorités, les directeurs, les membres des Conseils des 60 et des 120, les juges, les administrateurs. Il disait tout crûment aux diplomates autrichiens, quand il les rencontra aux conférences d'Udine : « Je vous avouerai que je suis, moi, le Directoire exécutif de la République cisalpine, et que cela doit être ainsi jusqu'à ce qu'elle ait pris assez de consistance pour voler de ses propres ailes<sup>4</sup>. » Il sentait bien que le jour où l'autorité du général français serait retirée, les passions politiques déchireraient la Cisalpine, sans que le Directoire de Milan, désarmé comme celui de Paris contre les attaques de la presse et des clubs, fût en état d'y porter remède. Après fructidor, il crut trouver dans le Directoire français des dispositions à changer ce régime. Nous avons vu qu'à ce moment il attendait des « triumvirs » une transformation de la République française. Il pensait à donner l'exemple en Cisalpine et c'est sans doute pour cela que Talleyrand voulait lui adresser Sieyès. Il en parla même officiellement au Directoire. « Je demande », écrit-il

1. *Correspondance de Napoléon*, n° 1967.

2. *Ibid.*, n° 1966.

3. Sabini, *I primi esperimenti*, p. 36.

4. Rapport de Cobenzl dans Hüffer, *Der Frieden von Campoformio*, p. 448.

le 21 septembre 1797<sup>1</sup>, « que vous nommiez une commission de trois membres parmi les meilleurs publicistes pour organiser la République d'Italie. La Constitution que nous lui avons donnée ne lui convient pas... ». Et, quelques jours plus tard, quand le secrétaire de Barras, Bottot, paraît au quartier général avec une mission officieuse, Bonaparte lui fait des confidences politiques : il critique le 18 fructidor et le gouvernement militaire, esquisse quelques-unes de ses créations futures, la Légion d'honneur par exemple, parle de réconcilier les partis, de placer et d'employer en Italie même les mécontents, ou ceux qu'on estimera dangereux à Paris « sous quelque rapport politique que ce soit ». Enfin, rapporte Bottot<sup>2</sup>, il « désire que le Directoire veuille bien envoyer près de lui trois publicistes connus afin de rédiger un plan de Constitution pour l'Italie et d'en organiser le gouvernement. Il demande avec instance Sieyès, auquel il désigne pour collègues Rœderer et Benjamin Constant. Il désire des hommes qui aient une réputation imposante. On a réimprimé à Gênes et à Milan la Constitution de 1793... ». Ces projets n'agréaient guère au Directoire. Sieyès était suspect, on allait bientôt l'expédier à Berlin. Rœderer semblait approuvateur un peu tiède du coup d'État. Benjamin Constant était plus « prononcé », mais on lui reprochait M<sup>me</sup> de Staël, poursuivie avec acharnement par la police à ce moment même. En marge des rapports de Bottot, Larevellière écrivit : « On va chercher des publicistes qui puissent remplir l'objet de cet article. » Et on ne chercha personne.

Bonaparte en éprouva sans doute de l'humeur. Avant de quitter l'Italie, lorsqu'il eut signé la paix de Campo-Formio, il se donna l'agrément, sous prétexte de conseils au gouvernement génois, de censurer indirectement, dans une lettre publique, le régime politique de la France. Mais le Directoire français n'en parut nullement fâché, au contraire. Il fit insérer la lettre dans les journaux, et le *Moniteur*<sup>3</sup> y ajouta des commentaires significatifs. Il comparait Bonaparte à Télémaque, donnant des conseils aux Crétois, louait sa « noble candeur », affirmait que le « héros français » serait aussi grand « dans le Sénat qu'à la tête des armées » et finissait par dire tout net que ses conseils n'étaient

1. Correspondance de Napoléon, n° 2234.

2. Arch. nat., AF III, 473.

3. *Moniteur* du 6 frimaire an VI.



« pas seulement applicables aux peuples de la Cisalpine et de la Ligurie ». Pourtant, il n'y eut rien de fait dans le sens des vœux du général, même après son retour à Paris et son discours sur les « meilleures lois organiques ». Rien, du moins en ce qui concerne l'Italie, car deux autres pays, la Hollande et la Suisse, reçurent du gouvernement français, aux mois de janvier et février 1798, des institutions politiques nouvelles, assez différentes déjà du régime établi en France.

### III.

Par le traité de paix et d'alliance signé à La Haye le 16 mai 1795, la République française avait reconnu l'indépendance des Provinces-Unies, alors que le régime politique de ce pays était encore provisoire. Un article du traité stipulait bien la garantie de l'abolition perpétuelle du stathoudérat, c'est-à-dire le maintien d'un régime républicain, mais sans aucune indication sur la Constitution de la République qu'on n'appelait pas encore batave. Il avait été convenu, en principe, que l'on convoquerait une Assemblée constituante ou Convention nationale, à l'image de ce qui s'était fait en France, mais le Directoire n'eut aucune part aux mesures prises à ce sujet, et tout ce qu'il se crut permis fut de faire faire quelques démarches « excitatives » par son ambassadeur à La Haye. C'est seulement à la fin de janvier 1796 que la convocation de la Convention fut ordonnée par les États-Généraux. L'Assemblée se réunit le 1<sup>er</sup> mars, et lorsque l'ouverture de ses séances fut notifiée au gouvernement français, le ministre des Relations extérieures, Charles Delacroix, eut soin de rappeler que, si le Directoire avait « secondé les efforts des vrais amis de la liberté », c'était toujours sans blesser l'indépendance du pays<sup>1</sup>. Dans la suite, et lorsque les délibérations de la Convention commencèrent, il n'est pas douteux que les représentants de la France usèrent de toute leur influence pour faire établir un gouvernement aussi centralisé que possible, de manière à ce que le Directoire pût disposer plus aisément, par son intermédiaire, des forces maritimes de la Hollande dans la lutte contre l'Angleterre. Mais notre représentant diplomatique à La Haye, Noël, mettait une certaine réserve dans les

1. V. Legrand, *la Révolution française en Hollande*, p. 142-155.

« conseils » qu'il donnait au gouvernement provisoire batave, à la fois par modération naturelle et parce qu'il était difficile, sinon dangereux, d'employer la contrainte morale ou la menace contre les membres de commissions exécutives élues, assez nombreuses et pratiquement irresponsables<sup>1</sup>. C'est seulement après plus de neuf mois de discussion que le principe du régime unitaire fut admis (décembre 1796). Cinq mois encore se passèrent jusqu'à ce que le projet de Constitution fût enfin rédigé<sup>2</sup>.

C'était une espèce de compromis entre le principe unitaire soutenu par les démocrates et encouragé par la France et les anciennes traditions du gouvernement fédéraliste. Les administrations provinciales restaient puissantes à côté du gouvernement central, formé de deux chambres et d'un Conseil d'État électif de sept membres. L'autonomie financière des provinces était complète et elles élisaient, en dehors des pouvoirs politiques, une cour suprême de justice, indépendante, pourvue de grands pouvoirs et formée de membres inamovibles après une première réélection, qui pouvaient à leur gré activer ou rendre impossible l'exercice des autres autorités.

Malgré les dangers de ce régime pour les Pays-Bas eux-mêmes, malgré la protestation des démocrates, qui plusieurs fois firent appel à l'intervention française, le Directoire et son ministre à La Haye crurent devoir conseiller l'acceptation pure et simple de cette Constitution<sup>3</sup>. Comme ils n'agirent pas à découvert, les adversaires du nouveau régime purent de leur côté faire campagne tout à leur aise contre l'acceptation, et lorsque le texte constitutionnel fut soumis à la ratification populaire, une coalition des démocrates et des fédéralistes réunit contre l'œuvre de la Convention batave une écrasante majorité. Cet échec décida le Directoire français à une intervention plus directe, réclamée du reste par les généraux français Hoche et Joubert, par le ministre Noël et par les « patriotes bataves ». Le coup d'État du 18 fructidor, survenu presque au lendemain du jour où s'était réunie la nouvelle Assemblée constituante des Pays-Bas, précipita les événements. Noël fut remplacé par Delacroix, prédécesseur de Talleyrand au ministère des Relations

1. Noël à Delacroix, 4 pluviôse et 23 ventôse an V (Arch. nat., AF III, 69).

2. V. Colenbrander, *Gedenkstukken der algemeene Geschiedenis van Nederland*, t. II, p. 81-95 et 181-183.

3. Dépêche de Noël, 30 thermidor an V (Arch. nat., AF III, 69).

extérieures, et qui reçut pour instructions de procurer l'acceptation rapide d'une Constitution unitaire. Si les « moyens de persuasion » ne suffisaient pas, la République batave était menacée assez clairement d'annexion ou de partage ; en tout cas, le régime militaire devait y être rétabli<sup>1</sup>.

Delacroix, arrivé à La Haye à la fin de décembre 1797, se mit à l'œuvre tout de suite. Il entra en rapports avec les chefs du parti unitaire, se mit d'accord avec eux sur un certain nombre de « points constitutionnels »<sup>2</sup> (les mêmes, à peu près, qui servaient de base au gouvernement français) et chargea son secrétaire Brahain-Ducange, ancien interprète de la légation française sous Louis XVI, de rédiger un projet de constitution. Lui-même y fit quelques retouches, puis l'envoya au Directoire. C'est le jurisconsulte Merlin (de Douai), récemment nommé directeur en remplacement de Barthélemy, qui fut chargé d'examiner ce texte. Il y fit un assez grand nombre de changements sur le manuscrit qui nous a été conservé<sup>3</sup>, de sorte qu'on peut savoir exactement quel régime politique le Directoire, s'il s'était cru libre de le faire, aurait souhaité établir dans la République batave.

Un premier point digne de remarque est que la future Constitution n'est pas du tout un décalque de la Constitution française de l'an III, comme on le prétend d'ordinaire. C'est le projet rejeté par les assemblées primaires qui a servi de base et les modifications qu'il a subies sont destinées, les unes à plaire aux électeurs bataves et à leur faire accepter le régime nouveau, les autres à renforcer les pouvoirs du gouvernement central et à le rendre plus indépendant, comme le Directoire français aurait désiré pouvoir l'être lui-même. Pour satisfaire l'opinion publique et pour assurer à la nouvelle Constitution le suffrage des « patriotes », Delacroix et Merlin admettent dans les assemblées primaires tous les citoyens bataves, sans condition de cens. Delacroix les aurait admis de même aux assemblées électorales, dont les membres étaient nommés par les électeurs du second degré. Merlin rétablit le cens des électeurs, mais il le fixe à un chiffre de revenu inférieur de plus de moitié à celui qui est exigé en France : dans les campagnes, le propriétaire d'un bien rural

1. Legrand, *la Révolution française en Hollande*, p. 165.

2. Affaires étrangères, Corr. polit., *Hollande*, vol. 598, fol. 74.

3. Arch. nat., AF III, 70.

rapportant quarante-deux francs par an peut être nommé électeur. Pour assurer dans une certaine mesure l'indépendance des électeurs à l'égard des fonctionnaires, on a créé des circonscriptions électorales (districts, arrondissements, quartiers) différentes des divisions administratives et qui nomment à tour de rôle les administrateurs électifs de la commune et du département. Une part assez large est faite au sort dans les élections, puisque ce sont des électeurs du troisième degré, tirés au sort parmi ceux du second degré, qui choisissent, sur la liste de candidats établis par ceux-ci, les députés, les administrateurs et les juges. Les électeurs du second degré concourent directement au choix des cinq membres du Conseil d'État exécutif. Enfin, dernière mesure démocratique, un article 276 porte : « Il sera créé par la loi des institutions propres, d'une part, à pourvoir aux besoins des membres indigents de la société et, de l'autre, à tirer des indigents valides des services utiles à la patrie. »

Pour « concentrer » les pouvoirs et augmenter les attributions de l'exécutif, les dispositions du projet sont plus nombreuses et plus précises. Le nombre des membres du Conseil d'État est réduit. Ils ne sont plus sept mais cinq, comme en France. Ils n'émanent pas seulement, comme le Directoire français, des deux chambres du Corps législatif. La Chambre des anciens désigne deux candidats pour chaque poste à pourvoir et ce sont les électeurs qui choisissent, dans les assemblées de district. Comme les Conseils sont renouvelés par quart chaque année et que les élections législatives ont lieu avant le renouvellement du Conseil d'État, elles peuvent donner une indication précise en faveur de futurs candidats aux fonctions exécutives. En tout cas, les membres du Conseil d'État pouvaient trouver dans ce mode d'élection un renfort d'autorité morale en cas de conflit avec le Corps législatif. Ce cas est du reste prévu et l'article 175 dispose : « Le Corps législatif ni aucune autre autorité ne peut casser les arrêtés du Conseil d'État. » Cet article, ajoute le rédacteur en note, « résout la difficulté que le Conseil des Cinq-Cents élevait en France avant le 18 fructidor ». Le Directoire français avait aussi beaucoup souffert de n'avoir, sur la Trésorerie nationale, aucune influence. La Constitution de l'an III confiait le soin d'assurer le paiement des dépenses publiques aux commissaires de la Trésorerie, nommés par le Corps législatif et dépendant de lui seul. Si la majorité le vou-

lait, les commissaires nommés par elle pouvaient faire manquer tous les services, affamer le Directoire. Ils l'avaient fait en l'an V, avant le coup d'État. Aussi voyons-nous Delacroix et Merlin d'accord pour confier, en Hollande, au Conseil d'État seul la nomination des commissaires de la Trésorerie et de la Comptabilité. Ils lui donnent aussi le droit de destituer les membres de *toutes les administrations*, ensemble ou séparément, et de les remplacer provisoirement, le droit de choisir les commissaires qui le représentent dans chaque département, non pas seulement parmi les habitants du département même, comme en France, mais dans toute l'étendue du territoire. Pour garantir d'avance le gouvernement contre le danger d'élections « mauvaises », la précaution employée en France après fructidor, par une loi spéciale, sera introduite dans la Constitution batave : tous les électeurs devront prêter serment d'« invariable aversion pour le gouvernement stathouderien, le fédéralisme, l'aristocratie et l'anarchie » et promettre de ne jamais voter pour les partisans de ces doctrines.

S'il fallait encore une preuve des arrière-pensées personnelles apportées par les directeurs français dans ces projets de réforme, on la verrait plus sûrement encore en tout ce qui, dans le projet de constitution batave, se rapporte au pouvoir judiciaire. Merlin de Douai lui-même, comme ministre de la Justice du Directoire, avait eu de nombreux conflits avec les tribunaux criminels et avec le tribunal de cassation, qu'il avait, à plusieurs reprises, accusé d'empiéter sur la puissance exécutive : « Il faut convenir », dit une note du projet de Constitution, « que nous n'avons point en France de moyens de réprimer les abus et les excès du pouvoir judiciaire. » Ces moyens, on les avait cherchés avec soin pour la Hollande. Le nombre des tribunaux était augmenté. Le Conseil d'État nommait pour chacun d'eux, non seulement le commissaire du gouvernement, mais l'accusateur public qui était toujours le substitut du commissaire. Le jury était supprimé, sans regret : « Il paraît », lit-on en marge de l'article, « que les Bataves ne connaissent point cette institution ou qu'ils ont contre elle des préventions que n'a pas dû dissiper, il en faut convenir, l'expérience que nous en avons faite depuis six ans. » Le ministre de la Justice était investi du droit de régler, à lui seul, les conflits de juridiction et de suspendre en attendant les procédures commencées. Enfin, toute une série de disposi-



tions spéciales permettait au gouvernement, s'il avait à se plaindre d'un tribunal, fût-ce le tribunal de cassation, d'en faire juger les membres pour forfaiture par une commission judiciaire de sept membres choisie par lui-même parmi les magistrats en fonctions. Même dans la législation du premier Empire, on chercherait vainement en France un pareil assujettissement de la magistrature aux autorités politiques. Le fait est d'autant plus remarquable que Merlin de Douai, l'inventeur ou l'approbateur de ces mesures, était un homme de robe et devait exercer plus tard, pendant quinze ans, les plus hautes fonctions judiciaires.

Le projet de Merlin ne devait pas être adopté tel quel par la Constituante batave. Quinze jours de discussions assez âpres, poursuivies en secret à La Haye entre Delacroix et les députés démocrates, aboutirent enfin à un accord provisoire, après lequel une sorte de coup d'État fut préparé et réalisé le 22 janvier 1798. L'Assemblée constituante exclut une trentaine d'opposants, s'attribua ensuite à elle-même le caractère représentatif, nomma un Directoire provisoire et une commission de constitution, qui siégea sans déssemparer<sup>1</sup>. L'acte dont elle établit le texte était, sur bien des points, différent du projet de Merlin et Delacroix, puisqu'en particulier il supprime le cens électoral et rétablit en partie, par un détour, le suffrage direct. Mais le Directoire français, si attaché qu'il demeura, pour son compte, au régime censitaire, ne crut pas devoir intervenir une fois de plus<sup>2</sup>. A partir du milieu de l'année 1798, la Constitution, adoptée cette fois par une forte majorité dans les assemblées primaires, fut régulièrement appliquée jusqu'en 1801, époque où Bonaparte la fit remplacer par une autre, malgré un plébiscite défavorable.

#### IV.

La méthode conciliante, le système des négociations occultes et des interventions masquées avait paru au Directoire inévitable aux Pays-Bas, sans doute à raison des habitudes de la

1. Ce travail fut si hâtif que la rédaction est parfois incorrecte et qu'il y a des dispositions contradictoires. Voir *Constitution du peuple batave*. Paris, Jansen, an VI.

2. « Il faut vous arranger chez vous », disait Reubell au ministre batave van Dedem, « nous sommes fâchés de devoir nous mêler de vos affaires internes. » Colenbrander, *Gedenkstukken*, t. II, p. 802.

population, des traditions républicaines qui s'y étaient conservées et aussi parce que l'indépendance des Bataves était déjà inscrite dans le traité d'alliance. Ces conditions ne se retrouvaient pas pour les autres républiques fondées au delà de nos frontières et à qui la France voulut donner une Constitution. Aussi les procédés employés furent-ils différents. C'est la Suisse dont le cas ressemble le plus à celui de la Hollande. Pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici<sup>1</sup> (la principale était d'obtenir un passage permanent par le Valais et le Simplon pour les armées françaises), le Directoire voulut remplacer la Confédération des cantons suisses et de leurs alliés par une république helvétique unitaire. Cette transformation fut décidée, d'accord avec le général Bonaparte, en même temps que l'affranchissement du pays de Vaud, jusque-là soumis au Bernois et qui avait, par l'intermédiaire des patriotes exilés réfugiés à Paris, sollicité l'intervention française. Le gouvernement de la Confédération, ainsi que les gouvernements cantonaux, était hostile à toute réforme politique; d'autre part, les troupes françaises n'occupaient pas encore le pays et on voulait autant que possible, pour des raisons de politique extérieure, éviter de recourir à l'occupation. On ne pouvait donc ni faire faire la Constitution unitaire par une Convention nationale comme aux Pays-Bas, ni l'imposer d'autorité, par ordonnance militaire, comme pour les républiques italiennes. On choisit de la faire rédiger à Paris, presque sous les yeux des directeurs, par un « patriote suisse », le grand tribun de Bâle, Pierre Ochs, qui était depuis longtemps partisan d'un régime démocratique et unitaire pour son pays. Ochs a cherché plus tard à rejeter sur d'autres la paternité du texte qu'il contribua à imposer en Suisse et qui fut regardé, après 1801 et surtout après 1814, comme une monstruosité. En réalité, il en était bien l'auteur et l'avait rédigé seul (tout au plus avec la collaboration discrète d'un autre Bâlois, son « ami de cœur et de révolution », Rémy Frey), après avoir demandé l'avis de Daunou et de Reubell et sollicité vainement les conseils, puis les critiques de Bonaparte sur son travail<sup>2</sup>. Mais il soumit naturellement son texte au Directoire, et, ici encore, le manuscrit porte les traces de corrections nombreuses, opérées par le

1. Voir notre livre sur *le Directoire et la paix de l'Europe*, p. 624 et suiv.

2. Strickler, *Ämtliche Sammlung der Akten aus der Zeit der helvetischen Republik*, t. I, p. 163 et 587-592.

spécialiste Merlin (de Douai) et dont quelques-unes sont intéressantes<sup>1</sup>.

Cette fois, on renonce franchement à feindre de faire rédiger la Constitution par une Assemblée nationale. Ochs avait d'abord rédigé un *avant-propos* où il présentait son système de gouvernement comme provisoire. Le Corps législatif helvétique, une fois installé, consulterait les assemblées primaires sur le point de savoir si elles voulaient la réunion d'une Constituante. Dans l'affirmative, on procéderait aussitôt aux élections. D'un trait de plume, Merlin supprima tout ce préambule et le remplaça par neuf articles précis et secs, revus en rédaction par Reubell et qui prescrivaient simplement la procédure de « mise en activité ». Dans chaque canton, les citoyens « déterminés à rentrer dans les droits inhérents à la liberté et à l'égalité qu'ils tiennent de la nature » réclameraient par pétition une assemblée primaire, l'établiraient eux-mêmes si le gouvernement du canton ne l'accordait pas et « se prononceraient » sur le projet de constitution. Puis on choisirait les électeurs, ceux-ci nommeraient les députés, les administrateurs et les juges. Quand un tiers du nombre total des membres du Corps législatif seraient nommés et réunis, ils nommeraient à leur tour les directeurs, ceux-ci les ministres et les fonctionnaires et il n'y aurait plus qu'à attendre la réunion des autres cantons. Le projet fut en effet imprimé à Paris, en trois langues, colporté dans toute la Suisse par les agents français, accepté par le pays de Vaud, puis par Bâle, ensuite par Fribourg, Soleure, Lucerne, etc. Des modifications avaient été proposées et même votées par les assemblées provisoires, à Bâle en particulier, pour diminuer l'influence du pouvoir central et rétablir une sorte de classe de magistrats. Cette fois, le gouvernement français n'admit aucun changement; ses agents diplomatiques et, après l'occupation militaire, ses généraux eurent l'ordre de réclamer une acceptation pure et simple. Il considérait les patriotes Ochs, Laharpe et autres comme représentant la « partie éclairée » de la nation suisse, qui avait le droit de « faire le bonheur d'un peuple ignorant et fanatisé », même malgré lui. On lit dans les instructions du commissaire français Lecarlier : « Il est des hommes, en Suisse surtout, qu'on dirige plus facilement qu'on ne les éclaire ». Pierre

1. Arch. nat., AF III, 81.



Ochs souscrivit sans réserves à ces maximes de pur jacobinisme. Il applaudit aux mesures militaires employées pour faire accepter son « livret » constitutionnel par les cantons démocratiques, et trouva cette formule heureuse : « Il faut sans cesse donner au peuple la souveraineté, mais pour chaque fois lui en dérober l'exercice<sup>1</sup>. »

Ochs, nous le savons, avait, pour rédiger son projet, consulté Daunou et Reubell, à défaut de Bonaparte. C'est d'eux sans doute qu'il avait pris l'idée de la *gradualité* des fonctions, qui était restée chère à beaucoup d'anciens membres de la Constituante. Mais surtout c'est d'eux que paraissent inspirées les nombreuses dispositions propres à fortifier l'autorité centrale, accentuées encore par les retouches de Merlin. Le nombre des directeurs, la division en deux conseils, la procédure législative sont à peu près telles qu'en France; la nomination des directeurs se fait de même, sauf que les deux conseils alternent pour présenter et choisir les candidats, sur une liste qui est de cinq par siège à pourvoir, au lieu de dix. La chambre la plus nombreuse s'appelle Grand Conseil, ce qui est un titre suisse; mais l'autre s'appelle déjà Sénat, comme en l'an VIII. Il n'y a plus de cens électoral, et la seule exclusion qui soit prononcée, en dehors des domestiques et des indigents assistés, est celle des ministres des cultes. Ochs avait voulu faire du Grand Conseil une assemblée représentative professionnelle, comprenant un quart de laboureurs ou propriétaires ruraux, un quart d'ouvriers, un quart de commerçants ou industriels, un quart de représentants des professions libérales; mais cette idée a été écartée par les directeurs français qui acceptent pourtant la prolongation du mandat (huit ans au lieu de trois). Par contre, ils réclament pour le futur Directoire helvétique la nomination de tous les officiers, des commissaires de la Trésorerie, des présidents, accusateurs publics et greffiers de tous les tribunaux supérieurs, la destitution et le remplacement provisoire jusqu'aux élections (qui se font tous les deux ans seulement) des administrateurs et des juges. Les anciens membres du Directoire helvétique entreront de droit au Sénat et pourront y siéger huit ans. Le Directoire aura la proposition « préalable et nécessaire » de toutes les remises et commutations de peine, de la paix, de la guerre et, ce

1. *Le Directoire et la paix de l'Europe*, p. 745.

qui est bien autre chose, de tout ce qui concerne les finances (art. 50, ajouté par Merlin). Le Corps législatif ne peut en délibérer sans cela. Enfin, on voit apparaître un personnage destiné à un bel avenir historique : le préfet. Dans chaque canton (on a gardé, à peu près, les anciennes divisions), le Directoire nomme un *préfet national* qui est une véritable puissance. Il n'a pas l'administration entière, puisqu'il subsiste une Chambre administrative élue. Mais, cette Chambre, il en choisit le président et assiste à ses délibérations. Il préside les assemblées d'élection et c'est lui qui « développe », en présence des électeurs, « les principes qui doivent guider le corps électoral ». Il assiste, en chambre du Conseil, aux délibérations des tribunaux inférieurs, nomme le président, le greffier, l'accusateur public et les révoque. Il se fait assister et remplacer au besoin dans chaque district du canton, — y compris le district chef-lieu, — par des sous-préfets révocables à sa volonté. Il nomme enfin les chefs de l'administration communale, les agents nationaux, qui choisissent eux-mêmes leurs adjoints. Si l'on ajoute qu'aucun texte formel n'exclut de ces fonctions des anciens membres des familles patriciennes, pourvu qu'ils aient été « favorables à la liberté », et que rien n'interdit au gouvernement de les prendre dans le pays même où ils furent ci-devant seigneurs, on comprend que les journaux démocratiques de Paris, comme le *Journal des hommes libres*, aient dénoncé la « résurrection de l'oligarchie » et que des réfugiés fribourgeois aient écrit au Directoire pour lui montrer, dans la constitution de Pierre Ochs, « le serpent caché sous les pavots »<sup>1</sup>. Le texte n'en fut pas moins maintenu et adopté tel quel par les cantons suisses, l'un après l'autre. Ce régime ne devait fonctionner dans la République helvétique que pendant deux ans à peine, car il fut mis en activité le 12 avril 1798 et, dès le 7 janvier 1800, la Constitution était renversée. La Suisse entra dès lors dans une période de confusion et de guerre civile d'où elle ne devait sortir que par l'intervention toute-puissante du Premier Consul. A cette date (1803), les projets d'amélioration constitutionnelle du Directoire étaient bien loin.

1. Arch. nat., AF III, 81. Voir un bon résumé de la Constitution dans Sciout, *le Directoire*, t. III, p. 480 et suiv.

## V.

Bonaparte était encore à Paris, tout occupé, en apparence au moins, des projets de descente en Angleterre, et le « livret » de Pierre Ochs était sous les presses, quand une occasion nouvelle et inattendue se produisit d'expérimenter en Italie les perfectionnements du régime de l'an III. A la suite d'une échauffourée dans le voisinage de l'ambassade de France à Rome, le général Duphot fut tué, l'ambassadeur Joseph Bonaparte se retira à Florence et bientôt le général Berthier, qui avait pris le commandement de l'armée d'Italie après la paix de Campoformio, recevait du Directoire l'ordre de former, sans en avoir l'air, une République romaine, après avoir expulsé le pape de ses États. Dix jours plus tard, on décidait à Paris d'envoyer pour l'organisation de cette république nouvelle une commission spéciale de trois membres, comme Bonaparte l'avait demandé naguère pour la Cisalpine. Talleyrand, chargé de présenter des « sujets » pour la composer, désigna Cabanis, Daunou, Florent et Monge. Les trois derniers furent choisis. Monge était déjà en Italie, où il avait été envoyé pour recueillir et faire expédier à Paris les « objets de sciences et d'arts », tableaux, statues, manuscrits, etc., obtenus par traités ou enlevés par droit de conquête. Il devait jouer le même rôle à Rome. Florent était un administrateur financier assez habile mais sans notoriété. Le *constituant* de la Commission était Daunou, l'ancien rapporteur de la Constitution de l'an III, celui que Pierre Ochs avait déjà consulté, le futur secrétaire de la Commission constitutionnelle de l'an VIII. On pensa d'abord à lui laisser, pour l'œuvre dont il était chargé, la plus grande latitude.

Le « vœu » des assemblées primaires serait recueilli d'abord, puis la Commission formerait « un gouvernement libre et représentatif »<sup>1</sup>. Mais il fallut bientôt compter avec Merlin (de Douai), qui voulait se réserver de bâtir à lui seul le régime politique du peuple romain régénéré. Il présidait le Directoire à ce moment et tenait à honneur d'attacher son nom au renversement de la « théocratie pontificale », car c'était là, selon lui, « l'un des plus grands événements de l'histoire moderne ». La Commission avait été

1. Affaires étrangères, Corr. polit., Rome, vol. 926, fol. 309.

nommée le 25 janvier 1798; le 31, Merlin lui prescrivait de « s'attacher à faire exécuter le projet de Constitution de la République romaine arrêté par le Directoire exécutif », c'est-à-dire par lui-même<sup>1</sup>.

Ce projet, qui devait en effet être adopté tel quel, nous l'avons en original. C'est un exemplaire de la Constitution française, interfolié avec soin et couvert d'amendements et de ratures ou l'on reconnaît aisément l'écriture caractéristique de Merlin<sup>2</sup>. Il le fit recopier ensuite et imprimer avec ce titre savoureux : *Constitution de la République romaine, traduite de l'italien sur une édition authentique*. C'est la dernière en date des constitutions fabriquées par le Directoire, et c'est celle qui était certainement la plus présente à la mémoire des fondateurs du régime de l'an VIII en France.

C'est de là, tout d'abord, que viendront les termes romains appliqués aux autorités publiques : le Directoire est un Consulat, les conseils législatifs sont le Tribunat et le Sénat, les commissaires du gouvernement sont des préfets consulaires<sup>3</sup>. Merlin avait même poussé plus loin le pastiche : il appelait *questeurs* les receveurs des finances, *grands questeurs* les commissaires de la Trésorerie, *prêteurs* les juges de paix, *hauts prêteurs* les juges de cassation, *scribes* les greffiers, *édiles* les agents municipaux, *nonces* les messagers d'état, *comices* les assemblées primaires, *tribus* les assemblées électorales.

La plupart des dispositions introduites dans la Constitution batave pour renforcer le pouvoir exécutif se retrouvaient dans la Constitution romaine, sauf les serments imposés aux électeurs. On y voit la gradualité des fonctions (art. 370)<sup>4</sup>, la

1. Arch. nat., AF III, 498, 12 pluviôse an VI.

2. Arch. nat., AF III, 78.

3. Ce n'est pas, à vrai dire, une nouveauté. M. Aulard (*Histoire politique de la Révolution française*, p. 661 et 563-564) fait remarquer avec raison que des noms grecs (éphorat, aréopage) avaient déjà été proposés en l'an III par Rouget pour les autorités françaises, et des noms latins (tribunat, consuls) par Sieyès, Baudin et Daunou lui-même.

4. Voici le texte de cet article : « A compter de ... années, nul ne pourra être administrateur de département, juge d'un tribunal civil, président d'un tribunal criminel, ou préfet, ou substitut de préfet consulaire près d'un tribunal civil ou criminel s'il n'a été au moins pendant un an ou préfet consulaire près d'une municipalité, ou préteur ou assesseur de préteur, ou préfet consulaire près d'un tribunal de censure. A compter de la même année, nul ne pourra être sénateur, tribun, ministre, haut préteur, préfet consulaire près la haute

procédure de forfaiture contre les juges sur la plainte des consuls, la destitution et le remplacement par le Consulat de toutes les administrations et de tous les tribunaux. Ici encore, c'est avant tout sur la magistrature que le rédacteur de la Constitution romaine a voulu fortifier l'action du gouvernement central. La nomination des accusateurs publics, qui sont en même temps commissaires du Consulat, celles des directeurs de jury d'accusation, le règlement de juges, l'établissement définitif de la liste des jurés sont remis au pouvoir exécutif. Merlin a même supprimé, en tête du titre VIII, l'expression *pouvoir judiciaire* pour la remplacer par *administration de la justice*. Il utilise pourtant les corps de justice, mais c'est pour diminuer les prérogatives du Corps législatif. Les poursuites pour haute trahison n'auront pas lieu à Rome sur un vote des Conseils, mais sur un acte d'accusation de la haute cour de justice, approuvée par le Consulat.

Quatre changements apparaissent encore, dont l'esprit est le même, mais qu'on rencontre pour la première fois. Le cens électoral devient uniforme pour tous les départements, et il est réduit à 150 journées de travail, sans que la qualité de propriétaire soit requise. Les sociétés politiques sont absolument interdites, elles ne peuvent avoir « ni séances publiques, ni président, ni secrétaire ou orateurs, *en un mot aucune organisation* ». A la suite de l'article de la Constitution française qui proclame la liberté de la presse et interdit la censure, on a ajouté : « Cet article n'aura d'exécution qu'après qu'il aura été fait une loi répressive des écrits calomnieux et séditieux ». Enfin, et c'est peut-être la disposition la plus caractéristique, la permanence des Conseils, toujours regardée depuis 1789 comme une garantie indispensable contre l'arbitraire, est radicalement supprimée. Le Tribunat et le Sénat, déjà très réduits en nombre (soixante-douze et trente-deux membres), ne siègent plus que huit mois par an et peuvent s'ajourner sans limite. Il n'y a pas de commission législative intermédiaire.

préturé, grand questeur, agent diplomatique ou commercial en chef, s'il n'a été pendant au moins un an ou administrateur de département, ou juge d'un tribunal civil, ou président d'un tribunal criminel, ou préfet, ou substitut de préfet consulaire près d'un tribunal civil ou criminel. » On sait que Bonaparte, d'abord favorable à ce système, ne l'introduisit pas dans la Constitution de l'an VIII.



A Rome même, cette Constitution, mise en vigueur officiellement le 20 mars 1798, ne fut pas véritablement appliquée. Un article final du texte de Merlin avait réservé la nomination à toutes les fonctions, même législatives, et toute l'autorité politique au général français jusqu'à la conclusion du traité d'alliance franco-romain. L'état de guerre ayant repris avant que ce traité fût signé, le Consulat, le Tribunat et le Sénat ne devaient être qu'un gouvernement en peinture. Cependant, les hommes qui avaient institué ce régime ne le considéraient pas comme un pur simulacre, puisqu'on l'appliqua un peu plus tard à la Cisalpine, et cela, — le fait est généralement ignoré, — sur la demande des Cisalpins eux-mêmes.

Au début de juin 1798, le ministre cisalpin Serbelloni demanda au Directoire français le remplacement de l'ancienne Constitution, introduite par Bonaparte, par la Constitution romaine. Il y joignait une comparaison des deux textes, article par article, et sollicitait une décision immédiate<sup>1</sup>. Le Directoire, probablement d'accord avec lui d'avance, fit droit sans tarder et chargea son ambassadeur à Milan, Trouvé, d'opérer la réforme de concert avec Daunou et un commissaire envoyé spécialement de Rome, Faipoult. « La Constitution romaine », lui disait-on, « a plus d'énergie, plus d'ensemble et sera par conséquent plus durable. » On peut l'établir sans illégalité, puisqu'en Cisalpine celle qui fonctionne a été décrétée provisoirement par Bonaparte, sans plébiscite d'acceptation. L'ambassadeur fera donc faire les changements, réduira les Conseils, les administrations, les tribunaux à l'effectif nécessaire et verra ensuite « si l'on ne pourrait pas faire adopter le tout dans une fédération bien ordonnée à peu près comme cela s'est fait à Rome ». Si cela présentait des dangers, on se passerait de l'adoption populaire et on laisserait « au temps et aux heureux effets qui doivent résulter de ces changements à les consacrer ».

Ainsi fut fait. Trouvé, aidé de Daunou et de Faipoult, rédigea une Constitution, des lois sur le fonctionnement du Corps législatif, des administrations locales, des tribunaux, un plan de législation financière qui, selon le vœu du gouvernement de Paris, « ne posait que des bases, le Directoire cisalpin étant chargé des détails et des moyens d'exécution ». Les troupes

1. Arch. nat., AF III, 526, 15 prairial an VI.

françaises entourèrent les palais des Conseils et du Directoire et le coup d'État fut opéré sur la réquisition écrite de l'ambassadeur Trouvé. Cette réquisition est intéressante parce que Trouvé représente sa réforme comme un exemple<sup>1</sup>. « Il faut en convenir franchement », dit-il, « la Constitution française, excellente pour la grande nation, est accablante pour vous...; elle a créé deux pouvoirs suprêmes qui, sans règles fixes ou moyens suffisants, ont laissé l'autorité publique s'avilir entre leurs mains... Vous vous rappelez les divisions déplorables qui se sont trop souvent élevées entre les Conseils et le Directoire... Le gouvernement a cru trouver le remède en vous offrant une Constitution beaucoup plus vigoureuse et plus stable. Les hommes éclairés avaient indiqué avec tant de précision les défauts et les avantages des constitutions libres établies depuis quelques années qu'il a été facile de faire disparaître de ce dernier code politique les imperfections de ceux qui ont servi de modèle à ses auteurs... Votre Constitution est en quelque sorte le fruit de l'expérience, elle est le perfectionnement de la Constitution actuelle. Elle est même celui de la Constitution romaine, qui pourtant offrait déjà une amélioration considérable dans le système représentatif. » On ne pouvait plus nettement souhaiter et même annoncer une réforme analogue en France. Le plus singulier est que ceux qui s'aperçurent le mieux de ces intentions et protestèrent le plus vivement là-contre sont ceux-là même qui méditaient, en France aussi, le renversement du régime. Le 3 fructidor an IV, Lucien Bonaparte dénonça aux Cinq-Cents le « prétendu perfectionnement du pacte social » qui s'opérait en Cisalpine<sup>2</sup>. Et après avoir fait une liste, — assez inexacte, — des innovations préparées par Trouvé, « réduire le pouvoir exécutif à trois personnes, ajourner le Corps législatif pendant quatre mois, donner l'initiative des lois au Directoire », il s'écriait : « Tel est le système qui a établi dans Rome le pouvoir des triumvirs, le système qui a fondé la tyrannie de César ». Le Conseil lui donna tort et passa à l'ordre du jour.

On sait par suite de quelles circonstances le « perfectionnement » tel que le concevaient les républicains directoriaux resta limité à la Cisalpine. Mais on comprend mieux le succès que ren-

1. Arch. nat., *ibid.*

2. *Moniteur* du 4 fructidor. Le discours de Lucien est reproduit en entier dans la *Réimpression*, t. XXIX, p. 350.

contra le coup d'État de Bonaparte et l'appui qu'y donnèrent, par leur neutralité au moins, les députés fructidoriens et les anciens membres du Directoire quand on connaît, par les essais tentés en Hollande, en Suisse, en Italie, leurs projets de réforme constitutionnelle. Mais l'aboutissement de ces projets, la maquette définitive en quelque sorte du régime qu'ils visaient à établir, ce n'est pas la Constitution de l'an VIII, c'est celle que Daunou mit en articles au lendemain du 18 brumaire, lorsqu'il avait encore des illusions sur Sieyès et sur Bonaparte. Taillandier l'a publiée dans ses *Documents biographiques sur Daunou*<sup>1</sup>. Elle aurait fondé tout autre chose, à vrai dire, que le régime de l'an VIII. Il y a bien un Consulat de trois membres, dont un premier Consul<sup>2</sup>, élus tous trois pour dix ans, nommant préfets, sous-préfets et maires et participant à l'initiative des lois; il y a bien un Conseil d'État, un Sénat conservateur, recruté par cooptation et composé de membres inamovibles; le Corps législatif cesse bien d'être permanent et de faire les lois à lui seul, il est bien soumis, comme les autres corps, à la *graduation* des fonctions. Mais tous les grands pouvoirs restent électifs et renouvelables après peu de temps, députés, administrateurs, juges, consuls même. Le premier Consul n'est jamais rééligible, et s'il commande les armées, il est suspendu de ses pouvoirs civils. Les élections législatives sont à trois degrés, mais le suffrage universel est maintenu à la base. La censure des journaux est rétablie, mais le collège des tribuns, délégation permanente de la Chambre basse, veille sur les libertés publiques dans l'intervalle des sessions parlementaires. Le jury est réglementé soigneusement et choisi avec le concours du pouvoir exécutif, mais les juges sont élus, ils peuvent rester longtemps en fonctions et leur indépendance personnelle est garantie. Les conflits des pouvoirs publics sont prévus et résolus par une ingénieuse procédure d'arbitrage.

Ce n'est cependant pas non plus, comme on l'a dit, la Constitution de l'an III démocratisée seulement par la suppression du cens<sup>3</sup>; c'est un plan de république libérale, réellement représentative, mais où la stabilité, la coordination des pouvoirs et

1. Paris, 1841, in-8°.

2. Poultier avait déjà proposé ce système en l'an III. Voir Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 564.

3. Aulard, *op. cit.*, p. 706.



la prépondérance de l'exécutif sur les points où l'expérience l'avait montrée nécessaire étaient établies avec soin et avec habileté. Sans doute, il est oiseux de regretter, d'imaginer même ce que serait devenue la réforme constitutionnelle opérée par un autre que Napoléon, par Hoche si l'on veut ou par Joubert. Mais puisqu'aussi bien la question a été posée déjà de savoir « ce qu'eût été l'entreprise sans Bonaparte »<sup>1</sup>, il était peut-être utile de rechercher ce que furent les essais nombreux par où elle s'était annoncée, en partie avec son concours. C'était bien « un régime à la fois mieux ordonné et plus libéral », le résultat d'un effort suivi pour « reconstituer l'autorité sans verser dans le despotisme »<sup>2</sup>, mais cela ne conduisait sans doute nécessairement ni au rétablissement d'une dynastie, orléaniste ou prussienne, ni à la « dictature de Barras », ni à celle de Bonaparte.

Raymond GUYOT.

1. Vandal, *L'Avènement de Bonaparte*, t. I, p. 120.

2. Id., *Ibid.*, p. 73, 117-119, 252, 396.

# LES ORIGINES DES CAVOUR

---

## I.

### LES PREMIERS BENSI.

La ville de Chiéri, dont sont originaires les Bensi de Cavour<sup>1</sup>, et à l'histoire de laquelle leur famille a été mêlée pendant quatre siècles, est située à une douzaine de kilomètres et au sud-est de Turin, au revers de la chaîne de collines qui porte la Superga. Sa place est particulièrement heureuse, car, protégée des vents du nord par de hautes collines, elle domine une plaine fertile qu'elle surveille comme sa dépendance naturelle. L'origine de Chiéri est fort ancienne : mentionnée par Pline parmi les villes du Piémont, sous le nom de *Carea Potentia*, par les écrivains du moyen âge sous les désignations de *Carium* et de *Kaira*, elle prit un certain élan de prospérité au XI<sup>e</sup> siècle; à cette époque, de nombreuses villes de la haute Italie développèrent avec une heureuse persévérance leurs exploitations agricoles, leur commerce, leur industrie, et, avec la richesse, acquirent une réelle indépendance; en droit, elles étaient unies à leurs seigneurs par le lien féodal, en fait, elles s'étaient donné une administration communale qui présentait la plus grande analogie avec le gouvernement républicain : telles étaient, dans la plaine piémontaise, Asti, Novare, Verceil, Coni, Mondovi, Savigliano, Casal, Acqui et Chiéri.

Aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, la situation féodale de Chiéri était

1. Bibliographie : Angius, *Famiglie nobili della monarchia di Savoia*. T. IV : *Benzi*, p. 577-868. Turin, 1857; très rare; Manno, *Il patriziato subalpino*, t. II. Florence, 1886; Cibrario, *Delle storie di Chiéri*, 3<sup>e</sup> éd., 1855; Bosio, *Santena e suoi dintorni*. Asti, 1884; Casalis, *Dizionario geografico-storico degli stati di S. M. il Re di Sardegna*, 31 vol. Turin, 1833-1856; Berti, *Cavour avanti il 1848*. Rome, 1886. Le marquis Carlo Visconti-Venosta, héritier du titre des Cavour, a bien voulu nous communiquer de nombreux renseignements inédits : nous sommes heureux de l'en remercier ici.

assez complexe; la seigneurie de la ville et des terres voisines appartenait à l'évêque et aux chanoines, mais d'autres exerçaient pareillement sur Chiéri des droits de souveraineté; en langage juridique, la tenure n'était point nette et unique; les marquis de Montferrat, les comtes de Biandrate prétendaient à des privilèges que les Chiérois leur contestaient ardemment; les comtes de Turin, qui avaient droits de juridiction dans plusieurs villes du Piémont, agirent plus habilement en favorisant les franchises communales et en s'attirant ainsi la reconnaissance des bourgeois.

Cette situation complexe fut utile à l'indépendance des Chiérois en leur permettant de contester les droits de chacun pour accroître les leurs. Au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, ils s'étaient assuré de précieux privilèges : ils étaient gouvernés et jugés selon leurs propres lois; la juridiction des magistrats municipaux s'étendait à toutes les affaires civiles et criminelles; les bourgeois ne pouvaient être taxés arbitrairement par leur seigneur; la municipalité possédait un vaste territoire, destiné à l'usage commun, pour l'eau, le bois, la pâture, etc...; un conseil, représentant l'ensemble des bourgeois, veillait à la défense des privilèges acquis, s'efforçait de les développer, revendiquait le droit de paix et de guerre et signait avec les villes voisines des traités d'alliance qui lui permettaient de résister plus utilement aux ambitions des seigneurs, leurs communs adversaires. Lorsqu'enfin un chef unique fut placé à la tête du gouvernement communal, — le podestat (potestas), — le petit état de Chiéri eut atteint sa forme parfaite.

Cette indépendance même présentait un danger pour une ville de si minime importance : les grands de la terre en conçurent jalousie et prétendirent écraser l'ambitieuse cité. Dans la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle, Chiéri en fit une double expérience, dans sa lutte contre le marquis de Montferrat et contre l'évêque de Turin.

Frédéric Barberousse, descendu en Italie dans le courant de l'année 1154, recueillit les doléances de son fidèle vassal, le marquis de Montferrat, sur les prétentions audacieuses des bourgeois de Chiéri et d'Asti; l'empereur aimait à se poser en arbitre des démêlés locaux, à la brutale; il se porta vers Chiéri, dont les habitants s'enfuirent épouvantés, pénétra dans la ville déserte, rasa les fortifications, brûla les maisons, détruisit la

campagne voisine et quitta cette rebelle en ruines pour exercer ailleurs, à Asti et à Tortone, sa justice dure et cruelle. Dès qu'il eut quitté la région, les Chiérois se hâtèrent de retourner dans leur ville, relevèrent leurs murailles et leurs maisons, cultivèrent à nouveau leurs terres et reprirent de plus belle leur lutte contre le marquis de Montferrat.

Trente ans plus tard, Chiéri était en démêlé avec l'évêque de Turin, Milone; c'est au cours de cette lutte qu'apparaît le premier Benso dont l'histoire ait conservé le nom, homme d'État considérable dans sa cité, Ubertus.

L'origine de sa famille est demeurée obscure; son historiographe, Angius, s'est livré à de longues dissertations sur les diverses hypothèses en jeu; il est croyable que les Bensi proviennent d'Allemagne (où leur nom est assez fréquent sous la forme de Benz), qu'un de leurs ancêtres a participé à l'une des premières croisades et s'est ensuite fixé dans la plaine du Piémont; les armoiries des Bensi, quoique postérieures<sup>1</sup>, et leur devise « Gott Will Recht » donnent quelque vraisemblance à cette supposition<sup>2</sup>. Mais il est non moins possible qu'ils descendent d'une des nombreuses familles Bensia, Benso, Benzo établies à Milan au moyen âge, puis ramifiées à Côme, à Alexandrie, à Acqui, à Florence. On les a parfois rattachées à Benignus, archevêque de Milan de 472 à 479, qui était d'une famille Benzia; nulle donnée scientifique ne donne force à cette hypothèse plus flatteuse que fondée. Et l'on doit se borner à cette constatation matérielle : dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, la famille Benso était établie à Chiéri et dans la meilleure bourgeoisie.

Vers 1170 existait une noble dame, domina Bensia, mariée probablement à quelque étranger, puisqu'elle avait conservé son nom de famille et le transmet à son fils<sup>3</sup>. On le sait, la désignation d'un seigneur ou bourgeois par le nom de sa mère indique que lui-même tenait son fief ou son droit de bourgeoisie, non point de son père, mais de sa mère, dont il a relevé le nom<sup>4</sup>.

1. Les armoiries des Bensi portent d'argent au chef de gueule, chargé de trois coquilles d'or en fasces. Cimier, un pèlerin vêtu d'azur, de gueule et de sable, le visage et les mains de carnation. Deux devises : 1<sup>re</sup> Militia et peregrinatio; 2<sup>e</sup> Gott Will Recht (Ponce, *Science de l'homme de qualité*).

2. W. Friedensburg, *Cavour* (Gotha, 1911), t. I, p. 3.

3. Mgr della Chiesa, *Corona reale di Savoia* (Cuneo, 1655-1657), t. II, p. 106.

4. Dans plusieurs chartes du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup> siècle, on remarque qu'une femme noble, épouse d'un roturier, a transmis à son fils son nom en même

Et c'est ainsi que trois chartes de la fin du XII<sup>e</sup> siècle et du commencement du XIII<sup>e</sup> ont conservé à la postérité le nom d'Ubertus de domina Bencia.

La turbulente cité de Chiéri s'était efforcée de secouer le joug des évêques de Turin, de rendre indépendante sa municipalité, de fortifier ses murs en les hérissant de tours, d'étendre son territoire privé au domaine de Santena. A huit kilomètres au sud de Chiéri, dans une plaine fertile et bien cultivée, le village de Santena est situé sur le torrent de la Banna, entouré de vergers, de jardins potagers et de riches prairies. C'était, au moyen âge, un domaine de grande culture que les marquis de Turin avaient donné aux chanoines de l'église Saint-Sauveur, à Turin. Les bourgeois de Chiéri convoitaient ce beau domaine, plus riche que leurs terres de coteaux, quelques-uns s'y étaient établis plus ou moins régulièrement, et la faiblesse de quelque patriarche avait facilité leurs empiètements, de même qu'elle avait toléré leurs velléités d'indépendance.

Mais un nouvel évêque fut instauré sur le siège de Turin, Milone, homme énergique, de grande race, de forte volonté, qui résolut de rétablir les droits de l'Église; il exigea que les Chiérois remissent aux chanoines du Saint-Sauveur les terres de Santena et que la ville de Chiéri reconnût désormais son autorité sans conteste. Chiéri protesta, prétendit résister; l'évêque parla haut et ferme, menaça, et les Chiérois prirent peur: en 1184, ils envoyèrent à Turin leurs délégués, choisis dans les principales familles, et parmi eux se trouvait Obertus ou Ubertus de domina Bencia: les ambassadeurs ne réussirent guère à calmer l'autoritaire Milone. Le 11 février 1184, ils signaient un acte où ils s'engageaient, au nom de leur ville, à restituer aux chanoines les biens de Santena, à leur payer une indemnité d'occupation, à rétablir dans la cité l'autorité de l'évêque, à changer le podestat, à ne plus édifier de nouvelles tours<sup>1</sup>..., c'était une défaite.

Les Chiérois ne s'en consolèrent pas; dès l'année 1185, ils querellaient à nouveau les chanoines du Saint-Sauveur. Or, en 1188, leur terrible suzerain, Milone, obtint l'archevêché de Milan, et son successeur, l'honnête Arduin de Valperga, ne sut

temps que les biens qu'elle pouvait posséder en propre. Naturellement, cette transmission du nom maternel existe surtout dans les régions où le privilège de masculinité avait perdu sa rigueur.

1. Original aux archives de la cathédrale de Turin.



point résister aux empiètements des ambitieux bourgeois. Ceux-ci désiraient ardemment acquérir le domaine de Santena, dont ils avaient tenu quelque temps une partie. Ne pouvant le prendre de force, ils résolurent de l'obtenir à prix d'or : il fallait déboursier une si grosse somme que le plus opulent bourgeois de la ville n'eût pu en disposer ; plusieurs, parmi les plus riches de Chiéri, unirent leurs capitaux et leur diplomatie et formèrent ce qu'on appellerait de nos jours un syndicat ; l'ambassadeur de 1184, Ubertus de domina Bencia, n'en était pas, mais un de ses parents, Guillelmus Bensus. La persévérance de ces hommes réussit : le 8 mars 1191, ils achetaient en commun aux chanoines la terre convoitée ; l'acte, dont l'original sur parchemin est conservé aux archives des seigneurs de Chiéri, constate dans une langue d'une curieuse latinité que Petrus Gribaldus et ses frères, Vido Grassus, Nicolaus, Guillelmus et Vido de Pierradillus, les fils d'Obertus Merlius, Merlus, Guillelmus Bensus et Milo ont acheté Santena avec son château, sa villa, tout le district, libre pouvoir avec tout honneur et pleine juridiction, avec les terres, vignes, bois, herbages, eaux et aqueducs..., moyennant le prix de cinq cents livres moins vingt-trois deniers en bonne monnaie de Suse. L'église du Saint-Sauveur conservait le droit de suzeraineté et les détenteurs du fief lui devaient hommage : ils en prêtaient serment à chaque renouvellement de titulaire.

Cette situation se prolongea fort longtemps : les actes d'hommage ont été conservés et ont permis d'établir la lignée des suzerains et feudataires ; il n'est point possible de les indiquer tous ici. Mais le temps modifie toutes choses et ne respecta point l'acte de 1191. La co-propriété fut modifiée la première : pour des raisons de commodité, les descendants des signataires de 1191 se partagèrent les terres acquises par leurs auteurs ; des achats successifs, des morcellements et des reconstitutions transformèrent la répartition des parcelles ; plusieurs domaines se constituèrent, dont deux, les plus importants, appartenaient au XVIII<sup>e</sup> siècle aux marquis Tana et aux comtes Bensi de Santena ; la lignée de ceux-ci s'étant éteinte, leurs agnats, les Bensi de Cavour, reprirent, dans des conditions que nous dirons plus loin, le château de Santena ; ils prêtèrent donc le serment d'hommage aux chanoines du Saint-Sauveur, car le lien de suzeraineté, créé en 1191, se perpétua pendant six siècles et ne tomba qu'en 1797 lors de la suppression des droits féodaux. Les

Cavour n'ont plus abandonné le château de Santena, même après leur mort, car tous y sont enterrés. Le comte Camille, un des fondateurs de l'unité italienne, y passa des jours heureux avant d'y reposer de son dernier sommeil. La famille Benso de Cavour s'est éteinte en 1875, en la personne du marquis Ainard, neveu du ministre, enterré avec ses pères; mais le château de Santena est resté dans sa parenté : il a passé à la marquise Alfieri, née Cavour, puis à sa fille, la marquise Visconti-Venosta, qui en est propriétaire.

L'acquisition de Santena n'avait point rassasié l'ambition des Chiérois du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle; déjà ils rêvaient de nouvelles conquêtes, et comme l'évêque de Turin leur refusait tous accroissements, ils résolurent de prendre par force ce qu'on ne voulait point leur donner par bienveillance. Ils conclurent une ligue avec la ville de Testona, les seigneurs de Cavour et de Piossasco, et partirent en guerre contre Mgr Arduin que soutenaient la cité de Turin, le comte de Biandrate, les seigneurs de Cavoretto et de Revigliasco (1195). Pendant cinq années, ce fut grand combat dans ce coin de terre compris entre le Pô et les Apennins. La ténacité des Chiérois l'emporta sur leurs puissants adversaires : les cités d'Asti et de Vercelli proposèrent leur médiation et les belligérants envoyèrent, en février 1200, leurs plénipotentiaires à Mairano, près de Testona, pour délibérer de la paix : l'ambassadeur de Chiéri était Ubertus de domina Bensia, Hubert Benso, qui apparaît comme son diplomate professionnel; plus heureux qu'en 1184, il obtint pour sa petite patrie les honneurs et les bénéfices de la guerre, car Chiéri entra en possession du château de Montosolo, avec les villes voisines de Pinnarino et de Moncayrasco : la remuante cité acquérait ainsi, avec de riches territoires, de précieuses défenses<sup>1</sup>.

Est-ce à titre d'hommage d'une ville voisine et alliée? Est-ce par suite d'un revers survenu à sa fortune? On l'ignore, mais, l'année suivante, Hubert Benso obtenait le droit de cité à Asti; par un acte du 12 janvier 1201, Guido de Pironana, podestat d'Asti, faisait « donum a parte communis de Aste » à Ubertus de domina Bensia, de Chiéri.

Pour résumer ces pages, on conclura qu'à la fin du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle et au commencement du <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, la famille Benso comptait déjà

1. Traité de Mairano, 10 février 1200, original aux Archives épiscopales de Turin.

parmi les plus considérables de Chiéri. Deux de ses représentants marquaient notamment : Hubert, habile homme d'État, Guillaume, riche propriétaire. La descendance du premier va se perpétuer à travers les siècles.

## II.

### LA FAMILLE BENSO DU XIII<sup>e</sup> AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE.

Il règne quelque doute et quelque obscurité sur la descendance immédiate de Hubert et de Guillaume Bensi. On peut admettre que le second n'eut point de postérité, car son domaine de Santena va se confondre avec le patrimoine du premier ou des enfants de celui-ci. On admet, en général, qu'Hubert (Ubertus de domina Bensia) eut quatre fils : Melanus, Mathieu, Guillaume et Hubert, tous mentionnés dans des actes du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle ; Mathieu réunit en ses mains les biens de son père, probablement à la mort de ses frères ; en 1265, il était investi de la portion paternelle dans le fief de Santena ; par un acte de 1263, sorte de partage sur succession future, il avait réparti ses biens entre ses deux fils Jacobus et Henricus.

A partir de ces actes, le généalogiste est sur un terrain plus sûr, car ces deux Bensi sont les chefs des deux branches principales de la famille Benso, qui vont se prolonger, parallèles, jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'un, Henri, eut pour héritage la part de son père dans le domaine de Santena, et sa postérité sous le nom des Bensi de Santena s'éteindra en 1748 ; l'autre, Jacques, reçut en succession la terre de Ponticelli, et sa descendance prendra d'abord le nom de Benso de Ponticelli ; puis, lorsqu'elle se ramifiera, ses membres revêtiront les titres divers de seigneurs de Mondonio, d'Albugnano, d'Isolabella, enfin de Cavour ; la lignée mâle la plus longue sera celle des Cavour, et elle s'éteindra elle-même en 1875, à la mort du marquis Ainard de Cavour, neveu du ministre.

Au moment où Henri et Jacques Bensi se partageaient ainsi l'héritage paternel, la ville de Chiéri était soumise à une double évolution, sociale et financière. Pendant les luttes contre l'empereur et l'évêque, quelques familles avaient pris une situation prépondérante qu'elles vont conserver pendant plusieurs siècles et dont elles se serviront pour exercer une lourde suprématie

sur leurs plus modestes concitoyens : ceux-ci se révolteront, et ainsi naîtront, dans la petite cité, de violentes guerres civiles.

Au XIII<sup>e</sup> siècle, la république de Chiéri était toute aux mains des patriciens ; les familles aristocrates, nombreuses en enfants, riches par leur travail, ambitieuses et dominatrices, s'étaient groupées autour de la plus puissante, la famille Balbo, qui sera pendant quatre siècles la première de la ville, et dont un descendant, le comte César Balbo, prendra, au XIX<sup>e</sup> siècle, une part importante à la renaissance de la patrie italienne.

Pour mieux se défendre contre les ennemis du dehors et de l'intérieur, contre les étrangers et contre le peuple, les grandes familles avaient construit dans la ville de vastes et solides demeures, véritables forteresses aux murs crénelés, n'offrant à l'extérieur que de rares fenêtres grillagées, dominées par une haute tour et pouvant offrir à tous les membres d'une même parenté un sûr asile<sup>1</sup> ; ces palais prirent le nom d'*albergo* ou d'*ospizio* et, pour les distinguer les uns des autres, on y accola le nom de la famille principale que chacun abritait ; ces familles en concurent quelque orgueil, et ses membres se dirent nobles d'*albergo* ou d'*ospizio*, pour se distinguer des gens de petite noblesse. A l'origine, on comptait à Chiéri sept familles d'*albergo*, les Balbi, les Gribaldi (dont proviennent les ducs de Broglie), les Albuzzi, les Merli, les Bensi, les Mercadelli et les Pullolli ; plus tard, d'autres familles s'adjoignirent, les Castelbi, les Tagloli, les Bertone, branche des Balbi, et dont un descendant, sous le nom de Crillon, fondera au XVI<sup>e</sup> siècle une des grandes lignées de France<sup>2</sup>.

Cette caste des nobles d'*albergo* avait ses qualités, l'amour du foyer, le respect des traditions, la vigueur au travail, mais elle avait ses défauts, dont l'autoritarisme était le plus désagréable pour les citoyens plus modestes de Chiéri. Pour résister à ces autocrates, les gens de plèbe s'unirent au XIII<sup>e</sup> siècle en une

1. On voit encore des restes de ces édifices : via della Pace, via San-Giorgio et surtout vicolo della Madonetta.

2. M. William de La Rive, qui n'écrivait que sur des souvenirs de famille, non sur des documents, a cru que les familles originaires étaient différentes et que, par un hasard heureux, leurs noms commençaient tous par un B (Balbo, Balbiano, Biscaretto, Buschetto, Bertone, Broglie et Benso). De là l'expression reproduite par tous les biographes de Cavour, des sept B, des sept Bœufs de Chieri, et qui ne repose que sur une mauvaise interprétation des arbres généalogiques.

association placée sous le patronage de saint Georges et des luttes éclatèrent entre les deux groupements; or, il advint que certains nobles d'albergo, mécontents de leur situation dans leur parti, tentèrent d'accroître leur influence en pactisant avec l'ennemi, même en passant à l'adversaire; ils firent exemple et, au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, la société de Saint-Georges se transforma; elle s'étendit à beaucoup de patriciens et prit une part importante à l'administration de la ville; à son tour, elle voulut avoir son domicile fortifié, et, en 1313, 230 citoyens de Chiéri s'engagèrent à fonder de leurs deniers un ospizio de Saint-Georges<sup>1</sup>; parmi les fondateurs de ce nouvel albergo se trouvaient un Broglie, deux Gribaldi, deux Bensi. Ainsi constituée puis développée, la société de Saint-Georges ne tarda point à dépasser les murs de Chiéri et, dans le cours des xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, son influence a été assez considérable dans le haut Piémont.

A cette évolution politique, les Bensi avaient pris grande part, comme à toute la vie de leur petite patrie. Les deux fils de Mathieu Benso, Jacques et Henri, avaient par leur travail et leurs mariages accru les biens qu'ils tenaient de leur père; on a conservé dans les archives de Chiéri la déclaration de fortune faite par le second en 1275; elle est particulièrement intéressante et comporte les éléments que voici :

Ses droits sur le domaine de Baldissetto estimés à .	80 lire »»
Le douzième et demi du château de Santena . .	37 10
La moitié de la maison paternelle à Chiéri . .	125 »»
Les améliorations de cette maison et la moitié de la tour . . . . .	150 »»

Puis venaient des créances qu'Henri Benso avait trouvées dans l'héritage paternel ou qu'il avait consenties :

Au débit du marquis de Saluces . . . . .	16 lire 10
— de l'église de Maxiis . . . . .	70 soldi »»
— de Godefroy de Biandrate . . . . .	10 »»
— du seigneur Dalfino . . . . .	10 »»

1. La ville de Chiéri est encore actuellement dominée par l'église de Saint-Georges, construite sur la colline où s'étagait le haut quartier. Cette église, plus récente, a dû remplacer un vieil oratoire édifié par la société de Saint-Georges.



Enfin, quatre-vingt-neuf boisseaux et six setiers, « quod erat scriptum in broliis a Jacobo fratre meo ad Pontixellos ».

En 1289, ses neveux, fils de son frère Jacques, faisaient une même déclaration de fortune qui contenait d'analogues éléments de propriété. Parmi ces éléments, il en est de spécialement remarquables, ce sont les créances, car on y va constater une nouvelle évolution de Chiéri, économique et financière.

Chiéri avait fondé sa fortune sur l'agriculture : la plaine féconde qu'elle domine est fertile en céréales et en fourrages, les coteaux produisent un vin estimé qui rappelle l'Asti, son voisin ; le travail des Chiérois avait donné à la production agricole une telle importance que les propriétaires prirent coutume d'exporter leurs grains dans des régions moins riches, où ils pouvaient trouver acquéreurs à meilleurs prix ; il était à craindre que les citoyens pauvres manquassent de pain ou fussent amenés à le payer trop cher pour leurs moyens ; un édit du conseil interdit d'exporter du blé sans une autorisation spéciale de la *credenza maggiore*, qui était un conseil administratif de la cité ; seuls les plus riches cultivateurs, producteurs importants de céréales, sollicitaient de telles dispenses : Mathieu Benso, propriétaire des fertiles domaines de Ponticelli et de Santena, était naturellement amené à chercher au loin un débouché pour la vente de son blé et, en 1268, la *credenza* l'autorisait « à transporter tout le grain qu'il possède à Ponticelli ou ailleurs, hors du territoire de Chiéri, sans l'autorisation du podestat et sans aucune amende » ; en prix de cette concession, Mathieu Benso devait payer à la commune cent lires en monnaie d'Asti<sup>1</sup>. Ses descendants, qui accrurent par leur travail l'étendue et la fertilité de leurs terres, continuèrent à exporter leurs grains et à augmenter leur fortune.

Riches en deniers, les Bensi en cherchèrent le meilleur placement et ainsi consentirent-ils des prêts qui firent de leur maison un important comptoir de banque. Ils ne faisaient que suivre l'exemple qui leur était donné, à Chiéri, par leurs parents et amis des familles d'ospizio, dans toute l'Italie par les citoyens des principales républiques : à Gênes, à Florence, à Venise, à Milan, les patriciens fondaient des banques qui étendirent leur influence financière dans toute l'Europe méridionale et dont

1. Arch. Cavour. Documents relatifs à la succession du fief de Santena.



étaient tributaires princes et évêques. Il en fut de même pour Chiéri, sur une moindre échelle; les prêtres étaient moins importants, mais ils s'adressaient à la même clientèle; ainsi voit-on Mathieu Benso prêter ses livres et ses sous d'or au marquis de Saluces, aux seigneurs de Biandrate et de Delfino, à l'église de Maxiis; sa famille continua ses traditions et même les dépassa en créant au loin des comptoirs.

Au cours des <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, Chiéri avait reçu de ces entreprises financières un certain développement : c'est l'époque de sa splendeur que rappellent encore aujourd'hui les restes de ses églises et de ses monastères. La situation même de la ville était favorable à ces opérations de commerce et de finances; près de la route de Turin à Gênes, elle était fréquentée par les marchands qui se rendaient de France dans l'Italie centrale; ses banquiers pouvaient ainsi se créer d'utiles relations et ils ne tardèrent point à étendre leurs opérations de banque au dehors de leur cité; ils eurent des associés ou des correspondants à Verceil, à Asti, à Milan, à Gênes; puis ils dépassèrent les Alpes et s'installèrent en Provence, en Dauphiné, en Suisse et jusque dans les Flandres. Au commencement du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, Ardizzone Benso, seigneur de Ponticelli, fonde à Montélimar, sur le Rhône, avec un Balbo, une maison de commerce qui prospère, et, par acte du 4 septembre 1356, il lègue tous ses droits d'associé à son cousin Belangerio Benso. D'autres cousins, Giacobino, Carlottino et Guidottino, se livrent à des opérations de prêt avec Simondino Broglia.

Ainsi la famille Benso se perpétue-t-elle à travers les siècles et les deux branches, Bensi de Ponticelli et Bensi de Santena, se prolongent parallèlement. Esquissons la suite de chacune jusqu'à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

*Branche de Ponticelli.* — Jacques<sup>2</sup> Benso vécut assez obscur, se contentant de cultiver le domaine de Ponticelli, qu'il accrut d'une terre achetée en 1275 à Enrico di Pavairollo. Il eut quatre fils, Obertin, Barthélemy, *Mathieu II* et Giudottino, qui fut lui-même chef d'une nouvelle lignée, la branche des Bensi de Ponticelli puis d'Albugnano, dont nous parlerons à propos d'un

1. Nous prenons pour base la généalogie d'Angius, qui est la plus sûre, mais encore sujette à caution. A partir du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, nous nous en référons à Manno.

2. Le nom en italique est celui du chef de lignée.

membre illustre, le président Amédée. Ces quatre frères vécurent longtemps ensemble, dans la maison bâtie par leur grand-père Mathieu Benso, puis ils se partagèrent l'avoir paternel et Mathieu II habita avec son frère Barthélemy et son cousin Ardizzone Benso de Santena une maison avec tour dans le quartier Gialdo. Les fils de Mathieu II, Buongiovanni et *Belangerio*, se conduisirent en bons bourgeois, cultivant leurs terres et faisant avec régularité leurs déclarations de propriété, ainsi qu'en font foi les registres de la ville. Belangerio eut trois fils, *Giacobino*, Carlottino et Giudottino, qui continuèrent les traditions paternelles en s'enrichissant par de nouvelles acquisitions, par des opérations de prêt et de change, par des legs heureux de cousins sans postérité : ils prirent une part importante aux luttes qui ravagèrent Chiéri au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle. Les deux fils de Giacobino, *Belangerio II* et Bongiovanni, furent en toutes choses les continuateurs de leurs ancêtres dans le travail comme dans la politique. Belangerio II, un des chefs de la noblesse dans la lutte contre la plèbe, eut trois fils, *Bartolomeo*, Bongiovanni, Michel, qui restèrent dans l'indivision, puis les deux derniers entrèrent, semble-t-il, dans les ordres et abandonnèrent l'administration de leurs biens à leur aîné. Personnage important dans sa cité, Bartholomeo Benso fut parmi ces nobles d'albergo qui luttèrent avec tant d'opiniâtreté pour les privilèges de leur caste, que, plutôt que de les amoindrir, ils appelèrent à leur secours le duc de Savoie, qui installa doucement son pouvoir dans la ville. Bartholomeo eut six fils, Belangerio, *Michel*, Pietro, Bernardino, Giacomo, qui fut chevalier de Rhodes, et Firmino ; le second, chef véritable de la famille, renouela le lustre de sa lignée en devenant, au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, seigneur de Menabo et de Cellarengo ; nous étudierons plus loin son histoire et celle de ses descendants, parmi lesquels le plus illustre est le comte Camille Benso de Cavour.

*Bensi de Santena.* — La branche de Santena se développa pendant le cours des xiii<sup>e</sup>, xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, parallèlement à celle de Ponticelli, mais d'une existence un peu plus agitée, passant par des alternatives de lustre et de difficultés. Son fondateur, *Henri*, fils de Mathieu I<sup>er</sup>, mourut en 1279 ou 1280 après avoir augmenté d'un douzième sa part indivise dans le fief de Santena. Il laissa un fils en bas âge, *Ardizzone I<sup>er</sup>*, mis

sous la tutelle d'un cousin paternel, Scarampo Benso de Baldisetto; à sa majorité, il fit au fisc la déclaration de sa fortune, c'était un des plus riches citoyens de Chiéri, représentant habituel de la noblesse d'albergo; lorsqu'en 1310 l'empereur Henri VI descendit en Italie, Ardizzone accompagna le podestat Guasco à Turin pour prêter hommage au seigneur suprême et le prier de se rendre à Chiéri; à sa mort, Ardizzone Benso laisse quatre fils : Giudetto, Giovanni, Ardoino et Martino, dont un seul, *Giudetto*, semble avoir fait souche; de son mariage avec Clarina Provana, celui-ci eut deux fils, *Giovanni* et Ardizzone, qui tous deux se marièrent et eurent des descendants, mais la famille du second s'éteignit au cours du xv<sup>e</sup> siècle, celle de l'aîné, au contraire, se prolongea jusqu'au xviii<sup>e</sup>; ce Giovanni Benso avait fait un riche mariage en épousant Marguerite, fille de Raimondo, seigneur de Cocconato, mais sa fortune fut amoindrie par les guerres qui désolèrent Chiéri à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle; avec ses deux cousins, Belangerio Benso de Ponticelli et Manfredo Benso, il conduisait l'altière noblesse d'albergo dans son double combat contre le marquis de Montferrat et contre la plèbe; il était donc exposé plus qu'aucun aux coups de ses adversaires; il en fut durement éprouvé; en 1394, le marquis de Montferrat, en lutte avec la cité, envoya un de ses capitaines s'emparer de plusieurs domaines, dont était Baldisetto, propriété de Giovanni Benso; et l'autre bien de ce seigneur, Santena, fut peu de temps après ravagé par une bande d'Armagnacs conduite par un capitaine appelé Joannes lo Francexius. Giovanni laissait donc à son fils *Ardizzone II* un patrimoine bien amoindri, mais celui-ci sut remonter sa fortune; comme son père, il épousa une riche héritière, Luisa, fille d'Antonio Salamone, qui lui apporta en dot « domum in quarterio Vayro et possessiones »; puis il eut l'heureuse chance de recevoir d'un de ses parents un legs de cent florins d'or; il put ainsi rétablir la situation des Bensi de Santena et ses six fils conservèrent leur rang parmi les nobles d'albergo. Trois de ceux-ci firent souche : mais la famille de l'aîné, Falco, s'éteignit au milieu du xv<sup>e</sup> siècle; celle du troisième, Giovanni, se fixa plus tard à Venise et son histoire ne paraît point connue; c'est donc le second, *Giovanni-Giacomo*, qui devint tête de la lignée de Santena; non moins que ses père et aïeul, il fit une riche union en épousant Andrietta Broglia, de la famille qui devint en

France ducale et princière, et son fils, *Filiberto*, était au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle un des patriciens les plus en vue du haut Piémont.

Ainsi, après trois siècles écoulés, deux cousins éloignés représentaient, au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, comme en 1274, les deux branches de la famille, Michel Benso, seigneur de Menabo et de Cellarengo, Philibert Benso, seigneur de Santena. Mais maintenant la splendeur de leur petite patrie était éteinte et close l'histoire municipale à laquelle leur nom de famille avait été si étroitement mêlé.

Le développement de Chiéri avait été entravé par les luttes intestines qui ont déchiré nouvellement les républiques italiennes. La cité était guelfe; elle en avait surtout cette raison que son seigneur, le marquis de Montferrat, était gibelin et qu'elle était en perpétuel combat avec lui; mais, dans la noblesse d'albergo, quelques mécontents se déclarèrent gibelins, ce qui leur mérita l'exil; on comptait parmi eux deux Bensi, tandis que la majeure partie de la famille demeurait guelfe; les exilés se réunirent à quelques bandes et commencèrent à ravager la campagne de Chiéri, mais ils furent défaits et appelèrent à leur secours Jean II, marquis de Montferrat, ravi de cette occasion de châtier ses rebelles sujets. Chiéri prit peur et, comme son autre suzerain, le prince d'Achaïe-Savoie ne pouvait lui prêter aide, du consentement du prince elle fit appel à Robert d'Anjou, roi de Naples; à ce moment, Robert mourait; sa femme, Jeanne I<sup>re</sup>, désireuse de prendre puissance en Piémont, envoya quelques troupes provinciales sous la conduite de Reforce d'Agout; un long combat s'engagea sur le bord du Gamenario (1345); vainqueurs d'abord, battus ensuite, les Chiérois invoquèrent avec désespoir le comte de Savoie et le prince d'Achaïe, qui les sauvèrent à deux reprises. La petite cité comprit qu'elle était trop faible et trop isolée pour vivre par elle-même; le 19 mai 1347, elle se lia avec les deux princes par un contrat féodal qui lui laissait son indépendance de fait, mais donnait aux princes un devoir de protection prompt à se transformer en droit d'autorité.

Cinquante ans plus tard, le marquis de Montferrat était à nouveau en conflit avec Chiéri, sa vassale; un de ses capitaines, Facino Cane, dévastait les riches domaines de la plaine; le marquis venait lui-même assiéger la ville qui, éperdue, appe-

lait au secours; une fois encore, le comte de Savoie accordait aux Chiérois une intervention qui sauvait leur indépendance pour le moment, mais préparait pour l'avenir l'autorité directe de la maison de Savoie. Désormais, les comtes de Savoie multiplièrent leurs fructueuses médiations.

Les occasions se présentèrent pour eux favorables et répétées dans la première moitié du xv<sup>e</sup> siècle. La lutte avait repris entre la noblesse d'albergo et la plèbe, plus intense que jamais : sept familles entendaient imposer leur puissance aux gens de petite noblesse et de bourgeoisie; trois Bensi, Belangerio Benso de Ponticelli, Manfredo Benso et Giovanni Benso de Santena étaient à la tête des patriciens.

Le choc des factions fut si vif qu'on pactisa; sous l'influence probablement du duc de Savoie, les deux parties désignèrent des arbitres qui réglèrent, en janvier 1422, par voie de compromis le recrutement du conseil, l'administration municipale, les privilèges de l'aristocratie. Mais la trêve fut de courte durée : la sentence arbitrale n'avait point tenu compte des nobles non membres d'albergo, les rejetant dans le lot de la plèbe; mécontents, ceux-ci suscitèrent de nouveaux troubles, et à trois reprises différentes les nobles d'albergo firent nouvel appel au duc de Savoie pour protéger leurs antiques privilèges; ravi de s'appuyer sur eux pour assurer son pouvoir dans la république, le duc intervenait, confirmait les droits de la vieille noblesse, et la lutte recommençait.

Enfin, au milieu du xv<sup>e</sup> siècle, les patriciens risquèrent d'être définitivement écrasés par la société de Saint-Georges. Vieille de deux siècles, cette association s'était rajeunie et renforcée; elle avait repris le combat qui avait marqué ses débuts contre la suprématie des patriciens; elle était parvenue à son but, car elle les avait exclus du conseil, de la credenza, du podestat, des fonctions officielles; mais, en 1454, un brutal incident amena le duc de Savoie à intervenir à nouveau : la plèbe s'attaqua à l'un de ses officiers, dont la maison fut rasée. Le duc envoya des troupes et imposa à Chiéri un édit qui réorganisait une fois encore la constitution municipale; les nobles d'albergo retrouvaient non leur suprématie ancienne, mais une influence politique, car le duc décidait qu'un tiers du conseil serait recruté parmi les « nobles de la maison et de la famille des Balbi, des

Costa, des Gribaudenghi, des Merlenghi, des Bensi, des Mercadilli et des Pilliori ».

Ce fut la dernière secousse de la cité; depuis cent cinquante ans, elle avait été toujours en guerre avec les évêques de Turin, la ville d'Asti, les seigneurs de Cocconato, les marquis de Montferrat; les dissensions intestines l'avait déchirée; elle était épuisée de ces longues luttes et sa puissance avait décliné. Elle subissait d'ailleurs le même sort que les autres républiques, ses voisines, Asti, Verceil, Coni, etc... Sur toutes s'étendait lentement et sûrement l'autorité des ducs de Savoie. Les calamités qui marquèrent en Italie le commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, invasions, épidémies, famines, portèrent à leur indépendance le coup dernier. Plusieurs familles souffrirent de cette mort des petites républiques, s'étant restreintes à les servir; mais les plus robustes en obtinrent une force nouvelle, contraintes à dépasser d'étroites frontières, à **connaître** les grandes affaires, à éprouver de pires difficultés, mais aussi à recueillir de plus hauts succès. Ainsi advint-il des Bensi : au xvi<sup>e</sup> siècle, on les voit se **répandre** dans l'Italie entière, soldats ou prêtres, diplomates ou magistrats. Abandonnant les branches secondaires, nous allons suivre dans leur nouvelles destinées les deux lignées principales de Santena et de Cavour.

Paul MATTER.

*(Sera continué.)*

---



## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

LES

### CAUSES DE L'INSURRECTION LYONNAISE

DE NOVEMBRE 1831.

---

C'étaient les républicains qui avaient fait la révolution de Juillet 1830, et ce fut la bourgeoisie orléaniste qui en profita. Par le cens elle domina le Parlement<sup>1</sup>, et si ceux qu'on appelait déjà les « Pro-létaires » voulaient qu'on s'occupât de leur sort, ils n'avaient comme moyens d'action que les pétitions, les manifestations ou même les insurrections. Aussi bien il y eut au début de la monarchie de Juillet une série de troubles qui parurent menacer le nouveau régime et Lyon fut le centre d'agitation le plus intense et le plus violent.

La ville de la soie n'avait pourtant pas la réputation d'être un foyer de révolte. 1793 était loin, et depuis les tristes revers de « Commune-Affranchie » on s'était habitué à considérer les ouvriers lyonnais comme animés de l'esprit le plus pacifique. Monfalcon les félicitait de ne pas ressembler à certains autres « prolétaires » de tendances plus combattives : « Tandis que les ouvriers de Manchester se livrent avec une grande violence à des excès fort répréhensibles, lorsque les manufactures sont oisives, les 80,000 ouvriers en soie lyonnais que l'inaction des métiers réduit à la misère ne commettent aucun désordre et n'opposent à l'indigence qu'une force d'inertie<sup>2</sup> ». Aussi fut-on étonné de voir éclater dans cette ville tranquille deux des plus terribles insurrections de la monarchie de Juillet, celles de novembre 1831 et d'avril 1834. De ces deux insurrections, l'une, exclusivement économique, réprimée sans trop grande violence, fit naître au cœur des ouvriers lyonnais de très

1. On sait que, pour être représenté au Parlement, il fallait au moins 200 francs de revenu.

2. J. Monfalcon, *Histoire des insurrections de Lyon en 1831 et en 1834*. Lyon, 1834, in-8°.

grandes espérances; l'autre, plus proprement politique, détruit ces espérances et laisse dans l'esprit de ceux qui la virent un terrifiant souvenir, comparable à celui qui est attaché aux tragiques épisodes de la Commune de 1871.

Ce sont les causes du premier mouvement insurrectionnel que nous allons essayer de déterminer. Elles convergent toutes vers un fait capital : la misère des ouvriers en soie; et c'est cette misère qu'il nous faut expliquer. Tous les journaux de 1830 et 1831 la constatent, la déplorent et examinent les moyens d'y porter remède. On ne peut s'en faire une idée qu'en connaissant les conditions de la production de la soie à cette époque et l'organisation des ouvriers lyonnais occupés à sa fabrication.

## I.

Lorsque la soie, après toutes sortes d'opérations, est définitivement préparée, on la tisse. C'est ce travail de tissage qui occupe la plus grande partie de la population ouvrière de Lyon. Les tisseurs, hommes ou femmes, sont appelés « canuts » ou bien « ouvriers de la fabrique »<sup>1</sup>, et ils ont une organisation spéciale qu'on ne retrouve pas dans les autres industries.

Les *fabricants*, les *chefs d'atelier* et les *compagnons* forment des classes distinctes.

Les *fabricants* ne possèdent pas d'ateliers pour le travail des ouvriers; ils se contentent de vendre les étoffes et ne sont à proprement parler que des négociants.

Ce sont les *chefs d'atelier* qui sont les véritables fabricants, au sens où l'on entend aujourd'hui ce mot. Ils travaillent à domicile et sont propriétaires de leurs métiers, dont le nombre varie de deux à six ou huit. Le chef d'atelier avec les membres de sa famille fait marcher autant de métiers qu'il peut, les autres étant occupés par les *compagnons*. Il reçoit la soie, la tisse pour les fabricants et donne aux compagnons comme salaire la moitié du prix de façon qui lui a été alloué<sup>2</sup>.

Il faut noter encore dans les ateliers la présence des *apprentis* et des *lanceurs*. Les uns sont des jeunes gens de seize à vingt ans, auxquels le chef d'atelier apprend le métier « moyennant une petite somme ou l'aliénation de leurs bras dans un temps donné ». Les autres sont des enfants dont la fonction est « de lancer la navette

1. Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les manufactures*. Paris, 1840, 2 vol. in-8° (t. I, p. 353).

2. Villermé, *op. cit.*, p. 354.

qui distribue le fil de la soie le long de la chaîne de certains tissus façonnés »<sup>1</sup>.

On voit donc très nettement les deux classes qui s'occupent de la soie à Lyon, d'un côté, les fabricants-marchands et, de l'autre, les chefs d'atelier, salariés des fabricants, et les compagnons, salariés des chefs d'atelier. Les relations entre les deux classes sont très vagues, et Villermé déclare qu'il n'existe « entre eux aucun lien de clientèle; ils peuvent même ne pas se connaître ». Tout au moins, les chefs d'atelier et les compagnons constatent-ils qu'entre les mains de la première classe, celle des fabricants, se trouvent les trois organes souverains de la fabrique lyonnaise : la Chambre de commerce, le Tribunal de commerce et le Conseil des prud'hommes<sup>2</sup>.

La Chambre de commerce est composée de quinze membres choisis parmi les négociants ayant fait le commerce en personne pendant dix ans au moins. L'article 4 du décret du 3 nivôse an XI, qui rétablit les chambres de commerce, définit ainsi leur rôle : « Les fonctions attribuées aux chambres de commerce sont de présenter des vues sur les moyens d'accroître la prospérité du commerce, de faire connaître au gouvernement les causes qui en arrêtent les progrès, d'indiquer les ressources qu'on peut se procurer, de surveiller les lois et arrêts concernant la contrebande<sup>3</sup>. » La Chambre de commerce est l'intermédiaire entre la fabrique et le gouvernement, et depuis l'ordonnance royale du 8 août 1829, elle correspond directement avec le ministre de l'Intérieur.

Le Tribunal de commerce, fondé le 21 mai 1791, est composé de cinq juges, y compris le président, et de quatre suppléants. Ce sont exclusivement des fabricants, puisqu'il faut, pour en faire partie, « être citoyen actif, habiter la section, exercer au moins depuis un an dans la ville de Lyon la profession de négociant, banquier ou manufacturier et justifier patente et paiement de sa contribution personnelle »<sup>4</sup> (article 4 du décret de création). Le Tribunal de commerce est destiné à juger les affaires commerciales, c'est-à-dire toutes les contestations que le commerce fait naître à Lyon.

Le Conseil des prud'hommes est constitué de la manière suivante : sur quinze membres qui le composent, il y a neuf représentants de la fabrique, dont cinq fabricants et quatre chefs d'atelier<sup>5</sup>. Ils sont

1. Monfalcon, *op. cit.*, p. 32.

2. Cf. sur ces questions l'article de P. Truchon, *la Vie intérieure de la fabrique lyonnaise sous la Restauration* (*Revue d'histoire de Lyon*, nov.-déc. 1910).

3. Cf. *Bulletin des lois*, 3<sup>e</sup> série, an XI, n° 238.

4. Cf. Justin Godart, *le Tribunal de commerce*, p. 190 et suiv.

5. Cf. *Archives historiques du département du Rhône*, t. VII, p. 242. Notice sur le Conseil des prud'hommes, par Grogner.

chargés de juger tous les différends professionnels qui surgissent journellement entre les fabricants et les chefs d'atelier ou entre les chefs d'atelier et les compagnons et apprentis. Ils les jugent en dernier ressort jusqu'à soixante francs et en premier ressort pour les sommes supérieures à soixante francs, avec appel au Tribunal de commerce.

Aucune de ces trois institutions, ni la Chambre de commerce, ni le Tribunal de commerce, exclusivement composés de fabricants, ni le Conseil des prud'hommes, où les chefs d'atelier sont en minorité, ne donnent aux ouvriers les garanties auxquelles ils peuvent légitimement prétendre.

Malgré cette solide organisation, l'industrie lyonnaise avait avant 1830 subi bien des crises. Les canuts regrettaient le temps de l'Empire; ils regrettaient Napoléon, dont le Blocus continental, si funeste à bien des égards, avait apporté à l'industrie du tissage une grande prospérité et fait de Lyon une capitale industrielle et commerciale. La Restauration leur réserva bien des déboires; c'est sans regret qu'ils virent disparaître la dynastie des Bourbons et toutes leurs espérances se portaient maintenant vers le roi que la Révolution de 1830 venait de porter sur le trône. Puisque les événements de juillet étaient par quelques côtés l'œuvre de la classe ouvrière, les canuts pouvaient espérer que la nouvelle royauté se montrerait pleine de sollicitude à son égard. D'ailleurs, lors de son installation, le nouveau maire libéral, le docteur Prunelle, prononçait des paroles bienveillantes<sup>1</sup>. Et dans une affiche grandiloquente, à la mode du temps, il s'exprimait ainsi : « Fécondée par nos institutions, notre industrie n'éprouvera plus d'entraves dans la production; de nouveaux marchés seront ouverts à nos produits; le glorieux pavillon qui doit en protéger le transport fera disparaître les obstacles que le drapeau de Charles X apportait dans les relations avec les deux Amériques. »

Mais ces belles promesses, personne ne parle de les tenir. Le nouveau régime n'apporte pas la moindre amélioration au sort des ouvriers. Exclue, comme sous la Restauration, de l'exercice de tout droit politique, les ouvriers de Lyon constatent qu'ils n'ont aucune place dans les préoccupations de la bourgeoisie détentrice des pou-

1. Cf. le *Procès-verbal de l'installation du docteur Prunelle* : « Le but de l'industrie est », dit-il, « de créer des richesses nouvelles pour l'emploi régulier du travail. Le travail des esclaves ne produit rien. La première condition de l'existence d'un peuple industriel est l'exclusion du privilège et du pouvoir arbitraire. L'industrie n'est pas seulement une source de bien-être physique; elle est la voie du plus grand perfectionnement moral dont les peuples soient susceptibles » (p. 10).

voirs publics<sup>1</sup>. Il faut cependant noter que la crise traversée par l'industrie de la soie et la misère des canuts qui en était la conséquence tenaient à une foule de causes d'ordre uniquement économique, que le gouvernement le mieux intentionné ne pouvait faire disparaître du jour au lendemain.

## II.

Et d'abord, si l'on parcourt les journaux et les brochures de l'époque, on constate que la concurrence étrangère est rendue responsable de bien des maux. C'est ainsi que dans une lettre adressée aux chefs d'atelier et compagnons de la Croix-Rousse, un contemporain, qui signe F. G., écrit : « Le malaise d'alors (d'avant 1830) et d'aujourd'hui, le bas prix des façons et les pertes des fabricants ne proviennent réellement que de la fatale concurrence des fabriques suisses et autres de l'étranger<sup>2</sup>. » Des affirmations semblables sont émises par presque tous les contemporains, dans le *Journal du commerce*, dans le *Précurseur*, dans le *Mémoire à M. de Saint-Cricq*, dans les ouvrages de Monfalcon et de Baune<sup>3</sup>. Si on examine cette concurrence, on voit qu'elle concerne uniquement les étoffes unies, qui forment les trois quarts de la production des fabriques lyonnaises.

Les principaux centres de cette concurrence sont en Angleterre, en Allemagne, en Suisse et en Italie.

En Angleterre, l'essor de l'industrie de la soie date surtout de la révocation de l'Édit de Nantes. Et, depuis lors, cette industrie n'a fait que grandir. Le nombre des métiers de Manchester est passé de 12,000 (1827-1828) à 18,000 (1834)<sup>4</sup>. En 1832, Baune estime à 60,000 le nombre total des métiers de soie anglais et, en 1834, Arlès-Dufour le porte à 70,000<sup>5</sup>. De plus, l'Angleterre, ayant imposé aux nations vaincues de l'Inde la culture du mûrier, peut ainsi avoir à bon marché la matière première, plus coûteuse pour les fabricants qui sont obligés de s'approvisionner en Espagne et en Italie. C'est

1. Pour 545,635 habitants, le département n'avait en 1848 que 5,353 électeurs (cf. *Annuaire du département du Rhône*, 1848).

2. *Journal du commerce* (de Lyon), 16 octobre 1831.

3. *Mémoire présenté à Son Excellence le ministre du Commerce et des Manufactures, M. de Saint-Cricq, par les fabricants d'étoffes de soie de la ville de Lyon*, 4 décembre 1828. Lyon; Baune, *Essai sur les moyens de faire cesser la détresse de la fabrique*, 1832.

4. Arlès-Dufour, *Un mot sur les fabriques étrangères de soieries à propos de l'exposition de leurs produits faite par la Chambre de commerce de Lyon*. Lyon, 1836, p. 55.

5. Baune, *op. cit.*, p. 9; Arlès-Dufour, *op. cit.*, p. 58.



ce qui permet à l'industrie anglaise de fabriquer pour 0 fr. 50 des unis que la France ne produit qu'à 0 fr. 85<sup>1</sup>.

En Allemagne, ce sont les centres de la Prusse rhénane, Cologne, Crefeld et Elberfeld, où battent 25,000 métiers environ, qui sont dangereux pour Lyon; ils évincent facilement l'industrie française dans tout le nord de l'Europe<sup>2</sup>.

L'Italie, sous l'influence autrichienne, ne se contente plus d'être productive des soies grèges. Elle aussi se met à fabriquer des unis; le nombre des métiers à soie s'accroît dans de grandes proportions : à Milan (4,000), à Turin (3 à 4,000), à Côme (2,500 à 3,000), à Bologne (1,500 à 1,800), à Faverges (1,000 à 1,100)<sup>3</sup>. La production de tous ces métiers suffit à la consommation du territoire italien même; et c'est là un débouché enlevé à l'industrie lyonnaise.

En Suisse, on remarque une progression aussi forte dans le développement de la soie. A Zurich, le nombre des métiers qui, en 1814, était de 4,000, a plus que doublé en 1833; il a atteint 10,000. Et le bon marché exceptionnel des « unis » suisses leur permet de lutter facilement avec les produits lyonnais<sup>4</sup>. Les produits suisses sont envoyés de tous côtés, en Allemagne, en Russie, en Italie, en Amérique, en Angleterre et même en France, malgré les droits qui les y frappent à l'entrée.

Il semble donc que la concurrence étrangère soit un réel danger pour l'industrie lyonnaise. Mais si l'on regarde de plus près, on voit qu'elle est beaucoup moins redoutable que ne veulent bien le dire les fabricants<sup>5</sup>. L'Angleterre, par exemple, depuis l'établissement en 1826 de la liberté commerciale, a augmenté son importation de soies françaises, et la preuve en est dans le compte réel de cette importation : 4,744,105 francs en 1818, 7,596,421 en 1826 et

1. Baune, *op. cit.*, p. 9.

2. D'ailleurs, cette industrie est ancienne dans cette partie de l'Allemagne. A Crefeld, elle date du xvi<sup>e</sup> siècle et à Elberfeld du xviii<sup>e</sup>. Cf. Arlès-Dufour, *op. cit.*, p. 33.

3. Ces chiffres sont donnés par Arlès-Dufour, *op. cit.*, p. 47.

4. Arlès-Dufour, *op. cit.*, p. 11. — Le bon marché des « unis » suisses vient de la modicité des salaires, due à l'établissement des métiers à la campagne. Les frais de la vie matérielle sont par là même fortement diminués; l'ouvrier, qui est en général propriétaire de la chaumière qu'il habite et du champ qui l'entoure, peut supporter facilement le chômage et est beaucoup moins exigeant pour le salaire.

5. Cf. le *Mémoire à M. de Saint-Cricq* : « Autrefois, nos étoffes unies ne rencontraient sur les marchés de l'extérieur que celles de l'Italie; aujourd'hui, elles y trouvent une concurrence bien autrement redoutable dans les produits des fabriques suisses et allemandes dont l'existence ne date que d'une époque peu éloignée. »



15,204,388 en 1830<sup>1</sup>. Dans l'espace de douze ans, les exportations en Angleterre de soies françaises ont plus que triplé.

Si, d'autre part, on examine le total général des exportations des soies françaises, on constate que là aussi il y a une augmentation indéniable. En 1821, on exporte 109,609,192 kilogrammes pour 404,764,582 fr. En 1830, le total s'élève à 168,799,942 kilogr. pour 572,664,064 fr. et en 1831 il atteint 179,349,213 kilogr. pour 618,169,911 fr.

Donc, à considérer les choses avec impartialité, on est obligé de reconnaître qu'une concurrence étrangère qui fait si peu de mal aux exportations françaises en général est plutôt un trompe-l'œil<sup>2</sup>. Les fabricants ont beau dresser en épouvantail cette extension des soies étrangères, ce n'est pas autre chose qu'un avertissement qui doit exciter l'ingéniosité et l'esprit d'invention des industriels lyonnais et les forcer à apporter du goût et de la conscience dans la fabrication de leurs produits. A dire vrai, la concurrence étrangère est un prétexte et non une réalité. Les fabricants l'invoquent pour maintenir les salaires très bas, et comme l'*Écho de la fabrique* le remarque avec raison : « C'est sur la concurrence étrangère que les négociants rejettent la décadence de notre industrie. » « Mais », ajoute-t-il, « quand même Berne et Zurich rivaliseraient pour un article (les unis) avec nos manufactures, serait-ce cette rivalité qui pourrait perdre la fabrique de Lyon, diversifiée par des millions d'articles et par cet ensemble qui fait que nous serons toujours sans crainte de la concurrence<sup>3</sup>. »

La vérité est que, s'il y a une concurrence coupable, c'est la concurrence intérieure, beaucoup plus que la concurrence extérieure. L'*Écho de la fabrique*<sup>4</sup> cite un exemple frappant de cette concurrence que les fabricants se font entre eux; un commissaire rapporte le fait suivant : « J'avais dernièrement », dit-il, « une

1. Ces chiffres, ainsi que les suivants, sont empruntés à Dupin (*Comptes officiels des douanes de France*). Ils sont reproduits par Monfalcon, *op. cit.*, p. 15 et 21.

2. Rien n'est plus juste donc que cette appréciation de Jules Favre (*De la coalition des chefs d'atelier de Lyon*, 1833, p. 16) : « Je ne nie point que les manufactures de Zurich, d'Italie et d'Angleterre ne produisent à plus bas prix que les nôtres. La lutte que nous soutenons avec elle dure depuis plus de dix années et n'a point empêché certains fabricants de s'enrichir. Quoi qu'il en soit, je persiste à penser que, dans l'état actuel, Lyon n'est point écrasé par la concurrence étrangère, non seulement parce que le produit est beaucoup plus considérable, mais encore parce que la qualité des produits sera toujours préférée. »

3. *Écho de la fabrique*, 6 novembre 1831.

4. *Ibid.*, 20 novembre 1831.

commission de 100 pièces de taffetas à placer; je fus chez un négociant avec lequel je fais souvent des affaires, et, traitant d'une partie de ma commission, il me livra 20 pièces au prix de 6 fr. 25 l'aune. Je vis d'autres maisons. Le lendemain, divers négociants, sachant que j'achetais, vinrent m'offrir le même article à 6 francs. J'achetai à deux maisons 40 pièces. Le même jour viennent encore deux négociants qui m'offrirent de me livrer l'article à 5 fr. 75 et j'achetai 20 pièces à l'un; l'autre, voyant que je ne lui mettais rien, revint, une heure après, m'offrir de me livrer de suite à 5 fr. 55; je compléai ainsi ma commission et ne pus m'empêcher de lui dire : « Coquin que vous êtes ! Comment faites-vous pour me livrer à ce prix l'étoffe dont le courant est de 6 fr. à 6 fr. 25. » — « Ah ! Monsieur, » me répondit-il, « pour commencer des affaires avec vous, nous ne faisons aucun bénéfice, et, d'ailleurs, nous avons plus de talent pour l'achat des matières que M. P\*\*\*, et, ce qui fait encore que nous pouvons vendre à ce prix, c'est que nous rattrapons sur la main-d'œuvre. »

Telle est une des façons dont se manifeste la concurrence entre les fabricants<sup>1</sup>. Il y en a bien d'autres; une seule nous éclairera sur l'étendue de cette concurrence : c'est le *piquage d'onces*, qui se pratique de la manière suivante : les soies ne sont pas, en général, employées dans leur état naturel et elles subissent certaines préparations avant d'être transformées en étoffes. Elles sont d'abord remises au teinturier, crues ou desséchées, et une fois teintes, elles n'ont plus le même poids spécifique. Comme il est matériellement impossible de déterminer avec exactitude la différence théorique entre le poids de la soie avant et après l'épreuve, le teinturier peut facilement, en employant des drogues lourdes, soustraire une certaine quantité de la soie qu'on lui a confiée. Des vols de ce genre se commettent aussi dans les ateliers d'ourdissage et de dévidage, sous prétexte que « le fait de débarrasser la soie de ses parties défectueuses entraîne une diminution de poids ». De même dans les ateliers de tissage, l'ouvrier peut facilement charger la soie de substances pesantes et incolores, et il retient ainsi un poids égal à celui de la substance qu'il a introduite dans l'étoffe<sup>2</sup>.

1. Cf. aussi l'*Écho de la fabrique*, 11 décembre 1831, p. 6 : « Le fabricant ne devrait-il pas avouer que la seule concurrence qu'il redoute est celle que lui fait son confrère, qui, moins humain et moins délicat que lui, spécule sur le salaire de l'ouvrier en le payant à 0 fr. 15 et 0 fr. 20 au-dessous du cours; il ne fait employer que des matières inférieures ou dénaturées par une teinture trop chargée, matières qu'il tient encore dans des placards humides, et qui, par ces moyens, peut livrer à tous prix aux commissionnaires. »

2. Cf., sur tout ceci, le *Mémoire à M. de Saint-Cricq*, cité plus haut.

Tous ces vols, qui en profite et qui les encourage? Ce sont, dit le *Mémoire* à *M. de Saint-Cricq*, des fabricants peu scrupuleux, qui trouvent ainsi le moyen de faire des bénéfices énormes et de pouvoir vendre à meilleur marché que les autres, puisqu'ils ont eu la matière première à très bas prix. « Sans les recéleurs, il n'y aurait pas de voleurs. » Il faut d'ailleurs remarquer que le piquage d'onces est loin d'être aussi préjudiciable à l'industrie que le disent les fabricants. Il ne pouvait être pratiqué que sur une très petite échelle et son importance est bien mince, comparée à celle de la concurrence effrénée que se font les fabricants pour les prix des commissions et les prix des façons.

C'est entre ces derniers une lutte sans merci; c'est à qui fera plus d'affaires, à qui vendra le meilleur marché<sup>1</sup>.

À côté de toutes ces causes de la crise de la fabrique lyonnaise, qui par leur importance ont mérité d'attirer dès l'abord notre attention, il en est d'autres, secondaires, d'influence moins caractéristique, dignes cependant d'être mentionnées.

Baune estime que la consommation intérieure est loin d'être aussi forte qu'elle devrait l'être, et, pour appuyer cette affirmation, il montre que l'Angleterre, malgré l'infériorité très grande du nombre de ses habitants, a une consommation intérieure de 247 millions de francs, tandis que celle de la France atteint tout juste 100 millions<sup>2</sup>.

Selon Baune, il faut aussi s'en prendre au peu de succès de la culture du mûrier en France. Il est bien évident que si cette culture s'était répandue à travers notre pays, les industriels n'auraient plus eu besoin de se fournir en Espagne et en Italie pour les soies grèges. Le profit en aurait été singulièrement accru, les soies grèges étrangères étant, à leur entrée en France, frappées d'un droit onéreux. Depuis quinze ans, cet impôt n'avait fait qu'augmenter<sup>3</sup> et il résultait de cet état de choses une évidente infériorité de la cité lyonnaise, comparée aux autres pays producteurs de la soie exempts d'une pareille fiscalité<sup>4</sup>.

1. Cf. la conclusion de l'article de l'*Écho de la fabrique* mentionné plus haut : « Ainsi, ce n'est pas la concurrence étrangère qui tue la fabrique d'étoffes de soie, mais c'est cette concurrence scandaleuse dont je viens de parler. »

2. Baune, *op. cit.*, p. 11 et 12. — Il signale comme cause de cette diminution de la consommation intérieure le fait que les membres de l'aristocratie carliste ont fui la cour et ne déploient plus le même luxe qu'auparavant.

3. Baune (*Ibid.*, p. 13) constate que de 1815 à 1830 le droit est passé de 102 francs à 110 francs les 100 kilos, et il estime à quarante millions la somme que les fabricants lyonnais donnent chaque année à l'Italie et au Piémont pour les soies grèges.

4. Cf. Dugas-Montbel, *Observations adressées à la commission d'enquête*

A tout cela se mêle aussi la question des métiers. Le métier à bras ne peut plus suffire, sauf pour les étoffes de luxe; il devient nécessaire de le remplacer par le métier Jacquard, et c'est là l'occasion d'une grosse dépense que le chef d'atelier peut difficilement s'imposer. Ce chef d'atelier n'ignore pas que son métier à bras a subi une diminution de prix proportionnelle à celle des articles de soie<sup>1</sup>. Il sait bien que l'aune du gros de Naples, vendu autrefois 0 fr. 90, se vend aujourd'hui 0 fr. 45, et que parmi les façonnés le prix du courant monté, en 1820, jusqu'à 1 fr. 75 l'aune, s'est, en 1830, abaissé à 0 fr. 75. En face de cette baisse effrayante, il se dit avec raison que le métier, dont le montage lui a coûté 8 à 10,000 francs lorsque le prix de l'aune du gros de Naples était de 0 fr. 90, ne se vendrait plus bien cher, maintenant que la valeur des étoffes de soie a diminué de moitié. Aussi son hésitation est grande à se défaire à vil prix de son outillage actuel pour se procurer un Jacquard, destiné peut-être, lui aussi, à subir par la suite une forte dépréciation<sup>2</sup>.

Toutes ces différentes raisons, concurrence étrangère et surtout concurrence des fabricants entre eux, existence d'un droit fort élevé sur les soies grèges venues de l'étranger, baisse des prix de façon des différentes étoffes de soie, faible extension du métier Jacquard, toutes ces raisons, dis-je, expliquent combien la fabrique lyonnaise est menacée et font comprendre la fréquence du chômage.

### III.

Le malheur des ouvriers en soie de Lyon, qui tient à toutes les causes que nous venons d'énumérer, est aussi la conséquence d'une série d'institutions sociales et économiques, onéreuses surtout pour les classes pauvres. Deux membres du « Comité de secours et de

*commerciale* : « Je n'hésite pas à solliciter auprès de vous la suppression totale du droit d'entrée sur toutes les soies étrangères... Lyon supporte presque seul l'impôt qui frappe cette marchandise, parce que de toutes les villes où se fabriquent des étoffes de soie elle seule est obligée d'employer pour ses qualités des organans de Piémont, de sorte que sur environ 4,000 balles d'organans que le Piémont verse en France, Lyon acquitte pour environ 600,000 francs de droits. »

1. *Écho de la fabrique*, 15 janvier 1832.

2. Cette situation nous montre bien l'un des inconvénients de la séparation nette qu'il y a entre le fabricant et le chef d'atelier. L'un s'occupe de vendre, l'autre de fabriquer; l'un a de la fortune, l'autre en est dépourvu et ne peut améliorer son outillage.

travail », institué pour venir en aide aux canuts, écrivent dans le *Précurseur* : « Le manque de travail est loin d'être la cause unique de la misère des canuts. Ce sont aussi l'infâme loterie, piège affreux, couvert de fleurs par le gouvernement pour mieux attirer l'ouvrier; les *impôts indirects* qui frappent le pauvre dix fois plus que le riche; le *mont-de-piété* qui, sous les couleurs de la charité, n'est qu'une spéculation d'autant plus immorale qu'elle est sûre et sans chances pour le gouvernement qui l'a fait; enfin, l'ignorance la plus profonde qui engendre l'imprévoyance et nourrit tout cela<sup>1</sup>. »

C'est d'abord la loterie que l'on qualifie de royale et qui est une source de revenus pour le gouvernement, source facile à exploiter d'ailleurs, puisqu'elle s'appuie sur la crédulité et l'ignorance publiques. Les classes pauvres surtout sont dupes de ce trompe-l'œil. Mécontentes de leur sort, elles se soumettent aux plus pénibles sacrifices, espérant qu'un coup de la fortune va pouvoir changer brusquement leurs destinées. Baune estime que chaque année 1,500,000 francs sont ainsi arrachés par la loterie aux plus indispensables besoins. « C'est », dit-il, « à raison de 50 francs pour chaque famille composée de cinq individus<sup>2</sup>. »

La levée des impôts indirects se fait, elle aussi, au détriment de la classe ouvrière, et un certain nombre de Châlonnais en signalent les inconvénients dans une pétition adressée à la Chambre des députés : « C'est ainsi », disent-ils, « que le vin qui s'achète au cabaret paie plus de droit que le chambertin qui se consomme sous des lambris dorés. C'est ainsi que le timbre, les droits fixes et l'impôt du tabac ne pèsent que sur les classes pauvres. C'est ainsi que le sel se trouve refusé aux besoins impérieux des indigents<sup>3</sup>. » Les octrois et les impôts de consommation pèsent donc sur les denrées de première nécessité. En 1816, par exemple, pour combler le déficit occasionné par l'invasion, on a imposé les farines et les huiles, et la Chambre de commerce eut beau protester, en disant que ces deux denrées étaient de première nécessité pour le canut lyonnais, elle fut impuissante à le faire dégrever des impôts qui l'accablaient<sup>4</sup>. Ces droits d'octroi sont une charge d'autant plus

1. *Le Précurseur* (de Lyon), 6 février 1831.

2. Baune, *op. cit.*, p. 37. — Cet impôt sur les loteries avait été supprimé par la Convention en 1793, puis rétabli par le Directoire en 1797.

3. *Journal du commerce* (de Lyon), 2 décembre 1831.

4. Chambre de commerce de Lyon. Rapport du 25 juillet 1816. Cf. aussi rapport du 12 mars 1818 : « L'huile sert à la fois d'alimentation et d'éclairage; la consommation en est plus grande que partout ailleurs; les ouvriers étant extrê-



lourde qu'ils se doublent d'un droit perçu par le gouvernement. La ville paie en effet au Trésor, à la place de la contribution mobilière, 320,000 francs pris sur les produits de l'octroi. Et, de plus, Lyon appartient à la catégorie des villes de 50,000 âmes et au-dessus, où les taxes indirectes sont les plus élevées. Le résultat, c'est que les droits payés par un hectolitre de vin s'élèvent à 13 fr. 41, se partageant ainsi : droits payés au trésor : 6 fr. 16. Droits payés à la ville : 5 fr. 50. Droits de circulation payés sur le lieu de production : 1 fr. 75.

On voit donc, en définitive, que l'existence de cet octroi est très préjudiciable au bien-être des ouvriers en soie. Toutefois, si on avait abaissé l'octroi, la situation n'en aurait pas été améliorée pour cela ; une baisse de taxes aurait servi de prétexte aux fabricants pour diminuer immédiatement les salaires et les ouvriers n'y auraient rien gagné.

Le *mont-de-piété* est dénoncé, tout aussi bien que la loterie et l'octroi, comme étant une des sources de misère pour la population pauvre de Lyon<sup>1</sup>. Il est, par définition, le lieu où l'on prête sur gages à un intérêt fort modique. Mais « comme cette institution n'opère point avec des capitaux qui lui appartiennent et qu'elle emprunte pour prêter », comme elle a aussi de nombreux frais d'administration, il en résulte que l'intérêt à payer devient très lourd. On perçoit d'abord un droit de 12 % par an pour frais de magasin et 1/2 % pour frais d'appréciation. L'emploi d'un commissaire pour engager ou dégager l'objet peut porter le taux du prêt à 14 1/2 ou 15 1/2 %. Si l'objet est vendu, il faut payer un droit de 3 1/2 % pour les appréciations, de 1 % pour le *mont-de-piété* lui-même, ce qui élève le taux à 17 %. Ce chiffre paraît d'autant plus extraordinaire qu'à cette époque la loi punissait celui qui prêtait à plus de 5 % en matière civile et à plus de 6 % en matière de commerce. Tous les contemporains constatent que cet établissement met l'usure en pratique et exploite la misère publique. On voit l'auteur des *Observations sur le mont-de-piété de Lyon* déclarer qu'au fond cet établissement n'est qu'« un Lombard », et le *Précurseur*

mement disséminés, il leur est impossible de faire sur l'éclairage l'économie que l'on peut obtenir dans de grands établissements. D'ailleurs, la nature de la fabrication ne le leur permettrait pas. Il faut absolument que chaque métier soit éclairé par une lampe. »

1. Sur la question du *mont-de-piété*, cf. *Au pauvre la besace ou Observations critiques sur le mont-de-piété de Lyon*, le *Précurseur* du 12 février 1831, *Des monts-de-piété*, par M. V.-T. D. Lyon, 1830. — Le *mont-de-piété* de Lyon a été fondé par décret impérial du 23 mai 1810.



conclut ainsi : « Là est le mal, là est une véritable iniquité, funeste à la classe nécessiteuse. »

A tout cela s'ajoute enfin une nouvelle difficulté de date plus récente, et c'est le préfet, M. Bouvier-Dumolard, qui la signale lui-même : « La loi », dit-il, « qui a ordonné la conversion des contributions personnelle, mobilière et des portes et fenêtres, en impôts de quotité, fait à Lyon une sensation profonde, et la rigueur inaccoutumée avec laquelle elle est exécutée donne lieu à une multitude de réclamations. La valeur des loyers déterminant le droit proportionnel des patentes, il en résulte encore une augmentation considérable pour ce troisième impôt direct. Par exemple, le rôle des patentes de la Guillotière, qui était en 1830 de 27,000 francs, est en 1831 de 60,000. C'est ainsi que la somme des contributions de toute la classe ouvrière de Lyon se trouve triplée et souvent quadruplée, le lendemain d'une révolution qu'elle a dû croire faite dans ses intérêts, à l'entrée de l'hiver qui augmente ses besoins et lorsque le ralentissement du travail diminue ses ressources<sup>1</sup>. »

Telles sont, rapidement analysées, les différentes causes essentielles de la misère des canuts lyonnais, et c'est cette misère même que nous allons maintenant décrire rapidement.

#### IV.

Les ouvriers en soie lyonnais sont groupés surtout sur les bords de la Saône, sur les pentes du coteau de Fourvières, au Gourguillon, dans le quartier Saint-Georges ou bien sur les hauteurs qui mènent à la Croix-Rousse et sur le plateau même de la Croix-Rousse. Aujourd'hui, il ne reste plus que les habitations; les canuts n'y sont plus. Mais, cependant, si l'on monte à Fourvières par un jour chargé de brume et d'humidité, on pourra se faire une idée de la tristesse de leur sort vers 1830. On y verra des montées abruptes, celles des Épies et du Gourguillon, bordées de taudis infects où l'humidité suinte le long de tous les murs et où la lumière ne pénètre presque jamais. Les chambres sont basses, malpropres, mal aérées, et les quelques pauvres miséreux qui y demeurent encore, repoussants de saleté, font songer aux malheureux ouvriers qui, en 1830, habitaient ce quartier, silencieux aujourd'hui, animé autrefois par la vie de plusieurs milliers de métiers à bras<sup>2</sup>. Au coin d'une

1. Bouvier-Dumolard, *Compte-rendu des événements qui ont eu lieu à Lyon au mois de novembre 1831*, p. 35.

2. Cf. ce qu'en dit l'économiste Ch. Dupin en 1828. Il remarque « le déplorable état sanitaire d'un grand nombre d'ouvriers », les causes d'insalubrité les plus

rue, on voit une statue décrépite de la Vierge, reflétant sur son visage le sentiment de résignation qui, jusqu'en 1831, était le sentiment prédominant dans l'âme du pauvre canut.

« Le quartier Saint-Georges », dit Monfalcon, « remarquable par l'entassement de ses maisons mal construites, mal aérées, dans un espace trop étroit entre la Saône et la montagne de Saint-Just, contient un grand nombre d'artisans. Plusieurs individus sont réunis dans un même appartement; une soupente, qui a tout au plus dix pieds carrés, reçoit souvent toute la maison, c'est-à-dire le père, la mère, deux ou trois enfants, une ouvrière et un ouvrier; ils n'ont, au-dessus de leur tête pendant qu'ils dorment, qu'une colonne d'air de vingt à vingt-quatre pouces de hauteur. Très peu de propreté dans leurs habitations ajoute encore à tant d'inconvénients. L'air empuanti dans des rues étroites, dans des cours obscures et profondes, où le soleil ne pénètre jamais, exhale habituellement une odeur acide et des miasmes que dégagent soit les immondices, contenus en grande quantité dans les maisons, soit la respiration d'un grand nombre d'individus des deux sexes et de tous les âges qui vivent rassemblés sous le même toit<sup>1</sup>. » Un voyageur de cette époque, Adolphe Blanqui, professeur à l'École spéciale de commerce de Paris, fut frappé aussi, en passant à Lyon, de l'état pitoyable des canuts : « Dois-je le dire? » écrit-il, « ces hommes précieux sont presque tous vêtus de haillons, entassés dans des habitations dégoûtantes; ils couchent pêle-mêle sur des grabats et ne subsistent que d'une nourriture chétive. »

La population soumise à ce pénible régime est très nombreuse, puisqu'au commencement de 1835 l'administration comptait à Lyon et dans ses faubourgs 8,000 chefs d'atelier et au moins 30,000 compagnons, ce qui faisait un total de 38,000 tisseurs (sans compter les apprentis) et tous ces ouvriers faisaient marcher près de 26,000 métiers<sup>2</sup>.

néfastes sont « les brouillards, l'humidité constamment entretenue par l'exiguïté de nos rues et leur défaut de pente, l'excessive élévation des maisons, le resserrement des cours et des passages ». Il fait remarquer en outre « la mauvaise qualité des eaux, leur rareté et les frais de transport pour les ménages peu fortunés qui habitent les étages supérieurs des maisons si élevées; c'est à cela qu'il faut essentiellement rapporter le défaut de propreté des appartements et des personnes ».

1. Monfalcon, *op. cit.*, p. 29-30.

2. Cf. Villermé, *op. cit.*, p. 360; Arlès-Dufour, *op. cit.*, p. 131, qui donne les recensements faits en 1832 par Gasparin : Lyon, 16,857 métiers; Croix-Rousse, 6,259; Guillotière, 2,300; Vaise, 404. Comme, suivant Arlès-Dufour, on doit compter, en général, deux individus par métier, le nombre d'ouvriers et d'ou-

Il est difficile d'établir quels sont les salaires moyens de ces canuts, payés non à la journée, mais aux pièces; plusieurs facteurs entrent en jeu, rendant l'évaluation plus difficile; ce sont l'habileté du canut, le fonctionnement plus ou moins parfait de son métier, la qualité de l'étoffe à confectionner. Le travail des ouvriers d'alors n'a rien de comparable à celui qu'on fait aujourd'hui dans les usines où le salaire est établi pour toute une catégorie d'individus, travaillant le même temps, à la même besogne et payés à l'heure ou à la journée. L'ouvrier en soie, lui, n'est jamais sûr de travailler le lendemain; le chômage le menace sans cesse, le fabricant ne pouvant jamais lui garantir de l'ouvrage pendant toute l'année. Les jours où il fait aller son métier, le canut fournit un labeur prodigieux qui dure quinze ou dix-huit heures par jour, et, en 1840, Villermé pouvait écrire : « Levés ordinairement à la pointe du jour en été ou plus tôt en hiver, ils travaillent très souvent jusqu'à dix et onze heures du soir. Déduction faite de trois repas, beaucoup travaillent quinze heures par jour et quelquefois davantage<sup>1</sup>. » Tout au moins pourrait-on croire qu'en revanche leur salaire était assez élevé. Ce serait une erreur et, quoique nous ne puissions le fixer d'une façon certaine, nous avons cependant certaines données qui nous permettent de constater combien il était faible.

M. Fulchiron, député du Rhône, disait à la séance du 19 décembre de la Chambre des députés « que ce n'était pas la misère qui avait poussé les ouvriers de Lyon, puisque les plus minces journées étaient de 28 à 32 sous »; selon lui, quelques ouvriers touchaient même jusqu'à 5 francs. En réalité, la somme qui, pour M. Fulchiron, était un minimum représentait la moyenne générale et même le maximum. Jules Favre, dans sa brochure sur la *Coalition des chefs d'atelier à Lyon*, a calculé que le chef d'atelier fait un bénéfice journalier d'environ 1 fr. 10, tandis que le compagnon payé à la pièce reçoit 2 fr. 15 pour la première et 1 fr. 40 pour la seconde<sup>2</sup>. Ces chiffres nous font constater que le sort du chef d'atelier n'est guère plus heureux que celui du compagnon, ce dernier ayant droit, quoi qu'il arrive, à la moitié du bénéfice obtenu; le chef d'atelier, lui, avec les

rières travaillant pour fabriquer la soie de Lyon serait de plus de 50,000, en comprenant les apprentis, les dévideuses, ourdisseuses, pleurs, teinturiers, etc...

1. Villermé, *op. cit.*, t. I, p. 366. Cf. *Écho de la fabrique*, 8 janvier 1832, « L'homme aux trente-deux sous par jour »; *Rapport fait par deux chefs d'atelier à M. le président du Conseil des ministres*, par Bernard et Charnier. Cf. aussi Monfalcon, *op. cit.*, p. 130.

2. Jules Favre, *De la coalition des chefs d'atelier à Lyon*, p. 32-33.

frais qu'entraîne l'entretien des métiers, a un bénéfice bien inférieur, au moins pour un de ces métiers. Un passage du rapport de deux chefs d'atelier est très significatif à cet égard; « l'article schal 3/4 », disent-ils, « est payé actuellement 0 fr. 25 le mille. L'ouvrier ne peut passer par jour que 12 milles, ce qui fait une journée de 3 francs à partager entre le maître et l'ouvrier. Chacun a donc 1 fr. 50. Il faut déduire de cette somme 0 fr. 35 pour l'enfant qui lance avec l'ouvrier, 0 fr. 50 pour une femme qui dévide et met en cannette les trames nécessaires au tissage du schal, plus 0 fr. 25 pour la location et autres frais dont le détail serait trop long et qui réduisent le bénéfice du maître à 0 fr. 40 par jour »<sup>1</sup>. Ainsi l'on comprend que dans les différentes crises de la soierie lyonnaise les chefs d'ateliers se soient toujours trouvés d'accord avec les compagnons; ce sont eux qui ont dirigé le mouvement et lui ont donné une impulsion vigoureuse.

Les salaires sont surtout bas pour la confection des « unis » qui sont les articles où il y a à redouter la concurrence entre les fabricants et la concurrence étrangère; le préfet Bouvier-Dumolard affirme qu'en 1831 ceux qui y travaillaient ne recevaient pas plus de 18 sous par jour<sup>2</sup>. Ce qui diminue encore la valeur du salaire des ouvriers en soie, c'est le nombre de jours où ils sont obligés de chômer. L'*Écho de la fabrique* déclare qu'il y a dans toute l'année 80 jours où le canut ne peut faire marcher son métier<sup>3</sup>. Et Villermé<sup>4</sup> dit, en 1840, que « l'ouvrier laborieux et bien portant travaille ordinairement 300 jours dans l'année, s'il fabrique des étoffes unies, et 240 jours si ce sont des étoffes façonnées ». Toutes ces considérations nous montrent que les chiffres de M. Fulchiron étaient fort inexacts, et on voit un ouvrier en soie regretter amèrement « le bon temps de l'Empire, où certes on gagnait un peu plus de 28 à 32 sous »<sup>5</sup>.

Avec de pareils salaires, la vie était très difficile et très pénible pour les canuts. D'abord, le chef d'atelier paie fort cher l'unique pièce où il se loge avec sa famille et son compagnon. A la Croix-Rousse, par exemple, le loyer d'une pièce varie entre 100 francs au

1. *Écho de la fabrique*, 25 décembre 1831, p. 3. — Dans cet article, le bénéfice du compagnon est réduit à 0 fr. 89 par jour pour un article comme celui du gros de Naples. Cf. *Écho de la fabrique*, 15 janvier 1832. — Le bénéfice total du chef d'atelier est fixé à 600 ou 650 francs, et c'est avec cela qu'il doit nourrir et loger sa famille et son compagnon.

2. Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 10.

3. Numéro du 25 décembre 1831.

4. Villermé, *op. cit.*, p. 377-378.

5. *Écho de la fabrique*, 5 février 1832.

cinquième étage et 380 au premier sur la Grande-Place. Dans la Grande-Rue, le prix est moins élevé et va de 60 à 200 francs<sup>1</sup>. Dans l'intérieur de la ville et du quartier Saint-Georges, bien que les rues soient plus malpropres et beaucoup moins aérées, les prix sont encore plus élevés<sup>2</sup>. L'*Écho de la fabrique* parle d'un ouvrier qui est obligé de consacrer 8 sous par jour à sa location (ce qui représente 144 francs par an)<sup>3</sup>.

Une autre source de dépense, très lourde, c'est l'éclairage. Dans les obscures rues du quartier Saint-Georges ou de la montée de la Croix-Rousse, il faut s'éclairer pendant une très grande partie de la journée, de cette longue journée de travail qui, pour le canut commence à cinq heures du matin et finit à dix heures du soir. Si le canut veut conserver au tissu toute sa beauté, il est obligé d'employer uniquement l'huile d'olive pour son éclairage, et les droits onéreux qui frappent cette huile augmentent encore les frais.

A considérer la nourriture, on constate une disproportion analogue entre les ressources de l'ouvrier en soie et le prix des denrées. Il mange ordinairement du pain bis ou un pain blanc de qualité inférieure que l'on appelle le pain ferain. Le prix de ces pains est fixé à la fin de chaque mois d'après le cours du blé, il est en moyenne de 0 fr. 20 la livre. Les légumes, qui sont la nourriture presque exclusive de la classe ouvrière, reviennent fort heureusement à des prix modérés. Mais la viande et le vin sont presque interdits aux pauvres canuts, incapables de payer les droits très élevés qui les surchargent<sup>4</sup>. En 1831, il n'entre à Lyon guère plus de vin et de bestiaux qu'en 1803, quoique la population soit passée de 93,000 âmes à 146,000. Cette augmentation étant due en grande partie à la classe ouvrière, il faut en conclure que la viande et le vin étaient fort rares sur la table des canuts. « Les octrois », dit en 1829 l'administrateur de la caisse d'épargne et de prévoyance du Rhône, « pèsent moins qu'on ne le croit sur la classe ouvrière qui, par nécessité, vit en général de privations et, par conséquent, consomme peu de viande et de vin<sup>5</sup>. »

1. Arch. municipales de la ville de Lyon, F<sup>2</sup>, Croix-Rousse.

2. Cf. Villermé, *op. cit.*, p. 388. — Au quartier Saint-Georges, la location d'une pièce varie de 160 à 180 francs.

3. *Écho de la fabrique*, 8 janvier 1832.

4. Villermé, *op. cit.*, p. 389. — Droits sur le blé et la viande à Lyon, en 1835 :

	Par hectolitre de vin.	Par tête de bœuf.
Lyon	5 fr. 50	21 fr. 50
Croix-Rousse	1 55	10 »

5. *Compte-rendu de la caisse d'épargne et de prévoyance du département du Rhône* (années 1826-1828), p. 6.



Au reste, même ceux qui sont le plus hostiles aux réclamations des ouvriers en soie sont obligés d'avouer leur détresse profonde. Monfalcon, qui n'a jamais caché son antipathie pour les canuts, constate cependant qu'avant 1831, à Lyon, ils « ne gagnaient point assez; leurs labeurs suffisaient à peine pour leur donner le moyen de pourvoir aux besoins de première nécessité »<sup>1</sup>.

Cette maigre nourriture, unie aux mauvaises conditions du logement, influait sur l'état physique et moral des ouvriers en soie. La disposition même des métiers était telle que la santé des canuts devait fatalement s'en ressentir. « Des enfants très jeunes », dit Monfalcon, « sont placés au rouet destiné à faire des canettes. Là, constamment courbés, sans mouvement, sans pouvoir respirer un air pur et libre, ils contractent des irritations qui deviennent par la suite des maladies scrofuleuses; leurs faibles membres se contournent et leur épine dorsale se dévie; ils s'étiolent et, dès leurs premières années, sont débiles et valétudinaires. D'autres enfants sont occupés à tourner des roues qui mettent en mouvement de longues mécaniques à dévider; la nutrition des bras s'accroît aux dépens de celle des jambes, et ces petits malheureux ont souvent les membres inférieurs déformés<sup>2</sup>. » L'ouvrier lui-même, le chef d'atelier, travaillant à son métier, reste dans une position vraiment pénible : « Assis sur un banc élevé, ses deux pieds, portant à faux sur le sol, pendant que l'une de ses jambes est dans un parfait repos, l'autre presse alternativement de longs morceaux de bois ou jalons qui correspondent à la trame du métier; le corps, un peu incliné en avant, donne aux deux mains, qui sont appuyées contre le tissu chacune de son côté, la faculté de recevoir et de renvoyer alternativement la navette<sup>3</sup>. » Ces positions penchées influent sur

1. Monfalcon, *op. cit.*, p. 37. Cf. aussi (*Écho de la fabrique*, 8 janvier 1832), placé dans la bouche d'un canut, le récit de la vie misérable qu'il mène. — Archives municipales de Lyon, séance du Conseil municipal, 26 novembre 1830. Le Conseil déclare que « le nombre des enfants abandonnés s'est accru partout au fur et à mesure que la population générale et surtout la population ouvrière a augmenté et que des époques de suspension de travail ont occasionné une diminution de la main-d'œuvre ». En 1814, on compte 4,778 enfants abandonnés et 9,032 en 1828. Séance du Conseil municipal, 15 décembre 1829 : « Ajoutez à ces réflexions tous les pièges résultant de la position précaire des ouvrières mal payées de nos manufactures. » Cf., en outre, le *Précurseur* (de Lyon), numéro du 24 octobre 1831, qui parle « de l'immoralité effrontée qui règne dans certaines maisons de fabrique dans lesquelles la promptitude et l'habileté du travail des ouvrières n'obtiennent aucun crédit si elles ne sont pas accompagnées de la grâce et de la jeunesse... »

2. Monfalcon, *op. cit.*, p. 30.

3. *Ibid.*



la constitution des canuts. « Un teint pâle, des membres grêles ou bouffis par des suc lymphatiques, des chairs molles et frappées d'atonie, une stature en général au-dessous de la moyenne; telle est la constitution physique ordinaire aux ouvriers en soie lyonnais; leur taille manque de proportion, leurs membres inférieurs sont souvent déformés de bonne heure; ils ont une allure qui les font aisément reconnaître<sup>1</sup>. »

Au milieu de cette misère, ils avaient toujours montré une grande résignation, et Monfalcon lui-même se plait à les en louer. Les redoutables crises de misère et d'indigence qu'ils avaient traversées les avaient laissés parfaitement calmes; au malheur ils avaient opposé un courage résigné<sup>2</sup>. Cependant, dans leurs ateliers, ils n'avaient pas d'autres ressources, pour briser la monotonie de leur existence, que de discuter sur leur sort ou de lire des livres et brochures qui en dissertaient. Leur résignation était loin de venir d'une absence de culture intellectuelle; les canuts ont toujours formé une élite dans la classe ouvrière, et Audiganne a remarqué leur « nature métaphysique » et leur facilité à broder les idées reçues avec leurs rêveries, comme la chaîne de leur tissu avec leur navette<sup>3</sup>. Villermé constate que quelques enfants examinés par lui savaient tous lire, et, en se rendant dans plusieurs cafés de la Croix-Rousse, il a vu des canuts discuter avec un grand calme de toutes les questions concernant la fabrique des soieries de Lyon et ses embarras; d'aucuns agitaient même des questions sociales générales et faisaient preuve d'une profonde connaissance des idées saint-simoniennes.

Plusieurs années après, en 1858, Louis Reybaud sera tout étonné, au cours d'une enquête, d'entendre un tisseur lui exposer la philosophie d'Auguste Comte et tout un système personnel d'économie politique et de religion.

Tels sont les principaux caractères des ouvriers lyonnais : ils sont « sobres, polis, raisonnants », comme les voit Villermé, et surtout résignés, aimant bien discuter sur leur misère et la déplorer, mais ne songeant pas sérieusement à passer des paroles aux actes<sup>4</sup>. Ils étaient toujours restés calmes depuis la Révolution, même en 1825-26, à l'époque où l'on avait vu 7,000 métiers cesser de battre, frappés par la crise financière qui sévissait alors sur l'Angle-

1. Monfalcon, *op. cit.*, p. 31.

2. Cf. Audiganne qui, dans son livre sur *les Populations ouvrières au XIX<sup>e</sup> siècle*, parle de la « douceur » et de la « docilité proverbiale » des canuts (t. I, p. 236).

3. Audiganne, *op. cit.*, p. 244 (t. I).

4. Villermé, *op. cit.*, p. 395.

terre et les États-Unis, les deux grands clients de la fabrique française<sup>1</sup>.

Les contemporains ne se faisaient d'ailleurs pas faute de proposer force remèdes pour relever le malheureux sort des ouvriers de la fabrique. Un seul aurait pu, semble-t-il, être efficace par le double avantage qu'il aurait eu de satisfaire les fabricants trop ménagers de leurs gains et de rendre la vie moins dure aux canuts; c'était l'établissement des métiers à la campagne qui eût fait disparaître trois des grands inconvénients de la vie urbaine : l'octroi, la cherté des loyers et la cherté de la nourriture. Mais les fabricants s'opposaient énergiquement à cet exode des métiers. « Porter la fabrication de Lyon hors de Lyon », disaient-ils, « c'est vouloir transporter Lyon en dehors de ses murs<sup>2</sup>. » L'idée fit plus tard son chemin, malgré cette hostilité des gros fabricants, et, en 1835, Arlès-Dufour note avec plaisir qu'on a fini par comprendre la valeur de ce remède : « La concurrence étrangère », dit-il, « fait comprendre à nos industriels que, de même qu'on peut teindre les soies dans les eaux de la Saône, de même on peut la tisser ailleurs que dans Lyon et ses faubourgs<sup>3</sup>. »

Malheureusement, en 1831, le mouvement se dessine à peine et la force de la tradition retient les ouvriers dans l'enceinte de la ville. Dès lors, il faut chercher d'autres remèdes. Il y a bien la diminution des octrois et du droit d'entrée qui pèse sur les soies grèges; la Chambre de commerce la demande avec insistance; c'est peine perdue, par la faute du gouvernement qui ne veut pas voir disparaître une de ses sources de revenus et laisse pour cela les droits d'octroi absolument intacts.

On assiste alors, au début de l'année 1831, à un grand mouvement de bienfaisance; des comités sont fondés, chargés de trouver des fonds pour secourir les ouvriers sans travail; des souscriptions sont organisées; c'est en se réjouissant au sein des fêtes que la bourgeoisie fait la charité; tous les journaux enregistrent une série de bals et de concerts organisés dans cette intention, durant les mois de janvier, de février, de mars et d'avril<sup>4</sup>. Dans ce mouvement

1. Villermé, *op. cit.*, p. 367-368.

2. *Mémoire à M. de Saint-Cricq*, p. 7.

3. Arlès-Dufour, *op. cit.*, p. 129.

4. Cf. le *Journal du commerce* et le *Précurseur* de ces mois. Ces bals sont souvent productifs. C'est ainsi que celui qui fut donné en février à l'Hôtel-de-Ville rapporta 4,791 francs, non compris les frais (*Journal du commerce*, 4 février 1831).

de charité, on voit un nommé Boillot ouvrir le 15 avril au palais Saint-Pierre, au profit des indigents de la ville, un cours complet de mathématiques d'après une nouvelle méthode d'analyse<sup>1</sup>.

L'administration municipale est, elle aussi, pleine de bonne volonté. Elle emploie 400 ouvriers sans travail à extraire les graviers du Rhône et 300 à des travaux de fortification du côté des « Hirondelles », à la Guillotière<sup>2</sup>. A ceux qui ne sont pas lyonnais, le maire de Lyon facilite le retour dans leur pays en leur donnant des passeports et en leur distribuant des secours.

Mais tous ces remèdes ne sont que passagers; on voit bientôt le mouvement de charité s'arrêter; toute son intensité se tourne, à partir du mois d'avril, du côté des insurgés de Pologne, et, dès lors, les souscriptions en faveur de ces malheureuses victimes du Tsar et l'alimentation d'un « Bazar polonais » attirent toute l'attention. Les ouvriers semblent relégués au second plan et l'indifférence de la classe bourgeoise à leur égard va donner naissance à l'idée du *Tarif*.

## V.

Pour comprendre l'histoire du *Tarif des soies*, il importe de connaître sommairement les dispositions de l'esprit public lyonnais au sujet de ces questions économiques.

En bas de l'échelle sociale, il y a le compagnon et le chef d'atelier, unis dans la même misère, très proches l'un de l'autre et tous deux bien loin du fabricant; ceux-là sont persuadés qu'une réglementation équitable des prix de façon va améliorer leur sort; ils accueilleront le *Tarif* comme s'il devait leur apporter le salut.

En haut, ce sont les gros industriels dont la monarchie de Juillet a marqué le triomphe, ces fabricants qui sont avant tout des hommes d'affaires, dont les esprits pratiques ne songent qu'aux moyens d'accumuler l'argent<sup>3</sup>; ils reflètent les aspirations de toute la classe bourgeoise d'alors, dont M. Bardoux a dit avec raison : « Les résultats de la transformation des moyens de travail, les conséquences de la révolution industrielle, les souffrances inévitables qu'elle entraînait ne frappaient pas suffisamment son attention. Elle voyait toujours plus le côté politique que le côté social, tandis qu'au contraire les classes ouvrières avaient un penchant à se détacher des

1. *Journal du commerce*, 3 avril 1831.

2. *Ibid.*, 23-26 janvier 1831; le *Précurseur*, 19 janvier 1831.

3. Cf. C. Latreille, *la Fin du théâtre romantique et Ponsard*, p. 348 et suiv.

formes constitutionnelles et parlementaires<sup>1</sup>. » Heureux de voir le nouveau régime répondre admirablement à tous leurs désirs, heureux de voir le D<sup>r</sup> Prunelle, un des révolutionnaires de 1830, devenir le député et le maire de Lyon et l'un des plus fermes soutiens des d'Orléans, les fabricants ne pouvaient songer qu'un jour arriverait où les canuts ne seraient plus disposés à supporter leur misérable condition. Monfalcon, leur porte-parole officieux, dit qu'« on a ridiculement exagéré la détresse des ouvriers lyonnais »<sup>2</sup>, et le député Fulchiron s'écriera après novembre qu'on n'a pas à se plaindre quand on gagne 28 sous par jour<sup>3</sup>. Tous ces gens croient sincèrement que, si les ouvriers en soie sont malheureux, ils le doivent en grande partie aux « besoins factices » qu'ils se sont créés. Aussi vont-ils trouver que le *Tarif* n'a pas sa raison d'être, qu'il est même nuisible, puisqu'il va les empêcher, prétendent-ils, de lutter efficacement contre la fameuse concurrence étrangère.

Entre les deux classes antagonistes se trouvent les petits commerçants, les boutiquiers. Ceux-là sont à la fois les fournisseurs et clients des gros industriels et des ouvriers ; ils ont à ménager les uns et les autres et ne peuvent, de ce fait, prendre parti dans les débats entre fabricants et canuts. Au reste, par sa nature, le boutiquier est indifférent à tout ce qui n'intéresse pas la prospérité de son commerce ; il se renferme dans un parfait égoïsme, ne laissant place en lui à aucune passion désintéressée ; dans la période des troubles insurrectionnels du début de la monarchie de Juillet et dans ceux de Lyon en particulier, on n'entendra pas parler de ces petits commerçants. « Alors que l'insurrection dresse sa tête dans notre ville comme en novembre », écrit un anonyme dans la *Revue du Lyonnais* de 1836, « le tambour les appellera en vain sous les drapeaux de la garde bourgeoise. Le boutiquier fermera les auvents de son rez-de-chaussée et, tranquille sur le pas de sa porte, il écoutera les coups de fusil, n'ayant de larmes que pour l'interruption de son commerce. Qu'en avril les citoyens soient livrés sept jours durant à la merci des soldats, n'espérez pas que les boutiquiers poussent un cri de détresse ou de colère. Non, cachés dans leur trou, ils n'en sortiront que pour courir rassasier leur misérable curiosité des désastres de la lutte, vous les verrez s'émerveiller sur les effets de l'artillerie<sup>4</sup>. »

Pour ce qui est du clergé, il semble bien que son action fut alors

1. A. Bardoux, *la Bourgeoisie française de 1789 à 1848* (1886), p. 319.

2. Monfalcon, *op. cit.*, p. 36.

3. *Moniteur universel*, 20 décembre 1831.

4. *Revue du Lyonnais*, année 1836.

absolument nulle. Les sympathies personnelles de ses membres les portaient vers la cause carliste et, comme la nouvelle bourgeoisie passait pour être libre-penseuse et voltairienne, le principe des représentants du clergé était de séparer très nettement la religion de la politique. Au début de la monarchie de Juillet, le clergé est sans la moindre influence sur la direction des affaires publiques; il se renferme dans ses devoirs professionnels, et c'est la tactique que Mgr d'Amasie recommande aux membres du clergé de Lyon : « Ne cherchez point », dit-il, « à vous immiscer dans le gouvernement de la commune. Laissez à l'autorité civile le soin de ce qui la concerne. L'élection du Conseil municipal, la formation de la garde nationale sont des objets dont vous ne devez pas vous occuper. Renfermez-vous uniquement dans le cercle des fonctions qui vous sont confiées et n'oubliez pas qu'elles sont entièrement spirituelles<sup>1</sup>. » Donc, du côté du clergé, c'est l'abstention complète.

L'égoïsme de la petite bourgeoisie et cette attitude du clergé laissent en face les uns des autres les ouvriers et les fabricants. D'un côté, les fabricants, membres de cette bourgeoisie qui soutient la nouvelle monarchie et qui est sûre de son appui; de l'autre, les canuts, qui, à partir du 28 octobre, expriment leurs revendications dans l'*Echo de la fabrique*<sup>2</sup>.

Au reste, tout le monde désire une solution pacifique, même les esprits les plus avancés, et les ouvriers espèrent bien qu'un tarif rédigé avec justice les satisfera en tous points, si la bonne foi règne de part et d'autre.

Cette idée du tarif n'était pas une chose nouvelle. Plusieurs fois déjà les gouvernements précédents et la Chambre de commerce y avaient eu recours. En 1789, en 1793, en 1807, en 1811, en 1817, on avait réglé le prix de la main-d'œuvre pour les ouvriers en soie<sup>3</sup>. En 1819, les prud'hommes établissent un tarif pour les tulles, « considérant qu'un grand nombre de fabricants occupant les chefs d'atelier » profitent « de la stagnation momentanée de ce genre de commerce pour régler arbitrairement le prix des façons ». Il est difficile de savoir si ces règlements furent observés; un certain Gamot, fabricant, déclare qu'il les ignorait presque : « Quant aux tarifs », dit-il, « qui ont existé en 1807, 1811 et 1817, ils sont de suite tombés en désuétude, ce qui prouve qu'ils étaient impraticables.

1. *Circulaire de Mgr d'Amasie, administrateur apostolique du diocèse de Lyon et de Vienne au clergé de ce diocèse* (bibl. de la ville de Lyon, 110478).

2. L'*Echo de la fabrique* fut fondé par un chef d'atelier, Falconnet. Il paraît tous les dimanches sur huit grandes pages de format in-4°.

3. Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 12.



Pour moi, entré en fabrique en 1811, je n'en ai jamais entendu parler. »

Quoi qu'il en soit de l'application, l'idée même de tarif n'est pas inconnue; on en a déjà parlé avant 1831<sup>1</sup>.

## VI.

Au début d'octobre 1831, à l'époque où l'on commence de nouveau à agiter sérieusement la question du tarif des façons des soies, l'administration était dirigée à la mairie par l'adjoint Boisset, qui remplaçait le maire titulaire, le docteur Prunelle, retenu loin de Lyon par ses occupations de député, et à la préfecture par M. Bouvier-Dumolard, ancien préfet de l'Empire, cousin du premier ministre Casimir Périer.

Ces deux hommes, Bouvier-Dumolard et Boisset, vont jouer dans la question du tarif un rôle de premier plan.

Ce fut des ouvriers que partit le mouvement. Les premières réunions tendant à établir l'accord entre les canuts eurent lieu à la Croix-Rousse, sur l'initiative de deux chefs d'atelier, Bouvery et Falconnet<sup>2</sup>. Dès le 8 octobre, il se forma au pied levé une commission composée de chefs d'atelier et d'ouvriers, et elle commença ses opérations. Il y eut une deuxième séance le 10; ce fut une réunion préparatoire, dans laquelle on maintint le bureau élu le 8, formé d'un président, d'un secrétaire et de quatre membres<sup>3</sup>.

De son côté, le Conseil des prud'hommes, convoqué par le lieutenant général Roquet, se réunit en assemblée extraordinaire le 11 octobre et, dans une délibération dont la teneur fut transmise au préfet et à la Chambre de commerce, il déclara être « de notoriété publique que beaucoup de fabricants payaient réellement des façons trop minimes »; selon lui, « il était utile qu'un tarif au minimum fût fixé pour le prix des façons »<sup>4</sup>.

Ces délibérations et les rassemblements qui avaient eu lieu à la Croix-Rousse le 10, à l'occasion de la réunion des délégués ouvriers, stimulèrent le zèle des autorités administratives.

D'abord, l'adjoint au maire Boisset s'efforça de hâter la solution en convoquant un certain nombre de fabricants et d'ouvriers choisis par lui; il les invita à venir à l'Hôtel-de-Ville pour y discuter sur

1. *Écho de la fabrique*, 15 décembre 1831.

2. Arch. municipales de la ville de Lyon, série I, Croix-Rousse : Troubles de novembre 1831.

3. *Écho de la fabrique*, 30 octobre 1831.

4. *Précurseur*, 1<sup>er</sup> janvier 1832.



la question du tarif devant le président du Conseil des prud'hommes. Cette réunion eut lieu le 12 au matin et on y rédigea un projet de tarif.

Après l'adjoint au maire, ce fut le préfet qui voulut lui aussi favoriser l'entente et essayer de concilier les intérêts. Le 10, il avait reçu une députation des ouvriers qui l'avaient prié d'intervenir. « Sachant », disait l'adresse qui lui avait été remise, « à quel haut point vous possédez à juste titre l'affection de vos subordonnés, nous vous supplions d'apporter votre médiation bienveillante dans les débats qui vont s'ouvrir et d'accorder aux deux parties intéressées la même protection qu'elles méritent également ». D'ailleurs, le préfet avait déjà cherché à améliorer le sort de la classe ouvrière en demandant au gouvernement un fonds de 4 à 500,000 francs, destiné à constituer une banque de prêt, où, en cas de disette, les ouvriers pourraient trouver des ressources<sup>1</sup>.

Voulant agir d'une manière plus effective, Bouvier-Dumolard convoqua pour le 15 les membres de la Chambre de commerce. Le préfet se contenta de leur exposer la situation telle qu'elle se présentait, exprimant la crainte qu'il avait de voir l'effervescence grandir<sup>2</sup>. La Chambre discuta alors les décisions à prendre. Elle commença par déclarer à l'unanimité que « ni elle-même ni aucune autre n'avaient qualité ni droit pour dresser un tarif légalement établi ». La grande majorité cependant se montra favorable à l'idée d'un tarif, « sans se dissimuler que la soumission réciproque des fabricants et des ouvriers à un acte de cette nature ne pourra toujours être que volontaire ». En dernier lieu, la Chambre de commerce demanda que le tarif fût discuté en présence du préfet, des maires et du président du Conseil des prud'hommes, par des représentants des fabricants et des ouvriers<sup>3</sup>.

Pendant ce temps, vingt-deux commissaires ouvriers travaillaient de leur côté et rédigeaient un tarif pour les divers genres de fabrication. Il y eut plusieurs rédactions et, le 16, dans une assemblée plénière des délégués des canuts, ce fut celui du chef d'atelier Bernard qui fut adopté. Une députation fut chargée d'en faire part au préfet<sup>4</sup>.

Pour faire pendant à ces vingt-deux commissaires ouvriers, la

1. Cf. Aug. Baron, *Histoire de Lyon pendant les journées des 21, 22 et 23 novembre 1831*. Lyon, 1832 (p. 33-34).

2. Cf. *Précurseur*, 1<sup>er</sup> janvier 1832.

3. Chambre de commerce de Lyon. *Registre des délibérations*. Séance du 15 octobre 1830 (p. 149).

4. *Echo de la fabrique*, 31 octobre 1831.

Chambre de commerce avait désigné dans sa séance du 15 octobre vingt-deux fabricants choisis dans les différents genres de fabrication, afin de « débattre et arrêter les bases d'un tarif, contradictoirement avec un nombre égal de délégués des chefs d'atelier »<sup>1</sup>.

Le 21 octobre, les autorités rassemblèrent de nouveau la Chambre de commerce. Les quatre maires, ainsi que les vingt-deux délégués des ouvriers, furent convoqués; mais leur réunion ne put avoir de suites, les vingt-deux fabricants choisis par la Chambre de commerce ayant déclaré qu'ils n'étaient point des délégués élus par leurs collègues, et qu'ainsi ils n'avaient en aucune façon le droit d'exprimer une opinion collective<sup>2</sup>. Le préfet se rendit à cette raison, comprenant que, si les délégués des ouvriers étaient munis de pleins pouvoirs, il fallait qu'il en fût de même pour les mandataires des fabricants. La séance fut donc ajournée et, dans l'après-midi, une affiche apposée sur les murs de la ville convoquait tous les fabricants pour le lundi 24 octobre, afin de nommer des commissaires dont la mission serait de dresser avec les délégués des chefs d'atelier un tarif exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> novembre<sup>3</sup>.

Vingt-trois mandataires furent élus par les fabricants et convoqués par le préfet pour délibérer avec vingt-trois délégués ouvriers, en présence du Conseil des prud'hommes et de la Chambre de commerce. Cette réunion eut lieu le 25 octobre, à la préfecture, à onze heures du matin<sup>4</sup>.

A la nouvelle de cette assemblée, les ouvriers descendent des hauts quartiers et se répandent dans les environs de la préfecture. Au témoignage de tous les contemporains, leur calme est exemplaire; leur procession s'est fractionnée en petits groupes dirigés chacun par un délégué qui en est responsable, et ainsi, sans cri, des milliers de canuts viennent se ranger en bon ordre devant la préfecture. Dès que Bouvier-Dumolard est averti de cette manifestation, il se rend au-devant d'elle, revêtu de son costume officiel; « spontanément », tous les fronts se découvrent<sup>5</sup>, et les assistants, suivant les conseils qui leur sont donnés par le représentant de

1. Chambre de commerce. Registre des délibérations (précité); Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 13-14.

2. Baron, *op. cit.*, p. 35-36; Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 14; Collomb, *Détails historiques sur les journées de Lyon et les causes qui les ont précédées*. Lyon, 1832, p. 6.

3. *Journal du commerce*, 23 octobre 1831. Cf. arch. municipales de Lyon, 1<sup>3</sup> : Troubles de novembre 1831. Dossier général.

4. Baron, *op. cit.*, p. 36.

5. Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 18-19; cf. Bernard et Charnier, Rapport au ministre (précité); *Journal du commerce*, 26 octobre 1831.

l'autorité, se retirent immédiatement en criant : « Vive le préfet », et se répandent dans la place Bellecour.

Après avoir fait éloigner la foule, le préfet peut diriger les discussions de la commission mixte d'ouvriers et de fabricants. Que fut la séance? Il est difficile de le dire d'une façon certaine. D'après les fabricants<sup>1</sup>, l'opinion du préfet était faite d'avance; il ne leur aurait pas permis de discuter sur la légitimité du tarif, les forçant ainsi à élaborer une réforme qu'ils jugeaient inopportune. Par peur du mécontentement populaire et sous la pression de l'opinion ouvrière, le préfet les poussait à aboutir le plus tôt possible : « Dépêchez-vous », disait-il, « finissez-en<sup>2</sup>. » Le bruit a couru parmi les ouvriers que la discussion allait être remise, et aussitôt ils refluent de la place Bellecour vers la préfecture, en s'écriant : « Pas de renvoi! » Le préfet use alors de toute son autorité auprès des fabricants et les force à en arriver le plus vite possible aux conclusions. La résistance des fabricants languit<sup>3</sup>; ils sont quelque peu effrayés par les bruits de la rue; et, au bout de quatre heures, les commissaires ont fini leur œuvre et signé un tarif des façons des articles de soie. Lorsque la séance est levée, les nombreux ouvriers qui attendent paisiblement leur sort sont introduits dans la cour de la préfecture, et Bouvier-Dumolard, toujours en costume officiel, vient leur annoncer le résultat des délibérations et la signature du tarif; il les félicite en même temps de l'ordre et de la tranquillité qui ont régné dans leurs rangs<sup>4</sup>.

« Vive le préfet », « vive le roi », crie-t-on de toutes parts. L'enthousiasme est très grand chez les canuts, qui se retirent comme ils sont venus, en bon ordre, le drapeau déployé. Le soir, beaucoup de maisons sont illuminées; il y a des feux de joies dans les rues, et les ouvriers de chaque quartier louent leurs délégués d'avoir si bien rempli leur difficile mission<sup>5</sup>. Mais le tarif, qui était très long, ne put être affiché tout de suite. Ce retard provoqua un certain mécontentement et, le 26 octobre, il se forma sur la place des Terreaux des groupes où se manifestait une vive impatience<sup>6</sup>.

Le 27 octobre au matin, l'affichage eut lieu. D'après les décisions prises, le tarif n'était exécutoire que le 1<sup>er</sup> novembre et ne devait

1. Baron, *op. cit.*, p. 50-51.

2. *Ibid.*, p. 52.

3. Cf. Bernard et Charnier, Rapport précité. « Sauf deux articles, les schals et les unis, où l'on se fit de mutuelles concessions, tout alla pour le mieux. »

4. Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 20; Baron, *op. cit.*, p. 36.

5. *Écho de la fabrique*, 30 octobre 1831.

6. *Journal du commerce*, 28 octobre 1831.

pas être appliqué aux pièces commencées avant cette date ; tout au moins était-il valable pour tout ce qui devait être livré après. Une fois l'affiche placardée dans la ville, « la plus vive satisfaction, dit le *Journal du commerce*, s'est soudain manifestée ». Le lendemain, une députation d'ouvriers se rendit à une heure auprès du préfet pour le remercier de son action efficace. Bouvier-Dumolard et Boisset les accueillirent « avec une bonté vraiment touchante » ; ils les engagèrent « à concourir de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité et à prendre les mesures nécessaires pour découvrir les individus qui, étrangers même à l'industrie, la prennent pour prétexte de menées coupables ou séditeuses<sup>1</sup> ».

Il serait bon maintenant de savoir comment fut apprécié ce tarif dont nous venons de raconter l'histoire.

Bouvier-Dumolard, le préfet, qui avait joué un grand rôle dans sa rédaction, vit sa conduite commentée de diverses façons. Dans une lettre au maire Prunelle, Arlès-Dufour la juge très sévèrement : « Il ne doit pas manquer au ministre », dit-il, « des documents qui prouvent que M. Dumolard est incapable tout en se croyant fort capable, et que par son incapacité il a mis la ville de Lyon dans la position la plus inquiétante. Personne n'a rien fait depuis le changement de Paulze pour dépopulariser le préfet. Mais il est isolé sans doute forcément, ayant été toujours ou malade ou absent. Il n'est excusable dans sa conduite nulle et lâche que par sa maladie<sup>2</sup>. » Jugement trop absolu pour être vrai ! Bouvier-Dumolard ne fait en somme que refléter l'indécision du gouvernement de Louis-Philippe, incapable à ce moment-là de prendre position d'une façon nette contre les hommes d'opinion avancée. Au début, il ne sait pas quelle attitude observer ; puis, par générosité et par politique à la fois, il se fait le défenseur de l'idée du tarif ; par générosité, car il a été sincèrement ému de la profonde misère des ouvriers ; par politique aussi, car il pense que sa médiation va lui attirer la reconnaissance universelle ; il pourra désormais se poser en sauveur des ouvriers et se persuader qu'il est l'homme le plus aimé et le plus admiré à Lyon. « Il fait les beaux bras », dit M. Terme, « il est ravi de lui-même, il radote de son courage civil, ne tarit pas sur sa popularité et tombe en extase en pensant à la sérénade que les ouvriers lui ont donnée »<sup>3</sup>. Il a quelque peu la naïveté de

1. *Écho de la fabrique*, 30 octobre 1831. Cf. Baron, *op. cit.*, p. 34-36.

2. Arch. municipales de Lyon, 1<sup>re</sup> : Troubles de novembre 1831. Dossier général (« Paulze »). Il s'agit de M. Paulze d'Yvoye, le prédécesseur de Bouvier-Dumolard).

3. Arch. municipales de Lyon, 1<sup>re</sup> : Ibid.

l'homme avide des sympathies populaires ; il ne doute pas de l'efficacité des bonnes paroles qu'il prononce et, plein de pitié pour la misère des canuts, il croit, par son action, porter un remède certain à la décadence de la fabrique. On peut facilement l'excuser de ces illusions, si l'on songe que toute la population ouvrière les a eues avec lui. Une fois le tarif connu, ce ne fut dans le monde des canuts qu'un seul cri de reconnaissance à son égard. L'*Écho de la fabrique* s'attacha à démontrer que l'œuvre du préfet était une œuvre d'équité, digne d'être approuvée de tous les gens de bonne foi. « Oui », dirent les délégués des ouvriers au préfet le 28 octobre, « le souvenir d'un acte aussi solennel, que vous avez daigné appuyer de toute votre influence et pour l'obtention duquel vous avez employé toute votre sollicitude, sera à jamais gravé dans les cœurs, comme le nom de notre premier magistrat Dumolard<sup>1</sup>. »

Jugé d'une façon si favorable par les ouvriers, le préfet était vigoureusement critiqué par les fabricants. M. Terme, futur maire de Lyon, ne se gênait pas pour dire qu'il avait été « d'une faiblesse et d'une incapacité qui ne se mesurent pas ». « Avant de céder », ajoute-t-il, « un préfet devrait se faire écorcher tout vif<sup>2</sup>. » Et les fabricants envoyèrent à la Chambre des députés une longue protestation qui n'était qu'un acerbe réquisitoire contre le préfet<sup>3</sup>. Une lettre d'Arlès-Dufour nous montre que les fabricants veulent la destitution de Bouvier-Dumolard ; ils ont même songé à envoyer une députation au ministre pour la demander nettement. Mais, « dès qu'on m'a fait part de cette décision », dit Arlès-Dufour, « je l'ai blâmée comme inopportune et sans but. Les délégués, après réflexion, ont pensé comme moi et restent. Au fait, il s'agit tout simplement du changement du préfet et une députation serait très embarrassée d'indiquer un autre but<sup>4</sup>. » Les fabricants ont beau ne pas exprimer leur vœu de vive voix, ils sont néanmoins persuadés que leur mémoire produira l'effet désiré : « Il est exact et impartial ; je pense », dit Arlès-Dufour, « que dès sa réception le préfet sera destitué. »

Outre le préfet, les fabricants incriminent aussi les *carlistes*, dont ils voient partout l'influence dangereuse. Il faut insister quelque peu sur cette question du carlisme, pour bien montrer

1. *Écho de la fabrique*, 31 octobre 1831.

2. Arch. municipales de Lyon, 1<sup>2</sup> : Troubles de novembre 1831. Dossier général.

3. Baron, *op. cit.*, p. 37 et suiv.

4. Arch. municipales de Lyon, 1<sup>2</sup> : Troubles de novembre 1831. Dossier général.



qu'elle a eu peu d'influence sur les prodromes de la fameuse insurrection de novembre 1831.

Dans une lettre adressée aux ouvriers en soie, un caporal de la garde nationale les prévient contre le péril légitimiste : « La misère présumable pour la saison rigoureuse dans laquelle nous entrons », dit-il, « est infernalement exploitée pour nous séparer de nos protecteurs naturels, pour nous rendre odieuse la monarchie de Juillet et la liberté qu'elle nous garantit<sup>1</sup>. » De même, on voit le docteur Desgautières, père d'un fabricant de soie lyonnais, écrire une longue lettre au docteur Prunelle, pour démontrer la responsabilité des partisans de la monarchie déchue dans le mouvement ouvrier. « Quant aux événements de Lyon », dit-il, « voici le doigt carliste. » Et, entre autres faits, il indique qu'à la discussion de la Chambre de commerce, l'avocat le plus véhément de la cause du tarif fut justement un des « 300 Spartiates les plus chauds de M. Villele, M. Pavy »<sup>2</sup>. Le même M. Pavy fut également le premier à appliquer strictement les conditions du tarif. Selon le docteur Desgautières, le but des carlistes est « d'augmenter les embarras du gouvernement, d'ameuter l'ignorance et la brutalité des masses contre les fabricants qui se sont montrés les plus ardents en faveur des événements de juillet, de les punir de leur patriotique conduite ». De ces affirmations sans preuves, il est impossible de tirer une conclusion certaine.

Il y a par contre aux archives municipales de la ville de Lyon un rapport<sup>3</sup> non signé sur les événements de novembre 1831, contenant un certain nombre de faits précis sur les menées des carlistes avant ces événements. En janvier, à propos de l'anniversaire de la mort de Louis XVI, ils cherchent à susciter des troubles auxquels prennent part quelques ouvriers en soie. Au mois de février, on fait circuler une pétition à la Chambre des députés, signée des « carlistes les plus connus ». Le même document parle d'excitations au désordre chez les maçons, puis déclare que « la population fut calme pendant les mois d'août et de septembre ». Ce n'est qu'au mois d'octobre que « de nouvelles exigences étaient jetées adroitement dans la classe ouvrière et faisaient apercevoir à l'homme de travail que ses peines n'étaient pas assez récompensées ».

Ce rapport présente donc les rassemblements d'octobre comme

1. *Journal du commerce*, 26 octobre 1831.

2. Arch. municipales de Lyon, I<sup>2</sup> : Troubles de novembre 1831. Dossier général.

3. Ce rapport se trouve à la série I<sup>2</sup> : Troubles de novembre 1831. Dossier général. C'est sans doute un rapport de police (arch. municipales de Lyon).



l'aboutissant d'une série de manœuvres carlistes, d'origine lointaine; il tend à prouver l'ingérence des légitimistes dans le mouvement de novembre 1831.

A notre sens, la seule chose démontrée par ces faits, c'est l'intention très nette des carlistes de profiter du mécontentement des ouvriers; mais rien n'indique que les canuts aient tenu compte de leurs discours, aient subi leur influence. Peu leur importe en effet que la *Gazette du Lyonnais*, l'organe carliste, leur présente le régime défunt comme le seul raisonnable, comme le seul vraiment ami de la classe ouvrière.

« Oui, peuple », s'écrie-t-elle, « les royalistes sont tes vrais amis; toujours ils t'enseignèrent l'obéissance aux lois et la soumission à tes devoirs. A présent que tu es malheureux, ils ne t'abandonneront pas; ils forment les vœux les plus ardents pour ton bonheur<sup>1</sup>. » Des articles de ce genre, pas plus que les troubles de janvier 1831, ne sont suffisants pour prouver l'action du carlisme sur les esprits des canuts. La *Gazette du Lyonnais* elle-même est obligée d'avouer que la politique « est restée étrangère aux entretiens particuliers des ouvriers »<sup>2</sup>; et les manifestations de sympathie dont bénéficia M. Pavy allaient dans la pensée des canuts, non pas au carliste, mais uniquement au défenseur du tarif des soies<sup>3</sup>. Un dernier fait prouve enfin combien les ouvriers en soie se souciaient peu d'être soutenus par la *Gazette du Lyonnais*: ce fut la fondation de l'*Écho de la fabrique*, journal purement industriel, consacré uniquement à la défense de leurs intérêts. Cet organe constatait le peu d'influence de l'organe légitimiste: « Depuis juillet », disait-il, « le carlisme a une tribune dévouée dans la *Gazette du Lyonnais*. Mais cette tribune n'a pas d'auditeurs<sup>4</sup>. » L'impression générale est donc la suivante: les carlistes furent très désireux

1. *Gazette du Lyonnais*, 7 et 8 novembre 1831. — Ces paroles nous font comprendre ce qu'écrivait le *Précurseur* (23 octobre 1831): « Nos carlistes seraient dans l'ivresse de la joie s'ils réussissaient à faire de notre population laborieuse l'instrument de leurs mauvais desseins, s'ils pouvaient la pousser à l'anarchie, à la guerre civile, leur seule et détestable espérance. »

2. *Gazette du Lyonnais*, 26 octobre 1831.

3. Le *Journal du commerce*, au début, présente les deux rassemblements d'octobre comme empreints de carlisme, et il se rétracta dans le numéro du 23 octobre: « Les renseignements, » dit-il, « qui nous avaient été fournis sur l'existence des manœuvres carlistes sont tout à fait inexacts, nous nous empressons de le déclarer aujourd'hui sur des informations précises, que rien de politique ne s'est mêlé à cette affaire. »

4. *Écho de la fabrique*, 26 février 1832.

de profiter du mouvement ouvrier ; mais ils furent impuissants à le susciter ou à l'accélérer, n'ayant jamais trouvé qu'hostilité dans les milieux canuts. Il faut, en définitive, considérer la question du tarif comme étrangère à la politique.

Un autre problème se pose maintenant : que valait le tarif en lui-même ? Le préfet défend son œuvre. « Ce tarif », dit-il, « n'était pas autre chose pour les fabricants qu'un contrat d'honneur, qui n'avait qu'une puissance morale, mais qui n'en était que plus loyalement exécuté par l'immense majorité d'entre eux ; pour l'autorité, c'était une potion calmante donnée à la multitude en proie aux plus pressants besoins<sup>1</sup>. » Toujours est-il que le tarif fut considéré par les fabricants comme facultatif. Beaucoup le déclarèrent tout à fait funeste à leurs intérêts primordiaux, ou même contraire aux principes de la législation : « Dans sa sollicitude pour une classe nombreuse et infortunée », dit Baune, « M. Bouvier-Dumolard a oublié que l'autorité ne peut, ne doit intervenir en aucune façon dans le règlement des intérêts privés, qu'il n'est pas bon de mettre des entraves ou d'imposer des conditions à l'industrie, fille de la liberté<sup>2</sup>. » On réclamait à la fois au nom de la concurrence qui doit exister entre les producteurs et au nom de la liberté du contrat passé entre le patron et l'ouvrier. « Le tarif est absolu », ajoute Monfalcon, « et les bases sur lesquelles il repose sont essentiellement changeantes. Sous un autre rapport, il détruit la liberté du commerce et tue par conséquent le commerce lui-même. C'est le positif jeté dans un état de choses essentiellement transitoire<sup>3</sup>. »

Ce tarif, considéré par les fabricants comme contraire à tous les principes et à tous les intérêts économiques, était difficilement applicable ; et la raison en est dans le manque d'organisation chez les ouvriers en soie aussi bien que chez les fabricants. Il y a, nous l'avons vu, une terrible concurrence entre les industriels : certains acceptèrent le prix des façons fixé par le tarif ; d'autres continuèrent à spéculer sur la misère des ouvriers et les obligeront à travailler aux taux anciens. Finalement, tous en prendront à leur aise avec ce tarif, que depuis un mois les canuts considéraient comme leur charte de salut : « On dut prévoir », dit Baune, « que beaucoup de fabricants ne se croiraient pas liés par une convention qu'ils disaient imposée par la force et consentie par la peur, et que d'autre part

1. Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 18.

2. Baune, *op. cit.*, p. 15-16.

3. Monfalcon, *op. cit.*, p. 41-42.

les ouvriers regarderaient comme une charte sacrée la concession qu'ils avaient arrachée ou obtenue<sup>1</sup>. »

Tous les jours, l'*Écho de la fabrique* reçoit un grand nombre de réclamations de chefs d'atelier signalant une foule d'infractions aux règlements du tarif<sup>2</sup>. En cette circonstance, l'exemple fut plus fort que tout; le nombre des fabricants dérogeant aux principes fixés fut d'abord restreint; mais déjà le 7 novembre, sur 6 à 800 industriels en soie qu'il y avait à Lyon, il s'en trouve 104 pour signer une lettre comminatoire au préfet, où ils lui annoncent l'envoi d'un mémoire au ministre de l'Intérieur, auprès duquel, disaient-ils, « ils étaient assurés de trouver une bienveillante justice<sup>3</sup> ». Peu à peu, ce qui n'était d'abord qu'une minorité devint la majorité.

Ces dérogations à la règle du tarif irritaient la classe des compagnons et des chefs d'atelier; et jusqu'au 20 novembre on assiste à une série de faits marquant d'une part l'obstination des fabricants et de l'autre l'exaspération des canuts.

« Ce fut alors (après le mémoire des 104) », dit le préfet, « que commença la série des irritantes provocations de la part de quelques-uns de ces fabricants contre les ouvriers et qui se terminèrent par une coalition ayant pour objet de refuser de faire travailler même au-dessous des prix du tarif<sup>4</sup>. »

Les fabricants sont encouragés dans leur résistance par les bruits venant de Paris et annonçant que le ministre du Commerce, le comte d'Argout, a réuni chez lui les députés du Rhône pour leur faire part qu'il n'approuvait pas le tarif<sup>5</sup>. De son côté, le préfet ne sait quelle conduite tenir. D'Argout a condamné le tarif par une lettre en date du 26 octobre; mais comment Bouvier-Dumolard pouvait-il revenir sur une réforme à laquelle il avait donné son consentement? Pareille reculade lui aurait fait perdre du même coup son autorité et sa popularité.

Le préfet n'ose pas intervenir de façon énergique et il se contente d'envoyer au Conseil des prud'hommes une lettre déclarant que le tarif est simplement un engagement d'honneur. A la suite de cette lettre, le Conseil des prud'hommes ne condamne plus ceux qui ne s'y conforment pas.

1. Baune, *op. cit.*, p. 18.

2. *Écho de la fabrique*, 13 novembre 1831.

3. Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 49.

4. Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 27.

5. *Ibid.*, p. 26 (cf. le discours prononcé par d'Argout à la Chambre des députés. *Moniteur universel*, 22 décembre 1831).

Le 17 novembre, le commissaire central Prat prévient le maire que des placards écrits à la main ont été affichés à la Croix-Rousse, dans la rue Tolozan et à la Grande-Côte : « Ce sont », dit-il, « des rendez-vous indiqués aux ouvriers pour dimanche et lundi prochain<sup>1</sup>. »

En effet, le dimanche 20 novembre, les canuts se réunissent, « à huis clos », et décident que, le lendemain 21, tous les métiers cesseront de travailler<sup>2</sup>. A partir de ce moment, il circule des bruits d'émeute dans le public; l'agitation de la foule contraste avec le calme des autorités et la confiance du préfet qui écrit au président du Conseil le 19 novembre : « Jamais la tranquillité n'a été plus entière<sup>3</sup>. » Confiance bien aveugle, car, deux jours après, le 21 novembre, les canuts hissaient à la Croix-Rousse le drapeau noir avec l'inscription devenue célèbre : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant. »

\* \* \*

Nous sommes ainsi à la veille même de la fameuse insurrection de Lyon. S'il a paru intéressant d'en déterminer les causes, c'est qu'elle a eu sur l'histoire générale une répercussion profonde. M. Thureau-Dangin, dans son *Histoire de la monarchie de Juillet*, en a défini le caractère avec justesse en disant qu'elle « était née de la misère<sup>4</sup> ». Mais il n'a pas saisi le très grand rôle qu'ont joué les événements lyonnais de novembre 1831 dans l'évolution du parti républicain et dans l'histoire sociale de la monarchie de Louis-Philippe. C'est ce rôle qui justifie l'analyse des causes diverses qui les ont provoquées. Il n'y a pas à Lyon, en 1831, de parti républicain solidement organisé, et c'est un peu le cas de presque toute la France à cette époque. Mais les canuts mènent une vie très misérable et, sans qu'une seule intervention politique se fasse sentir, ils sont amenés à réclamer avec énergie des conditions de travail moins pénibles. Ils se croient sauvés quand on leur a donné le tarif, et ils ressentent une profonde colère en voyant la grande majorité des patrons n'en tenir aucun compte. La misère des ouvriers amène le tarif et le tarif provoque l'émeute de 1831.

1. Arch. municipales de Lyon, I<sup>2</sup> : Troubles de Lyon, novembre 1831. Dossier général.

2. Bouvier-Dumolard, *op. cit.*, p. 27; Collomb, *op. cit.*, p. 7.

3. Cité par Casimir Périer dans son discours sur les événements de Lyon à la Chambre des députés (*Moniteur universel*, 21 décembre 1831).

4. Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet*, t. II, p. 4.

Ces événements d'octobre et de novembre 1831 furent gros de conséquences. 1831 attire sur Lyon les regards de tous ceux qui ont en tête quelques conceptions sociales ou politiques destinées à soulager les misères du peuple. La ville des canuts devient ainsi un intense foyer de propagande républicaine. Ce qui avant 1831 n'a été qu'aspirations inconscientes va se cristalliser autour de quelques idées directrices répandues par « la Société des Droits de l'homme », les Saint-Simoniens et les Mutuellistes. Cette propagande aboutit à la sanglante insurrection d'avril 1834, qui a dans les rues de Paris un terrible écho, et provoque dans la politique gouvernementale une violente réaction, le fameux procès d'avril et les lois de septembre. Un mouvement, qui était à l'origine purement économique, a donc fini par devenir nettement politique et par transformer les canuts lyonnais en adversaires du régime de Louis-Philippe. Dans la période troublée qui a marqué les cinq premières années de la monarchie de Juillet, la ville de Lyon a ainsi joué un rôle capital, et il était intéressant de déterminer avec exactitude, comme préface à l'étude de ce rôle, les causes profondes du mouvement insurrectionnel de novembre 1831, point de départ de toute l'activité politique et sociale qui conduisit aux terribles insurrections lyonnaises et parisiennes d'avril 1834.

Jean ALAZARD.

---

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE DE FRANCE.

#### ÉPOQUE MODERNE.

GÉNÉRALITÉS. — La *Revue* a dit autrefois tout le bien qu'il fallait penser de l'*Histoire des institutions de la France* de M. Paul VIOLLET<sup>1</sup>. Je me demande s'il ne faut pas en penser plus encore de la suite qu'il donne à cet ouvrage, en étudiant « les trois derniers siècles de la monarchie ». La tâche était particulièrement ardue. Il s'agit d'une période qui, à ce point de vue spécial, est moins familière aux chercheurs que le moyen âge; elle les rebute par sa complexité même; elle se refuse à l'édification des systèmes parce qu'elle contient à côté de créations modernes un grand nombre de legs du passé; sous les apparences de l'ordre monarchique et de la hiérarchie sociale, elle est riche en exceptions, en cas particuliers, en bizarreries désordonnées. M. Paul Viollet a le rare mérite de ne pas vouloir réduire à tout prix à l'unité factice d'une doctrine ces formes multiples de la vie.

Son premier volume, *le Roi et ses ministres*<sup>2</sup>, expose la nature même et le fonctionnement du pouvoir souverain. Il dessine d'abord le cadre géographique où se meut ce pouvoir et cherche, après M. Brette, à donner une définition aussi approchée que possible de cette expression, qui paraît claire et qui est terriblement obscure : le « royaume », puis de celle-ci : « le domaine ». Ses analyses des questions navarraise, béarnaise, dauphinoise, provençale, etc., sont typiques. Ensuite, vient la définition du roi, surtout en tant qu'il s'oppose au pape et à l'empereur, qu'il est « empereur en son royaume ». Les chapitres suivants étudient les ministres, non pas au sens restreint où l'ancien régime employait ce mot, mais dans le sens très large d'instruments immédiats du pouvoir central. Le

1. T. LXXXIII, p. 89-93, article de feu Aug. Molinier.

2. Droit public : *Histoire des institutions politiques et administratives de la France. Le Roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie*. Paris, Larose et Tenin, 1912, in-8°, x-615 p., index.



chancelier et la chancellerie d'abord. Puis la surintendance et le contrôle général : dans les pages où il retrace l'évolution curieuse de cette institution s'affirme avec plénitude ce sens historique qui ne se sépare jamais, chez M. Viollet, du sens juridique. On retrouve les mêmes qualités dans son exposé de l'histoire des secrétaires d'État. — La seconde partie du volume est occupée par quelques grands services publics, armée, marine, mines, etc., et par les intendants<sup>1</sup>.

M. Viollet nous promet pour plus tard (espérons qu'il ne nous fera pas trop attendre la réalisation de cette promesse) un volume sur ces « corps intermédiaires » qui jouaient, même sous la monarchie absolue, un rôle non négligeable. Il nous aura donné ainsi un véritable manuel du droit public de l'ancienne France<sup>2</sup>, mais un manuel sans raideur dogmatique, un manuel vivant. On ne se contentera pas de le consulter, on le lira. Sur presque tous les points, on acceptera les conclusions de M. Viollet, et l'on se laissera conduire par l'inspiration si largement humaine qui l'anime<sup>3</sup>. Car de ce livre, d'apparence didactique, se dégage une philosophie : à savoir que l'histoire est une lutte perpétuelle entre les survivances ancestrales et les nouveautés fécondes.

Les travaux de M. Lavisse, ceux de M. Waddington lui-même, ceux de M. Pagès ont déjà familiarisé les lecteurs français avec l'histoire de l'État prussien. Ce qui nous manquait encore, c'est un exposé continu, pas trop long et suffisamment complet, de cette même histoire. M. Albert Waddington entreprend de nous le donner, des origines à 1871, en cinq volumes. Le premier va jusqu'à la mort du Grand Électeur<sup>4</sup>. Il a fallu à l'auteur beaucoup d'art pour mener de front la triple et parallèle histoire des Marches, des domaines de l'ordre teutonique, des duchés rhénans, pour faire alterner le récit des faits essentiels et les tableaux de civilisation<sup>5</sup>.

1. On traite un peu trop par préterition les baillis et sénéchaux. Je sais qu'il en a été question aux tomes précédents. Mais ils subsistent, à l'état fossile, dans notre période.

2. D'autant plus commode que chaque chapitre est muni d'une bibliographie généralement très suffisante. Une lacune, p. 16, n. 2, sur l'Alsace : à H. Martin, Chéruel, Vast et Brette, il aurait fallu ajouter : Erdmanskörffler, Reuss et Overmann.

3. P. ix, « la grande innovation, ce fut l'édit de Nantes ».

4. *Histoire de Prusse. T. I : Des origines à la mort du Grand Électeur (1888)*. Paris, Plon, 1911, in-8°, xii-534 p., index, 1 portrait, 3 cartes et plans.

5. Cela ne va pas sans quelques répétitions : sur le mercantilisme, sur les maîtrises (p. 283 et 431), la question sociale (p. 284 et 426). Le style est par-

Nous n'avons pas besoin de dire que l'historien de la France est directement intéressé, à partir du xvi<sup>e</sup> siècle, à l'histoire du Brandedebourg.

Notre frontière du nord-est est jalonnée de petites places qui ont joué dans la dramatique histoire de notre formation nationale un rôle capital et souvent glorieux. Sentinelles avancées sur la route qui s'ouvre vers la capitale, elles ont été maintes fois prises et reprises. Landrecies est au premier rang de ces gardiennes de la frontière héroïque. De 1521 à 1871, elle n'a pas subi moins d'une dizaine de sièges, assauts, bombardements. M. Philippe FOURNEZ avait retracé, avec une émotion de bon aloi, ces passionnantes péripéties. S'il avait assez vécu pour publier lui-même son ouvrage, il en eût sans doute précisé la documentation<sup>1</sup>.

XVI<sup>e</sup> SIÈCLE. — Ferdinand Brunetière, dans le cours professé à l'École normale en 1886-1887, nous apprenait à voir dans *l'Institution chrestienne* le livre qui a le plus contribué à établir de par le monde l'universalité de la prose française. Mais ce monument littéraire est en même temps un monument religieux. Les éditeurs de Brunswick, se plaçant au point de vue confessionnel, avaient naturellement songé à reproduire, entre les diverses éditions françaises de l'œuvre, celle qui nous donne le dernier état de la pensée de Calvin, la dernière qui ait été publiée de son vivant; c'est seulement grâce aux variantes que l'on pouvait, non sans peine, se faire quelque idée des rédactions antérieures. Or, M. Lanson a déjà démontré, ici même, que cette édition de 1560, authentique en tant que somme du christianisme réformé, était, littérairement et historiquement, une sorte de faux<sup>2</sup>; il avait posé la nécessité d'en revenir à l'édition de 1541<sup>3</sup>. — Voici que M. Abel LEFRANC, aidé de deux collaborateurs, MM. Henri CHATELAIN et Jacques PANNIER, nous redonne ce précieux texte de 1541, dont il n'existait plus que cinq exemplaires connus<sup>4</sup>. Le réformateur y revit avec toute sa

fois pompeux (p. 1 et 341). Par contre, certaines descriptions sont d'une rare exactitude (le *Spreewald*, p. 3).

1. *Histoire d'une forteresse : Landrecies. D'après des documents inédits* (introduction par Henry-Rémy de Planterose). Paris, Perrin, 1911, in-8°, ix-346 p., 11 grav. et plans.

2. Voy. *Rev. histor.*, 1894, t. I, p. 60.

3. Déjà les éditeurs du *Corpus* disaient « qu'on ne peut attribuer à l'auteur lui-même, avec une entière certitude, que la première rédaction du texte français ». Brunetière nous disait également dans son cours : « Il faudrait en revenir à 1541. »

4. Jean Calvin, *Institution de la religion chrestienne. Texte de la première édition française*. Paris, H. Champion, 1911, in-8°, 57\*-841 p. (plus 9 fac-

rigueur dialectique, avec sa verve passionnée, son talent d'invective, la verdeur de son style, avec sa langue toute imprégnée encore de latin. A travers la rédaction « impure » de 1560, *l'Institution* n'était qu'un nom; en cette première version française, — *Institutio restituta*, — elle est une date<sup>1</sup> capitale dans l'histoire de la Renaissance française autant que dans celle de la Réforme. C'est à mettre en valeur les multiples significations de cette date que s'est employé M. Lefranc dans son introduction; elle comptera parmi les morceaux les plus vigoureux que l'on ait consacrés à l'évolution de la pensée du XVI<sup>e</sup> siècle.

*L'Institution* joue un tel rôle dans l'histoire intellectuelle de Calvin qu'on a pu dire que ce livre « est presque Calvin tout entier ». C'est donc elle surtout qui sera utilisée par M. E. Doumergue dans le volume où, arrêtant un instant l'exposé même de la vie du réformateur, il essaie d'embrasser d'un seul regard la théologie de Calvin<sup>2</sup>. Mais ce n'est pas du dehors, et avec l'œil d'un analyste, que M. Doumergue examine cette doctrine; il s'installe au cœur même de la pensée calvinienne, il en éclaire les moindres replis à la lumière de sa propre sympathie. Il ne se contente pas de ce que lui fournissent des textes dont personne peut-être ne possède au même degré la connaissance abondante, précise, toujours présente, textes de sermons, de lettres, de traités, qui sont à toute ligne confrontés avec le texte de *l'Institution*, vivant et perpétuel commentaire. Il appelle en témoignage, pour retracer ce que fut la pensée calvinienne, tout le développement historique du calvinisme. Ce sont des peuples et des Églises et des hommes, les Néerlandais du Taciturne, les réfugiés de la Révocation, les puritains de Cromwell, les presbytériens, les *Pilgrim Fathers*, qui viennent déposer leur pierre le long du mur prodigieux où se dresse le monument de la Réformation. Et cela même, cette procession héroïque n'est pas sans

similés) en deux fascicules (fasc. 176 et 177 de la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*); un troisième fascicule contiendra les notes. La réimpression est faite page par page. — Nous ne saurions manquer d'ajouter ici que cette restitution d'un des plus beaux monuments de notre langue n'a été rendue possible que par la libéralité éclairée de M<sup>me</sup> Arconati-Visconti.

1. A quel moment Calvin a-t-il songé à traduire son œuvre « en vulgaire »? Est-ce dès 1536? Mais (p. 13\*, n. 4) la « gallica libelli nostri editio » ne peut-elle s'entendre du *Catéchisme français* de 1537, sorte de réduction de *l'Institutio*? M. Lefranc lui-même (p. 14\*) insiste sur l'étroite parenté des deux ouvrages.

2. Jean Calvin. *Les hommes et les choses de son temps*. T. IV : *la Pensée religieuse de Calvin*. Lausanne, G. Bridel, 1910, in-4°, viii-485 p. En appendice, une bibliographie du jubilé. Voy., sur les tomes précédents, *Rev. histor.*, t. LXXXVIII, p. 115, et XC, p. 354.

nous inquiéter un peu ; car il y a peut-être à cette grandeur historique du calvinisme d'autres causes encore que la pensée religieuse de Calvin.

Cette pensée, M. Doumergue essaie d'en retracer la rigueur, la splendeur logique. Il montre très bien comment l'effrayante doctrine de la prédestination, — *decretum quidem horribile*, — n'est pas chez Calvin un point de départ, mais un aboutissement, un sommet, la conséquence logique, inéluctable de la doctrine de la souveraineté de Dieu. Il ne nous dissimule pas, d'ailleurs, que Calvin n'a pas échappé au sort qui menace tous les grands logiciens. La logique calvinienne aboutit à l'illogisme même (p. 377) ou, comme dit notre auteur, au « labyrinthe ». Poussée jusqu'à ses dernières limites, toute doctrine se résout en contradictions internes. Mais M. Doumergue n'est pas homme à se laisser troubler par ces « antinomies calviniennes » (p. 130). Avec un tranquille mépris de l'exégèse moderniste (p. 202), il écarte du pied les objections les plus redoutables de la philologie, de la critique historique, de l'humble logique de ceux qui ne sont point nés théologiens. Que lui importe après tout ? Car son Calvin à lui n'est pas un pur intellectualiste ; c'est, — il risque le mot, — un Calvin « pragmatiste ». Calvin semble bien admettre quelque part que la mesure d'une vérité religieuse c'est son utilité sociale ; appliquant cette norme à son héros, M. Doumergue semble dire que ce qui atteste la vérité du dogme calvinien, c'est « le vent pur et fort » qui, « du haut de ces sommets inaccessibles », a balayé « les miasmes, les brouillards impurs de la casuistique, de l'impersonnalité et de toutes les morales au rabais ». Comme beaucoup d'autres doctrines du serf-arbitre, la foi à la prédestination a été génératrice de liberté et d'énergie.

Ce n'est pas ici le lieu, et ce n'est point notre rôle, de discuter ces thèses. Historiquement, nous dirons seulement que ce Calvin nous paraît trop isolé sur sa montagne, nouveau Moïse sur un nouveau Sinaï. Il domine, de toute sa hauteur, une innombrable lignée ; mais il manque un peu trop d'ancêtres. Ce n'est pas que M. Doumergue oublie de noter les antécédents de la pensée calvinienne ; mais il leur fait bien stricte part. — Le prochain volume, plus accessible aux profanes, traitera de la pensée ecclésiastique et politique du grand réformateur français.

En étudiant *l'Exotisme américain dans la littérature française au XVI<sup>e</sup> siècle*<sup>1</sup>, M. Gilbert CHINARD a écrit une jolie page

1. *L'Exotisme américain dans la littérature française au XVI<sup>e</sup> siècle, d'après Rabelais, Ronsard, Montaigne, etc.* Paris, Hachette, 1911, in-16, xvii-

d'histoire. Il ne s'est pas contenté de reprendre, en l'atténuant quelque peu, la thèse soutenue par M. Abel Lefranc dans *les Navigations de Pantagruel*, ni de montrer en Montaigne un des premiers défenseurs des races extraeuropéennes, il a fait d'André Thevet, de Jean de Léry surtout, des historiens de l'expédition de Jean Ribaut<sup>1</sup> un examen critique très intéressant. Dans l'« exotisme » du XVI<sup>e</sup> siècle, il trouve l'origine d'une des idées les plus fameuses du XVIII<sup>e</sup> siècle, la supériorité de la vie sauvage sur la vie civilisée.

L'excellent travail de M. Paul COURTEAULT sur Monluc nous faisait espérer une édition critique des *Commentaires*<sup>2</sup>. Cet espoir n'a pas été déçu. Tandis que de Ruble avait pris pour base le texte des éditions courantes, qu'il rectifiait sans obéir à une règle fixe, M. Courteault reproduit l'édition de 1592 et donne en variantes les leçons des manuscrits. On voit ainsi comment s'est enrichi le texte de Monluc, et un artifice typographique permet même de reconstituer la rédaction primitive, celle que Monluc dicta entre la fin de 1570 et le milieu de 1571. Ajoutons que l'annotation, dès ce premier volume, est à la fois plus sobre, plus précise et plus exacte que celle du précédent éditeur.

Le Comtois Hugues Cousin, fourrier de Charles-Quint, a rédigé des *Mémoires* sur l'empereur : c'est-à-dire qu'avec le sans-gêne habituel aux gens du XVI<sup>e</sup> siècle, il a découpé le récit de Sleidan, en y insérant des additions tirées de ses souvenirs personnels. Ce sont ces additions qui font l'intérêt de la notice, accompagnée d'extraits, que donne de ce manuscrit M. A. MOREL-FATIO<sup>3</sup>. Cousin a été prisonnier des Turcs, et ses fonctions lui ont permis d'assister de près à des événements considérables, dont quelques-uns, comme le siège de Théroouanne (1553), les conférences de Marck, la trêve de Vaucelles, touchent directement à l'histoire de France. Nous n'avons pas

246 p. Négligences dans l'orthographe des noms propres, l'attribution des prénoms (pas toujours le même prénom dans le texte et dans les notes), les citations, les titres en langues étrangères. P. 153, l. 9, lire « Roi Catholique ».

1. L'identité de Nicolas le Challeux (p. 155) avec le « tailleur d'images » qui grava les planches de Tortorel, me paraît sérieusement établie par la *France protestante*, t. III, col. 458 et n. 2. — Le titre complet du récit de Jean Ribaut porte *and nowe newly set forth in english*, ce qui permet de croire (p. 149, n. 1) à une édition française, sans permettre d'en affirmer l'existence.

2. *Commentaires de Blaise de Montluc...* Édition critique, t. I, 1521-1523. Paris, A. Picard, 1911, in-8°, xix-423 p., carte (Collection de textes).

3. *Une histoire inédite de Charles-Quint par un fourrier de sa cour* (extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXXIV). Paris, Impr. nat., 1911, in-4°, 40 p., 1 plan (conférences de Marck). — M. Bémont a donné, dans la *Rev. histor.* (t. CX, p. 56), des fragments étendus de l'œuvre de Cousin relatifs à l'histoire d'Angleterre.



besoin de faire l'éloge d'une publication que recommande suffisamment le nom de son auteur.

Christophe de Longueil appartient à cette première génération d'humanistes qui a vu surtout dans l'étude de l'antiquité, suivant l'expression de Lamprecht, un « sport ». Transplanté à Venise et dirigé par Bembo, ce Flamand de Malines est devenu le second des cicéroniens. Ce qui lui a valu l'honneur d'être attaqué par Érasme et, par là, une manière d'immortalité. M. Th. SIMAR nous fournit, à son sujet, une excellente contribution à l'histoire du premier humanisme<sup>1</sup>.

*La Réforme dans l'île d'Oléron* de M. Paul THOMAS<sup>2</sup> n'est guère, pour le xvi<sup>e</sup> siècle, qu'une utilisation de Palissy, de *l'Histoire ecclésiastique* et de d'Aubigné. En revanche, elle est faite sur pièces d'archives pour l'époque de la persécution, qui sévit avec tant de rigueur dans les « Isles ».

M. Pierre DE VAISSIÈRE a réuni en un volume les brillantes études qu'il a consacrées à « quelques assassins » de ce xvi<sup>e</sup> siècle, que l'on peut appeler le siècle de l'assassinat<sup>3</sup>. Au service d'un talent d'exposition très captivant, il a su mettre une érudition prodigieusement étendue et précise, et qui cependant ne donne pas toujours au lecteur le sentiment d'une absolue sécurité. M. de Vaissière n'affirme rien qui ne soit confirmé par un texte; mais son récit fait un peu l'impression d'une mosaïque, composée de textes de toute origine, parfois de dates très diverses, et qui n'ont pas été passés tous au crible d'un critique également sévère<sup>4</sup>. Aussi éprouve-t-on quelque

1. *Christophe de Longueil, humaniste (1488-1522)*. Louvain, 1911, in-8°, viii-215 p. (*Récueil de travaux... des conférences d'histoire...*, 31<sup>e</sup> fasc.). L'appendice (répertoire des noms de personnes cités dans les lettres de Longueil) est une mine de renseignements précieux. Ne pas écrire (p. 189, dernière ligne), un « ancien Marañón »; c'est un pluriel.

2. Lezay, H. Canon, 1911, in-8°, 121 p., 11 fig. Pièces justificatives, notamment : Mémoire de Daguesseau pour la conversion des sujets du roi en Saintonge; Correspondances de Châteauneuf, de Pontchartrain et de Begon.

3. *Récits du temps des troubles (XVI<sup>e</sup> siècle). De quelques assassins*. Paris, Émile-Paul, 1912, in-8°, x-409 p., index, 22 illustrations (rigoureusement documentaires). Les « assassins » sont Poltrot, Maurevert, Besme, Henri III et Jacques Clément. Un prochain volume traitera *De quelques capitaines*.

4. Les deux éditions de Lancelot de Carles ne sont pas comparées. La critique des interrogatoires successifs de Poltrot reste superficielle. On ne nous dit même pas (p. 70) que les deux interrogatoires du 18 mars ont été obtenus par la question (quoique les « tourments » figurent p. 83 dans la justification de Soubise); on se contente de dire, p. 74 : « Dénonciations... qui ont pu lui être inspirées par la terreur », et on ne donne pas une idée suffisante des rétractations de Poltrot avant le supplice. De même, il y a quelque arbitraire



hésitation à souscrire à la thèse maitresse de l'auteur : dans tous ces meurtres, à l'exception du dernier, on retrouverait la main de Catherine ou celle de son fils Henri.

XVII<sup>e</sup> SIÈCLE. — Le nouveau demi-tome de M. Édouard ROTT<sup>1</sup> poursuit l'histoire de l'affaire de la Valteline. On y voit plus encore la place immense que les quelques lieues qui s'étendent de Bormio à Tirano et les passages des Alpes rhétiques ont tenue dans la politique européenne. On y voit aussi combien Richelieu, par méfiance pour Rohan, a hésité avant de prendre un parti, comment il a essayé d'une politique de bascule entre la Suède et l'Union évangélique d'une part, l'Autriche et l'Espagne de l'autre. En laissant passer en Allemagne les troupes lombardes, il a rendu possible le désastre suédois de Nördlingen. Il a fallu cette sévère leçon pour le décider. Rohan rentre pleinement en grâce. Nördlingen est du 6 septembre 1634 ; le 1<sup>er</sup> novembre, Louis XIII signe un traité avec les princes allemands, et le 24, une dépêche à Feuquières prouve que l'intervention française en Valteline est désormais certaine. En mars 1635, c'est la surprise de Chiavenna et de Riva par du Landé, bientôt suivie (en avril) de l'arrivée de Rohan. Dès lors (p. 217), l'explosion des hostilités est imminente entre Habsbourg et Bourbon. Longtemps retardée, « l'entreprise destinée à empêcher à l'avenir la jonction des forces des deux branches de la maison d'Autriche eût entraîné assurément des conséquences plus décisives pour le roi très chrétien et ses alliés, si elle avait été exécutée deux ans auparavant, alors que les trente mille Espagnols et Italiens de Feria et du cardinal-infant n'avaient pas encore franchi les Alpes ». — Le récit

dans le choix des textes relatifs à la préparation de l'attentat de Clément. Il semble douteux que Brienne eût donné un passeport à un homme qui était publiquement connu et raillé pour ses menaces contre le roi. L'accusation contre Catherine (d'avoir voulu se débarrasser de François de Guise pour rendre ensuite Coligny responsable du meurtre) repose surtout sur la fameuse lettre d'Albanus (d'Elbène?), mais c'est, jusqu'à preuve du contraire, un document fantôme. Au contraire, l'explication de la Saint-Barthélemy (Catherine faisant tuer Coligny et rejetant le crime sur les Guise) est singulièrement forte, car elle s'appuie, en somme, sur les termes de la première explication que la cour elle-même donna de l'événement. Remarquons que cette explication rend sa vigueur à la thèse d'une certaine préméditation. On goûtera la reconstitution topographique, très poussée, des quelques mètres carrés où se joua la tragédie du 13 décembre 1588.

1. *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses...*, t. IV, 1626-1635 (2<sup>e</sup> partie). *L'Affaire de la Valteline* (3<sup>e</sup> partie), 1633-1635. Bümpliz (Benteli) et Paris (Alcan), 1911, in-8°, 432 p. Texte jusqu'à la p. 218. Tableau des missions de 1626 à 1635 jusqu'à la p. 239. Trois tables. Voy. *Rev. histor.*, t. CV, p. 379.

de M. Rott est construit avec le soin habituel. Les documents helvétiques y sont éclairés au moyen d'emprunts aux Archives du quai d'Orsay, à celles des Frari, du Vatican, de Turin, à la Bibliothèque nationale, etc.

M. Louis DUVAL avait publié, il y a douze ans, le mémoire rédigé en 1698 par l'intendant d'Alençon, J.-B. de Pommereu. Il publie aujourd'hui celui de Lallement de Léviguen, rédigé en 1727<sup>1</sup>. Cette pièce intéressante témoigne de l'état de misère des populations rurales, du caractère dispersé et semi-domestique de l'industrie. Le mécanisme de cette industrie rurale, serve du capital commercial, que M. Kovalevsky a essayé de démontrer, est exposé ici avec beaucoup de netteté (p. 86). Au moins, dans cette région (elle comprend cependant Laigle et Rugles, qui fabriquait des toiles et du point de France), la « manufacture » paraît avoir languï jusqu'à l'essor qui marque le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le tome XXII des *Mémoires de Saint-Simon*<sup>2</sup> s'ouvre par ces pages curieuses où l'ambitieux duc et pair se voit déjà ministre du second dauphin et prépare le nouveau règne. Il s'achève sur ces spectacles tragiques : la mort d'une princesse avec qui « s'éclipsèrent joie, plaisirs, amusements mêmes et toutes espèces de grâces » ; la mort du prince que la France « ne méritoit pas » ; enfin, les atroces accusations lancées contre le duc d'Orléans. Saint-Simon a-t-il vraiment joué, pendant ces deux années, les divers rôles qu'il se prête ? C'est un point sur lequel MM. L. LECESTRE et J. DE BOISLISLE font les plus expresses réserves.

XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. — M. Irénée LAMEIRE poursuit ses recherches si approfondies et si personnelles sur les déplacements de souveraineté. Il s'occupe des effets des guerres de Succession de Pologne et de Succession d'Autriche en Italie<sup>3</sup>. Effets particulièrement complexes

1. *Lallement de Léviguen... Son mémoire sur la généralité d'Alençon en 1727*. Caen, Delesques, 1910, in-8°, 108 p., 2 portraits (extrait de l'*Annuaire de l'Association normande*). — Noter la présence de la vigne dans le Thime-raï (p. 50). La note 2 de la p. 51 à remanier (à propos de Saint-Pierre de Cernière) et corriger les deux dates en chiffres romains.

2. *Mémoires de Saint-Simon*, édités par A. de Boislisle, avec la collaboration de L. Lecestre et J. de Boislisle. T. XXII (suite de 1711 ; début de 1712). Paris, Hachette, 1910, in-8°, 551 p., index (*Grands écrivains*). — Aux appendices, des additions particulièrement importantes du *Journal de Dangeau* (ébauches des portraits du duc et de la duchesse de Bourgogne) ; un document nouveau, très précis, sur la mort du prince et de la princesse. Les éditeurs repoussent, bien entendu, l'hypothèse de l'empoisonnement et concluent à une rougeole infectieuse.

3. *Théorie et pratique de la conquête dans l'ancien droit. Les déplacements*

dans une terre où l'unité réelle est la commune et où survivait plus ou moins la notion de la mouvance impériale. A cette théorie s'oppose la théorie française de la *purge*, si forte que tout territoire occupé un temps par les Français rentre aux mains de ses anciens possesseurs complètement libéré de tout lien avec l'Empire : « La liberté française avait le droit de suite... » Pour la première guerre, les phénomènes sont relativement uniformes. Pour la seconde, où ils sont plus variés, M. Lameire les étudie commune par commune, et c'est dans les archives des communes qu'avec une patience admirable il est allé puiser sa documentation<sup>1</sup>.

Dans le *Recueil des instructions*, la série *Rome*, publiée par M. Gabriel HANOTAUX, en était restée au premier volume, qui s'arrête à 1687<sup>2</sup>. M. Jean HANOTEAU a poursuivi l'œuvre jusqu'en 1723. La fin des controverses relatives à la régle et aux franchises, l'élection au siège de Cologne, quatre conclaves, partage de la monarchie espagnole et succession d'Espagne, guerres et traités de paix, quiétisme et *Constitution*, chapeau de l'abbé Dubois, il suffit de rappeler ces questions pour donner une idée du rôle de l'ambassade de Rome pendant ces quarante-cinq années. — La préface de M. Jean Hanoteau dégage les maximes suivies, es matières romaines, par la cour de France, la persistance du gallicanisme d'État et même d'un certain gallicanisme d'Église.

Feu le duc d'Aumale n'avait pas poussé au delà du grand Condé l'histoire des princes de cette maison. Le général DE PIÉPAPE a voulu continuer l'œuvre de son illustre prédécesseur. *Haud pari passu...*<sup>3</sup>. Il retrace la vie (assez peu intéressante, sauf en ce qui touche M. le Duc) des « Condés de la décadence ».

*de souveraineté en Italie pendant les guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle.* Paris, Rousseau, 1911, in-8°, VIII-538 p.

1. M. Lameire a seulement le tort de verser un peu vite dans son texte les fiches même qu'il a recueillies dans les archives, sans les collationner, sans en reviser ni l'italien, ni l'orthographe des noms propres. Il prend à son compte (p. 115) la graphie *Kevenhuller*. A diverses reprises, « chaotique » est écrit comme si la racine était la même que celle de « cahoteur ».

2. *Recueil des instructions aux ambassadeurs...* XVII : *Rome*, par G. Hanotaux. T. II (1688-1723), avec une introduction et des notes, par Jean Hanoteau. Paris, F. Alcan, s. d. [1911], in-8°, XXXV-616 p.

3. *Histoire des princes de Condé au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les trois premiers descendants du grand Condé.* Paris, Plon, 1911, in-8°, III-413 p., 3 grav. — M. de Piépape ignore, sur la femme de Condé, le livre de Homberg et Joussetin, sur La Bruyère celui de Lange. Il renvoie ainsi à ses documents : p. 96, n. 1 : « Archives municipales de Dijon »; p. 291, n. 3 : « 20 mai 1710. Texte à la bibliothèque de Dijon »; p. 151, lire « Chalon » pour « Châlons »; p. 227, n. 4, lire « Lb<sup>38</sup> »; p. 393 : « Messieurs le Viconte, mayeur », lire « le Viconte-

M. François ROUSSEAU a été bien inspiré en rééditant les *Mémoires du président Hénault*, enrichis des épisodes qui manquaient à l'édition de 1855 et qui avaient été utilisés par MM. Lucien Perey et Henri Lion : translation du parlement à Pontoise, procès d'accaparement du duc de La Force, disgrâce de Villeroy, disgrâce du duc de Bourbon, événements parlementaires de 1731 à 1732<sup>1</sup>. Il est regrettable que M. Rousseau n'ait pas rendu plus visibles les points de suture entre le corps des *Mémoires* et ces divers morceaux, qui ne sont point tous de la même date<sup>2</sup>. On ne réédite pas tous les jours les *Mémoires* de Hénault; il valait la peine d'en donner un texte strictement critique.

M. Paul MASSON nous devait, après son *Commerce français dans le Levant au XVII<sup>e</sup> siècle*, un livre analogue pour le XVIII<sup>e</sup>. Mais son nouveau volume<sup>3</sup>, dont la documentation est aussi solide et plus étendue encore que celle du précédent, tient plus que les promesses de son titre. Ce n'est pas seulement une histoire complète de toutes les branches de commerce représentées dans les Échelles et des industries qui fournissaient les produits d'exportation ou utilisaient les matières importées, une histoire aussi des usages commerciaux et de la vie des commerçants, c'est une histoire du commerce de Marseille, la ville qui monopolisait le trafic des Échelles. C'est même davantage, c'est vraiment un fragment d'une histoire de la Méditerranée. Citons seulement, à cet égard, les pages consacrées aux plans d'intervention en Égypte et d'ouverture d'une voie d'eau vers la mer Rouge; elles complètent et rectifient, au moyen des archives de la Marine, l'étude donnée ici même par M. Fr.-Charles Roux. L'examen du système réglementaire, de cette tentative consciente pour organiser le commerce du Levant en service public, est une excellente illustration de l'histoire des doctrines économiques. — La conclusion de M. Masson, c'est que rien n'est plus faux que la légende de la décadence de notre commerce

mayeur ». En appendice, quelques pièces extraites surtout des archives des Affaires étrangères et des archives de Dijon. La plus intéressante est la lettre de Fleury à M. le Duc, du 13 juin 1726. Mais que dire encore de M. le Duc, après le livre de M. Thirion? M. de Piépape accepte sans sourciller toutes les méchancetés de d'Argenson.

1. *Mémoires du président Hénault*. Nouvelle édition, complétée, corrigée et annotée. Paris, Hachette, 1911, in-8°, xx-457 p., index.

2. Quelques-uns de ces morceaux sont insérés dans le texte, avec lequel ils se raccordent assez mal, d'autres donnés en appendice, sans que l'on aperçoive les raisons de ce traitement différent.

3. *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, Hachette, 1911, in-8°, xii-678 p., index.

levantin après 1740. Au contraire, jamais notre négoce dans la Méditerranée orientale (et même sur les routes qui partent de cette mer pour gagner la Perse, les Balkans, la mer Noire) n'avait été aussi prospère. Au temps des *avanies*, cauchemar de Colbert, a succédé l'ère du respect des capitulations. Cette prospérité n'est compromise que par l'anarchie turque et que par la faiblesse maritime et politique de notre gouvernement, en attendant qu'elle sombre dans la tourmente révolutionnaire. — On peut dire que M. Masson vient d'ajouter à notre histoire économique une province nouvelle.

Il est regrettable qu'à son second volume sur *la France économique et sociale à la veille de la Révolution*, M. Maxime KOVALEWSKY ait donné ce titre inexact : *les Villes*<sup>1</sup>. Car il y traite non des organismes urbains, mais de l'industrie, et lui-même montre que l'industrie était encore en grande partie rurale, qu'il s'agit de l'industrie purement domestique ou d'ateliers dispersés, mais dominés par une direction commerciale centrale. M. Kovalevsky étudie ces divers modes de production. En s'appuyant sur une documentation parfois un peu vieillie et trop unilatérale<sup>2</sup>, il recherche ce qu'était devenu le régime corporatif; puis il passe à la « manufacture ». Sur ce point, il s'accorde avec son adversaire M. LOUICHIZKI<sup>3</sup>, non seulement pour déclarer que la manufacture n'était pas la grande industrie, mais encore pour diminuer autant que possible l'importance des entreprises industrielles de l'ancien régime. Il y a même là quelque excès. S'ils avaient voulu prouver seulement que la révolution industrielle s'est produite en Angleterre beaucoup plus tôt qu'en France (comme l'a démontré M. Mantoux), que le machinisme était loin d'y être universellement répandu et que, par conséquent (comme le dit M. Kovalevsky), il s'agit plutôt de capitalisme commercial, avec subordination de l'industrie, que de vrai capitalisme industriel, il n'y aurait rien à leur objecter. Mais s'ils s'étaient, l'un et l'autre, moins étroitement tenus à la correspondance des intendants et des inspecteurs des manufactures pour se documenter un peu plus, en ce qui concerne les pays d'États, dans les archives

1. T. XL de la *Bibliothèque sociologique internationale*. Paris, Giard et Brière, 1911, in-8°, 320 p., index des deux volumes (sur le premier volume, voy. *Rev. histor.*, t. CI, p. 103). L'exécution typographique laisse fort à désirer. L'orthographe des noms propres est défectueuse.

2. Le plus grand nombre des statuts de communautés sont pris à du Bourg, *Organisation du travail dans le Midi*, livre presque exclusivement toulousain.

3. Dans la brochure dont il sera question plus bas, *l'État des classes agricoles en France à la veille de la Révolution*. Paris, H. Champion, 1911, in-12, 110 p.



de ces corps, ils auraient été frappés de voir avec quelle ardeur certaines provinces ont essayé de multiplier toutes les formes d'industrie<sup>1</sup>. Il y a là un mouvement un peu désordonné, car chaque province voudrait avoir chez elle toutes les espèces de manufactures, sans tenir compte des conditions géographiques spéciales. Ce mouvement est en grande partie factice, puisqu'il est provoqué et soutenu par les encouragements des États et que très souvent il s'arrête lorsque cessent ces encouragements; il est question souvent de petites entreprises, qu'un secours annuel de quelques centaines ou, au plus, de quelques milliers de livres suffit à faire vivre. Mais le phénomène n'en a pas moins une indéniable ampleur. L'espèce de pessimisme qui domine le livre de M. Kovalewsky n'est pas confirmé, par exemple, en ce qui touche la draperie languedocienne, par le livre récent de M. Masson. M. Kovalewsky a d'ailleurs raison de dire que le traité de 1786 fut un coup pour notre industrie, parce qu'elle n'était pas préparée à subir la concurrence anglaise.

En appendice M. Kovalewsky revient sur la question paysanne<sup>2</sup>. Il veut prouver, contre M. Loutchizki, que, si le nombre était grand des paysans propriétaires, il ne faut pas entendre ce mot de propriétaires *stricto sensu*. La « propriété paysanne » est plutôt une « jouissance viagère ou héréditaire », soumise à des obligations féodales. Mais je ne vois pas, en vérité, que M. Loutchizki songe à y contredire, surtout dans sa plus récente brochure<sup>3</sup>. Il admet fort bien qu'il y eut, à la veille de la Révolution, une « réaction seigneuriale »<sup>4</sup>. Je n'ai pas besoin d'apprendre au lecteur avec quel zèle ce

1. M. Loutchizki, p. 63, écrit « les fabricants ne possédaient que deux, trois, cinq métiers, dix au maximum ». Or, la Bourgogne n'est pas un pays proprement industriel, et le travail de la soie n'y joue qu'un rôle secondaire. Cependant Castella, en 1768-1770 (Arch. de la Côte-d'Or, C 3221, fol. 276), a fait monter, aux portes de Dijon, douze métiers, et c'est après qu'il demande une subvention aux États. La manufacture de bas et bonnets de coton de Barsur-Seine (C 3228, fol. 551) a douze métiers battants en 1775; celle de serges et droguets du faubourg d'Ouche, à Dijon (Ibid., fol. 565), en a quatorze. Le sieur Desfossés, qui a une manufacture de mousselines à l'imitation des Indes, de velours sur coton, guinées, etc., au faubourg de l'Île, s'était engagé en 1763 à monter dix métiers au moins; il a trente-six métiers battants en 1771 et quarante-cinq en 1772 (C 3224, fol. 550). Je répète que ces exemples sont pris dans une province peu industrielle.

2. P. 255.

3. P. 42, il ne tient pas compte, dans ses statistiques, de la bourgeoisie propriétaire, quoiqu'il en parle p. 55.

4. M. Loutchizki admet (p. 26-27) la disparition presque complète de la main-morte. Pourtant, il en démontre lui-même la survivance p. 67. — M. Loutchizki, dans une lettre privée, se plaint à moi que, dans cette *Revue* (t. CI,



robuste travailleur a dépouillé un grand nombre de nos archives provinciales. Sa brochure n'est d'ailleurs que l'annonce d'un ouvrage plus considérable.

H. HAUSER.

## HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

### MOYEN ÂGE.

En tête des études de sources que nous avons à signaler ici, il faut citer un ouvrage qui, embrassant seulement les dernières années du XIII<sup>e</sup> et le début du XIV<sup>e</sup> siècle, est d'une documentation très riche et dépasse souvent les frontières de l'Allemagne. Nous voulons parler des *Acta imperii, Angliae et Franciae*, de M. F. KERN<sup>1</sup>. A part quelques rares exceptions, ces documents proviennent d'archives et de bibliothèques non allemandes, mais françaises, italiennes, anglaises. Les relations extérieures de l'Allemagne, dans la période qui va de l'interrègne à la mort de Henri VII, trouvent dans cette publication une illustration riche et variée. Les *Acta* apportent de nouveaux documents concernant les rapports des souverains allemands avec l'Italie impériale (rôle des vicaires de l'empire) et avec le Saint-Siège, les relations anglo-allemandes, c'est-à-dire les relations d'Édouard I<sup>er</sup> avec la couronne allemande (particulièrement importantes à l'époque d'Adolphe de Nassau) et avec les princes allemands. La situation de la France en face des puissances allemandes, en particulier la politique d'expansion française vers l'est et la poli-

p. 104, n. 7), j'ai pu prendre à mon compte l'accusation, qui lui était adressée par M. Kovalewsky (*Campagnes*, p. 72), d'avoir « identifié à tort » les laboureurs avec les propriétaires. En réalité, dans une note où je fais d'ailleurs l'éloge de la méthode de M. Loutchizki, j'ai dit qu'il avait « trop vite assimilé le laboureur au propriétaire », formule singulièrement différente de celle de M. Kovalewsky. Où celui-ci reprochait à M. Loutchizki d'avoir presque supprimé une classe, je dis simplement qu'à mon sens M. Loutchizki a une certaine tendance à multiplier le nombre des propriétaires. Encore voit-on, dans la page ci-dessus, que je défends sur ce point M. Loutchizki contre un autre reproche de son adversaire. Ces questions reviendront, au reste, à propos du dernier livre de M. Loutchizki, que nous venons de recevoir, *la Propriété paysanne*.

1. *Acta imperii Angliae et Franciae ab a. 1267 ad a. 1313*. Dokumente vornehmlich zur Geschichte der auswärtigen Beziehungen Deutschlands in ausländischen Archiven gesammelt und mit Unterstützung des J.-Fr. Böhmerr-Fonds, hg. von Fritz Kern. Tübingen, Mohr, 1911, gr. in-8°, xxx-3475 p.

tique générale de Philippe IV sont éclairées par des documents importants, que M. Kern a lui-même utilisés heureusement dans son excellent livre *les Débuts de la politique d'expansion française* (1910). La situation de la frontière allemande de l'ouest reçoit divers éclaircissements; ainsi M. Kern apporte, à propos des relations de Rodolphe de Habsbourg avec la Savoie, des pièces très intéressantes qui proviennent surtout de Londres. Le nombre des trouvailles importantes contenues dans ce volume est tel qu'il donne beaucoup plus l'impression de recherches faites sur un sujet entièrement neuf que de simples compléments aux *Constitutiones* des *Monumenta Germaniae* et aux *Acta imperii* publiés par Böhmer et par Winkelmann. La moisson est particulièrement riche pour l'époque de Henri VII; M. Kern publie, entre autres, une pièce très importante de l'année 1311, adressée par l'empereur à Clément V (n° 223), et le document par lequel le pape ordonne, le 19 juin 1312, un armistice entre Henri VII et Robert de Sicile. Nous remarquons encore quelques procès-verbaux de villes italiennes de l'époque des rois Rodolphe (p. 167 et suiv.) et Henri (p. 241 et suiv.), ainsi que (p. 248 et suiv.) des extraits de chroniques italiennes inédites relatives à l'histoire de l'empire, principalement sous Henri VII. L'auteur indique lui-même, dans une préface substantielle, quels services peuvent rendre à maints égards ces *Acta*; il a consciencieusement mis à profit les travaux de ses prédécesseurs et facilité l'usage du sien par des analyses commodées des différentes pièces et un index alphabétique.

Les *Constitutiones* et *Acta publica* des *Monumenta Germaniae*, qui viennent d'être cités, ont dans les dernières années rapidement progressé, surtout par les soins de M. J. SCHWALM. Il a achevé le volume consacré aux rois Albert et Henri VII, dont la première partie avait paru en 1906<sup>1</sup>. La seconde contient presque exclusivement les documents et actes des années 1312 et 1313, qui ont une importance toute particulière pour la politique italienne et la politique générale de Henri. L'essentiel se trouvait sans doute déjà dans des publications antérieures, mais M. Schwalm est toujours retourné aux sources et donne souvent des textes sensiblement meilleurs; il fournit pour la première fois un texte satisfaisant de l'importante liste des villes, communes et *burgs* appartenant à l'empire (n° 870). Nommons, parmi les pièces restées jusque-là inédites, celles qui concernent les négociations de 1312 entre Henri VII

1. *Monumenta Germaniae historica, Constitutiones et Acta publica imperatorum et regum*. T. IV, pars 2, ed. J. Schwalm. Hannover u. Leipzig, Hahn, 1909-1911, in-4°, xxvii-713-1568 p.

et Frédéric de Sicile (p. 816 et suiv.), le décret impérial contre les ecclésiastiques et les vassaux rebelles de Toscane (n° 915), du mois de février, l'adresse à Frédéric de Sicile, du mois d'avril 1313 (n° 1296), enfin le fragment d'un mémoire, découvert par M. Schwalm à la Bibliothèque nationale de Paris, qui veut défendre par une lourde argumentation théologique, juridique et politique, la cause du pape contre l'empereur (n° 1251, p. 1342-1362). Le mémoire important du burgrave du château de Rheinfelden, de l'an 1306, sur lequel Redlich a le premier attiré l'attention, est publié ici par M. Wilhelm (n° 1204). En même temps que le tome IV des *Constitutiones*, M. Schwalm a revu le tome V<sup>1</sup>, qui renferme les documents et actes essentiels, ainsi que quelques autres de moindre importance, relatifs à l'histoire du règne de Louis IV et de Frédéric III jusqu'en 1320. Le volume contient plusieurs pièces inédites; nous y reviendrons plus tard, quand la suite paraîtra. Appelons aussi l'attention sur le tome VIII (première partie) des *Constitutiones*, bien que nous n'ayons pas encore la seconde partie. Ce volume, publié par MM. K. ZEUMER et R. SALOMON<sup>2</sup>, commence la publication des actes du règne de Charles IV; elle ne va encore que jusqu'en 1347. La plupart des 342 pièces ont été revues par M. R. Salomon, quelques-unes reviennent à MM. F. Kern et R. Lüdicke. A en juger par quelques échantillons pris au hasard, le travail ne laisse rien à désirer. Beaucoup de documents, qui n'étaient encore connus que par des registres, sont publiés ici textuellement; d'autres sont tout à fait nouveaux. On peut sans doute ne pas partager l'avis des auteurs sur l'introduction de certaines pièces dans ce recueil, mais, en général, il faut reconnaître l'excellence du choix. D'autre part, pourquoi reproduire in-extenso des documents qui répètent textuellement d'autres documents déjà donnés, comme cela arrive plusieurs fois et pour des pièces fort longues?

M. Joseph SEEMÜLLER a, pour la première fois en 1906, donné dans les *Deutsche Croniken des Monumenta Germaniae* le texte intégral de la fameuse chronique autrichienne de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle que l'on attribuait sans motif à Gregor Hagen. Il vient maintenant de faire suivre cette *Chronique autrichienne des 95 seigneurs* d'une introduction et d'un index<sup>3</sup>. Pour ne pas accumuler les

1. *Ibid.*, t. V, pars I et II. *Ibid.*, 1909-1911, 851 p. L'index et la table des matières manquent encore. Cf. E. Vogt, *Deutsche Literaturzeitung*, 1911, n° 3.

2. *Ibid.*, t. VIII, pars I. *Ibid.*, 1910, in-4°, 388 p.

3. *Monum. Germ., Deutsche Chroniken*. T. VI, pars II : *Österreichische Chronik von den 95 Herrschaften*, hg. v. Joseph Seemüller. *Ibid.*, 1909, in-4°, CCXVI-243-276 p.

variantes au bas du texte, M. Seemüller a donné dans l'introduction une description exacte des manuscrits, dont le nombre dépasse quarante, et il étudie minutieusement, presque phrase par phrase, les particularités, fautes de textes et changements qu'ils présentent. Aucun des manuscrits connus n'est en effet de la main de l'auteur, aucun même n'est une copie directe de l'original; tous reproduisent une copie déjà chargée de fautes. L'auteur de la Chronique reste toujours inconnu. D'accord avec M. Uhlirz, M. Seemüller repousse la conjecture de F.-M. Mayer, suivant laquelle elle serait l'œuvre de Johann Seffner, doyen de la Faculté de droit de Vienne vers 1400. L'auteur, que M. Loserth (*Histor. Zeitschr.*, CV, 307) pense, comme M. Uhlirz, devoir chercher parmi les moines augustins, était contemporain du duc Albert III d'Autriche. Il a écrit sous l'influence directe du duc, mais a fait des additions après sa mort (1395); il a d'ailleurs perpétuellement transformé sa chronique, sans parvenir à lui donner une forme définitive. Sur la genèse et les sources de l'ouvrage, sur la valeur de l'auteur comme historiographe, et sur la grande répercussion qu'eut la Chronique jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, M. Seemüller fournit des renseignements utiles. A la fin de l'introduction, il s'occupe des deux petits écrits qui suivent le texte de la Chronique : la *Lehre vom Krieg*, de Johann Seffner, et les *Annales viennoises* de 1348 à 1404; c'est la première fois qu'on publie ce traité de Seffner, conservé dans un manuscrit de la Chronique, qui porte trace de l'influence de Vegèce et est composé dans l'esprit scolastique.

Dans le recueil des *Scriptores rerum Germanicarum*, l'excellente édition de Jean de Viktring, par M. F. SCHNEIDER, est maintenant achevée (cf. *Rev. histor.*, CIV, 364)<sup>1</sup>. Non seulement elle donne le seul texte dont on puisse se servir, mais en outre des notes explicatives et justificatives, qui font usage des plus récentes publications et forment un commentaire précieux. L'index des noms, abondant et bien divisé, ainsi que le glossaire, — comprenant à eux deux près de quatre-vingt-dix pages, — ont été établis par M. A. Hofmeister.

HOLDER-EGGER, qui fut jusqu'à sa mort [novembre 1911] l'infatigable collaborateur des *Monumenta Germaniae*, a publié dans le même recueil une nouvelle édition de la *Vita Caroli Magni* d'Einhart<sup>2</sup>. Le progrès qu'elle marque sur la cinquième édition de

1. *Johannis abbatis Victoriensis Liber certarum historiarum*, ed. Fedorus Schneider, t. II, libri IV-VI. Ibid., 1910, in-8°, 343 p. (*Script. rer. Germ.*).

2. *Einharti Vita Caroli Magni*. Post G.-H. Pertz, rec. G. Waitz; editio sexta, curavit O. Holder-Egger. Ibid., 1911, in-8°, xxix-60 p. (même collection).

1905 consiste en ce qu'elle a pour base le manuscrit le plus ancien, datant du milieu du ix<sup>e</sup> siècle; Holder-Egger a établi que ce manuscrit viennois, classé par Waitz dans la série B, appartient à la série A et en est le meilleur. Aux suppléments s'est ajoutée une nouvelle édition collationnée de la *Litania Carolina*, déjà publiée intégralement par Mabillon; elle fut composée à Rome entre 783 et 792 (cf. p. 46, n° 1).

Le pendant en langue allemande des *Scriptores rerum Germanicarum*, la collection des *Geschichtschreiber der deutschen Vorzeit*, contient dans le tome XCI une traduction allemande de la biographie de Benno II d'Osnabrück par Norbert<sup>1</sup>. L'attention a été rappelée sur cet ouvrage, d'abord par la discussion sur son authenticité, puis par l'heureuse trouvaille de M. H. Bresslau, qui apporta de façon inattendue la solution et auquel on doit le seul texte authentique de la *Vita* (1902, in *Script. rer. Germ.*). L'excellente traduction de M. TANGL, pourvue de nombreuses remarques explicatives et d'une bonne introduction, sera la bienvenue pour quiconque s'occupe de cette attrayante *Vita Bennonis*. J'indique simplement qu'une phrase du chapitre v a été omise (p. 5, lignes 7-9 de l'édition de Bresslau) et que dans l'introduction (p. vii) le nom de Hermann de Salm-Lützelburg s'est par erreur glissé à la place de celui du margrave Ekbert de Meissen.

La seconde partie de la précieuse édition des rôles des bans de tréfonds de Metz, par M. WICHMANN, sur laquelle nous avons déjà appelé l'attention (*Rev. histor.*, CIV, 358 et suiv.), vient de paraître<sup>2</sup>. Elle contient le rôle de 1277, qui vient d'être retrouvé récemment; mais la date et les noms des échevins et des maires manquent. Ce rôle aurait dû trouver place dans le premier volume, c'est par lui que débute le second; puis viennent ceux de 1281, 1285, 1288, 1290, 1293 et 1298. L'introduction les décrit.

Le couvent cistercien de Heiligkreuztal (au sud-ouest de Riedlingen en Wurtemberg), a, comme d'ailleurs d'autres couvents du même ordre, si bien conservé ses actes, que nous les possédons presque tous. Assurément, c'était un petit couvent, et il y a peut-

1. *Das Leben des Bischofs Benno II. von Osnabrück*, von Norbert, Abt von Iburg. Nach der neuen Ausgabe der *Monumenta Germaniae in den Script. rer. Germ.*, übersetzt von Mich. Tangl. — En appendice : *Ausführliche Namen- u. Sachregister zu Bd. 1-90 der Geschichtschreiber*. Leipzig, Dyk (1911), in-8°, xvii-65-87 p.

2. *Die Metzler Bannrollen des 13. Jhdts.* 2. Teil, hg. v. Dr. Karl Wichmann (*Quellen zur lothringischen Geschichte*, Bd. VI). Leipzig, Quelle et Meyer, in-4°, xviii-579 p.



être disproportion entre le nombre de ses actes, soigneusement rassemblés par M. HAUBER<sup>1</sup>, et son importance. Pourtant le recueil est utile pour l'histoire juridique et économique de la Haute-Allemagne. Les documents les plus anciens (depuis 1227), étant presque tous connus, ne sont représentés ici que par des analyses. A partir de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les pièces sont presque toutes nouvelles et, le plus souvent, données intégralement; il eût été bon ici de se restreindre un peu. Certains documents dépassent l'histoire locale. Mentionnons qu'au n° 485 se trouve une réimpression, d'après l'original, d'un indult de 1346 du cardinal grand pénitencier Gaucelinus (et non Gaucelmus, comme écrit Hauber). L'introduction traite des archives du couvent et de la forme extérieure des actes, et donne en particulier un aperçu des préambules.

Les recès de la Hanse de 1477 à 1530 (voir *Rev. hist.*, t. C, p. 136, à propos du volume publié par les soins de M. Dietrich Schäfer) continuent à paraître en un huitième volume où M. Friedrich TECHEN utilise pour les années 1521-1524 les matériaux rassemblés en grande partie par son prédécesseur<sup>2</sup>. La situation dans le Nord et en particulier les rapports de la Hanse avec le Danemark occupent le premier plan, et on voit toujours les trois royaumes septentrionaux entièrement dépendants des villes maritimes allemandes; Lubeck et Danzig dirigent la politique de la Hanse dans le Nord. Au sujet des relations des villes hanséatiques avec les Pays-Bas, l'Angleterre, la France et la Russie, et de l'histoire intérieure de la Hanse, le volume apporte moins de renseignements, mais contient néanmoins quelques indications utiles. L'introduction de Techen souligne les principaux événements.

M. E. STENGEL fournit, dans un ouvrage sur les privilèges d'immunité en Allemagne du IX<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle, un travail préparatoire à une étude, qu'il y aurait lieu de faire, sur l'immunité en Allemagne jusqu'à la fin du XI<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. L'auteur s'attache surtout à rechercher dans les privilèges d'immunité les divergences de la formule ordi-

1. *Urkundenbuch des Klosters Heiligkreuztal*. I Bd. (Württemberg. Geschichtsquellen, 9. Bd.), bearbeitet v. Dr. A. Hauber. Stuttgart, Kohlhammer, 1910, in-8°, xlii-819 p.

2. *Hanserecesse, hg. vom Verein für hansische Geschichte*, 3. Abt. *Hanserecesse von 1477-1530*, bearbeitet v. Dietrich Schäfer und Fried. Techen. 8. Bd. Leipzig, Duncker et Humblot, 1910, in-4°, xviii-975 p.

3. Edmund-E. Stengel, *Die Immunität in Deutschland bis zum Ende des 11. Jhdts*. Forschungen zur Diplomatik und Verfassungsgeschichte. I. Teil: *Diplomatik der deutschen Immunitäts-Privilegien vom 9. bis zum Ende des 11. Jhdts*. Innsbruck, Wagner, 1910, in-8°, xxvi-751 p.



naire et à établir si elles sont le résultat de particularités de rédaction du scribe, ou si elles résultent de différences réelles. Indiquons rapidement les principaux résultats que l'auteur a atteints, grâce à une méthode très sûre. Les formules de l'époque mérovingienne et des débuts de l'époque carolingienne ne se retrouvent presque jamais dans les privilèges d'immunité allemands. L'époque de Louis le Débonnaire, où les vieilles formules sont remplacées par de nouvelles, commence à être intéressante pour l'histoire des privilèges d'immunité allemands. Les plus anciens, de l'époque de Louis le Débonnaire (voir chapitre I et supplément I), sont rédigés sans doute d'après les modèles, mais les scribes ne les observent pas toujours; ils préfèrent souvent combiner plusieurs formules, et cette combinaison sert à son tour de formule nouvelle. Ce n'est que vers la fin du règne que l'usage de formules fixes devient dominant. Dans l'étude des privilèges d'immunité de l'est du domaine francisque, à laquelle est consacré le second chapitre, M. Stengel dépasse les recherches de Sickel. Sous les fils de Louis le Débonnaire, les formules sont généralement empruntées à des actes de Louis; les formules improvisées sont rares. Sous les derniers Carolingiens, elles deviennent courantes; mais il subsiste des restes d'anciennes formules. Les privilèges d'immunité de la fin de la période carolingienne se distinguent par une très grande variété. La rédaction change constamment; tantôt l'une ou l'autre des parties est omise, tantôt elles se succèdent dans un ordre différent. Cette variété doit inviter à la prudence: il ne faut pas se hâter de conclure de divergences de formes à des divergences de fond. Dans le troisième chapitre, M. Stengel essaye, en comparant les styles, de distinguer les rédacteurs des privilèges du x<sup>e</sup> et du xi<sup>e</sup> siècle. Il en trouve près de quatre-vingt-dix différents, mais la plupart n'apparaissent que d'une façon isolée; seuls, quelques-uns se détachent de la masse, et ce sont les seuls qui ont pu exercer une influence sur l'évolution de la formule; ce n'est que rarement qu'on parvient, en observant la transmission de formules et de tournures déterminées, à retrouver des groupements en écoles. La détermination d'une telle influence peut avoir des avantages pour l'étude des faits juridiques eux-mêmes: un document obscur, comme le remarque Stengel (p. 264), peut être rendu plus intelligible par un autre document sorti de la même main. Les chancelleries n'avaient pas de formules arrêtées pour les privilèges d'immunité; les notaires n'en avaient que par exception. Généralement à la formule se substitue l'acte précédemment rédigé, qui sert alors lui-même de formule. Le rapport numérique des documents à formule improvisée aux documents à formule imitée varie

beaucoup suivant les époques, mais en général les seconds l'emportent. Souvent aussi ce sont des documents d'un autre genre que les privilèges d'immunité qui ont agi sur ceux-ci, et il n'est pas rare non plus que plusieurs modèles aient été combinés dans un même texte. A partir du XI<sup>e</sup> siècle, on remarque la dépendance de plus en plus grande des documents royaux vis-à-vis des privilèges du pape, par opposition avec ce qui avait lieu au X<sup>e</sup> siècle. Les recherches faites à ce sujet ne vont naturellement pas sans donner lieu à l'expression de quelques vues sur l'histoire générale. Le chapitre VI traite des différentes parties constituant la formule. Nous y trouvons une étude très minutieuse de la terminologie, de véritables vocabulaires. Par l'évolution de certaines parties, on se rend compte de l'évolution du formulaire tout entier. A partir de la fin de l'époque carolingienne, les « diplômes » désignés comme privilèges d'immunité contiennent le plus souvent (chapitre VII) des dispositions tout à fait étrangères à l'immunité; des concessions de droits divers, même des concessions de droit d'élection s'y trouvent incorporées. Dans le dernier chapitre, traitant de l'immunité partielle, qui paraît à côté de l'immunité totale et de l'immunité banale, l'auteur confirme l'opinion généralement répandue aujourd'hui que les concessions banales (concessions de privilèges publics à des domaines indépendants des propriétés seigneuriales) se rattachent pour des motifs internes à l'immunité. Dans les privilèges, d'ailleurs, l'immunité banale se présente avec l'immunité totale beaucoup plus souvent que l'immunité partielle. Il convient enfin de mentionner la liste des citations extraites des actes; on y renvoie aux passages du livre qui sont intéressants pour la critique des pièces.

Nous voulons encore signaler ici un autre écrit de M. Stengel, portant le titre un peu provocateur : *C'est l'armée qui fait l'empereur*<sup>1</sup>. Il y montre l'importance que prit en Allemagne au moyen âge l'idée du caractère essentiellement militaire de l'empire romain. A l'opinion ecclésiastique, qui donne pour base à l'empire du moyen âge la grâce papale, et à celle qui place sur une même ligne la royauté allemande et l'empire, vient s'ajouter l'opinion que l'empire repose avant tout sur la puissance militaire et politique. M. Stengel relève les traces de cette conception, influencée par le souvenir de l'empire militaire de Rome. Il la retrouve chez Widukind de Corvey, d'après qui la souveraineté d'Othon II fut consacrée, non par le couronnement de 962, mais par une proclamation de l'armée allemande

1. Edmund-E. Stengel, *Den Kaiser macht das Heer*. Studien zur Geschichte eines politischen Gedankens. Weimar, Böhlau Nachfolger, 1910, in-8°, xvii-110 p.

faite à la bataille hongroise de 955. La même conception reparait sous la dynastie des Hohenstaufen chez Otto de Freising et d'autres écrivains du XII<sup>e</sup> siècle, pour qui le couronnement de Charlemagne n'est qu'une confirmation de sa puissance. Des publicistes du XIV<sup>e</sup> siècle, comme Lupold de Bebenburg et Henri d'Herford, déclarent, en opposition avec la papauté, que la puissance de Charlemagne est la cause dernière de sa souveraineté. Dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, on trouve cette conception consacrée par une formule du commentateur du « *Sachsenspiegel* », Jean de Buch, qui fonde le droit à l'empire sur la possession de la force; le roi arrive à la royauté par l'élection, mais « à l'empire par la lutte » (« *dat keiserrike irwivet hei mit stride* »). M. Stengel voit l'origine de cette formule de Jean de Buch dans la phrase « *exercitus imperatorem facit* », qu'on rencontre dans une lettre de saint Jérôme, incorporée au décret de Gratien. Cette formule a servi aux écrivains d'argument juridique pour le droit au suffrage et la souveraineté du peuple (*exercitus* = *populus*), mais Jean de Buch l'entend au sens tout à fait littéral : c'est avec son armée, par l'épée, que le roi conquiert la couronne impériale. Le second des deux appendices qui terminent le travail de M. Stengel examine l'origine de la légende suivant laquelle Charlemagne aurait institué l'élection du roi et fondé le collège électoral.

M. Dietrich SCHÄFER vient de publier une Histoire d'Allemagne, en deux volumes<sup>1</sup>; elle va depuis la première apparition des Germains jusqu'à l'époque actuelle et veut surtout donner au lecteur une idée de l'évolution politique du peuple. Cet ouvrage, qui considère toute l'histoire allemande d'un point de vue unique, mérite, par sa clarté et sa vigueur, l'attention de tous les historiens. Nous n'avons à nous occuper ici que du premier volume, consacré au moyen âge. M. Schäfer renonce délibérément à citer des sources et à donner des indications bibliographiques. Mais le lecteur s'aperçoit bien qu'il a affaire à un savant, familier avec toutes les sources et tous les travaux historiques. Bien que l'auteur n'ait pas voulu faire œuvre de critique, on peut souvent lire entre les lignes quelle est son opinion sur les derniers travaux; parfois aussi son exposition même est une critique de sources : ainsi, p. 226, à propos de l'expiation de Henri IV à Canossa. Notons rapidement quelques détails. Dans les rapports de Pépin avec le pape, M. Schäfer souligne heureusement l'influence décisive du sentiment religieux (p. 95) et annonce par là déjà l'opi-

1. Dietrich Schäfer, *Deutsche Geschichte*. 1. Bd., *Mittelalter*; 2. Bd., *Neuzeit*. Iena, Fischer, 1910, in-8°, ix-469 p. et x-505 p.

nion qui se trouve maintenant exposée en détail dans l'article de M. J. Haller sur les Carolingiens et la papauté (*Histor. Zeitschrift*, t. CVIII, fasc. 3). La situation de l'Allemagne vers la fin de l'époque carolingienne, en particulier celle des duchés héréditaires (p. 137 et suiv.), est traitée avec une clarté remarquable. Parmi les chapitres suivants on lira avec plaisir celui qui a trait à la colonisation allemande dans l'est (p. 335 et suiv.); mentionnons aussi que M. Schäfer cherche les origines de la Renaissance résolument dans le moyen âge, et en particulier dans la culture des villes italiennes (voir p. 443 et suiv.). Évidemment, ce ne sont pas les détails qui donnent sa valeur et son charme au livre de Schäfer, mais bien l'unité de sa conception de l'histoire d'Allemagne.

Continuant les études de S. Hellmann, sur les mariages des carolingiens (*Festgabe für Heigel*, 1903), M. KIRCHNER s'occupe des impératrices allemandes depuis Conrad I<sup>er</sup> jusqu'à la mort de Lothar de Supplinburg<sup>1</sup>. Étant donné l'étendue de cette période et les changements de dynasties, il était difficile de donner à ce travail l'unité que Hellmann a pu donner au sien. Le livre s'en ressent : l'auteur ne rattache souvent les divers témoignages qu'il rassemble que par un lien tout extérieur, et sa critique, parfois assez intelligente, manque à plusieurs reprises de clarté et de sûreté. Ainsi dans la première partie, formant un tiers du volume et contenant les esquisses biographiques des impératrices, celle de Bertha, l'épouse de Henri IV, est tout à fait manquée, et plus loin l'auteur affirme, inconsidérément, que la réputation de Richenza, épouse de Lothaire, fut « souillée par une cupidité sordide et des captations d'héritage » (p. 54 et suiv.). On pourrait, par d'autres exemples encore, montrer que cet écrit est le travail d'un débutant. Il n'est pourtant pas absolument sans mérites : on y trouve citées des sources difficiles à atteindre et les travaux antérieurs se trouvent complétés ou rectifiés sur plus d'un point. Quant aux chapitres traitant des unions entre familles souveraines, des formes du mariage, en particulier de la demande, du divorce, de la vie intellectuelle, domestique et officielle des impératrices, de leur situation juridique et financière, des couronnements, des fonctionnaires, des enfants, de la mort et des funérailles, l'auteur s'est bien acquitté de sa tâche; à côté de matériaux déjà connus, il apporte d'utiles indications. Il joint à son travail un supplément sur le mariage de Frédéric II avec Isabelle d'Angleterre (p. 166-183).

1. Max Kirchner, *Die deutschen Kaiserinnen in der Zeit von Konrad I. bis zum Tode Lothars von Supplinburg*. Berlin, Ebering, 1910, in-8°, 198 p. (*Historische Studien*, LXXIX).

M<sup>lle</sup> STOCKMAYER a écrit sur le sentiment de la nature en Allemagne aux x<sup>e</sup> et xi<sup>e</sup> siècles un joli petit livre<sup>1</sup>, où sont recueillis un grand nombre de témoignages sur le sujet. L'auteur donne au concept « sentiment de la nature » une acception très large; elle enregistre peut-être un peu trop fidèlement tous les passages où il est question d'arbres et de forêts, du ciel et de la terre, maintes de ses citations relatives à la nature animée ou inanimée ne portent pas trace de « sentiment de la nature ». Elle attache trop d'importance à des expressions tout à fait insignifiantes. Quoi qu'il en soit, on sera d'accord avec elle pour reconnaître les manifestations d'un véritable sentiment de la nature dans certains poèmes, dans des chroniques, des annales, des biographies, des légendes. Sans doute Sigebert de Gembloux, avec sa profonde et calme conception de la nature et sa puissance poétique, est une apparition isolée parmi les historiens; d'ailleurs, il appartenait aux régions frontières de l'empire, où dominait l'influence romane. Il n'est pas probable que l'étranger ait exercé sur lui une grande action; néanmoins, il n'eût pas été inutile d'aller chercher au delà des sources allemandes et la comparaison avec des sources étrangères eût parfois sans doute permis un jugement meilleur. L'utilisation des sources elle-même n'est pas toujours irréprochable. Pour Liutprand de Crémone et Lambert d'Hersfeld, l'auteur ne consulte que la traduction des *Geschichtschreiber der deutschen Vorzeit*, et pour la *Vita Benoni* de Norbert d'Iburg, elle se sert encore, huit ans après l'apparition de l'édition de Bresslau (voir plus haut), du vieux texte interpolé, si bien qu'elle cite comme témoignage du sentiment de la nature du xi<sup>e</sup> siècle (p. 39) des phrases écrites par un falsificateur du xvii<sup>e</sup>.

L'époque des Hohenstaufen a particulièrement attiré les historiens en 1910 et 1911. Il nous faut nommer en premier lieu l'excellent livre de M. Hermann BLOCH<sup>2</sup>, dont les deux premières parties ont déjà paru en 1909 dans la *Historische Vierteljahrschrift*. L'auteur y traite à fond la lutte des intérêts et des desseins politiques, mais il a surtout pour but de remonter de la politique pratique aux conceptions politiques. Nous rappelons seulement que M. Bloch poursuit l'idée de la liberté de l'État laïque et celle de l'élection impé-

1. Gertrud Stockmayer, *Ueber Naturgefühl in Deutschland im 10. u. 11. Jahrhundert*. Leipzig u. Berlin, Teubner, 1910, in-8°, 86 p. (*Beiträge zur Kulturgeschichte des Mittelalters und der Renaissance*, hg. v. Walter Goetz, I).

2. Hermann Bloch, *Die staufischen Kaiserwahlen und die Entstehung des Kurfürstentums*. Leipzig und Berlin, Teubner, 1911, xvi-380 p.



riale des Staufen jusqu'à l'époque du roi Philippe et qu'il examine les élections qui eurent réellement lieu jusqu'en 1212, repoussant l'opinion de Krammer (voir *Rev. histor.*, t. CIV, p. 372 et suiv.) qui voit une opposition profonde entre la conception impérialiste de l'État des Staufen et les traditions nationales. Ces deux premières parties sont déjà traversées par les manœuvres et contre-manœuvres de la politique allemande et de la politique papale. Dans la troisième, M. Bloch montre comment les idées politiques qui, depuis Henri VI, se manifestent dans l'élection du souverain, continuent à se propager sous Frédéric II, à savoir, d'une part, l'indépendance vis-à-vis de la papauté et, de l'autre, le projet, tenté d'abord par Innocent III, de ranger l'Allemagne sous la domination du pape et d'employer justement l'idée de l'élection impériale à élever le pape au-dessus de la couronne allemande. Frédéric II, parti de la conception de l'empire des Staufen, et les princes allemands, considérés par M. Bloch un peu trop comme une masse homogène, qui défendent leur droit de suffrage, se rencontrent dans le même effort pour protéger l'indépendance de la couronne contre la papauté. Mais la papauté l'emporte dans sa lutte contre les idées impérialistes avec Innocent IV, qui reprend les intentions d'Innocent III et les réalise en grande partie. Il proclame le droit du pape à prendre la direction des affaires de l'empire pendant un interrègne; de sa conception de la supériorité indiscutable du pape sur l'empereur découle logiquement pour lui l'institution du vicariat du pape dans l'empire. Considérant en outre comme son devoir de ne confier la couronne qu'à un digne représentant, il prétend non seulement examiner les résultats de la double élection et décider, mais encore, en cas de « négligence » de la part des princes, désigner lui-même le souverain (glose de la décrétale *Venerabilem*). Non content de contrôler la personnalité de l'élu, il réclame encore le droit de contrôler la légalité de l'élection elle-même; il veut que l'élection de l'empereur se fasse *canonice* et, selon sa doctrine, l'élu doit attendre la ratification du pape pour entrer en fonctions. L'élévation au trône de Henri Raspe est un exemple de la mise en pratique de ces idées (p. 198 et suiv.). M. Bloch consacre au concept papal, modifiant le caractère de la royauté, des remarques intéressantes. Guillaume de Hollande est de même arrivé à la dignité et à la puissance de *rex Romanorum* en vertu de la ratification papale, mais grâce aussi au couronnement effectué d'accord avec le pape par l'archevêque de Cologne. Mais les objections qui s'élevèrent à propos de la légalité de l'élection de Guillaume montrent que les pensées hostiles aux élections « canoniques » n'étaient pas encore étouffées en Allemagne. Selon M. Bloch, outre la déclaration

découverte par Zeumer (*Neues Archiv*, t. XXX), une autre décision encore fut prise à la diète de Brunswick en 1252, à savoir que seul serait considéré comme élu à l'unanimité celui qui aurait réuni tous les suffrages des « princes électeurs ». Pour satisfaire à cette mesure, les deux princes électeurs qui n'avaient pas voté pour Guillaume, le duc de Saxe et le comte palatin rhénan, lui donnèrent leurs voix après coup. Cette élection ainsi que les deux mesures de 1252 sont pour M. Bloch l'expression de cette tendance hostile à la papauté, suivant laquelle la puissance impériale serait exclusivement conférée d'après le choix des princes. Le roi Guillaume, il est vrai, abandonna bientôt ces principes et les princes allemands ne les maintinrent pas non plus; dans la double élection de 1257 les vues canoniques furent à nouveau adoptées et la papauté l'emporta. Dans la seconde mesure prise à la diète de Brunswick et reconstituée par lui, ce n'est pas d'après l'intention, mais d'après le résultat, que M. Bloch conclut au suffrage exclusif des princes électeurs. C'est ce qui le conduit à étudier dans la seconde partie de son ouvrage la genèse de l'électorat, dont l'histoire se termine pour lui à la diète de Brunswick. Il en cherche l'origine à l'époque où la nouvelle classe des princes vassaux (*principes imperii*) se détache des princes chargés de fonctions par l'empire (*Amtsfürsten*). En 1198, seuls les *principes imperii* ont encore droit de vote et les archevêques rhénans ainsi que les hauts fonctionnaires laïques ont le droit de priorité. C'est ce droit de priorité qui se transforme peu à peu en droit exclusif des sept électeurs, et c'est à la fixation de ce droit, placée par M. Bloch en 1252, qu'est consacrée la plus grande partie des quatre-vingts pages traitant du collège électoral. Il faut reconnaître que l'intervention de M. Bloch dans ces questions souvent disputées est tout à fait digne d'intérêt. Ce livre si suggestif occupera longtemps les historiens et sera utile aussi par les objections qu'il soulèvera.

A lire les deux travaux de M. PETERS sur la politique religieuse intérieure et extérieure de Frédéric Barberousse<sup>1</sup>, on voit le plaisir que l'auteur a pris à ces questions. Mais la science en tire peu de profit. Il s'agit le plus souvent de faits connus, prétentieusement exposés, parfois même avec une emphase insupportable; ou bien des faits importants sont considérés trop légèrement et expo-

1. Ulrich Peters, *Charakteristik der inneren Kirchenpolitik Friedrich Barbarossas*. Wissenschaftliche Beilage zum Bericht der Unterrichtsanstalten des Klosters S<sup>t</sup> Johannis. Hamburg, 1909 (ou Dissertation de Greifswald), in-8°, 87 p. — Le même, *Die äussere Kirchenpolitik Friedrich Barbarossas bis zum Tode Rainalds von Dassel*. Wissenschaftl. Beil. Hamburg, 1910, 79 p.

sés d'une manière obscure; la politique intérieure de Barberousse est envisagée d'une façon beaucoup trop idéaliste. Quelques passages pourtant sont intéressants. Dans le chapitre relatif aux décrets de Wurzburg de 1165 par exemple (t. II, p. 47 et suiv.), l'auteur fait quelques observations dignes d'intérêt, mais il aurait justement ici dû faire preuve d'une plus grande pénétration critique et de plus de prudence. Je crois que son jugement sur la célèbre *epistola amici* porte juste; il va sans doute plus loin que Hauck (*Kirchengeschichte Deutschlands*, t. IV, p. 262 et suiv.), pourtant un examen plus réfléchi et plus systématique de la lettre eût rendu ses conclusions plus convaincantes.

Le traité de M. J. HALLER sur la chute de Henri le Lion<sup>1</sup> est remarquable par sa grande pénétration et par l'art de présenter les faits. Si le livre de M. Güterbock (cf. *Rev. histor.*, CIV, 373 et suiv.) ne pouvait pas être considéré comme définitif, on ne s'attendait pourtant pas sur la matière à une nouvelle étude, aboutissant, grâce à une méthode réfléchie et une démonstration généralement probante, à des résultats différents sur les points essentiels. Comme M. Güterbock, M. Haller part d'un examen de la rencontre entre Frédéric et Henri, pendant l'hiver, avant la bataille de Legnano. Mais se séparant de M. Güterbock qui avait, sans trouver grande approbation, il est vrai, déclaré la tradition purement légendaire, M. Haller arrive, par un examen attentif des sources, à la conclusion que, si les divers témoignages rapportent diversement les faits, du moins ils ne présentent pas de divergences suffisantes pour éveiller des doutes sur la réalité de l'événement. En outre, il croit avoir découvert une nouvelle confirmation dans deux autres documents contemporains : pour lui, le récit du Cosmidronius de Gobelinus Persœn, rejeté par Scheffer-Boichorst dans la reconstitution des *Annales Patherbrunnenses*, repose sur une chronique rédigée entre 1182 et 1190; de plus, il considère, au contraire de M. Bloch (voir *Rev. histor.*, t. CIV, p. 367), le passage des *Annales Marbancenses* de l'an 1180 comme contemporain. M. Haller non seulement ne voit aucun motif plausible, — et nous sommes d'accord avec lui, — pour mettre en doute la rencontre des deux princes à Chiavenna au début de 1176 et l'humiliation infligée par Henri à Frédéric, mais il tient pour certain, ce qui nous semble peu sûr, que leur inimitié ne date pas de là; admettant l'authenticité du récit de Gobe-

1. Johannes Haller, *Der Sturz Heinrichs des Löwen*. Eine quellenkritische u. rechtsgeschichtliche Untersuchung. Leipzig, Veit u. Co., 1911 (*Sonderabdruck aus dem Archiv für Urkundenforschung*, III, p. 295-450).

linus, il voit la cause de cette inimitié dans le fait que Frédéric, pendant l'expédition de Henri (1172), se serait fait promettre secrètement, par les gens à qui Henri avait confié ses châteaux, l'abandon de ceux-ci, au cas où Henri ne reviendrait pas. — L'examen du procès dirigé contre Henri occupe la majeure partie du traité de M. Haller. Comme les témoignages des chroniqueurs sur la marche du procès sont contradictoires et ne permettent aucune conclusion solide, l'examen porte sur le diplôme rédigé à la diète de Gelnhausen, le 13 avril 1180. L'interprétation nouvelle du document confirme l'opinion soutenue d'abord par Ficker (voir *Rev. histor.*, t. CIV, p. 373). D'après cette pièce, la condamnation de Henri a pour cause qu'il opprima les princes, même après son bannissement, et qu'il se refusa obstinément à assister au jugement royal; il n'y est pas question de trahison envers l'empereur et l'empire. M. Haller tire de cette interprétation une réponse à cette question : Henri fut-il accusé en vertu du droit coutumier ou du droit féodal? Le procès de droit coutumier intenté à Henri pour ses agissements envers les princes et qui se termina par le bannissement fut suivi, le condamné poursuivant ses méfaits, d'un procès de droit féodal, à l'issue duquel il fut dépossédé de ses fiefs. L'opinion de M. Güterbock, pour qui le procès n'aurait suivi que la voie du droit féodal, a été l'objet d'une réfutation particulière de la part de M. Haller, ainsi que sa thèse soutenant que pour des accusations de droit coutumier le délai des trois sommations ne dépassait jamais quinze jours pour chacune, ces trois délais pouvant être réunis en un seul de six semaines, aboutissant à une sommation péremptoire. La critique de M. Haller à ce sujet est particulièrement intéressante tant par la méthode que par les résultats; nous tenons à signaler expressément le passage concernant la justification du *Sachsenspiegel* (p. 378). M. Haller montre par quelques exemples que les théories des livres de droit sont confirmées dans la pratique; pour les princes comme pour tous les privilégiés (*Hochfreie*), une triple sommation, à délai de six semaines pour chacune, est de mise dans le droit coutumier comme dans le droit féodal. Or, on lit dans le récit de la procédure de droit coutumier du diplôme de Gelnhausen : « *Quia citatione vocatus presentari contempserit* »; il s'agit ici simplement de « *citatio* », c'est-à-dire d'une sommation unique. Par une heureuse correction, Haller échappe à la difficulté : il remplace le mot « *quia* », qui se trouve dans une copie du *xiv<sup>e</sup>* siècle, alors que l'original porte un trou en cet endroit, par le mot « *trina* », qui s'adapte tout juste. Des restes d'écriture en ce même endroit semblent appuyer la correction, et, comme le montre M. Haller, la faute du copiste est très compréhensible. Ainsi le texte

devient clair et du même coup le cours du procès. L'exposition de la marche de la procédure et de la condamnation politique occupe le dernier quart du travail, dont nous ne pouvons rendre compte en détail. Même le lecteur, qui trouvera le jugement de M. Haller trop favorable à l'égard de Henri et lui reprochera de n'avoir pas assez mis en lumière l'importance des prétentions, de la valeur personnelle et de la puissance des princes, adversaires de Henri, devra être aussi satisfait de la conclusion de l'étude, qui résume à grands traits les événements, qu'il l'avait été du détail de l'enquête, menée avec tant d'intelligence. — Dans un appendice, l'auteur revient sur la transmission du diplôme de Gelnhausen et en donne un texte critique; une planche phototypique présente une reproduction de l'original en demi-grandeur.

Dans le deuxième fascicule des *Quellenstudien*, publiées par W. Erben à Innsbruck, M. E. TUČEK s'occupe du *Registrum super negotio Romani imperii* dû à Innocent III<sup>1</sup>. Malheureusement il n'a pu voir lui-même le manuscrit, mais il a complété le texte donné dans la *Patrologie* de Migne grâce à d'autres textes et à des renseignements fournis par les archives du Vatican. Il peut ainsi apporter quelques détails sur l'apparence du manuscrit et sur sa composition. Il s'est appliqué à compléter les résultats des recherches antérieures sur l'époque de rédaction des lettres non datées, — 33 sur les 159 lettres d'Innocent III, 27 sur les 32 lettres adressées au pape, ne portent pas de dates. Tuček est d'avis que le registre ne s'est pas entièrement conservé et que nous ne sommes pas en présence de l'original, mais que bien plutôt notre texte, comme les autres registres d'Innocent III qui nous sont parvenus, remonte à un original tenu au jour le jour par la chancellerie papale. Le registre lui-même aurait été établi dans les derniers mois de l'an 1209. Mais cette date et aussi l'hypothèse que nous ne sommes pas en présence du registre original apparaissent comme peu fondées depuis les nouvelles recherches du Père jésuite Peitz faites sur le manuscrit même, ainsi que le fait remarquer Krabbo dans sa toute récente critique du travail de Tuček (*Zeitschr. der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Kanonistische Abteilung*, I [1911], p. 374 et

1. *Quellenstudien aus dem historischen Seminar der Universität Innsbruck*, herausg. v. Wilh. Erben. II. Heft. Innsbruck, Wagner, 1910, in-8°, 155 p. Ce 2<sup>e</sup> fascicule comprend les trois études suivantes : 1<sup>o</sup> p. 1-77 : Ernst Tuček, *Untersuchungen über das Registrum super negotio Romani Imperii*; 2<sup>o</sup> p. 79-107 : Karl Kovač, *Die Verzeichnisse der Lyoner Kreuzzugszehnten aus der Erzdiözese Salzburg*; 3<sup>o</sup> p. 109-155 : Karl Rümmler, *Die Akten der Gesandtschaften Ludwigs des Baiern an Benedikt XII. und Klemens VI.*



suiv.). — La petite étude de KOVAČ, imprimée à la suite de celle de Tuček, examine à nouveau d'après les manuscrits le *Libellus decimationis de anno 1285* et les listes de dimes, publiés l'un par Hauthaler (1887), les autres par Steinherz, en partie d'après un registre de Benoît XII, dans le tome XIV des *Mitteilungen des Instituts für österr. Geschichte*. L'auteur fait plus exactement qu'auparavant l'histoire du prélèvement de la dime lyonnaise dans l'archevêché de Salzbourg. Après quelques remarques sur les différentes sortes de listes de dimes, il poursuit la genèse du *Liber decimationis*, particulièrement intéressant déjà par cela seul qu'il présente un tableau des églises de l'archevêché de Salzbourg. Ce *Liber* ne fut pas composé, suivant l'opinion de Hauthaler et Steinherz, en 1285 par le collecteur Aliron de Ricardis, chanoine de Saint-Marc à Venise, mais par le sous-collecteur de celui-ci pour la Styrie et la Carinthie, l'abbé Frédéric de Moggio, entre janvier 1283 et janvier 1284. — Le travail de M. RÜMLER, qui vient ensuite, est relatif aux actes des ambassades de Louis de Bavière adressés à Benoît XII et Clément VI; il nous renseigne sur la composition des ambassades et en étudie les pouvoirs et les diverses pièces. Beaucoup d'actes sont perdus, beaucoup ne sont connus que par l'Inventaire des archives d'Avignon en 1366. M. Rümmler s'efforce, et souvent avec succès, d'interpréter les extraits souvent très brefs, incomplets et vagues de l'Inventaire. Il a fait la lumière sur plusieurs points, bien des incertitudes subsistent encore. (Cf., dans le *Neues Archiv*, t. XXXVI, 1911, p. 594 et suiv., les remarques de M. R. Salomon sur ce solide travail.)

Quiconque s'occupe de Frédéric II reviendra toujours avec intérêt à la personne et à la politique du jeune roi Henri et tentera de donner une certaine unité à l'histoire de ce roi en la considérant par le côté politique et psychologique. Nous ne possédons pas de véritable biographie du roi; la révolte de Henri contre son père, qui constitue l'essentiel de son histoire, a été traitée à plusieurs reprises, mais jamais de façon satisfaisante. La nouvelle étude de M. REINHOLD sur le sujet<sup>1</sup> ne peut pas non plus, malgré ses mérites, être considérée comme définitive. C'est Rohden qui avait entrepris le dernier, il y a trente ans, d'étudier les sources de cette histoire (*Forschungen zur deutschen Gesch.*, t. XXII); mais il prenait trop manifestement le parti du roi. M. Reinhold, repoussant avec raison les tendances apologétiques de Rohden, essaie de donner

1. Peter Reinhold, *Die Empörung König Heinrichs (VII.) gegen seinen Vater*. Leipzig, Quelle et Meyer, 1911, in-8°, viii-90 p. (*Leipziger historische Abhandlungen*, hg. von Brandenburg, Seeliger, Wilcken, fasc. 25).

un tableau fidèle de l'attitude de Henri depuis l'expiation de Cividale (1232) jusqu'à sa défaite (1235) et sa mort. Il explique la révolte de Henri par son ambition personnelle. L'exposition est généralement soignée; elle n'est pas toujours convaincante. Ainsi les rapports de la ville de Worms avec le roi, par exemple (p. 14 et suiv.), ne sont pas clairement envisagés et ne reçoivent pas une explication satisfaisante; l'affirmation que Frédéric n'aurait fait prononcer la condamnation de Henri en 1235 qu'après une longue hésitation me paraît insoutenable. L'auteur n'est pas suffisamment familier avec les publications récentes; il ne connaît même pas la seule édition utilisable, celle de M. Bloch, des *Annales Marbenses*, pourtant si importantes pour lui.

Du recueil des lettres de Henri d'Isernia, qui n'avaient encore été utilisées que pour l'histoire de la Bohême, M. HAMPE a extrait quelques pièces intéressant l'histoire des derniers Hohenstaufen et il vient de les publier à part<sup>1</sup>. On y trouve quelques lettres et exercices de style concernant les espérances d'avenir de l'héritier Frédéric l'Intrépide de Thuringe (vers 1269-1271); particulièrement intéressante et jolie est la lettre adressée vers 1271 par Henri d'Isernia à la fiancée encore enfant de Frédéric, Cunégonde de Bohême (n° 11). Parmi les productions les plus authentiques de Henri, la supplique, de forme très soignée, qu'il adressa à l'évêque Bruno d'Olmütz (n° 12) est tout aussi caractéristique que le libelle sur la corruption du clergé (n° 10). La longue pièce justificative de Henri, qui contient des renseignements sur sa vie et celle de ses parents (n° 2, p. 69-97), présente un intérêt spécial au point de vue biographique et au point de vue de l'histoire du royaume de Sicile dans le second tiers du XIII<sup>e</sup> siècle. Les textes, corrigés soigneusement, sont accompagnés de notes de l'éditeur, brèves, mais très substantielles. L'introduction rattache heureusement l'étude biographique particulière aux questions d'ordre plus général soulevées par cette publication. M. Hampe caractérise Henri d'Isernia, fils d'un vassal de la maison comtale de Celano-Molise, comme le dernier disciple de l'école de dictateurs de Capoue. Comme styliste, il n'est que dans une faible mesure sous l'influence ecclésiastique et, dans ses opinions, il se permet des libertés considérables avec les dogmes de l'Église. Henri intéresse

1. *Beiträge zur Geschichte der letzten Staufer. Ungedruckte Briefe aus der Sammlung des Magisters Heinrich von Isernia. Mit einer Einleitung von Karl Hampe.* Leipzig, Quelle et Meyer, 1910, in-8°, 151 p. Cf. H. Niese, *Götting. gelehrte Anzeigen*, 1911, n° 11.

l'histoire d'Allemagne essentiellement en ceci que, gagné par Pierre de Prece, ancien chancelier de Konradin, à la cause gibeline, il se tourna vers l'Allemagne, probablement dès 1269, se rendit d'abord dans le pays de Frédéric, puis en Bohême. C'est à Prague qu'il déploya alors son activité; il appartient à la série des Siciliens qui aidèrent à implanter dans le royaume d'Ottokar l'art épistolaire, jusque-là cultivé tout spécialement en Sicile. Suivant M. Hampe (p. 54 et 135), la faveur du prieur de Wyssehrada, Pierre, chancelier de Bohême, lui valut un notariat. M. Hampe rejette comme dénuée de fondement l'identification de Henri d'Isernia avec le protonotaire bohémien Henri (*Henricus Italicus*), admise par quelques-uns.

Le petit ouvrage de M. RENKEN, *Le Prétendu serment d'hommage d'Albert I<sup>er</sup>*, se résume dans son titre<sup>1</sup>. M. Renken combat avec succès l'opinion manifestée par Niemeier dans ses excellentes *Recherches sur les rapports d'Albert I<sup>er</sup> avec Boniface VIII*, suivant laquelle le serment prêté en 1303 au pape par Albert aurait été un serment d'hommage. Comme le démontre l'auteur, il ne peut s'agir d'un véritable lien de vassalité entre eux. Pourtant, les divergences entre le serment d'Albert et celui de ses devanciers sont assez considérables et il me semble que M. Renken ne leur a pas accordé suffisamment d'attention. M. Hessel a découvert un modèle de la formule du serment d'Albert dans la seconde rédaction, composée en 1287, du *Speculum Juris* de Guillaume Durand (*Neues Archiv*, t. XXXVII, fasc. 1).

Nous terminerons cette première partie de notre bulletin en appelant l'attention sur un ouvrage d'une conscience et d'une forme très remarquables : le livre de M. Paul JOACHIMSEN, sur la conception de l'histoire en Allemagne sous l'influence de l'humanisme<sup>2</sup>. M. Joachimsen commence par caractériser l'ancienne façon d'écrire l'histoire, celle des ordres mendiants, de la chevalerie et des chroniques locales à la fin du moyen âge, pour mieux mettre en relief ce que la Renaissance apporta de nouveau tant pour la forme que pour le fond. Après les précurseurs hésitants du xiv<sup>e</sup> siècle, il en vient aux grands initiateurs, aux modèles italiens de l'histoire allemande du xv<sup>e</sup> siècle. Les écrits des Bruni, des Biondo, des

1. Wilhelm Renken, *Der angebliche Lehnseid Albrechts I*. Halle, Kämmerer et Co., 1910, in-8°, 102 p.

2. Paul Joachimsen, *Geschichtsauffassung und Geschichtsschreibung in Deutschland unter dem Einfluss des Humanismus*. I. Teil. Leipzig et Berlin, Teubner, 1910, in-8°, vi-290 p. (Beiträge zur Kulturgeschichte des Mittelalters u. der Renaissance, hg. v. W. Götze, fasc. 6).

Valla, etc. ne manquèrent pas sans doute d'agir sur la jeune génération de l'Allemagne, mais l'influence décisive fut exercée par l'Italien, qui fut le plus familier avec la vie allemande, Enea Silvio. En quelques pages, M. Joachimsen fait ressortir les traits essentiels de la conception qu'Enea se faisait de l'histoire et de sa manière de l'écrire : il le compare à son contemporain allemand, légèrement plus âgé, Thomas Ebendorfer, pour bien montrer sa supériorité et faire comprendre son influence. Les premiers germes d'un humanisme encore fort scolastique précédèrent en Allemagne l'influence d'Enea. Mais l'humanisme ambulant, pour ainsi dire, des débuts (*das humanistische Vagantentum*) fut moins important pour les études historiques que l'érudition mêlée d'humanisme des monastères ; M. Joachimsen la caractérise dans ses principaux représentants : Sigmund Meisterlin (dont il s'était occupé déjà il y a dix-sept ans dans une publication particulière), Félix Fabri et Johannes Trithemius. Le dominicain Fabri, d'Ulm, notamment a écrit sous l'influence immédiate des ouvrages d'Enea Silvio. A la fin du chapitre sur l'humanisme scolastique, M. Joachimsen a utilisé, à propos de Wimpfeling, la dissertation de Bickel (1904) sur Wimpfeling historien, en la complétant et la rectifiant sur certains points. Non seulement les recherches de sources sont plus poussées, mais toute la personnalité de Wimpfeling est fort heureusement pénétrée et dépeinte. Parmi les chroniques humanistes, celle de Hartmann Schedel est caractérisée comme travail scolastique de forme humaniste. Chez Johannes Naclerus, M. Joachimsen, sans se faire illusion sur la forme scolastique de ses travaux, note le sens critique et les essais remarquables de documentation réfléchie qui le distinguent ; ici aussi les études de sources ont gagné. Le cinquième chapitre, consacré aux travaux scientifiques entrepris en commun par les Hutten et les Celtis, signale particulièrement les mérites de ces jeunes humanistes allemands en ce qui concerne la découverte et la publication des sources ; à cette occasion, l'auteur n'a pas omis de faire sentir par des détails personnels la différence qui existe entre l'humanisme allemand et l'humanisme italien. Sur Beatus Rhenanus, la tête la plus critique et l'historien le plus habile parmi les humanistes allemands, Joachimsen parvient à donner, malgré les bons travaux déjà existants, des vues originales et suggestives. La supériorité de la méthode et la pénétration de l'historien sont très bien mises en lumière ; ses inconséquences et ses étranges erreurs ne sont pas dissimulées. Sur les imitateurs de Rhenanus, Andreas Althamer et Wolfgang Lazius, le livre offre des renseignements et des jugements nouveaux. Un chapitre spécial est consacré aux projets et tentatives de créer une *Germania illus-*

*trata* où l'Allemagne historique et l'Allemagne présente seraient rapprochées. Cette idée, énoncée d'abord et souvent reprise par Celtis, resta vivante dans le cercle de Pirkheimer et le jeune Franciscus Irenicus tenta de la réaliser, mais il ne réussit qu'à demi; M. Joachimsen, tout en notant les défauts d'une telle *Germaniae exegesis*, en reconnaît l'importance historique. L'auteur s'occupe aussi de la *Germaniae descriptio* de Sebastian Münster et de sa *Description du peuple allemand* (dans la *Cosmographie*). Dans son deuxième volume, M. Joachimsen étudiera les répercussions de l'idée de Celtis sur des ouvrages postérieurs. Dans le dernier chapitre, l'auteur montre l'intérêt porté par Maximilien à l'humanisme, tout en bien marquant ce qu'il reste de moyenâgeux dans sa personne, et signale les ouvrages sortis de l'entourage de l'empereur qui intéressent surtout la généalogie et l'histoire des Habsbourg. Sur l'historiographe Peutinger, encore assez peu connu, dont il avait été question déjà aux chap. v et vi, on trouve ici des remarques utiles, notamment sur son *Kaiserbuch*. Pour finir, M. Joachimsen en vient au principal historien de la cour de Maximilien, Johannes Cuspinianus; dans les notes très substantielles (p. 220-292), on trouve une petite digression sur les *Cæsares* de Cuspinien (p. 294 et suiv.). En passant, l'auteur démontre que le *Turnierbuch* de Rixner fut utilisé par Cuspinien (p. 213; cf. n. 72).

F. VIGENER.

(Sera continué.)

## HISTOIRE DES PAYS-BAS.

Le directeur de l'Institut néerlandais à Rome, M. BROM, a continué à explorer les archives et les bibliothèques de l'Italie dans le but d'indiquer les documents relatifs à l'histoire des Pays-Bas qui s'y trouvent. Il nous donne cette fois-ci les résultats de ses recherches laborieuses à la bibliothèque du Vatican<sup>1</sup>; ils consistent en un catalogue d'environ 400 pièces diverses, soit inédites, soit déjà publiées, concernant toute l'histoire des Pays-Bas, mais surtout nombreuses pour les *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles. En donnant de larges extraits ou même des textes complets, M. Brom a doublé la valeur de sa publication;

1. G. Brom, *Archivalia in Italië, belangrijk voor de geschiedenis van Nederland*. Tweede deel. Rome, Vaticaansche bibliotheek. 'sGravenhage, M. Nyhoff, 1911, xiv-550 p. in-8°.



une liste chronologique des documents et des tables alphabétiques permettent de s'y orienter aisément.

Dans le catalogue de M. Brom, tout ce qui est relatif aux artistes et savants néerlandais a été laissé de côté, la commission d'histoire qui a la direction de ces recherches ayant confié cette partie à M. ORBAAN; celui-ci a recueilli une collection assez considérable de notes (350 numéros); il en a fait un catalogue analogue à celui de M. Brom, et y a ajouté aussi une liste chronologique et des tables alphabétiques<sup>1</sup>.

Dans sa thèse remarquable, M. VAN HAMEL a étudié les sources les plus anciennes des histoires celtiques et anglo-saxonnes afin d'examiner si les annales permettent de constater des influences et des points de contact entre les littératures celtique et anglo-saxonne; l'année 1066 est le terme chronologique de cette enquête. Dans le premier chapitre, l'auteur donne successivement un aperçu des sources irlandaises, galloises et anglo-saxonnes, discutant chaque fois les rapports qui existent entre les annales du même pays. Dans les sources irlandaises et galloises, il recherche ensuite les traces des influences anglo-saxonnes et inversement dans les sources anglo-saxonnes celles de l'action celtique. Voici le résultat. En matière d'histoire, les Anglo-Saxons n'ont rien emprunté aux Irlandais, bien que vraisemblablement l'exemple de ceux-ci ait stimulé les annalistes de la Northumbrie. Au contraire, les Irlandais, auxquels le vif sentiment national qui se manifeste dans la Chronique saxonne faisait défaut, ont accueilli dans leurs compilations des annales anglo-saxonnes originaires de la Northumbrie et de Wessex. Quant aux sources galloises, on y trouve de même des parties empruntées aux Anglo-Saxons, mais dans ce cas le but même des annalistes gallois qui voulaient faire connaître les rapports entre leur peuple et les Anglo-Saxons exigeait ces emprunts. De ces résultats acquis, M. van Hamel conclut qu'il ne faut pas admettre qu'en matière purement littéraire les Northumbriens aient emprunté des motifs aux Irlandais, à moins qu'on ne puisse apporter des preuves tout à fait concluantes<sup>2</sup>.

Ce n'est pas de notre temps que datent les tentatives de mettre fin aux guerres ou de les restreindre; les discussions sur les cas où moralement on est en droit d'appeler aux armes se sont répétées de

1. J.-A.-F. Orbaan, *Bescheiden in Italië omtrent Nederlandsche kunstenaars en geleerden*. Eerste deel. Rome, Vaticaansche bibliotheek. 'sGravenhage, M. Nyhoff, 1911, xxii-437 p. in-8°.

2. A.-G. van Hamel, *De oudste Keltische en Angelsaksische geschiedbronnen*. Middelburg, Altorffer, 1911, xii-196 p. in-8° (thèse d'Amsterdam).

siècle en siècle. Une histoire générale de ces idées et de ces efforts n'a pas été écrite, et il sera impossible de l'écrire tant qu'une entreprise si vaste n'aura pas été préparée par des monographies scientifiques. En voici une<sup>1</sup>, qui est en même temps une synthèse partielle, l'auteur s'efforçant d'exposer le mouvement en faveur de la paix, — théories aussi bien que faits, — en Europe pendant tout le XI<sup>e</sup> siècle. Ayant esquissé rapidement les opinions sur la guerre émises antérieurement par quelques hommes éminents, M. GÖRRIS, à qui est due cette étude sagace, étudie celles des canonistes du XI<sup>e</sup> siècle sur la guerre en général et sur les cas où elle est considérée comme licite, opinions qui se retrouvent dans d'autres documents contemporains et expriment en quelque sorte le sentiment général. Il démontre que les hommes du XI<sup>e</sup> siècle admettaient le droit de la guerre privée, se fondant sur le droit naturel dans des circonstances où le pouvoir central n'était pas à même de remplir ses devoirs. Ensuite l'auteur expose les efforts tentés pendant ce siècle pour mettre des bornes aux abus de la guerre privée, surtout les institutions de la paix et de la trêve de Dieu en France; il démontre que l'une est l'amplification de l'autre. La dernière partie du livre s'occupe de la trêve de Dieu dans les autres pays et, pour conclure, mentionne brièvement l'action en faveur de la paix de quelques groupes de personnes. L'auteur a ajouté des pièces justificatives et une table des noms à son étude substantielle.

Pour le commerce des Pays-Bas septentrionaux du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, les relations entre nombre de villes néerlandaises et la Hanse teutonique ont été de première importance. Depuis 1833 pourtant, quoique des monographies aient traité l'histoire de quelques-unes de ces villes, aucune étude d'ensemble n'a été consacrée à l'histoire de ces rapports. Cette lacune, M. MEILINK l'a remplie très heureusement<sup>2</sup>. Ayant recueilli les matériaux épars dans un grand nombre de publications, il a mis très judicieusement en œuvre ces documents, se montrant parfaitement au courant de la vaste littérature moderne relative à la Hanse et usant d'une critique prudente qui n'admet que des inductions suffisamment fondées. Ainsi il a réussi à tracer clairement, pour autant que les documents le permettent, les origines et le développement du commerce des

1. G.-C.-W. Görris, *De denkbeelden over oorlog en de bemoeiingen voorvrede in de XI<sup>e</sup> eeuw*. Nijmegen, Malmberg, 1912, xviii-276 p. in-8° (thèse de Leyde).

2. P.-A. Meilink, *De Nederlandsche Hanzesteden tot het laatste kwartaal der XIV<sup>e</sup> eeuw*. 'sGravenhage, M. Nyhoff, 1912, xiv-332 p. in-8° (thèse de Groningue).

viles néerlandaises qui avaient part à la Hanse, ensuite la place qu'elles occupaient dans l'organisation hanséatique tant générale que particulière et dans les factoreries de la Hanse, le rôle qu'elles jouaient dans la politique de celle-ci envers les états voisins et dans le mouvement commercial de l'Europe septentrionale et occidentale, rôle qui fut assez considérable, surtout au xiv<sup>e</sup> siècle.

Dans le Bulletin précédent (t. CVIII de cette *Revue*, p. 124), on a appelé l'attention sur la nouvelle édition de l'histoire de Leyde par M. BLOK. Le tome II a paru<sup>1</sup>; il comprend l'époque des maisons de Bourgogne et d'Autriche; bien qu'il s'y trouve moins de changements que dans le tome I, l'auteur a mis pourtant à profit toutes les publications qui donnaient lieu à en modifier le texte; d'autre part, il a supprimé quelques digressions qui n'offrent plus maintenant le même intérêt que jadis.

Le tome II de la grande collection des sources de l'histoire de l'industrie textile à Leyde<sup>2</sup>, dont la publication a été confiée à M. POSTHUMUS (voyez cette *Revue*, t. CVIII, p. 123), contient 688 numéros qui sont relatifs aux années 1481 à 1573. C'est un siècle de décadence pour la draperie de Leyde. Après deux décades malheureuses, la draperie se relève encore une fois entre 1500 et 1530, mais, enserrée par des règlements étroits, elle n'est pas à même de s'adapter aux circonstances nouvelles. Ces difficultés, il faut les attribuer en partie aux conditions temporaires, — troubles et guerres à l'intérieur et à l'extérieur, — en partie à la concurrence grandissante d'autres villes et surtout de l'Angleterre qui inclinait de plus en plus à une politique protectionniste et évinçait tout à fait, depuis 1530, les draps de Leyde des marchés de la Baltique. De plus, les consommateurs demandaient peu à peu des étoffes plus légères et moins chères que l'industrie de Leyde, entravée par les règlements, ne pouvait fabriquer. Les documents publiés par M. Posthumus commentent cette histoire instructive et ses conséquences inévitables, l'émigration, l'appauvrissement des habitants, la décadence de la ville. C'est une publication du plus grand intérêt pour l'histoire économique.

L'étude que M. VAN DER VELDEN a consacrée à Rodolphe Agri-

1. P.-J. Blok, *Geschiedenis eener Hollandsche stad. II : Een Hollandsche stad onder de Bourgondisch-Oostenrijksche heerschappij*. 'sGravenhage, M. Nyhoff, 1912, x-298 p. in-8°.

2. N.-W. Posthumus, *Bronnen tot de geschiedenis van de Leidsche textiel nijverheid. Tweede deel : 1481-1573*. 'sGravenhage, M. Nyhoff, 1911, xvi-783 p. in-4°.

cola mérite d'être signalée<sup>1</sup>. Non seulement l'auteur a réussi, grâce à ses recherches en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas, à ajouter des données nouvelles aux documents imprimés relatifs à l'humanisme éminent, mais surtout il a tiré de tous ces matériaux un livre bien fait et solide, quoique la discussion de quelques points de détail ne soit peut-être pas parfaitement convaincante. Outre la vie d'Agricola, l'auteur donne une analyse, — et ce n'est pas la partie la moins intéressante de son étude, — de ses poésies et de ses écrits scolaires, surtout de l'ouvrage intitulé : *De inventione dialectica*, ouvrage qui eut un grand succès. L'auteur démontre qu'il est injuste de n'attribuer la considération dont jouissait Agricola qu'à son caractère et qu'au charme de sa conversation; en effet, ce sont ses talents littéraires qui lui valurent en premier lieu l'admiration générale de ses contemporains.

L'Italie du *cinquecento* a influé puissamment sur les peintres des Pays-Bas. Expliquer scientifiquement les causes et les effets de cette influence, exposer l'histoire du « romanisme », c'est la tâche que M. HOOGWERFF a entreprise et bien exécutée<sup>2</sup>, posant ainsi les fondements d'une étude plus vaste sur l'histoire des peintres néerlandais à Rome au *xvii*<sup>e</sup> siècle qu'il publiera plus tard. Il faut applaudir au jugement pondéré de l'auteur qui ne juge pas l'œuvre des romanistes d'après la norme de notre temps, mais fait comprendre l'évolution logique de leurs efforts, le but auquel ils visaient, les avantages qu'ils en tiraient pour leur technique aussi bien que leur impuissance à se pénétrer de l'esprit de la Renaissance. En même temps, il met en lumière la différence assez marquée entre les romanistes flamands et les romanistes néerlandais, ceux-ci restant toujours moins disposés ou moins aptes que leurs frères méridionaux à se plier tout à fait au principe académique.

Une publication importante sur les visites des églises et des monastères dans le diocèse d'Utrecht au *xvi*<sup>e</sup> siècle est due à M. MULLER<sup>3</sup>. Les documents appartiennent surtout aux années 1566 à 1571; cependant, il y a aussi des documents relatifs aux années antérieures depuis 1525. Le grand intérêt de ces documents se

1. H. van der Velden, *Rodolphus Agricola*. Leiden, A.-W. Sythoff, 1911, viii-256 p. in-8° (thèse de Leyde).

2. G.-J. Hoogwerff, *Nederlandsche schilders in Italië in de XVI<sup>e</sup> eeuw (De geschiedenis van het Romanisme)*. Utrecht, Oosthoek, 1912, xi-294 p. in-8° (thèse d'Utrecht).

3. Van Rappard en S. Muller, *Verslagen van kerkvisitatiën in het bisdom Utrecht uit de XVI<sup>e</sup> eeuw*. Amsterdam, Joh. Müller, 1911 (*Werken van het Hist. Gen. te Utrecht*), xx-520 p. in-8°.

trouve dans les témoignages qu'ils offrent du désordre qui régnait dans quelques églises et monastères, et en général de l'état de l'Église à la veille du soulèvement. Le savant éditeur a puisé, il y a déjà quelques années, dans ces matériaux une étude très remarquable intitulée : *Onze kerkelijke toestanden in de tweede helft der XVI<sup>e</sup> eeuw* et publiée dans la revue *Onze Eeuw* (1909).

Abel Eppens tho Equart, auteur d'une volumineuse chronique, naquit en 1534, fit ses études à Louvain, à Cologne, à Wittenberg et s'établit, adhérant convaincu de la réforme, dans son pays natal, la province de Groningue, en 1560; vingt ans plus tard, il se réfugia à Emden en Ost-Frise, où il mourut probablement en 1590. Sa chronique détaillée, surtout à partir de 1580, s'occupe principalement du pays de Groningue et de l'Ost-Frise; mais on y trouve des appréciations remarquables sur les événements et les personnes de ce temps. MM. FEITH et BRUGMANS, qui l'ont publiée, y ont ajouté une introduction et de nombreuses notes<sup>1</sup>.

Quand les Néerlandais commencèrent leurs navigations vers les Indes orientales, ils visaient surtout à acquérir les épices des îles Moluques au plus bas prix possible. Pour atteindre ce but, il fallait offrir aux indigènes des objets en échange des produits précieux de leurs îles; voilà pourquoi les agents de la Compagnie des Indes orientales s'efforcèrent bientôt de fonder des établissements sur la côte de Coromandel, où ils pouvaient se procurer ces articles à bon compte. M. TERPSTRA a décrit de quelle manière les Néerlandais ont réussi à prendre pied sur cette côte de 1605 à 1610, les factoreries qu'ils y fondèrent, leur commerce qu'ils y firent et la vie qu'ils y menèrent. C'est surtout à l'aide de documents inédits des archives de La Haye que l'auteur a écrit cette étude solide et bien faite<sup>2</sup>.

Constantin Huygens, le père du célèbre Christian, fut secrétaire des princes d'Orange-Nassau; il était à la fois diplomate, poète, savant universel; aussi fut-il en relations avec un grand nombre de personnes appartenant à des classes diverses de la société; correspondant assidu qui prenait grand soin de ses archives privées, il a laissé une collection énorme de lettres. Cependant, après sa mort, ses archives ont été négligées par ses descendants, dispersées en partie, mais en partie aussi conservées dans des bibliothèques et autres dépôts. La Commission d'histoire a confié la publication de

1. J.-A. Feith et H. Brugmans, *De Kroniek van Abel Eppens tho Equart*. Amsterdam, Joh. Müller, 1911 (*Werken van het Hist. Gen. te Utrecht*), 2 dln, XLIII-630 et 858 p. in-8°.

2. H. Terpstra, *De vestiging van de Nederlanders aan de kust van Koromandel*. Groningen, De Waal, 1911, 207 p. in-8° (thèse de Groningue).



ce qui a été sauvé à M. Worp, qui a préparé le tome I, lequel embrasse les années 1608 à 1634<sup>1</sup>. On n'y trouve pas de révélations historiques de première importance, mais nombre de détails sur les personnes et les affaires du temps; l'intérêt en est augmenté considérablement par les annotations instructives de M. Worp, fruit de longues et laborieuses recherches.

Le professeur d'histoire à l'Université d'Amsterdam, M. BRUGMANS, a décrit les origines de cette ville, la naissance, l'apogée et le déclin de sa prospérité jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. C'est un livre bien écrit, basé sur une connaissance solide des sources et de la littérature antérieure, dont il corrige plusieurs erreurs. L'admiration de l'auteur pour le développement merveilleux de cette ville, pour cette vie intense de la métropole du commerce perce dans le récit, surtout quand il s'agit du XVII<sup>e</sup> siècle. Outre l'histoire des institutions, de la croissance et de la puissance politique d'Amsterdam, c'est principalement l'évolution matérielle que M. Brugmans nous peint; il a laissé de côté la vie intellectuelle. Bien qu'à cet égard le tableau ne soit pas complet, le livre sera lu avec beaucoup d'intérêt, surtout à une époque où l'énergie et la prospérité nouvelles d'Amsterdam ne contrastent plus trop péniblement avec les temps d'autrefois.

C'est de même à M. Brugmans qu'on est redevable de la troisième partie de la publication consacrée aux villes anciennes des Pays-Bas (voyez cette *Revue*, t. CVIII, p. 125)<sup>3</sup>. Le premier, il a donné un résumé clair de l'évolution des villes néerlandaises depuis leurs origines jusqu'à la loi de 1851. C'est une bonne synthèse.

La Commission d'histoire moderne de l'Autriche a été très bien inspirée en confiant à M. VON SBRIK la publication des traités conclus entre l'Autriche et les Pays-Bas. Le tome I qui s'étend jusqu'à 1722 contient quarante-sept traités et projets de traités, dont vingt-huit inédits. M. von Sbrik a non seulement donné les plus grands soins à la recherche des traités dans les archives de Vienne et de La Haye et à la publication exacte des textes, mais il a aussi ajouté à beaucoup d'entre eux des introductions excellentes, qui forment de petites études substantielles et bien documentées,

1. J.-A. Worp, *De briefwisseling van Constantijn Huygens. Eerste deel : 1608-1634*. 'sGravenhage, M. Nyhoff, 1911, LV-510 p. in-4°.

2. H. Brugmans, *Opkomst en bloei van Amsterdam*. Amsterdam, Meulenhoff, 1911, 265 p. in-8°.

3. H. Brugmans en C.-H. Peters, *Oud-Nederlandsche steden. III : Het staatkundig en maatschappelijk leven*. Leiden, Sythoff, 1911, 443 p.

, comme celles qui se rapportent au traité de 1672, au traité de la Barrière et à la Quadruple-Alliance. Il faut signaler surtout l'introduction générale à ce volume; l'auteur y étudie les rapports juridiques et diplomatiques entre les Habsbourgs allemands et les Provinces-Unies jusqu'à la paix de Westphalie, ensuite les relations entre l'Autriche et la République à partir de la première guerre du Nord jusqu'à la première alliance de 1672. C'est une étude savante, fondée en partie sur des documents inédits; j'appelle l'attention sur la lettre des États-Généraux du 31 mai 1605, où ceux-ci prononcent leur indépendance complète envers l'empire<sup>1</sup>.

Le tome III de la quatrième série des archives de la maison d'Orange-Nassau est relatif aux dernières années de la régence de la princesse Anne<sup>2</sup>. Ces documents mettent en lumière le désarroi croissant de la République pendant l'année 1756, alors que les délibérations sur la politique à suivre entre l'Angleterre et la France aggravaient la désunion entre les personnages les plus importants de la République; la neutralité qu'on s'imposait était sans force et sans dignité, parce que les régents hollandais se laissaient dominer par la peur de la France. Les représentants de l'Angleterre et de la France, Yorke et d'Affry, s'efforçaient d'influer sur les résolutions des États, l'un par l'intermédiaire de la gouvernante et de son conseil, l'autre par ses relations avec les régents des villes principales de la province de Hollande; de son côté, le roi de Prusse Frédéric II, auquel la gouvernante, dans sa correspondance privée, témoigne une grande admiration, travaillait à rapprocher la Grande-Bretagne et la République, dont les marchands se plaignaient avec une véhémence croissante des déprédations britanniques.

M. EDLER a étudié la part prise par les Provinces-Unies à la guerre de l'indépendance des colonies anglaises de 1776 à 1783<sup>3</sup>. Outre les publications néerlandaises, l'auteur a mis à profit surtout les vastes collections de copies tirées des archives des Pays-Bas, de l'Angleterre, de la France, de la Prusse qui se trouvent dans quelques bibliothèques des États-Unis. Il y a puisé abondamment

1. *Österreichische Staatsverträge. Niederlande. Erster Band : bis 1722*, Bearbeitet von Heinrich Ritter von Sbrik. Wien, Holzhausen; Leipzig, Engelmann, 1912, ix-648 p. in-8°.

2. *Archives ou correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*, 4<sup>e</sup> série, publiée par Th. Bussemaker. T. III : 1756-janvier 1759. Leyde, A.-W. Sythoff, 1912, xvi-634 p. in-8°.

3. F. Edler, *The Dutch Republic and the American Revolution*. John Hopkins University Studies, series XXIX, n° 2. Baltimore, 1911, vii-252 p. in-8°.

et, en analysant les textes nombreux des dépêches diplomatiques, il a écrit un récit bien documenté, qui cependant ne laisse pas d'être un peu fatigant. On s'aperçoit çà et là que M. Edler ne connaît pas bien l'histoire des Provinces-Unies ni leurs institutions; non seulement il commet des erreurs graves<sup>1</sup>, mais il n'expose pas assez clairement les rapports politiques et commerciaux qui existaient entre l'Angleterre et la République ni les événements de la guerre anglo-française de 1756-1763; ces événements sont, pour ainsi dire, le prélude des troubles postérieurs. Cependant, malgré ces défauts, l'étude de M. Edler sera lue sans doute avec intérêt, surtout par ceux qui ne connaissent pas les publications néerlandaises relatives au même sujet.

Le vœu précédemment émis (voyez cette *Revue*, t. CVIII, p. 130), que M. COLENBRANDER mit bientôt en œuvre les documents qu'il avait publiés, s'est déjà réalisé. L'auteur a consacré à l'histoire des Pays-Bas sous le gouvernement de Schimmelpenninck de 1805 à 1806, ensuite sous celui du frère de Napoléon, le roi Louis, un livre intéressant, fondé en grande partie sur ces documents<sup>2</sup>. Il forme la suite à son *Histoire de la République batave* et constitue une étude approfondie sur l'évolution politique du peuple néerlandais pendant ces années importantes. En même temps, M. Colenbrander a continué avec toute la promptitude requise de publier la grande collection de documents sur l'histoire des Pays-Bas de 1795 à 1840. Voici deux parties volumineuses du tome VI qui demande encore une troisième partie pour être complet. L'étendue extraordinaire de ce tome s'explique par l'importance spéciale de l'époque qu'il embrasse. Les années 1810 à 1813, douloureuses à plusieurs égards pour les Néerlandais, ont influé pourtant puissamment et heureusement sur leur histoire et posé les fondements de l'administration

1. Parmi les Provinces-Unies, il n'y en avait pas de protestantes, et d'autres catholiques, pas plus que des provinces aristocratiques et démocratiques. Le stadhouder n'est pas à comparer à un président. Le conseiller pensionnaire de Hollande n'est pas le secrétaire de cette province. La convention, dite « Acte van Consulentschap », n'obligeait pas Guillaume V à demander conseil au duc de Brunswick. L'Espagne n'a jamais été la métropole des Pays-Bas. Il n'existait pas un « Upper House of the States of Zutphen ». L'auteur s'exagère l'importance de van der Capellen. Le traité défensif, auquel l'Angleterre faisait appel, n'avait pas été conclu en 1668. La République n'avait pas du tout donné des secours à l'Angleterre pendant la guerre de 1756 à 1763.

2. H.-T. Colenbrander, *Schimmelpenninck en koning Lodewijk*. Amsterdam, Meulenhoff, 1911, xv-234 p. in-8°.

moderne. La plus grande partie des documents publiés est en français. Pour les chapitres I-III, qui s'occupent de la correspondance de l'empereur et des ministères des Affaires étrangères et de la police à Paris, M. Colenbrander a puisé surtout dans les Archives nationales de Paris. La deuxième partie, contenant les chapitres IV-VI, renferme des documents tirés des archives du royaume à La Haye, la correspondance du lieutenant général Lebrun, de l'intendant de l'Intérieur Alphonse et de l'intendant des Finances Gogel. Ces chapitres offrent un intérêt éminent et abondent en documents de premier ordre relatifs à toutes les parties de l'administration<sup>1</sup>.

Th. BUSSEMAKER.

---

1. *Gedenkstukken der geschiedenis van Nederland van 1795 tot 1840*, uitgegeven door H.-T. Colenbrander. Zesde deel : *Eerste en tweede stuk*. 'sGravenhage, M. Nyhoff, 1911, 1912, XL-755 p. et LVI-831 p. in-4°.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

---

*Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Délégation en Perse. Mémoires publiés sous la direction de M. J. de MORGAN. Tome XI : Textes élamites-anzanites, 4<sup>e</sup> série, par V. SCHEIL (reproduction des originaux par J.-Ét. Gautier et P. Toccanne). Paris, Leroux, 1911.*

Les fouilles entreprises par la Délégation du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts en Perse, sur l'emplacement de l'ancienne capitale de Suse, ont été couronnées jusqu'à ce jour de glorieux résultats. Il suffit, pour en souligner l'importance, de rappeler l'heureuse découverte du code de Hammourabi, qui a fourni la clef de la vie sociale d'autrefois en Babylonie, et qui est devenu depuis lors non seulement la base de toutes recherches sur la législation sémitique, mais aussi bien la première source de toutes les études sur le droit comparé. Il est vrai, ce précieux monument *babylonien* sort du cadre du programme tracé par la Délégation, et qui a pour but surtout « d'étudier à tous les points de vue scientifiques le sol de l'Iran, sa flore, sa faune, ses habitants, son climat et son histoire » (voir J. de Morgan, *Mémoires*, t. I, Avertissement). Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur les *Mémoires* de la mission, publiés depuis l'année 1900 et dont le tome XI vient de paraître, pour constater que les découvertes, faites jusqu'à présent et qui concernent spécialement l'histoire de l'Iran, sont considérables. C'est toute la culture d'un peuple des plus civilisés de l'Orient que la collaboration harmonieuse d'excellents savants et archéologues comme J. de Morgan, V. Scheil, J.-E. Gautier, G. Séquier et autres a mise successivement au jour. Connus seulement par des mentions dans les littératures des Sémites (Élam) et des auteurs classiques (*Ἐλαματοί*, *Elymaei*), les Élamites ou plus précisément les Anzanites se présentent enfin directement à nous par toutes sortes de productions de leur génie et leur vie nationale. Peu à peu les monuments arrachés aux ruines de Suse nous dévoilent ou nous laissent mieux juger les origines, le caractère, l'esprit politique et organisateur, la force militaire, l'expansion territoriale et l'état moral de ce peuple, que nous trouvons déjà, au quatrième millénaire avant notre ère, voisin et rival des Babyloniens à l'est, notamment sur les bords du Kerkha et du Karun. Ni Sémites ni Indo-Germains, mais d'une race alarodique, les Anzanites subissent de bonne heure l'influence de la cul-



ture des Babyloniens, qui se trouvent du reste fort répandus dans leur pays, comme plus tard y viendront des tribus araméennes et chaldéennes, de sorte que Suse elle-même a l'air plutôt sémitique qu'anzanite. Nous sommes donc en présence d'un peuple non-sémitique situé aux confins d'un pays sémitique, qui pour la première fois nous livre les documents de sa propre histoire depuis les temps les plus reculés.

Les Anzanites ont emprunté aux Babyloniens l'écriture cunéiforme, mais ils l'ont modifiée. De plus, ils ont abandonné le système idéographique et ont évolué très tôt vers l'écriture purement phonétique. Ils ont conservé leur langue et leur religion, encore que toutes les deux apparaissent plus ou moins pénétrées des éléments babyloniens-sémitiques (non sumériens). Ce dernier syncrétisme est d'autant plus significatif que le culte des dieux nationaux se manifeste chez les Anzanites d'une manière remarquablement profonde. Les rois élamites rédigent même parfois leurs mémoires en babylonien. L'idiome anzanite forme encore à l'heure actuelle un problème linguistique. Autant qu'on peut en juger, il s'agit d'une langue agglutinante qui se rapproche, par quelques points, du turco-tartare. Là aussi les découvertes épigraphiques de Suse apportent continuellement de la lumière en permettant d'élargir et d'approfondir ce nouveau phénomène ethnographique.

C'est M. Scheil qui assume la tâche aussi difficile que méritoire de déchiffrer les inscriptions élamites-anzanites de la Délégation. L'éminent assyriologue est bien, avec son esprit pénétrant et persévérant, son œil sûr et exercé, le déchiffreur par excellence. Le tome XI qui vient s'ajouter à ses publications dans les volumes II-VI, IX-X des *Mémoires*, contient les inscriptions LXXXVIII-CVI, XXIII bis, et des petits textes n°s 299-309. La plus importante de ces inscriptions est le texte anzanite sur six colonnes (face et revers), dit « de Narâm Sin ». Il nous transporte tout d'un coup à l'époque du grand roi d'Akkad (Babylonie du Nord), dont le règne est attesté pour Nabonide vers 3750 avant notre ère. Excepté une tablette antérieure à Hammourabi (vers 2050), qui provient des fouilles françaises à Telloh (cf. aussi le fragment récent CIV), on ne possédait jusqu'à présent aucun monument littéraire anzanite dépassant l'époque du règne de Untaş-Gal, c'est-à-dire le XIV<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Narâm Sin fut un puissant conquérant; entre autres exploits, il soumit l'Élam, qui avait déjà été contraint d'accepter la suzeraineté de son père Sarrukin. Le nouveau texte qui mentionne maintes fois le roi Narâm Sin constitue, selon toute apparence, une charte d'alliance entre l'état qui capitule et le vainqueur. C'est donc le traité diplomatique le plus ancien de l'histoire humaine.

Une inscription (LXXXIX) de Untaş-Gal confirme de nouveau le caractère particulièrement dévot de ce roi, qui se manifeste dans des restaurations, installations et constructions multiples de temples (cf. aussi la brique XXIII bis).

Le roi Šutruk-Nahhunte (vers la fin du XII<sup>e</sup> siècle) semble au contraire très passionné pour la guerre, bien qu'il ait lui aussi pris soin des sanctuaires de In-Šušinak et de Gal. Grand conquérant parmi les princes d'Anzan, il a combattu avec succès dans différents pays, surtout en Babylonie. C'est lui qui, ayant mis à sac la capitale babylonienne de Sippar, y a enlevé avec les stèles de Narām Sin le code de Hammurabi. Trois nouveaux fragments xci, A. B. E., relatent une campagne de l'autre côté du Karun et la prise de la ville d'Eli, le butin consacré à Adad, la conquête de la ville de Mara dans la région du Diâla (cf. xcii, Rev. I, 17) et de nombreuses autres localités (700, + 600?), enfin le dénombrement d'un butin.

L'essor que l'histoire de l'Élam a pris sous le règne de Šutruk-Nahhunte se continue sous celui de son fils Šilhak-In-Šušinak. On dirait même, en lisant les nombreuses inscriptions de ce roi et surtout celle de la grande et magnifique stèle qui porte le n<sup>o</sup> xcii, qu'à l'époque de ce prince l'épanouissement du peuple anzanite est à son apogée. C'est que Šilhak-In-Šušinak se dégage comme la personnalité la plus marquante qui ait jamais occupé le trône élamite. On le savait pieux, paisible, adonné, à part les deux campagnes rapportées sur les stèles LXXIII et LXXIV (t. V), uniquement aux œuvres pacifiques et religieuses. Or, la nouvelle inscription contient quatorze nomenclatures de villes conquises qui correspondent à plusieurs campagnes. Vaillant guerrier, Šilhak-In-Šušinak subjugué les peuplades des régions marécageuses au sud et à l'ouest de son royaume. Il pacifie ses provinces au nord, pénètre jusqu'au Zagros et le Djebel Hamrin<sup>1</sup> et porte ses armes victorieuses jusqu'aux régions babyloniennes et assyriennes (Ukar Sillamni Epêh = Akar Sallu, Durun<sup>2</sup> Epêh, Ialman, le Holwân d'aujourd'hui<sup>3</sup>). Les listes citées sont en même temps instructives au point de vue ethnographique. On y rencontre, à côté de noms purement babyloniens, des noms composés qui rappellent la domination kassite, comme Pit-Katašman, Ša Burna-Mašhum, Manaz-Murrattaš, Pit-Našumalia. D'autre part, on y retrouve des noms de villes en Mésopotamie du nord et en Syrie, comme Pit-Bahê, Ša Balihu, Ša-imirê, Kulâna, cf. Bit-Bahiâni, (al) Balihi (« ville du Belikh », sise sur une rive de cet affluent de l'Euphrate), Ša-imêrišu (Damas, un des plus grands états araméens depuis le x<sup>e</sup> siècle), Kullani<sup>3</sup>. Ce sont, sans doute, comme l'indique d'ailleurs le nom Pi-[it]A-mu-ur-r[i] « Maison de l'ouest » (Rev., I,

1. Θορῶα de Theophan., 492. Voir Scheil, *loc. cit.*, p. 45.

2. Face, II, 94, mentionne la conquête d'Ar-ra-ap-ha. Comme il n'est pas admissible que le roi ait franchi le Zab supérieur, il faut définitivement abandonner l'identification avec Ἀρραχίτης (Ptol. VI, 1, 1), entre l'Arménie et la Diabène.

3. Cf. S. Schiffer, *Die Aramaeer. Historisch-geographische Untersuchungen. Mit einer Karte* (Leipzig, Hinrichs, 1911), p. 62, 63, 147; 73; 136; 189.

89), des fondations des Sémites immigrés de la Syrie et du bassin supérieur de la Mésopotamie et qui ont transplanté les noms de leurs villes natales dans leur nouvelle patrie. Étaient-ce des Araméens, précurseurs des quarante-quatre tribus qui, au VIII<sup>e</sup> siècle, inondent ces parages<sup>1</sup> et dont Šilhak-In-Šušinak ne paraît encore connaître que deux noms? En effet, la liste *Rev. I*, 64-72, qui concerne une contrée au nord et peut-être la région de Baghdád, ne mentionne que Pu-ĥu-tu (= Puĥudu) et Pi-it-Ra-ap-i-ku (= Rapiĥu), dont les noms sont connus comme ceux des grandes tribus araméennes, poussées plus tard vers le sud jusqu'au bord de la mer, où elles fondent deux villes de mêmes noms, et où les Puĥudu apparaissent comme maîtres de la capitale de Pillātu, qui figure, *loc. cit.*, II, 30, sous la forme de [Pi-Pi]-[a]-an-tu<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, la nouvelle inscription confirme sans équivoque que les tribus araméennes qui, au VIII<sup>e</sup> siècle, périgrinent et habitent entre la Babylonie et l'Élam et au sud de l'Assyrie y ont fait leur irruption générale à une époque relativement basse (X<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècle); c'est une thèse que je soutiens dans mes recherches sur l'histoire de ce peuple<sup>3</sup>.

Šilhak-In-Šušinak fait donc respecter son sceptre au dehors, en créant et conservant à l'Élam le prestige d'une grande puissance. Il fait la guerre pour s'assurer la paix nécessaire à l'accomplissement de ses amples projets de constructions. Là il est particulièrement intéressant de l'observer dans sa vie intime. Évidemment, les Élamites ont une haute conception de la famille qu'ils laissent moralement participer à leurs entreprises, à leur succès personnel et à leur gloire. La femme de Untaš-Gal se réclame sur une statue érigée par elle-même de son royal époux (vol. V, LXV). Šilhak-In-Šušinak érige des stèles pour toute sa famille, son épouse Nahhunte Utu et ses enfants (cinq fils et quatre filles), dont il mentionne les noms. Nahhunte Utu ne reste pas étrangère aux soucis officiels du roi et son nom figure dans les invocations des dieux et dans les prières de celui-ci. Enfin, le sentiment artistique du roi s'affirme dans le plateau votif de bronze XCIII, où on trouve, gravée en tous les détails, la cérémonie célébrée au sit šamši, « Lever du soleil », cf. aussi le bronze « aux guerriers », cv, qu'il faut peut-être placer à la même époque.

L'époque tourmentée où fut, par d'extraordinaires efforts, consolidé le royaume de Šilhak-In-Šušinak a été suivie d'une ère de relâchement et de tranquillité. Les successeurs de ce roi n'eurent évidemment qu'à recueillir en paix les fruits de ses travaux. En effet, les nouvelles inscriptions de Huteluduš-In-Šušinak (xcvii-xcix

1. Cf. l'ouvrage cité p. 120 et suiv.

2. Cf. *ibid.*, p. 121-122, 126-129. On trouve cependant encore au VII<sup>e</sup> siècle des traces des Puĥudu dans la région du Nahr-Melik, cf. *loc. cit.*, p. 129. — Pillātu s'est probablement élevée sur l'emplacement du Muĥammerach actuel, à l'embouchure du Schatt-el-Arab, cf. *ibid.*, p. 125.

3. Cf. *loc. cit.* p. viii, 44-46, 120, 134.

et p. 75) ne relatent que des œuvres d'aménagement et de reconstruction de temples. Elles posent en outre un problème généalogique. Le roi s'y nomme fils de Kutir-Nahhunte, de son frère Šilhak-In-Šušinak et de Nahhunte Utu, la femme de ce dernier. Il semble qu'il faille écarter pour les Anzanites l'idée d'une polyandrie. M. Scheil admet que Šilhak-In-Šušinak aurait épousé la veuve de son frère dans la personne de Nahhunte Utu.

L'inscription C nous fait connaître un nouveau roi, Adda Hamiti-In-Šušinak, fils de Hutran tepti, que M. Scheil reconnaît comme l'auteur du texte LVIII, déjà publié.

Reste à noter le fragment CIII qui glorifie les œuvres d'un roi, le fragment CIV qui mentionne probablement le roi Igi-Halki, un des prédécesseurs de Untaş-Gal, un fragment de l'époque achéménide (CVI), un fragment d'une inscription de Šutruk-Nahhunte (XC), identique au texte LXX, et plusieurs autres tablettes de terre cuite, de contenu administratif et juridique, qui appartiennent en partie à l'époque achéménide et en partie à la même époque que celles publiées dans le tome IX, c'est-à-dire à la fin de la monarchie élamite et avant la chute de Ninive.

S. SCHIFFER jun.

8°

**Fernand GUIGNARD. Histoire de Castillon-sur-Dordogne, l'une des filleules de Bordeaux, et de la région castillonnaise, depuis les origines jusqu'à 1870.** Paris, E. Lelièvre (maison française d'érudition), 1912. In-8°, xxv-576 pages.

Un premier regard jeté sur ce volume prévient assez heureusement en faveur de l'auteur : il a beaucoup lu, fait d'utiles recherches aux archives de Castillon, aux archives de Bordeaux, aux Archives et à la Bibliothèque nationales de Paris. Il a publié des textes importants (les plus notables en ce qui concerne les institutions municipales de Castillon figurent déjà dans l'*Histoire de Libourne* par Guinodie, 3 vol., 1845); il a donné une bonne table des noms de lieux et de personnes. A regarder de plus près, il ne manque pas de réserves à faire, soit sur la méthode suivie par l'auteur, soit sur la manière dont il a conçu et exécuté son travail.

On regrette de trouver dans la Bibliographie des mentions inutiles ou erronées. A quoi bon renvoyer en bloc au *Recueil des historiens des Gaules et de France* (sic) daté d'ailleurs de Paris 1760, au *Recueil des Ordonnances des rois de France*, à des revues telles que la *Revue des Deux-Mondes* ou la *Revue historique*, sans plus? Le *Catalogue des Actes de François I<sup>er</sup>* est daté de 1896 et l'édition de Froissart, que publie la Société de l'histoire de France, de 1869. A Champollion-Figeac, il paraît attribuer deux ouvrages intitulés l'un *Documents historiques inédits* (1847), l'autre *Lettres de rois*,

reines, etc. (sans date). S'il avait cherché où a paru la notice sur le manuscrit de Wolfenbüttel des frères Delpit, il n'aurait pas imaginé un ouvrage portant le titre de *Notices manuscrites de l'Institut* (Paris 1789); les notes 7 et 8 de la page 39 permettent de découvrir, non sans peine, qu'il s'agit du tome XIV, 2<sup>e</sup> partie, des *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale*, où se trouve, en effet, l'intéressant mémoire des frères Delpit. Les sources ne sont pas non plus indiquées avec une précision suffisante; il était nécessaire de mentionner l'inventaire des archives municipales de Castillon qui figure dans l'*Inventaire sommaire des archives départementales de la Gironde*, série E, supplément, t. IV, p. 25-34, et, dans les notes au volume, de citer les documents avec les cotes qu'ils portent dans cet inventaire<sup>1</sup>. Pour les sources anglaises, M. Guignard a dépouillé avec soin les copies prises à Londres au XVIII<sup>e</sup> siècle par les copistes de Bréquigny; mais il paraît avoir ignoré l'existence des inventaires des lettres patentes et des lettres closes qui sont publiés par l'administration du P. Record Office<sup>2</sup>. Il a fait bon usage des *Rôles gascons*<sup>3</sup>, mais ne mentionne pas le Catalogue de Th. Carte. Enfin, quand il a l'occasion de citer les *Grandes Chroniques* de Mathieu de Paris, pourquoi renvoie-t-il seulement à la traduction française de Huillard-Bréholles?

Le plan est défectueux. M. Guignard suit servilement l'ordre des temps et entremêle, dans une fâcheuse confusion, l'histoire des seigneurs (ou vicomtes) de Castillon et celle de la ville ou du pays d'Entre-Dordogne, dont Castillon était pour ainsi dire la capitale. L'histoire des vicomtes l'entraîne souvent hors des limites de son sujet qui devait rester confiné dans celles mêmes de la région castillonnaise. Au XIII<sup>e</sup> siècle, les vicomtes ne sont encore que de petits seigneurs opiniâtrément attachés à leur château de Castillon; leur histoire et celle du château, de la ville blottie au pied du château sont étroitement liées; mais quand la vicomté passe aux mains de la puissante famille de Grailly, on n'évite pas de verser dans le récit de la guerre de Cent ans sous prétexte de suivre les destinées de ces seigneurs ambitieux et avides; quand meurt Archambaud de Grailly, l'auteur nous conte tout au long ses obsèques, bien qu'elles aient été célébrées à Orthez. Pour le XVI<sup>e</sup> siècle de même, on se perd à suivre les vicomtes dans les aventures des guerres de religion, et comme vient à propos ici un chapitre v sur un philosophe castillonnais! Ce philosophe est Michel de Montaigne, bien que la terre de Montaigne ne soit même pas dans la vicomté de Castillon (voir la note 1 de la p. 183). Ce procédé

1. Un érudit ne doit pas se permettre de renvoyer à l'*Aquitaine* de Bouchet comme autorité pour le règne de Charlemagne (p. 7).

2. Il aurait eu le plaisir de relever dans le *Cat. pat. rolls* des années 1258-1266, p. 208, une fâcheuse confusion entre Castillon et Castelnau-sur-Gupie.

3. M. Guignard me fait dire, p. 46, que Jean de Grilly alla en 1288 rejoindre Philippe le Bel à la Terre sainte. Je suis innocent de cette erreur.



mène loin, si loin qu'il faut dépasser le milieu du volume pour en arriver à l'histoire de Castillon qui, d'après le titre, doit être l'objet principal du volume ! L'auteur eût été mieux inspiré s'il avait résumé rapidement dans un premier chapitre l'histoire des vicomtes depuis le IX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Révolution. Ce terrain une fois bien déblayé, il eût concentré toutes ses recherches sur la ville elle-même, il eût peut-être réussi à nous en mieux montrer le lent et pénible développement.

Car cette ville resta fort longtemps sous la domination de ses vicomtes. Le terme de bourgeois se rencontre pour la première fois à l'année 1341 (p. 57) ; un maire apparaît pour la première fois en 1580 ; c'est seulement depuis la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle (et à partir de la p. 274) qu'on peut suivre les destinées de la ville. Nous entrons alors dans le vrai sujet où enfin nous apprenons des choses neuves, intéressantes, bien présentées. Quand il fait imprimer sur la feuille de titre que Castillon était « l'une des filleules de Bordeaux », l'auteur soulève un petit problème qu'il ne résout pas (p. 88), au moins ce qu'il en dit est-il raisonnable.

Un autre défaut du plan consiste en ceci que l'auteur insère dans le texte et commente plus ou moins chacun des documents relatifs à l'histoire et aux institutions de la ville, à sa place chronologique ; il eût mieux fait de les donner en appendice, comme avait fait Guinodie. Ces textes sont-ils d'ailleurs publiés avec tout le soin désirable ? Je ne vois pas que M. Guignard ait amélioré les leçons, souvent fautives, des copies très postérieures suivies par Guinodie ; ces copies, étant mauvaises, appelaient un travail critique auquel il s'est dérobé. Il a trouvé aux Archives nationales une traduction française de certains textes gascons et il la croit erronée ; pourquoi n'en a-t-il pas donné lui-même une meilleure ? Je signalerai un seul cas : dans la charte de privilèges concédée par Jean II de Grailly le 12 août 1359 (c'est la plus ancienne qui existe), il est dit que les bourgeois et habitants de Castillon pourront élire chaque année « juratz et cosselhz » ; dans la traduction française, on lit « jurats et consuls ». Si la leçon originale est bonne, la traduction est fautive ; M. Guignard estime cependant qu'il s'agit bien ici de consuls et peut-être a-t-il raison, mais il ne le prouve pas<sup>1</sup>.

On relève enfin çà et là quelques erreurs d'une portée générale qui surprennent. C'est sans doute une simple négligence de dire en passant que le roi d'Angleterre Henri II fut « duc d'Anjou et de Normandie » (p. 27) ; mais quand M. Guignard appelle le prince Édouard, fils de Henri III, « prince de Galles » (p. 38), croit-il donc qu'en Angleterre ce titre passe automatiquement, pour ainsi dire, à l'héritier présomptif,

1. Page 4, il traduit *procurator* par *procurateur* ; p. 44, il explique le mot *saisine* par transmission des biens d'une personne à une autre sans investiture.

comme en France celui de dauphin<sup>1</sup>? Il s'étonne (p. 124) que le roi Georges I<sup>er</sup> ait encore porté le titre de « roi de France »; ignore-t-il qu'il en fut ainsi jusqu'au traité d'Amiens en 1803? Il relève comme un fait exceptionnel qu'avant 1453 le Parlement de Paris ait fait « à plusieurs reprises déjà » sentir son autorité « jusqu'en deçà de la Dordogne »; M. Guignard, qui cite les *Actes du Parlement de Paris* par Boutaric, n'a donc pas vu que ces cas ont été fréquents, au contraire, au XIII<sup>e</sup> siècle? En y réfléchissant un peu, il se convaincra que cette intervention constante, parfois tracassière, des rois de France dans les affaires du duché de Guyenne depuis le traité de 1259 a été l'une des causes les plus certaines et les plus justifiées de la guerre de Cent ans.

Ch. BÉMONT.

G. MOLLAT. **Les papes d'Avignon (1305-1378)**. Paris, V. Lecoffre, J. Gabalda, 1912. In-8°, xv-423 pages. (*Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique*.)

On s'étonnera que, sur un sujet aussi important, l'ouvrage de M. l'abbé Mollat soit le premier que nous possédions. Les papes du XIII<sup>e</sup> siècle et ceux de la Renaissance nous sont mieux connus que ceux du XIV<sup>e</sup> siècle, qui pourtant auraient dû, semble-t-il, attirer tout d'abord l'attention des historiens de notre pays, puisqu'aussi bien de 1305 à 1378 ce furent des papes français qui se succédèrent sur la chaire de Saint-Pierre et puisque le lieu de leur établissement n'est autre qu'Avignon.

Mais le livre de M. Mollat n'aurait pas gagné à être prématuré. Résultat de la vaste enquête instituée aux archives du Vatican par l'École française de Rome et quelques chapelains de Saint-Louis-des-Français, il devait suivre la publication des registres pontificaux des papes d'Avignon. Éditeur diligent des lettres de Jean XXII, M. l'abbé Mollat a pensé toutefois que, sans attendre l'achèvement total d'une si vaste et laborieuse entreprise, il pouvait en dégager dès maintenant les conclusions dans un ouvrage destiné au grand public historique.

Ces conclusions, qu'il nous fait prévoir dès les premières pages de son livre et qu'il nous expose plus au long à la fin de son travail, on peut les résumer comme il suit : les papes d'Avignon ne méritent pas le jugement défavorable qu'on est accoutumé de prononcer sur eux, ils n'ont pas incliné leur politique générale au gré des convenances particulières de la politique française, ils ont recherché par-dessus tout la pacification de l'Europe, la conquête de la Terre sainte, le recouvrement des États pontificaux. Quant à leur politique financière, si

1. Édouard II est le premier souverain anglais qui, avant son avènement, ait été prince de Galles; Édouard III ne le fut jamais.

discutée, elle était liée à l'extension administrative de l'Église romaine; d'ailleurs, la politique suivie par la papauté en Italie excuse en une large mesure son excessive fiscalité.

L'ouvrage est divisé en trois livres. Le premier consiste en une biographie de chacun des sept papes avignonnais dont l'auteur nous trace un rapide portrait. Le second traite des rapports de la papauté avec l'Italie, l'Empire, la France, l'Angleterre et l'Espagne. Dans le troisième enfin, il est question d'Avignon et de la cour romaine, de la fiscalité pontificale, de la centralisation de l'Église sous les papes d'Avignon.

On voit quelle est l'étendue des matières traitées par l'abbé Mollat qui n'a pu, par suite, le plus souvent, que résumer les ouvrages antérieurs. Mais il s'est très bien acquitté de cette tâche aussi délicate qu'utile, car c'est nous apprendre quelque chose que de condenser en une forme brève ce qui ne se trouve ailleurs qu'épars en cent livres ou brochures.

L'auteur connaît d'ailleurs à merveille et de première main les sources et la littérature de son sujet. Son introduction sur les sources, sa bibliographie générale en tête du volume, comme ses bibliographies particulières au début de chaque chapitre et sur nombre de sujets qu'on ne s'attendrait pas à voir traiter ici, tout atteste l'ampleur et la précision avec laquelle l'abbé Mollat est informé de tout ce dont il nous parle. Il a longtemps fréquenté, on s'en aperçoit aisément, ce grand laboratoire international de science historique que constituent de nos jours les archives et la bibliothèque Vaticanes.

Dans ce travail consacré aux papes d'Avignon, M. Mollat s'est préoccupé d'éclairer leur figure, il n'a pas cherché à étudier leur influence dans le midi de la France et les transformations de leur état avignonnais. Rien, ou à peu près rien, ne concerne dans son ouvrage le développement artistique et social qu'entraîna pour le Comtat et Avignon l'établissement des papes français dans la riche vallée du Rhône. Et l'auteur emploie le mot de gaspillage pour parler des sommes énormes employées par Clément VI à la construction de ses palais pontificaux.

Assurément, on ne saurait lui faire un reproche d'avoir négligé ce côté de son sujet; il y avait là la matière d'un autre livre et dont les éléments restaient à rassembler. Pour nous qui nous y employons depuis plusieurs années, nous remercierons plutôt M. Mollat de ne l'avoir pas entrepris.

Tel quel, son livre se suffit et il est excellent. Il apprendra beaucoup aux historiens qui y trouveront pour la première fois un jugement équitable et ferme sur les papes d'Avignon. Par l'ampleur et la précision de sa bibliographie il constitue un répertoire méthodique, précieux pour quiconque s'intéresse à l'histoire du *xiv<sup>e</sup>* siècle en France et en Europe.

Robert MICHEL.

Eugène SAULNIER. **Le rôle politique du cardinal de Bourbon (Charles X)**. Paris, Champion, 1912. In-8°, v-324 pages, un portrait.

Ce livre clair, minutieux, précis, nourri d'une information sûre, fondé sur de nombreux documents inédits et, au surplus, écrit d'un style agréable, prendra place parmi les meilleurs qui existent dans la bibliographie de l'histoire des guerres de religion.

M. Saulnier a conduit ses recherches avec un zèle louable. La Bibliothèque nationale et les Archives nationales de Paris, l'*Archivio Mediceo* de Florence, les archives du Vatican, sans parler de quelques dépôts des départements, lui ont offert des matériaux fort nombreux. L'histoire politique du XVI<sup>e</sup> siècle présente cette difficulté caractéristique qu'il faut presque autant de recherches, de démarches et de voyages pour les petits sujets que pour les grands. Les mêmes sources servent à la biographie des rois, des ministres, des courtisans ou des simples agents, et ces sources sont infinies. Sous peine de faire un effort disproportionné, il convient, lorsque le sujet est mince, de reconnaître la matière essentielle. C'est pourquoi on ne peut justement reprocher à M. Saulnier d'avoir négligé les quelques lettres, plus ou moins insignifiantes, de son personnage qu'il aurait trouvées à Naples, à Parme, à Modène, à Turin ou à Simancas ou au *Record Office*.

M. Saulnier a résolument enfermé son effort dans le cadre limité qu'il s'était fixé : le rôle politique du cardinal de Bourbon. Cette méthode risque, au premier abord, de paraître un peu arbitraire. Et, à vrai dire, on ne peut douter que bien des faits politiques de la vie du cardinal seraient mieux expliqués s'ils étaient rapprochés de sa vie de gouverneur, d'archevêque, etc. Abstraire le *politique* d'une personnalité est toujours un procédé factice. M. Saulnier a négligé de se justifier sur ce sujet : sans doute il a pensé que c'était superflu. En effet, à la réflexion, on doit approuver sa méthode. Écrire la biographie complète du cardinal de Bourbon, c'eût été consacrer pour le moins deux volumes à la vie d'un homme médiocre et sans caractère ; le résultat n'eût pas récompensé un effort considérable. L'éphémère célébrité du Charles X de la Ligue n'est venue que du rôle politique qu'on lui a fait jouer. C'est ce rôle qu'il fallait éclairer. M. Saulnier l'a fait avec une conscience et une pénétration dignes d'un personnage moins ingrat ; on doit lui être reconnaissant d'avoir suivi sans découragement la vie d'un héros bien fuyant. Peut-être souhaiterait-on seulement de plus longs développements sur le règne même de Charles X et sur l'état du royaume à cette époque.

Pour la forme, le grand mérite de ce livre est de nous présenter des matériaux assimilés. L'histoire du XVI<sup>e</sup> siècle, plus que toute autre, a provoqué jusqu'aujourd'hui cette forme de l'indolence érudite qui consiste à verser dans les livres des documents bruts. M. Saulnier n'a point ce défaut ; son travail est composé et partant d'une lecture

facile. Nous croyons même qu'il a poussé sa méthode trop loin. Il eût été bon, par exemple, de fournir plus souvent dans les notes les extraits essentiels des documents inédits sur quoi se fonde le récit. Et, dans le texte, M. Saulnier aurait bien fait de mettre un peu plus de la couleur du temps. A lire son récit net et aisé, mais détaché, on imagine difficilement que l'on se trouve dans la période la plus accidentée du *xvi<sup>e</sup>* siècle. L'atmosphère est trop froide. L'histoire doit épouser intimement la vie et non la regarder de loin.

Ce travail, qui est un excellent début, offrira un instrument d'une sûreté remarquable. Son auteur montre des qualités de critique et de maturité, une aisance rare à se mouvoir parmi d'innombrables documents et une réelle aptitude à mettre en ordre une matière embrouillée.

L. ROMIER.

**Bijdragen en Mededeelingen van het historisch Genootschap d'Utrecht.** T. XXXII. Amsterdam, J. Müller, 1911. In-8°, LXXVII-459 pages.

J.-A. FEITH et H. BRUGMANS. **De Kroniek van Abel Eppens tho Equart (1537-1589).** Ibid., 1911. 2 vol. in-8°, XLIII-630 et 858 pages.

VAN RAPPARD et S. MÜLLER, Fz. **Verslagen van Kerkvisitatien in het Bisdom Utrecht uit de 16<sup>de</sup> eeuw.** Ibid., 1911. In-8°, XX-520 pages.

Les quatre volumes, publiés en 1911 par la Société historique d'Utrecht, présentent un certain intérêt pour la connaissance de l'histoire des Pays-Bas, surtout au *xvi<sup>e</sup>* siècle.

La 32<sup>e</sup> partie des *Bijdragen en Mededeelingen* contient, comme toujours : 1<sup>o</sup> le rapport annuel de la direction sur l'activité de la Société dans l'année écoulée, avec la liste des membres et diverses pièces annexes (notamment cette fois un état des cartes historiques, pourvues de renseignements de statistique, qu'une commission officielle est en train de publier); 2<sup>o</sup> une série de communications concernant des points d'histoire : un travail du Dr van Gelder sur la pêche du hareng à la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle; la relation d'un voyage en Hollande, fait en 1676 par le nonce du pape à Cologne, Opizio Pallavicino, relation en italien publiée par le Dr Brom; une curieuse étude sur le corps des pontonniers hollandais au service de la France pendant la Révolution et l'Empire (1797-1815), sous le major G.-D. Benthien, écrite probablement par le fils du major d'après des notes de son père, et communiquée par J. Eysten (surtout importante pour le rôle des pontonniers durant la retraite de Russie et au passage de la Bérésina); une contribution de J. Kleijntjens, S. J., à l'histoire de



la réaction de 1702 en Gueldre contre le pouvoir excessif du stathouder; des documents touchant les relations des comtes de Hollande avec la France de 1300 à 1427, édités par le Dr A. Hulshof; enfin, quelques actes en latin, tirés des archives du Vatican, sur des indulgences accordées par le pape Léon X, de 1515 à 1518, à ceux qui contribueraient à l'entretien des digues dans les Pays-Bas, étonnant moyen inventé par Charles-Quint pour subvenir, sans bourse délier, à ces travaux publics de première nécessité.

La *Chronique des Frisons*, œuvre d'un modeste et rustique habitant des *Ommelandes* de Groningue, est une source éminemment propre à jeter une lumière nouvelle sur l'histoire des Pays-Bas et particulièrement de la province de Groningue, ainsi que du pays voisin d'Ost-Frise, dans la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle. Rédigée de 1580 à 1590, sur des notes prises probablement depuis 1568, et écrite « pour les siens », soit d'après « le bruit commun » (*gemeene geruchte*), soit d'après ce que l'auteur a vu lui-même, la *Chronique* d'Eppens offre des garanties très appréciables de véracité et d'originalité. Eppens a eu rarement recours à d'autres ouvrages contemporains : à peine s'il s'est servi de Sleidan, du géographe Ortelius et des manuscrits de son compatriote, le noble Jean Rengers Van Ten Post. L'œuvre n'avait jamais été imprimée, sauf des extraits donnés en 1760 par van Halsema et en 1832 par le pasteur Westendorp. Les éditeurs de 1911 ont donc fait œuvre utile, et on doit leur savoir gré d'avoir éclairé, par une savante introduction et des notes nombreuses, un texte souvent confus et difficile à comprendre; leur qualité de Frisons les y a aidés, et il ne fallait pas moins pour déchiffrer une langue qui est un mélange de hollandais du xvi<sup>e</sup> siècle et d'un patois analogue au dialecte actuel du pays de Groningue.

Abel Eppens, né en 1534 à Bolhuis-te-Eekverd, dans une famille de libres cultivateurs de la campagne, avait fait d'assez bonnes études à Groningue, complétées par des séjours à l'Université de Louvain (1555-57), à Cologne (1557) et à Wittemberg (1558-60); à Louvain, il avait puisé la haine de l'intolérance catholique; à Wittemberg, il s'était rangé parmi les disciples de Melancthon et avait adopté les idées de la Réforme protestante. Il fut naturellement l'adversaire du duc d'Albe, et, après la défection de Rennenberg en 1580, dut s'expatrier à Emden en Ost-Frise. Comme il était auparavant entré dans la politique, il continua à servir en exil les intérêts de sa province; il figure, en 1582 et dans les années suivantes, parmi les députés des *Ommelandes*, délégués en Ost-Frise; il mourut probablement en 1590 ou peu après, laissant plusieurs enfants, dont deux fils, Eppo et Léon Abel, par lesquels la race s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

La chronique, qui débute assez sèchement en 1537 et contient quelques pièces du temps, devient plus importante en 1566 et prend

des proportions considérables à partir de 1580 jusqu'à sa fin en 1589. L'exilé avait plus de loisirs pour noter et commenter les événements; il était aussi mieux informé, grâce aux allants et venants du port d'Emden, même de ce qui se passait à l'étranger. Ce qui fait le prix de son témoignage, d'ailleurs, c'est moins la précision de son information que l'impartialité de son jugement. Bien qu'il soit zélé protestant, adversaire de l'Eglise romaine et de l'Espagne, bien qu'il déteste cordialement l'inquisition, sa bête noire, et les jésuites de Louvain, ses anciens maîtres (il leur attribue 300,000 victimes, à la p. 7 de la 1<sup>re</sup> partie), il affecte, en général, un ton calme et une vue objective des faits. S'il voit le mal chez ses ennemis, il le voit aussi dans le camp de Guillaume ou de Maurice d'Orange, et il n'hésite pas à le dénoncer. D'autre part, à côté des actions fameuses et des premiers sujets, sur lesquels Bor, van Meteren et tant d'autres nous renseignent abondamment, il est des questions locales et des hommes de second plan qu'Abel Eppens nous fait mieux connaître : ainsi les luttes perpétuelles de la ville de Groningue et du plat pays environnant (les *Ommelandes*); ainsi les querelles au pays d'Ost-Frise, entre le comte luthérien et les États, où domine la ville calviniste d'Emden; ainsi des hommes comme Gaspard de Robles ou le bailli Ocko Vrese. Enfin, son œuvre fourmille d'anecdotes et de détails piquants sur les coutumes et les mœurs du temps; elle est précieuse, comme le disent ses éditeurs, pour « la petite histoire ».

La publication par M. Müller d'un manuscrit, déjà revu et recopié en partie par feu van Rappard, a un intérêt beaucoup plus restreint, bien que le consciencieux éditeur ait joint au document primitif quelques autres textes empruntés aux archives d'Utrecht. Il s'agit de rapports, la plupart en latin, concernant des inspections (*Visitationen*) d'églises et couvents dans le diocèse d'Utrecht au xvi<sup>e</sup> siècle, principalement entre 1562 et 1571. Les décisions du concile de Trente et l'intervention du duc d'Albe ont été les causes déterminantes de ces inspections, très négligées auparavant, et qui, d'ailleurs, furent assez mal accueillies. On trouve dans les rapports des détails sur la situation matérielle (médiocre) des lieux de culte et des monastères néerlandais avant le triomphe de la Réforme; on y rencontre aussi des renseignements sur les mœurs et sur l'état des croyances, les unes parfois très relâchées (comme à Gouda), l'autre extrêmement variable selon les localités. La publication ne permet guère des conclusions un peu générales.

Albert WADDINGTON.

Pietro ORSI. **Histoire de l'Italie moderne (1750-1910)**. Traduction Bergmann. Paris, Armand Colin, 1911. 1 vol. petit in-8°, xii-448 pages. Prix : 5 fr.

Walter FRIEDENSBURG. **Cavour**. T. I : *1810-1850*. Gotha, F.-A. Perthes, 1911. In-8°, x-417 pages. Prix : 7 m.

William-Roscoe THAYER. **The Life and Times of Cavour**. Londres, Constable; Boston, Houghton Mifflin Company, 1911. 2 vol. in-8°, 604 et 652 pages, illustrations et carte. Prix : 31 sh. 6 p.

Au moment où l'Italie moderne célébrait le cinquantenaire de la mort de son principal fondateur, trois ouvrages ont paru en langues française, allemande et anglaise, qui avaient pour dessein, sous des formes diverses, d'étudier le développement du *Risorgimento*. Il est intéressant d'examiner ces trois ouvrages en les rapprochant et en recherchant comment chacun a atteint son but.

Le volume de M. Orsi est classique depuis quelques années à l'étranger; paru d'abord en anglais à Londres et à New-York en 1900, puis en italien dans trois éditions successives, dont la dernière, en 1909, était perfectionnée d'additions notables, traduit en allemand et en serbe, il a été donné aux lecteurs français dans la meilleure forme par M. Bergmann, professeur au lycée du Havre, qui l'a tenu au courant au point de vue statistique et littéraire. Il contient en appendice une très bonne bibliographie générale. Dans son ensemble, c'est un vaste tableau d'histoire, s'étendant sur cent cinquante années, mouvementées et fécondes en événements divers; avec un tel programme, il n'était pas possible d'entrer dans le détail et on ne trouve point ici la précision un peu sèche, mais si fortement documentée de Bolton King<sup>1</sup>. M. Orsi procède par grandes vues, et son œuvre peut se diviser en trois parties, qui sont les trois phases par lesquelles a passé l'Italie en cent cinquante années. Un siècle d'abord d'influences et de dominations étrangères; la péninsule morcelée entre les États confiés aux papes, les royaumes soumis aux Habsbourg, deux républiques turbulentes, le modeste royaume de Sardaigne; puis la domination française, l'Italie soumise à une direction unique, mais étrangère, en 1815 le retour presque intégral au passé, — sauf pour les deux républiques, — et la période d'étouffement. La seconde phase est celle de l'action décisive qui va de 1848 à 1870, et l'on ne sera point étonné que M. Orsi lui ait donné un large développement dans son récit, car c'est l'époque définitive qui, en vingt-deux années, va

1. Bolton King, *Histoire de l'unité italienne*, trad. Émile Macquart. Paris, Alcan, 1901, 2 vol.

transformer l'Italie tailladée, serve, confuse, en l'Italie indépendante et libre. Enfin, la troisième période est celle de l'installation, on dirait volontiers de la consolidation du jeune royaume, les trois règnes de Victor-Emmanuel I<sup>er</sup>, d'Humbert, de Victor-Emmanuel II, et une esquisse à larges traits de l'état actuel des lettres et des arts en Italie. Il n'est pas possible ici de détailler tous ces épisodes de cette longue histoire; on aura un aperçu très net de la « manière » de M. Orsi en lisant les six pages (78 à 84) qu'il consacre à la Révolution (le mot est un peu ambitieux et gros) de 1821 en Piémont. Un important parti de mécontents s'était formé à Turin et dans les grandes villes, groupé autour des « ventes » de carbonari; au roi Victor-Emmanuel I<sup>er</sup>, à son frère Charles-Félix, qui tous deux « inauguraient dans le royaume de Sardaigne le retour au XVIII<sup>e</sup> siècle », ils opposaient le libéralisme de Charles-Albert, prince de Carignan, leur successeur éventuel; non sans exagération, on le croyait « imbu des idées qu'il avait reçues à Paris; de caractère faible, il se laissa facilement impressionner par l'éloquence enthousiaste et chaude de ceux qui l'entouraient ». Aussi, lorsque les 10 et 11 mars les garnisons de Turin, puis d'Alexandrie, firent flotter le drapeau tricolore et que Victor-Emmanuel abdiqua en faveur de son frère, alors en voyage, et chargea de la régence le prince de Carignan, celui-ci proclama-t-il la constitution d'Espagne. Immédiatement le nouveau roi Charles-Félix annula cette ordonnance, et « de même que Charles-Albert avait été faible en se laissant entraîner dans le courant révolutionnaire, de même il le fut encore par la manière dont il s'en dégagait, quittant Turin la nuit presque en cachette ». L'insurrection fut durement réprimée, mais, comme l'a écrit plus tard Mazzini, dès lors s'imposa à beaucoup d'Italiens « l'idée que l'on pouvait et, par conséquent, que l'on devait lutter pour la liberté de la patrie ».

Il n'existait point encore de biographie complète de Cavour. Celle de Charles de Mazade, probe, mais sans relief, n'avait pu utiliser les documents publiés quelques années après par Berti; les ouvrages de Bonghi, Bar, Bernardini, Kraus, Massari, Martinengo, Sassi ne sont que de courts et rapides récits, et l'étude de Treitschke un pénétrant essai; le meilleur travail était à coup sûr celui de William de La Rive (*le Comte de Cavour. Récits et souvenirs*) publié en 1862, au lendemain de la mort du grand homme, et réédité récemment en italien avec d'intéressantes illustrations tirées des archives de la famille et de curieux appendices (Milan, fratelli Bocca, 1911, 1 vol.). Et voilà que deux biographies paraissent en même temps.

La publication de M. Friedensburg est le résultat d'un long séjour en Italie; il a été pris au charme exquis de ce pays séduisant et, le naturel revenant au galop, il l'a vu non en curieux, mais en historien; M. Friedensburg est actuellement directeur des archives à Stet-

tin. De cet amour pour la péninsule est né le désir du voyageur de consacrer son attention plus spéciale à l'étude du plus grand homme de la renaissance italienne. « La tendance de la science historique de ce temps, écrit-il, est de porter son intérêt sur les masses et de négliger autant que possible les grandes personnalités dirigeantes; mais nous ne pouvons abandonner complètement celles-ci; elles sont les fleurs dans le jardin de l'histoire universelle, les fruits les plus mûrs de l'humanité. » M. Friedensburg cueille donc et cette fleur et ce fruit. Il affirme très vivement son dessein « de n'écrire ni une histoire du renouveau italien, ni une histoire du Piémont pendant cette période, mais uniquement l'histoire d'une personnalité isolée ». En réalité, la vie de Cavour a été si complètement mêlée à l'histoire de son pays qu'il est impossible de l'isoler de ses grands contemporains et collaborateurs; à chaque instant, même dans ce premier volume, l'œuvre de M. Friedensburg débordera les cadres d'une étroite biographie pour placer l'existence de son héros dans le milieu où elle s'est déroulée et retracer en conséquence l'histoire même dont il a été une grande part, et c'est tout à l'éloge de l'auteur.

Ce premier volume comprend ce que l'on pourrait appeler la préparation du grand homme, les quarante-deux années de son existence, avant son arrivée au pouvoir en 1850. L'auteur l'a divisé en quatre parties : la première (1810-1834) englobe les origines familiales, l'éducation, le passage à l'armée et la démission pour cause d'indépendance libérale; la seconde partie (1834-1847) étudie les années de travail préparatoire, soit par les voyages à l'étranger, qui exercèrent une influence si profonde sur l'intelligence de Cavour, soit dans les occupations agricoles ou financières où se forma sa conception de la vie pratique; le troisième livre (1847-1848), consacré aux débuts politiques du comte Camille, commence par un bel exposé de la situation du Piémont et du mouvement national en Italie jusqu'aux réformes d'octobre 1849 (M. Friedensburg a tiré un excellent parti des dépêches des ministres prussiens à Turin, dont communication lui a été donnée par les archives d'État); puis il relate la naissance et l'influence du journal le *Risorgimento*, le rôle de Cavour comme journaliste, l'octroi par Charles-Albert ou statut de 1847; la quatrième et dernière partie (1848-1850) comprend l'existence du comte Camille pendant les deux années coupées d'espérances et de douleurs, et ici le récit prend plus de largeur, car la vie de l'homme d'État ne peut plus se séparer de celle de son pays, dont il va singulièrement élargir les destinées. Une année encore de troubles et d'hésitation, et, en octobre 1850, Cavour prend le ministère du Commerce. « La portée de l'avènement de Cavour », conclut Friedensburg, « dépasse de loin une simple influence sur les relations des partis dans la Chambre et le pays; elle était le salut du Piémont et de l'Italie. » Tel est ce beau volume : il est fortement documenté, mais l'on peut regretter que son auteur n'ait point donné



immédiatement sa bibliographie, qu'il annonce réunie à la fin du tome second, car elle permettrait de contrôler certaines propositions douteuses; les origines de la famille auraient pu être plus creusées; ainsi appeler Chiéri la « république des Sept-B. », c'est une simple plaisanterie de famille, imaginée par W. de La Rive pour comparer le travail de Cavour à celui d'un B. (bœuf), il n'y a rien de pareil dans les œuvres si fouillées de Cibrario (*Delle storie di Chiéri*), Bosio (*Santena*), Angius (*Famiglie nobili della monarchia di Savoia*). Michel-Antoine Benso n'a pas été créé comte Cavour au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais marquis Cavour en 1646; il eût été utile de montrer davantage le caractère d'homme d'affaires du marquis Michel Cavour (1781-1850) que l'on retrouve si vivant dans son fils Camille; par contre, l'influence genevoise est exactement relevée, l'ingrate région de Léri, où Cavour s'installe en 1834, est parfaitement décrite, « pays plat, sans arbres, que rien ne protège en été contre l'ardeur du soleil; aucun cours d'eau n'interrompt la monotonie du paysage; de quelque côté que l'on regarde s'étendent à l'infini des champs de riz et des prés, coupés de longs chemins rectilignes, poussièreux, qui se perdent au loin »; mais M. Friedensburg paraît croire que le marquis Michel envoya son fils dans ce paradis pour relever un domaine « dans un état de mauvais abandon »; en réalité, le père prudent voulait écarter son jeune et trop brillant fils d'une vie où le jeu et les femmes prenaient un rôle trop important; on sait s'il réussit.

L'ouvrage de M. Thayer constitue une véritable histoire du *Risorgimento*, et il faut lire dans la préface la liste des correspondants de l'auteur pour comprendre avec quel soin, quel souci d'exactitude celui-ci s'est documenté avant de rien écrire. Après avoir à très grands traits, — on les trouve presque trop rapides, car ils ne comprennent qu'une soixantaine de pages, — narré la jeunesse de Cavour et ses années de travail agricole, M. Thayer expose en un beau récit « l'année de la révolution », cette phase de 1848 qui fut décisive et pour l'Italie et pour son grand ministre; puis, dans une série de chapitres bien ordonnés, il raconte la défaite du Piémont, l'Italie de nouveau « autrichianisée », la réaction à Rome et à Naples et, arrivant ainsi à l'avènement de Cavour au pouvoir, il entre en plein dans son sujet, qui est de montrer un grand homme au service d'une grande idée; il faut lire dans les deux volumes de M. Thayer les difficultés où se débattait le comte Camille : à l'intérieur, une opinion publique peu sûre d'elle-même, voyant le but non les moyens, un roi souvent difficile à persuader et prompt à s'échapper, des collègues aux idées confuses ou contradictoires; à l'extérieur, les arrogances de l'Autriche, les rivalités des petites monarchies de la Péninsule, les concours tantôt ardents, tantôt incertains de la France et de l'Angleterre. Cavour ne se laisse presque jamais décourager, on dit presque, car parfois

la tâche lui semblait impossible et ses nerfs se détendaient. Il tire parti des moindres avantages que lui offrent les événements et, si quelque occasion se présente, en arrache un merveilleux profit. Le premier de ses actes diplomatiques fut prodigieux d'habileté, l'entrée du Piémont dans la guerre de Crimée. « C'est un de ces actes », — remarque à juste titre M. Thayer, — « où la meilleure prudence de l'homme d'État réside dans l'audace. Les événements ont discrédité tous les principaux promoteurs de la guerre de Crimée. Nesselrode et Menschikoff, Buol et Thouvenel, Drouyn de Lhuys et Louis Napoléon, Stratford Canning, Aberdeen et Clarendon méritent peu d'admiration et d'éloges pour leurs actes. Seul Cavour est le héros du conflit. » D'un tel début, Cavour tira les conséquences que M. Thayer développe dans ce bel ouvrage. De nombreuses illustrations, dont plusieurs sont inédites, ajoutent à l'intérêt d'un récit clair et vigoureux.

Paul MATTER.

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

---

### GÉNÉRALITÉS.

— Daniel JACKSON. *A travers l'histoire* (Paris, Fischbacher, 1911, LH-524 p. Prix : 5 fr.). — « Cet ouvrage renferme l'histoire abrégée, quoique suffisamment complète, de tous les pays qui ont joué un rôle dans la civilisation » ; il « peut être considéré comme un véritable manuel d'histoire universelle. » Ainsi s'exprime l'auteur dans sa préface. En réalité, il n'a parlé que de la Grèce et de Rome, de la France et des principaux états de l'Europe. C'est une compilation où abondent les noms, les faits et les dates, avec de nombreux tableaux généalogiques et autres. Ces tableaux pourront être utiles à consulter ; il en est d'amusants, comme celui qui résume « les grandes victoires du drapeau blanc fleurdelisé », depuis celle d'Attila sur les Huns (451) jusqu'à celle du maréchal de Castries à Clostercamp (1760). « Ce livre », c'est encore l'auteur qui parle, « fruit de six mois de travail, a été rédigé en trois mois au milieu de soucis de toute nature ». On s'aperçoit, en effet, que le temps lui a manqué pour composer une œuvre personnelle. Quant à la conception qu'il s'est faite de l'histoire de France, il l'emprunte aux représentants les plus bruyants de l'école traditionaliste ou monarchiste, bien qu'en sa qualité de protestant il soit un peu gêné par les invectives dont cette école accable ceux qui, depuis Luther, ont détruit l'unité religieuse du pays. Il ne voit de salut que dans le rétablissement de la monarchie capétienne sous laquelle la France a connu jadis « union et concorde, honneur et gloire, paix et force, puissance et grandeur ».

Ch. B.

— M. VAUTHIER. *Essais de philosophie sociale* (Bruxelles, Lamer-tin; Paris, Félix Alcan, 1912, gr. in-8°, II-413 p.). — Ce recueil de seize articles, conférences ou leçons d'ouvertures faites en Belgique depuis une quinzaine d'années, se compose surtout d'études d'un caractère juridique ou politique. L'histoire y est abordée sous forme de vues d'ensemble dans les quatre premières : *le Principe monarchique en Allemagne; l'Esprit de réaction; la France et l'affaire Dreyfus; les Partis politiques*, et la dixième : *le Libéralisme contemporain*. On sent partout un esprit large, tolérant, bienveillant, capable de comprendre les différences entre les peuples, juste pour les peuples étrangers, animé de cette bonhomie intelligente et réconfortante qui rend les libéraux belges si sympathiques aux Français.

Ch. SEIGNOBOS.

— V.-M. DELFINO. *Metodologia y enseñanza de la historia* (Buenos-Ayres, Cabant, 1912, in-16, xix-165 p.). — L'auteur, professeur à l'Université de La Plata, a réuni dans ce livre une partie théorique de méthodologie, empruntée surtout au très bon travail de R. Altamira, et une partie pédagogique qui résume des expériences personnelles d'enseignement de l'histoire nationale. Il y explique son système de graphique, employé pour rendre apparents les faits de l'histoire politique de l'Argentine.

L'ouvrage sort du cadre de la *Revue historique*, mais il est intéressant à signaler comme indice de l'activité intellectuelle et des préoccupations de réforme des professeurs de la grande république de l'Amérique latine.  
Ch. SEIGNOBOS.

— E. RIGNANO. *Essais de synthèse scientifique* (Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, Félix Alcan, 1912, in-8°, xxxi-295 p.). — Ce recueil de sept articles, d'ailleurs intéressants, ne touche à l'histoire, — encore d'une façon indirecte, — que par ses trois derniers chapitres (les quatre premiers se rapportent à des questions de philosophie).

*Le Phénomène religieux* est un essai sur l'évolution qui tend à faire disparaître la religion de l'organisation des sociétés civilisées. — *Le Matérialisme historique* est un exposé critique de la théorie de Marx qui fait ressortir les services qu'elle a rendus et son insuffisance à expliquer l'évolution économique. — *Le Socialisme* est une critique des théories des écoles socialistes anglaises et du socialisme juridique faite dans un esprit de large compréhension et de bienveillance.  
Ch. SEIGNOBOS.

— Gaston RICHARD. *La sociologie générale et les lois sociologiques* (Paris, Doin, in-18, 396 p.; prix : 5 fr. *Encyclopédie scientifique*, publiée sous la direction du Dr Toulouse). — Dans ce manuel, où l'on a supprimé presque tout l'appareil scientifique, nous devons attirer l'attention sur la seconde partie intitulée : la sociologie et l'histoire; l'auteur y étudie en particulier le « déterminisme historique », la « prévision sociologique », les « transformations historiques de la Société et de la Communauté ». La langue qu'il écrit, exempte le plus souvent du jargon scientifique dont abusent certains sociologues, est claire, sans cesser d'être exacte. L'ouvrage rendra certainement des services.  
Ch. B.

— *Études sociologiques : deux républiques (France et Suisse)*, par un diplomate (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1912, in-12, xi-312 p.). — Il s'agit surtout ici d'une République, la Suisse, étudiée sur plusieurs points en comparaison avec la France. Après quelques pages sur la fondation de la liberté suisse, une première observation fort intéressante est qu'il n'y a pas de hautes classes en Suisse, tandis qu'en France en vérité les fonctions publiques ne sont guère accessibles aux gens du peuple, qu'ainsi la Suisse est plus républicaine que la

France; rien de plus exact. Et c'est pourquoi sans doute la République helvétique est plus véritablement démocratique que la République française; dans de pareils régimes, il faut essentiellement que la loi soit souveraine, et elle l'est d'autant mieux en Suisse qu'elle n'est pas seulement votée par les députés, elle est consentie par le peuple grâce au système du *referendum*; en certains cantons, elle est même faite par les citoyens eux-mêmes, et on lira avec un intérêt particulier l'émouvant récit d'une réunion de la Landsgemeinde d'Appenzell-Aussers en 1910. Et ainsi la Suisse a les véritables mœurs de la démocratie. Cela n'est pas d'ailleurs sans quelques inconvénients : l'absolutisme démocratique a pour conséquence la continuelle et fatigante intervention de l'État dans la vie du citoyen, sous prétexte d'hygiène ou de morale, et l'on note ici la marque protestante qui caractérise ces mœurs helvétiques. Enfin, à propos de l'avenir de la Suisse, il y a là quelques observations très remarquables sur la désertion des campagnes, la diminution de la natalité, l'immigration inquiétante des Italiens et des Allemands qui peut même être dangereuse à l'indépendance de la République : on y fait quelques allusions au sort du Transvaal.

É. D.

— \*\*\* *Ce qu'on a fait de l'Église; étude d'histoire religieuse* (Paris, Félix Alcan, 1912, in-12, XXIII-554 p.). Je croyais les catholiques libéraux français à peu près résignés au silence; ce livre éloquent et rude nous prouve heureusement le contraire. Nul doute qu'il ne confirme l'espoir de ses auteurs et qu'il ne soit « pour beaucoup un soulagement et une consolation ». Ses auteurs? Ils ont voulu demeurer anonymes, non seulement pour ne pas s'exposer, sans profit pour personne, aux coups des « mauvais archers », mais surtout pour ôter aux zélotes de l'orthodoxie la joie de détourner l'attention des fidèles, qu'il faudrait émouvoir et entraîner, des questions sur les personnes. De cet inconvénient, l'anonymat du livre ne fera-t-il pas tomber dans un pire? Je ne l'affirmerais pas; en tous cas, personne, ayant lu ces pages sincères et douloureuses, ne pensera que ceux qui les ont écrites manquaient de courage. Ils croient fermement que l'Église est d'institution divine, mais dans des formes que leur raison peut accepter, et ils se rendent compte que, de même qu'il y a de la boue et du sang sur plus d'une page de son histoire, il se trouve aujourd'hui, dans son enseignement, nombre de scories dont il faut, à tout prix, qu'elle se débarrasse si elle veut continuer de vivre. Pour prouver qu'ils ont raison, ces hommes, tous bien informés et dont plusieurs comptent certainement parmi les savants, ont fait appel aux rigoureuses méthodes de la science et ils ont brossé un large tableau de la vie ecclésiastique dans le passé et dans le présent. A le bien considérer, il apparaît comme un examen de conscience profond, complet, sans réticences, de la religion et de l'Église catholiques romaines; il est à la fois touchant, admirable et très probant. Évidemment, des opinions qui s'en dégagent, plusieurs, et non des moindres, me semblent des illusions; si, par exemple, je crois que



beaucoup de bonne volonté et un effort énergique pourraient amener une meilleure adaptation de la discipline et de l'esprit de l'Église à la vie moderne, je ne crois pas que du mouvement moderniste, infiniment varié dans ses ressorts et ses tendances, sorte une doctrine ferme et vraiment viable, où puissent s'ancrer solidement les esprits épris en même temps de science et de foi traditionnelle; mais peu importe ici; l'idéal auquel vise le livre n'en est pas moins digne de la plus respectueuse sympathie. En lisant ces pages toujours vivantes, tour à tour poignantes, ironiques, sévères ou spirituelles, l'historien rencontrera nombre de faits et d'aperçus utiles à recueillir et « l'honnête homme » y puisera des raisons nouvelles d'estimer d'honnêtes gens qui savent et comprennent, jugent sans maudire, contredisent sans détester, se séparent sans hair et, tout au contraire, traitent en frères ceux-là même qui n'acceptent pas leur foi ni leur espérance. Pour ma part, je souhaite de tout mon cœur qu'en eux se réalise la parole évangélique : « La pierre qu'ont rejetée ceux qui bâtitais la est devenue la pierre d'angle. »

Ch. G.

— Abbé J. CLARAZ. *Le mariage des prêtres* (Paris, E. Flammarion, 1911, in-12, 458 p.). — C'est un plaidoyer copieux, — trop copieux, — en faveur du mariage des clercs; il est fort bien résumé dans son épigraphe : « Le célibat systématique et obligatoire à perpétuité est condamné par la théologie, la philosophie, la physiologie et l'histoire. — Pourquoi faire au prêtre d'un devoir un crime, d'un sacrement un sacrilège? C'est irrationnel et immoral! » Le chapitre II (*le Célibat systématique et obligatoire à perpétuité est condamné par la loi surnaturelle ou révélée*) et le chapitre IX (*le Célibat ... est condamné par l'expérience de tous les siècles*) intéressent seuls directement l'histoire. Au reste, ils n'apportent rien de bien nouveau, et l'auteur s'est contenté d'y mettre en œuvre les faits et les textes connus qui fortifient sa thèse. Qu'elle soit solidement fondée, personne n'en doutera, mis à part les théologiens romains, et elle ne le serait pas moins si le livre était plus léger et plus facile à lire; mais je pense que M. Claraz lui-même ne se fait pas d'illusions sur son succès pratique.

Ch. G.

— P. SAINTYVES. *Les reliques et les images légendaires* (Paris, Mercure de France, 1912, in-12). — Le miracle de saint Janvier et son explication scientifique. — Les reliques du Bouddha. — Les images qui ouvrent et ferment les yeux. — Les reliques corporelles du Christ. — Talismans et reliques tombés du ciel. — Donc cinq études indépendantes, mais qui tendent au même but : persuader qu'il ne faut pas se contenter des apparences, même séduisantes, quand on prétend authentifier des reliques et leurs miracles. A vrai dire, les apparences dont il est ici parlé ne sont pas toutes séduisantes, bien qu'elles aient agi ou agissent encore comme telles. Le livre est bourré de faits amusants et instructifs, cueillis par l'auteur au cours de ses

incessantes lectures; il représente une contribution utile à l'histoire du culte des reliques. Ch. G.

— P. SAINTYVES. *La simulation du merveilleux* (Paris, E. Flammarion, 1912, in-12, XIII-387 p.). — L'auteur, qui s'affirme de plus en plus comme « le spécialiste du miracle », a entendu rendre à la simulation, dans la production du merveilleux, la part qu'il est aujourd'hui de mode, en beaucoup de milieux, de lui refuser entièrement. Il ne soutient nullement que la supercherie se rencontre dans tous les miracles, mais il croit et prouve qu'elle collabore à beaucoup d'entre eux et que même elle suffit toute seule à en faire quelques-uns. L'ouvrage se divise en trois parties : *les Maladies simulées; la Simulation des maladies réputées surnaturelles; la Simulation des guérisons miraculeuses*. La première, qui s'appuie sur des faits bien connus et qui n'a guère pour but que de montrer qu'il est de pratique courante, chez les mendiants, de simuler des maladies horribles, aussi faciles à guérir que difficiles à reconnaître si on n'y regarde pas de près, semble un peu longue; quelques-uns des exemples choisis dans les deux autres parties peuvent sans doute prêter à la discussion; mais, dans son ensemble, la démonstration, tant psychologique que médicale, ne laisse rien à désirer. Il est certain que la mythomanie des hystériques et des névrosés, grands clients des thaumaturges, les pousse à quantité de fraudes plus ou moins conscientes, que le désir de se rendre célèbres, ou de « faire du bien » à une cause sainte inspire à de malhonnêtes gens, à des simples ou à des exaltés des inventions extraordinaires; qu'enfin le récit des miracles médicaux est rarement tout à fait sincère, comme leur constatation est rarement tout à fait scientifique. M. Saintyves apporte, avec son érudition ordinaire, une ample illustration de faits typiques à ces vérités incontestables. Il faut renoncer à expliquer tout le merveilleux par les seules névroses et lire ce livre suggestif. Ch. G.

— J. RÉVILLE. *Les phases successives de l'histoire des religions* (Paris, Leroux, 1909, in-12, vi-247 p.; *Annales du musée Guimet*).

— Des mains pieuses ont mis au point pour la publication les leçons professées par le regretté J. Réville, au Collège de France, durant le second semestre de 1907. Elles nous offrent un résumé substantiel et clair de l'histoire des efforts successifs et divers qui ont abouti aux méthodes actuellement en usage pour étudier les religions. Si l'auteur avait à rééditer lui-même son livre aujourd'hui, je pense qu'il y ajouterait un chapitre spécial sur la méthode comparative; tel qu'il est, avec sa critique sage et sagace, son choix judicieux des *types* représentatifs des diverses écoles, ses conclusions éloignées de tout parti pris, son exposition nette et vraiment pédagogique, il paraît indiqué pour servir d'introduction à toute histoire générale de l'histoire des religions. Ch. G.

— Judas DE COLOGNE. *Récit de ma conversion*. Introduction et

notes par A. de Gourlet (Paris, Bloud et Cie, 1912, in-12, 74 p.). — C'est l'autobiographie attribuée à Hermann le Prémontré, prévôt de Cappenberg. Le texte, rédigé en 1134, se trouve au t. CLXX de la *Patrologie latine* de Migne; la présente traduction a été faite dans un but d'apologétique. Le récit est d'ailleurs intéressant et, avec des précautions, on peut y puiser quelques éclaircissements sur les rapports des juifs et des chrétiens dans la région rhénane au XIII<sup>e</sup> siècle et surtout sur le mysticisme qui a conduit Judas, juif de Cologne, à devenir chrétien et moine. Ch. G.

— Arnold OPPEL. *Das Hohelied Salomonis und die deutsche religiöse Liebestyrik* (Berlin et Leipzig, W. Rothschild, 1911, in-8°, 65 p.). — L'ouvrage comprend deux parties : *Das Hohelied und die Unio mystica* et *Das Hohelied und die deutsche geistliche Poesie*; la première seule intéresse l'histoire proprement dite, en ce qu'elle étudie l'origine des variations sur le *Brautschaftsmotiv*. L'examen des caractères réels et propres du *Cantique des Cantiques* est fait de seconde main et n'apporte rien de nouveau; l'histoire de son interprétation allégorique est plus intéressante. D'ailleurs, l'auteur a mis l'essentiel de son livre dans sa seconde partie, qui est une contribution à l'histoire de la littérature allemande. Ch. G.

— Ephraïm EMERTON. *Unitarian Thought* (New-York, Macmillan, 1911, in-12, viii-309 p.). — Exposé très bien disposé et très clair de la doctrine unitarienne; la sincérité et « l'objectivité » de l'auteur sont dignes de tous éloges et son livre est à recommander pour prendre une connaissance exacte d'une Église qui compte dans le monde anglo-saxon; mais il n'intéresse qu'indirectement l'histoire proprement dite. Ch. G.

— G. SCHELLE. *Le bilan du protectionnisme en France* (publication de la *Ligue du libre échange*. Paris, Félix Alcan, 1912, in-12, 150 p.). — Moins un livre d'histoire qu'un pamphlet de propagande, mais où l'historien trouvera bien des faits à glaner. Il est regrettable que, dans un ouvrage de ce genre, un économiste ait laissé ce lapsus (p. 125) : le commerce général de l'Algérie et de la Tunisie « s'élève à 375 millions »; un petit milliard s'est égaré en route! H. Hr.

— P. PIERLING. *La Russie et le Saint-Siège. Études diplomatiques*. T. V : *Catherine II, Paul I<sup>er</sup>, Alexandre I<sup>er</sup>* (Paris, Plon, 1912, in-8°, v-480 p.). — Suite des savantes études déjà signalées à maintes reprises par la *Revue*. La question des rapports avec l'Église romaine est compliquée alors par les partages de la Pologne, ce qui fait du travail du P. Pierling un chapitre de l'histoire générale de l'Europe. De même, l'étude sur Paul I<sup>er</sup> et l'ordre de Malte dépasse de beaucoup les limites de l'histoire romano-moscovite, et aussi l'intervention de Paul dans le rétablissement des Jésuites, l'offre faite par le tsar au pape d'un asile en Russie, le rêve de réunion des Églises. Ce

sont de plus minces affaires, comme l'affaire Vernègues, qui remplissent les premiers temps du règne d'Alexandre. Quant aux dernières, il me semble qu'elles ne sont que très provisoirement esquissées à la fin de ce volume.

H. HR.

— Adalbert WAHL. *Geschichte des europäischen Staatensystems im Zeitalter der französischen Revolution und der Freiheitskriege, 1789-1815* (München und Berlin, R. Oldenbourg, 1912, 266 p.; prix : 9 m.). — M. Wahl a donné dans ce livre, qui fait partie du *Handbuch der mittleren und neueren Geschichte* publié sous la direction de MM. de Below et Meinecke, un précis clair et succinct des faits principaux de l'histoire militaire et diplomatique de l'Europe entre 1789 et 1815. M. Wahl a aussi exposé les controverses les plus discutées, comme par exemple les questions sur les origines des guerres de la Révolution, sur la politique autrichienne et prussienne entre 1792 et 1795, sur l'assassinat de Rastatt, sur les causes de la rupture entre la France et l'Angleterre en 1803, sur le caractère général de la politique extérieure de Napoléon, etc. On sait que M. Wahl a des opinions très prononcées sur la Révolution française : quoiqu'il se soit donné dans cet ouvrage plus de peine pour être impartial que dans d'autres travaux, on s'aperçoit trop de son antipathie profonde pour la Révolution et aussi pour Napoléon, dont il s'est fait, à notre avis, une conception fautive et injuste. Malgré tout, il faut dire que, dans la narration des faits, M. Wahl a assez bien réussi une tâche de synthèse très difficile.

P. DARMSTÄDTER.

— Erich MARCKS. *Männer und Zeiten. Aufsätze und Reden zur neueren Geschichte* (Leipzig, Quelle et Meyer, 1911, 2 vol., 340, 314 p.; prix : 10 m.). — M. Erich Marcks a réuni dans ces deux volumes une trentaine d'essais et de discours (dont quelques-uns inédits) qui traitent de l'histoire moderne et contemporaine. Les premiers, peut-être les plus beaux de tous, sont consacrés à l'histoire du xvi<sup>e</sup> siècle. M. Marcks explique magistralement les caractères de Philippe II et de Coligny (on sait que M. Marcks a commencé une biographie de Coligny qui n'a pas été finie); il trace un bon tableau de l'Angleterre du xvi<sup>e</sup> siècle; il décrit très exactement les lieux où s'est développée l'histoire des Huguenots. Un essai est consacré à la capitulation de Strasbourg en 1681, un autre à William Pitt le jeune. La plus grande partie des essais et des discours traite de l'histoire contemporaine de l'Allemagne et surtout de la Prusse. Je signalerai ceux qui concernent la révolution de 1848, Sybel et Treitschke, une visite chez Bismarck en 1893, Goethe et Bismarck. A la fin, M. Marcks a fait réimprimer des essais sur l'alliance austro-allemande, sur l'impérialisme moderne et deux articles sur les relations anglo-allemandes. Même quand on ne partage pas toutes les opinions exprimées par l'auteur, on admire l'élévation de ses idées et sa haute éloquence.

P. DARMSTÄDTER.

— Ch. D. HAZEN. *Europe since 1815* (Londres, G. Bell, in-8°, xxiv-830 p.). — Malgré le lieu d'édition, c'est l'œuvre d'un Américain qui a voulu réunir en un volume de dimensions modérées toute l'histoire de l'Europe. Je n'ai rien à dire contre l'audace de l'entreprise, en ayant moi-même tenté une pareille. M. Hazen a été plus audacieux encore que moi ; car il a poussé jusqu'à 1908 et il a joint aux pays d'Europe tous ceux où les Européens ont acquis des colonies ou fait des guerres ; quatre chapitres sur trente-deux (Empire britannique, Partage de l'Afrique, Guerre russo-japonaise, Extrême-Orient). Comme le caractère employé est plus gros, son livre est plus élémentaire que le mien.

La disposition des matières est analogue (l'histoire est étudiée pays par pays) et les raisons données dans la préface sont analogues aux miennes. Mais M. Hazen a fait un sacrifice à la tradition de l'ordre chronologique ; il détache la France et les États actuels d'Europe centrale, Autriche, Allemagne, Italie, et commence par raconter toute leur histoire en la divisant en chapitres, chacun consacré à un seul pays pendant une partie du siècle, en y intercalant trois chapitres sur d'autres pays, Péninsule ibérique de 1815 à 1822 ; Révolution de 1830 en Europe ; Révolution de 1848. Puis viennent : l'Angleterre (quatre chapitres) et son Empire (un chapitre) ; le partage de l'Afrique ; Espagne et Portugal depuis 1823 ; Belgique et Hollande depuis 1830 ; Suisse ; États scandinaves ; Empire ottoman ; Russie de 1815 à 1905 ; Extrême-Orient, Russie depuis 1905.

Chaque chapitre a sa bibliographie critique (à la fin du volume), précise, détaillée, bien au courant des ouvrages généraux.

L'ouvrage est clair, agréable à lire et bien informé<sup>1</sup>. On pourrait naturellement discuter les proportions données aux différents faits ; on s'étonnera peut-être que sur vingt et une pages, consacrées à la France depuis 1875, l'affaire Dreyfus en tienne six. Bien que membre du Comité de la Ligue des droits de l'homme, je n'aurais pas osé lui donner une si large place dans l'évolution de la France. Mais, dans l'ensemble, l'exposé est bien équilibré et la proportion judicieusement gardée entre les différents pays. C'est un avantage évident de n'appartenir à aucune nation d'Europe, M. Hazen y a gagné d'être exempt des partis pris nationaux et des erreurs de perspective habituels aux historiens européens.

Ch. SEIGNOBOS.

— Comte de LANDEMONT. *L'Europe et la politique orientale, 1878-1912* (Paris, Plon, 1912, in-8°, 377 p.). — On ne cherchera pas ici une étude suivie et méthodique de la politique orientale et de l'Europe. On y trouvera, avec des coupures de journaux ou de revues, comme la *Revue hebdomadaire*, l'*Indépendance Belge*, avec

1. Il ne faudrait pas dire qu'une loi de 1904 a donné à l'État « le monopole de l'instruction de la jeunesse ». La France est encore aujourd'hui sous le régime de la loi Falloux qui est exactement le contraire.



quelques livres récents, comme ceux de MM. René Pinon et Victor Bérard, des études détachées sur la Bulgarie, sur quelques conséquences du traité de Berlin, l'annexion de la Thessalie à la Grèce, de la Bosnie à l'Autriche, le soulèvement de l'Albanie, tout cela sans aucun lien qui eût pourtant été utile; puis la question crétoise, la politique de M. Venizelos, la Serbie et les voyages du roi Pierre et les toasts échangés, le Monténégro et le couronnement de son roi, la Roumanie et son développement économique, le régime jeune-turc et l'influence de la franc-maçonnerie « pseudo-civilisée », l'insurrection du Yémen. On conclut que l'alliance défensive des États balkaniques, la Turquie comprise, ou autour de la Turquie, c'est la vérité de demain : « Quand les peuples des Balkans seront convaincus qu'ils sont intéressés à résister à l'influence envahissante du germanisme, l'entente balkanique se fera d'elle-même. » Mais les peuples des Balkans n'en seront pas convaincus demain.

É. D.

— Robert DE LASTEYRIE et Alexandre VIDIER. *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*. T. V, 4<sup>e</sup> livr., p. 601-831 (Paris, Impr. nationale (librairie E. Leroux), in-4<sup>o</sup>, 1911). — Cette livraison termine le tome V qui contient le dépouillement des publications entreprises par les Sociétés savantes depuis l'année 1885, où s'est arrêté le travail primitif, jusqu'en 1900, époque où commence une nouvelle série de ces dépouillements. La lacune de quinze années est donc comblée et la publication pourra poursuivre son cours régulier pour le plus grand profit des travailleurs.

Ch. B.

— F. COGNASSO. *Acta cistercensia* (extrait de la *Römische Quartalschrift*, 1912. Rome, Stabilimento cromo-lito-tipografico, 1912, in-8<sup>o</sup>, 72 p.). — M. Cognasso attire l'attention sur un ms. de la Bibliothèque nationale de Turin (lat. D. VI. 25), où ont été transcrits les actes du moine cistercien Étienne de Lexington, comme abbé de Stanley au comté de Wilts en Angleterre, puis de Savigny en France (1229-1243). Ces actes appartiennent aux années 1227-1239. L'auteur analyse d'une façon très intéressante ceux qui se rapportent à la visite faite par l'abbé de Stanley aux monastères cisterciens d'Irlande : il eut la douleur d'y constater la plus grande dépravation; il lui fallut déployer quelque rigueur et beaucoup de charité pour rétablir un peu d'ordre dans ces maisons corrompues par l'ivrognerie et la luxure. Plusieurs documents publiés à la fin du mémoire font désirer vivement que M. Cognasso puisse nous donner bientôt le texte entier du manuscrit.

Ch. B.

#### HISTOIRE DE FRANCE.

— Marie KOLABINSKA. *La circulation des élites en France; étude historique depuis la fin du XI<sup>e</sup> siècle jusqu'à la grande Révolution* (Lausanne, Rouge, 1912, in-8<sup>o</sup>, 126 p.). — Par élites, l'auteur

entend les individus ou groupes d'individus qui ont, « à un degré remarquable, des qualités d'intelligence, de caractère, d'ingéniosité, de capacités de tout genre » ; mais elle étudie seulement ceux qui ont constitué ou aspiré à constituer les classes gouvernementales : noblesse, clergé, bourgeoisie. Elle note qu'en France, à partir du XI<sup>e</sup> siècle, ces classes n'ont jamais été absolument fermées, qu'il y eut « intrafiltration », ascension des classes inférieures vers les supérieures et, par un mouvement contraire, rétrogression d'individus que la fortune a précipités dans les classes inférieures. Ce sont des faits connus ; leur classement, selon les formules de l'école sociologique n'ajoute pas grand'chose à leur signification ; et n'y a-t-il pas excès de pédantisme à formuler comme une loi sociologique le fait que les hécatombes de Crécy et d'Azincourt ont diminué le nombre des nobles, et les repréailles de la royauté contre les Cabochiens celui des notables bourgeois de Paris ? Il est certain en effet que ces tueries ont contribué à la « circulation des élites », puisque les vivants eurent bientôt fait de prendre la place des morts. L'auteur croit avoir mis en lumière un fait auquel on n'avait pas encore donné assez d'attention : « c'est celui d'un arrêt relatif de la circulation, lequel, à la veille de la Révolution de 1789, accumulait des éléments supérieurs dans les classes gouvernées et des éléments inférieurs dans les classes supérieures et qui, par la rupture d'équilibre qu'il déterminait, fut une des causes principales du grand mouvement qui, commencé en 1789, inaugure la phase moderne de la circulation des élites. » Ce qu'il y a de nouveau, en tout ceci, ne serait-ce pas surtout la manière dont les choses sont dites et cette manière est-elle recommandable ? — Ch. B.

— A. BROQUELET. *Nos cathédrales* (Paris, Garnier, in-12, viii-508 p.). — Cette série de courtes notices, consacrées aux églises cathédrales de France, ne contribuera que dans une faible mesure à « populariser la connaissance et l'amour de notre architecture religieuse ». Les indications bibliographiques, très rares, sont généralement sans valeur. Les images seules pourront servir. R. M.

— Abbé L.-B. MEYRANX. *Monographie de Mugron, depuis sa fondation jusqu'à nos jours* (Bordeaux, impr. cathol. « Jeanne d'Arc », 1911, in-8°, vii-315 p.; prix : 3 fr. 50). — Après Cazères-sur-Adour et Grenade, c'est une autre petite ville du département des Landes qu'étudie M. l'abbé Meyranx. Il a réuni avec une louable diligence un assez grand nombre de documents ; il a traduit l'acte de fondation du château de Mugron au XI<sup>e</sup> siècle ; nous lui aurions su plus de gré encore de nous en donner le texte lui-même. Il nous fournit d'utiles indications sur les familles seigneuriales avec lesquelles Mugron eut affaire, mais il ne nous donne pas une idée nette de l'organisation municipale de la ville à l'époque féodale. L'histoire moderne est traitée avec plus d'abondance et de précision. On regrette l'absence d'un index des noms et d'un plan de la ville. — Ch. B.

— Georges HOTTENGER. *Le pays de Briey, hier et aujourd'hui* (Bibliothèque du Musée social. Paris et Nancy, 1912, 1 vol. in-16, xix-251 p., avec une carte hors texte). — Sur le passé du pays de Briey, on ne trouvera dans ce volume que peu de renseignements précis. Un premier chapitre, consacré à l'évolution de la « communauté rurale », n'est qu'une esquisse assez vague; l'auteur nous indique cependant que, s'il y a eu une extension notable des cultures à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les véritables progrès de l'exploitation agricole datent seulement du XIX<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne l'époque contemporaine, M. Hottenger a tiré bon parti d'un certain nombre de monographies communales qui ont été rédigées par des instituteurs à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889. Le pays de Briey était encore à ce moment exclusivement agricole; il produisait surtout des céréales; le rendement du sol était d'ailleurs inférieur à ce qu'il aurait pu être avec une culture plus intensive et moins routinière; enfin, la région se dépeuplait par suite de l'émigration et de la faible natalité.

C'est alors que toute la vie locale a été bouleversée par l'établissement des mines de fer. L'auteur n'étudie, à cet égard, que le bassin qui s'étend des bords de la Crusnes à ceux de l'Orne, et qui comprend les cantons d'Audun-le-Roman, de Briey et de Conflans (il ne s'occupe pas du bassin de Longwy, plus anciennement exploité). Il ne nous donne d'ailleurs que peu de renseignements sur la production industrielle, dont les progrès ont été extrêmement rapides depuis une dizaine d'années, car il n'a voulu étudier « les entreprises minières que dans leur rôle social, dans leur rapport avec leur main-d'œuvre ou avec l'ancienne population »<sup>1</sup>.

Les dix-huit mines déjà ouvertes exigent une main-d'œuvre considérable (3,000 ouvriers en 1905; 9,000 en 1910). En dépit des salaires élevés, le recrutement de cette main-d'œuvre est malaisé; le pays n'en peut fournir qu'une très faible partie; il faut recourir à l'élément étranger, à l'élément italien surtout. Mais, comme l'émigration italienne est surtout temporaire, le personnel des ouvriers est en majorité très instable; les sédentaires ne représentent qu'une proportion de 20 à 30 %. La plupart de ces travailleurs sont des célibataires ou des hommes qui sont venus sans leur famille. L'auteur marque les conséquences de cet état de choses : le développement de la prostitution, la forte criminalité; puis le peu d'initiative et de cohésion d'une main-d'œuvre disparate, sans attache avec le pays.

On comprend alors le faible développement des associations ouvrières, de l'organisation syndicale, dont M. Hottenger reconnaît justement la nécessité. Dans toutes les institutions ouvrières de la région, il remarque la « prépondérance de l'influence patronale ». Mais les institutions patronales, — il le constate avec regret, — se

1. Il renvoie le lecteur à l'ouvrage d'E. Gréau, *le Fer en Lorraine*, 1908.

bornent aux institutions légales de prévoyance : caisses obligatoires de secours et de retraites, qui prélèvent en moyenne 2 1/2 % des salaires ; il regrette l'insuffisance de l'éducation religieuse, de l'enseignement post-scolaire, le faible développement des écoles ménagères. Il marque aussi les dangers résultant de l'abus du colportage et du crédit. Enfin, en une esquisse un peu brève, mais intéressante, il indique l'influence exercée sur l'ancienne population agricole par un bouleversement auquel elle était peu préparée, par l'afflux si rapide d'éléments étrangers<sup>1</sup> qui ont trop brusquement modifié les conditions de la vie économique et sociale.

Henri SÉE.

— L.-H. LABANDE. *Histoire politique et économique des seigneuries de Menton, Roquebrune et la Turbie antérieurement au XV<sup>e</sup> siècle* (Monaco, imprimerie de Monaco ; Paris, A. Picard, 1911, in-8°, II-242 p.). — Cet ouvrage est la réimpression, en un format plus commode, de l'introduction qui figure en tête des *Documents historiques relatifs aux seigneuries de Menton, Roquebrune et la Turbie du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle* publiés par MM. Labande et Saige en 1909 et déjà signalés aux lecteurs de la *Revue historique* (t. CIV, p. 109-110). L'auteur a supprimé les notes, les preuves et le chapitre préliminaire concernant les sources. Mais il a rarement modifié le texte même de son étude et son plan subsiste intact. On peut le regretter s'il est vrai qu'on ne doive pas écrire du même style et sur le même plan une introduction à un recueil de documents et un livre d'histoire qui, par son format, semble s'adresser à un public moins restreint. Mais c'est à l'éloge de M. Labande, et cela montre le soin qu'il apporte à ses travaux d'érudition, que le travail auquel il s'est livré comme éditeur de textes ait abouti à un livre et qui méritait une plus large diffusion. Aussi faut-il remercier l'auteur de cette réimpression. R. M.

— Henri STEIN. *Le Palais de Justice et la Sainte-Chapelle de Paris. Notice historique et archéologique* (Paris, D.-A. Longuet, 1912, in-18, 251 p.). — Cette nouvelle notice, publiée dans la petite collection Longuet que dirige M. Paul Vitry, aura le même succès que les monographies de Saint-Denis et de Notre-Dame. Il nous manquait en effet une notice historique et archéologique à la fois lisible et savante sur le Palais de Justice et la Sainte-Chapelle de Paris. L'ouvrage de M. Stein donnera satisfaction au plus exigeant. Il est précis et neuf. L'auteur, qui a fait aux Archives nationales plus d'une découverte sur son sujet, le renouvelle en partie. Si ce petit livre, — plus gros que ses prédécesseurs, — manque un peu d'unité, la faute n'en est pas à l'auteur, mais à la matière, qui était diverse. A côté de la Sainte-Chapelle, qui forme encore un tout harmonieux, les bâtiments du Palais de

1. La population de l'arrondissement de Briey s'est accrue de 25 % dans la période 1896-1906 et de 25 % aussi dans les cinq dernières années ; dans les trois cantons d'Audun, Briey et Conflans, la population, qui n'était que de 25,000 âmes en 1896, s'est élevée à 42,000 en 1906 et à 60,000 en 1911.

Justice constituent une masse composite où tout ne méritait pas d'être décrit avec le même soin. Et c'est pourquoi M. Stein s'est contenté ici d'une simple notice descriptive, alors qu'il consacre à la Sainte-Chapelle une véritable description archéologique.

R. M.

— M. J. BRY. *Les vigueries de Provence. Aperçu de leur histoire jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Leur organisation et leur rôle au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Paris, A. Picard, 1910, 1 vol. in-8° avec une carte et un fac-similé). — L'ouvrage se compose de deux parties : un exposé général de l'histoire des vigueries provençales jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle ; une étude particulière de la viguerie d'Aix au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans la première partie, forcément sommaire et de moindre originalité, M. Bry étudie l'organisation administrative de l'ancienne Provence ; à l'aide d'un certain nombre de documents analysés avec clarté, sinon avec vigueur, M. Bry montre l'identité de la viguerie et du bailliage ; il suit le travail qui démembre peu à peu la plupart des attributions du viguier ; il montre enfin, dans la besogne d'adaptation et de refonte du mécanisme administratif qui suit l'annexion à la France, l'amointrissement notable de la fonction.

A partir du XVII<sup>e</sup> siècle, le viguier disparaît pratiquement, mais la viguerie, désormais sans importance en tant que ressort de fonctionnaire, subsiste comme groupement de communautés et comme cadre d'une certaine autonomie locale. C'est ce caractère que M. Bry expose en bornant son étude à la viguerie d'Aix et son travail dès lors se précise en se restreignant. Il retrace l'activité de la viguerie, organe administratif ayant ses assemblées et ses impositions, activité du reste très médiocre, de plus en plus restreinte par le subdélégué agent de la politique monarchique (suspension des assemblées de la viguerie d'Aix de 1730 à 1788) et ne se réveillant qu'avec l'effervescence générale qui précéda la Révolution (assemblée de janvier 1789).

Peut-être pourrait-on reprocher à ce travail solide et honnête un formalisme trop rigide dans le plan, dans le ton généralement terne un certain manque de vigueur à dégager les conclusions. Cet essai, un peu long pour un si mince sujet, constitue néanmoins une intéressante contribution à l'histoire de la vie administrative en province sous l'Ancien Régime.

Marcel BLANCHARD.

— *Œuvres de François Rabelais*, édition critique publiée par Abel LEFRANC, Jacques BOULENGER, Henri CLOUZOT, Paul DORVEAUX, Jean PLATTARD et Lazare SAINÉAN. T. I : *Gargantua*, prologue, ch. I-XXII (Paris, Champion, 1912, in-4°, CLVI-214 p., une carte et un portrait). — La voilà donc, cette édition que nous devons à la munificence de M<sup>me</sup> Arconati-Visconti et où se résume le labeur mené depuis près de dix ans, avec tant d'allégresse et d'esprit de suite, dans la *Revue des études rabelaisiennes*. Le vaillant chef de la cohorte pantagruéline, M. Abel Lefranc, a ramassé en quelques pages sobres et pleines l'essentiel des résultats obtenus sur la préparation du livre



de Rabelais, sur les influences intellectuelles, et spécialement religieuses, que l'auteur a subies, sur la formation de ce mythe curieux du géant gros mangeur et bon enfant, ami de la paix et des lettres ressuscitées; surtout dans un chapitre sur « la réalité dans le roman de Rabelais », il a donné des applications de cette méthode à la fois ingénieuse et érudite par laquelle il a proprement renouvelé l'exégèse rabelaisienne. Deux études de M. Plattard sur l'éducation de Gargantua et de Thélème, des notes de MM. Boulenger et Sainéan sur l'établissement du texte, une précieuse chronologie de la vie de Rabelais due à M. Clouzot complètent cette introduction. — Quoique les éditeurs aient établi victorieusement l'antériorité du *Pantagruel* (fin 1532) sur le *Gargantua* (août 1534), ils ont respecté l'ordre traditionnel. — Le texte est accompagné : 1° d'un appareil critique; 2° d'un commentaire, à la fois philologique, littéraire, historique, et qui se défend contre la maladie commune à tout commentaire, la prolixité. — Ajoutons que l'ouvrage se présente fort bien et fait honneur à l'imprimerie Protat. Et, pour finir, je signalerai une lettre sautée à la septième ligne avant la fin de la page iv! — Il y aura encore, assurément, des contributions à fournir à l'étude du texte de Rabelais, mais nous posséderons maintenant une base de travail incomparable. — H. Hn.

— Henri HAUSER. *Les sources de l'histoire de France, XVI<sup>e</sup> siècle, 1494-1610*. T. II : *les Guerres de religion, 1559-1589* (Paris, A. Picard, 1912, in-8°, xiii-327 p. Prix : 5 fr.). — Si nous sommes un peu gênés pour dire ici tout le bien que nous pensons du Manuel de notre collaborateur, on nous saura gré, cependant, d'indiquer les divisions de ce troisième fascicule : I, sources générales de la période 1584-1589; II, détails du règne de François II; III, détails du règne de Charles IX jusqu'en 1570; IV, dernières années du règne de Charles IX, 1570-1574; V et VI, règne de Henri III. L'auteur s'arrête au lendemain du drame de Blois, renvoyant au tome IV et dernier ce qui lui reste à dire sur la « déposition » et l'assassinat de Henri III. Au surplus, il n'est point nécessaire d'insister sur l'importance, pour l'histoire du XVI<sup>e</sup> siècle, d'un dépouillement aussi considérable (2,572 numéros) et aussi méthodiquement distribué. Ch. B.

— Société des textes français modernes : 1° *Correspondance de J.-B. Rousseau et de Brossette*, publiée d'après les originaux par Paul BONNEFON. 2 vol. (Paris, Ed. Cornély, 1910, 1911, xv-307 et 312 p.). — 2° Guillaume DU VAIR. *Actions et traictes oratoires*; édition critique publiée par René RADOUANT (Paris, Ed. Cornély, 1911, xxvii-280 p.). — La correspondance de Rousseau et de Brossette couvre un espace de vingt-cinq années (1715-1740); quoiqu'elle intéresse surtout l'histoire littéraire, elle doit être mentionnée ici à cause de sa variété et de l'intéressante contribution qu'elle apporte à l'histoire du mouvement intellectuel en tant qu'il est étroitement lié à celui du commerce de la librairie. Cette correspondance fut, en fait, interrompue par la guerre entre la France et l'Empire en 1733; les dernières années

sont hâtivement remplies par celle de Rousseau avec Louis Racine, un des amis de Brossette. Un index détaillé permettra d'utiliser vite les renseignements dont abonde cette précieuse publication. — Le recueil des œuvres oratoires de Guillaume Du Vair contient des harangues et factums prononcés ou écrits depuis 1587 jusqu'en 1596, c'est-à-dire pendant la Ligue. On y trouve les morceaux suivants : 1<sup>o</sup> Oraison funèbre de Marie Stuart « sur le subject de celle prononcée par M. de Bourges » ; 2<sup>o</sup> Harangue « sur ce que l'on proposa au Parlement, de la part de la Ville, de s'unir avec le peuple et adviser au bien public et de l'Etat » (14 mai 1588) ; 3<sup>o</sup> « supplication au roy de la part de MM. les présidents et conseillers qui estoient prisonniers à la Bastille » (fin janvier 1589) ; 4<sup>o</sup> bref discours au Parlement « sur la proposition faite par les gens du Roy de faire deffences à toutes personnes de faire assemblées et d'attenter aux personnes et biens des bourgeois » (5 août 1589) ; 5<sup>o</sup> discours à la Ville de Paris « sur la levée des deniers demandée et proposition d'y faire entrer une garnison d'étrangers » (10 février 1590) ; 6<sup>o</sup> exhortation à la paix « adressée à ceux de la Ligue » (fin 1592) ; 7<sup>o</sup> « Suasion de l'arrest donné au Parlement pour la manutention de la loy salique » (28 juin 1593) ; 8<sup>o</sup> « Response d'un bourgeois de Paris à la lettre de Mgr le Légat du 27<sup>e</sup> janvier » (10 février 1594). Ces deux derniers écrits sont des manifestes politiques d'une haute importance ; 9<sup>o</sup> « Remonstrance aux habitans de Marseille » (23 déc. 1596). Marseille étant rentrée sous l'autorité du roi le 17 février précédent, G. Du Vair avait été chargé par le roi de rétablir l'ordre dans la ville et dans la province. A ces textes est ajouté en appendice le sommaire des harangues faites au roi siégeant en son parlement, le 15 juin 1586, sur la publication de vingt-six édits de finance, sommaire qui ne paraît pas avoir été fidèle, car le premier président, A. de Harlay, protesta fortement contre l'opinion que Du Vair lui avait attribuée. — Ces textes présentent tous un réel intérêt historique ; l'édition qu'en a donnée M. Radouant est faite surtout au point de vue littéraire ; elle se termine par un lexique et il n'y a pas d'index. Ce qui manque, il faut le chercher dans l'étude sur *Guillaume Du Vair* publiée par M. Radouant lui-même en 1908.

Ch. B.

— Émile BAYARD. *L'art de reconnaître les styles. Les styles Régence et Louis XV* (Paris, Garnier, in-12, 313 p., ouvrage orné de 175 grav. environ). — Livre plus que médiocre où la langue ampoulée ne fait que souligner le peu d'érudition. Les chapitres sur la peinture et la sculpture sont d'une rare insuffisance.

R. M.

— Jean HERVEZ. *Mémoires de la comtesse Valois de La Motte (Affaire du collier)* (Paris, Bibliothèque des curieux. *Chroniques libertines*, 1911, in-8°, 334 p., fig.). — « Notre seul objet est de composer les mémoires de cette femme ... » Il y a donc encore des auteurs qui composent les *Mémoires* des autres. Ceux-ci ont été fabriqués avec

les factums écrits par Jeanne de Saint-Rémy, sans d'ailleurs qu'on ait essayé de faire la critique de ces divers factums, parfois contradictoires. En rapportant, sur les mœurs de Marie-Antoinette, les pires énormités, on ajoute paisiblement (p. 138) : « De tous ces événements, sur la véracité (*sic!*) desquels on est à peu près fixé... » En appendice, le *Mémoire historique* de Rétaux de Villette. H. Hr.

— Henri-Gaston DUCHESNE et Henry DE GRANSAINNE. *Histoire du Bois de Boulogne. Le château de Madrid* (Bibliothèque du Vieux-Paris. Paris, H. Daragon, 1912, in-8°, viii-253 p., 2 planches, un plan, pièces, index). — Les auteurs noient le fruit de leurs recherches d'archives dans un flot d'inutiles anecdotes sur tous les personnages qui ont vécu ou sont venus à Madrid, sur tous les événements dont ce nom évoque le souvenir. C'est ainsi que l'on transforme un recueil de notes utiles en un inutile volume d'« écriture artiste ». — Le château de François I<sup>er</sup> fut démoli parce que Louis XVI ne voulait pas en restaurer les ruines. Cela n'empêchera pas de porter sa disparition au compte du vandalisme révolutionnaire. H. Hr.

— Ch. URBAIN et E. LEVESQUE. *Correspondance de Bossuet*. T. V, janv. 1692-sept. 1693 (*les Grands écrivains*. Paris, Hachette, 1912, in-8°, 557 p.). — Volume très plein. Suite de la correspondance avec Leibniz; affaire de l'abbaye de Jouarre. Intéressantes lettres (p. 303, 309, 311 et suiv.) sur la mort de Pellisson. Consultation sur la déclaration de Jacques II, assez curieuse puisque Bossuet admet que le roi s'engage à maintenir le bill du test; il y a même là une sorte de justification rétrospective (p. 361) du régime de l'édit de Nantes, « tant qu'il a été jugé nécessaire pour le repos public ». Bossuet admet que, par le test, la minorité soit exclue des charges, « puisqu'on peut vivre, et humainement et chrétiennement, sans avoir des charges ». — Appendices sur la conversion de Saurin, sur l'abbaye de Jouarre, sur Pellisson, sur les affaires d'Angleterre, sur la correspondance avec Leibniz (important travail, p. 541-550). — L'éloge des éditeurs n'est plus à faire. H. Hr.

— Émile MAGNE. *Les femmes illustres. Ninon de Lenclos. Portraits et documents inédits* (Paris, éditions d'art et de littérature, en vente à la librairie Nilsson, 7 rue de Lille, in-8°, 238 p.). — Très documenté sur son héroïne et sur tous ceux qui l'approchèrent de loin et surtout de près, l'auteur a écrit sur Ninon un livre où l'on trouvera beaucoup de préciosité, de vie et de libertinage. L'histoire mouvementée de cette femme éminente, grande amie de Saint-Évremond, protégée par Christine de Suède, admirée par Saint-Simon, dont le salon devint dans ses vieux jours un des centres intellectuels de Paris, n'est pas seulement celle d'une courtisane. On y saisit sur le vif les mœurs et l'esprit d'une société. R. M.

— Ad. VAN BEVER. *Mémoires secrets de Bachaumont* (Paris, Société

des éditions Louis-Michaud : *les Mœurs légères au XVIII<sup>e</sup> siècle*, s. d., 2 vol. in-8°, t. I (1762-1767), 288 p., t. II (1768-1771), 320 p., 34 et 31 illustrations d'après les dessins de Carmontelle et les gravures du temps). — Extraits de l'énorme collection publiée par Pidansat de Mairobert en 1777-1789, annotés par M. van Bever. Aux appendices, fragment des mémoires autobiographiques de Bachaumont, des lettres de M<sup>me</sup> Doublet et de Bachaumont.

H. R.

— Charles LEFEBVRE. *Cours de doctorat sur l'histoire du droit civil français. Les fortunes anciennes au point de vue juridique*. Leçons d'ouverture, cours de 1911-1912 (Paris, Larose et Tenin, 1912. in-8°, x-65 p.). — Sous l'ancien régime et avant la création de la grande industrie, la fortune était essentiellement immobilière et reposait sur la terre ; « le système juridique des fortunes anciennes était caractérisé par l'extrême importance de la terre, par la multiplication des droits fonciers et d'autres immeubles incorporels ». Pour donner un rapide aperçu de ce qu'il appelle le rôle social et familial de la terre, l'auteur analyse les *Coutumes* de Beaumanoir, d'où il dégage surtout deux éléments : la féodalité et le système des propres ; ce dernier lui apparaît comme le produit tout à fait national du droit franc et il y insiste tout particulièrement.

Ch. B.

— Wilhelm LIEBERMANN. *Die politischen Grundlagen der französischen Volkswirtschaft am Ausgang des XVII<sup>e</sup> Jahrhunderts* (dissertation inaugurale pour l'obtention du titre de docteur à l'Université de Munich. Berlin, Otto Francke, 1909, 83 p.). — Exposer en moins de cent pages la situation économique de la France pendant les vingt ou trente années qui ont suivi la mort de Colbert, les idées qui inspirèrent la politique économique de ses successeurs, l'organisation sociale et administrative du pays après la révocation de l'édit de Nantes, était une entreprise plus que périlleuse. M. Liebermann s'est contenté d'une simple ébauche, pour laquelle il a, d'ailleurs, consulté outre les principaux recueils de documents imprimés, les mémoires manuscrits des intendants. C'est un travail de jeunesse, qu'il se propose de refaire après de longues recherches dans les archives françaises, et c'est comme promesse d'une œuvre vraiment personnelle que nous annonçons ici cette dissertation bien que déjà vieille de trois ans.

Ch. B.

— Ad. TECKLENBURG. *Die Entwicklung des Wahlrechts in Frankreich seit 1789* (Tübingen, Mohr, 1911, in-8°, xv-284 p.). — C'est une étude de droit public plutôt que d'histoire. L'auteur s'est intéressé à l'évolution des idées théoriques plutôt qu'à la pratique des élections. Mais il apporte dans cette étude l'esprit historique qu'on peut attendre d'un Suisse élevé dans la tradition des Facultés de droit allemandes, beaucoup plus habituées que les nôtres à la méthode historique. Il ne réduit pas les pratiques électorales à des schémas juridiques, il en cherche l'idée fondamentale, dont il suit l'évolution dans un ordre

à peu près chronologique : d'abord la procédure électorale de l'antiquité romaine et du droit canonique avec le principe de la majorité, puis l'ancien régime, la Révolution, enfin le XIX<sup>e</sup> siècle. Il étudie dans chaque période les institutions, les idées des principaux théoriciens, les glossateurs et les publicistes du moyen âge, Grotius et Coccei, Rousseau, Sieyès, Condorcet, Borda, Laplace.

La troisième partie est consacrée aux projets théoriques de procédure reposant sur un principe nouveau : Mirabeau, Saint-Simon, Villèle, Considérant, Duvergier de Hauranne, Cantagrel, Benoist, Dupuis, Saleilles. Cette dernière partie est peut-être plus développée, en proportion des deux précédentes, que ne le comporte l'importance, d'ordinaire assez mince, des individus et de leurs idées. Il semble bien que l'auteur a été entraîné, par sa tendresse pour la représentation proportionnelle, à prendre trop au sérieux tous les projets proposés dans ce sens. L'ouvrage finit par prendre le caractère d'une proposition politique plutôt que d'une étude historique.

Il n'est pas certain du tout que la représentation proportionnelle soit l'aboutissement régulier de l'évolution de la procédure électorale de la France; on pourrait aussi facilement soutenir que l'agitation pour la R. P. est un accident produit par le sentiment intense d'indignation du corps électoral contre la façon scandaleuse dont les Chambres ont voté, *sans discussion*, en 1906, l'indemnité de 15,000 francs. Mais ce serait entrer dans l'étude des faits réels et ce n'est pas ce qu'a voulu faire l'auteur; il ne connaît la vie française que par les livres, et même que par les livres théoriques ou par les histoires générales (il a fait de mon *Histoire politique* un usage plus large qu'elle ne méritait). Je lui signale une lacune importante; il n'a pas étudié la disparition, en France, de la vieille institution du *ballottage* supprimée par accident en 1848 et remplacée en 1852 par le *second tour* qui ne repose plus sur le même principe.

Ch. SEIGNOBOS.

— *Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts*, publiés et annotés par Louis TUETÉY. T. I : 1<sup>er</sup> sept. 1793-30 frimaire an III (Paris, Impr. nationale. Collection des documents inédits). — Une Commission temporaire des arts, créée par décret du 18 août 1793, après la suppression des Académies, fut chargée d'inventorier tous les effets renfermés dans les dépôts de ces Académies et de prendre toutes les mesures nécessaires pour en assurer la conservation; un peu plus tard (18 décembre), elle absorba les attributions d'une autre Commission dite des Monuments. Elle fonctionna régulièrement jusqu'à la fin de la Convention et elle réussit à sauver un très grand nombre d'objets : livres, instruments de physique et autres, œuvres d'art que l'ignorance ou le fanatisme voulait détruire. Son activité est constatée par les *Procès-verbaux* dont M. Tuetéy commence la publication; ils contiennent une infinité de renseignements précieux pour l'histoire intellectuelle et artistique sous l'ancien régime. — Ch. B.



— Baron DU ROURE DE PAULIN. *La vie et les œuvres d'Antoine Dauvergne, dernier directeur de l'Opéra royal, 1713-1797* (Paris, Daragon, 1911, in-8°, 32 p.). — Cette brochure n'est pas sans intérêt pour l'histoire de la musique, Dauvergne ayant été un compositeur à la mode avant d'être chargé, en 1767, de diriger l'« Académie royale de musique » ; il y fit d'ailleurs de médiocres affaires que la Révolution vint définitivement gâter ; le 8 avril 1790, la Ville de Paris décida de reprendre la direction de l'Opéra ; quant à Dauvergne, il alla mourir à Lyon en 1796. Ch. B.

— Roger LÉVY. *Le Havre entre trois révolutions (1789-1848)*, avec une préface de M. Gabriel MONOD (Bibl. d'histoire révolutionnaire. Paris, Leroux, 1912, in-8°, II-197 p.). — La lettre-préface de M. Gabriel Monod, en tête de cet ouvrage, est sans doute une des dernières pages qu'il ait écrites. Le livre est composé de huit chapitres, dont six avaient déjà paru, comme articles de revues, dans la *Revue bleue*, dans la *Révolution de 1848* ; deux sont inédits, le mouvement constitutionnel, la Révolution de 1830 et un département mort-né, la Seine-Maritime. Ces morceaux détachés ne constituent pas une histoire du Havre au XIX<sup>e</sup> siècle ; cependant, ils y apportent une contribution remarquable, et même ils sont liés par une réelle unité que manifeste l'introduction et qui résulte d'une sorte de psychologie de la population havraise, révélée par les principaux incidents de sa vie depuis cent ans : la rivalité du Havre et de Montivilliers, sous la Révolution, fut une première épreuve où s'affirma une volonté d'indépendance passionnément combattue par Rouen et par les paysans du plateau de Caux alliés jalousement contre la grandeur du Havre. On lira ensuite l'escamotage d'une statue de Napoléon en 1816 ; le mouvement constitutionnel et la Révolution de 1830, le seul moment où les habitants du Havre, réalistes, pratiques, soucieux de leurs affaires commerciales, aient fait acte de révolution et aient travaillé directement à l'établissement d'un pouvoir nouveau qui devait leur donner d'ailleurs toutes satisfactions ; les négociants havrais et les menaces de guerre en 1840, où ils gardèrent leur sang-froid quand la France et l'Angleterre étaient presque unanimement prêtes à en venir aux mains ; les idées et la vie politique d'Alphonse Karr (il s'agit de sa candidature malheureuse à la Constituante, en 1848, et de l'appui qu'il donna au général Cavaignac contre la propagande bonapartiste d'Émile de Girardin) ; un département mort-né, la Seine-Maritime, presque fondé à la fin du second Empire, surtout sous le gouvernement de la Défense nationale, en septembre 1870, effort vaincu par l'opposition des ruraux et de Rouen, comme au temps de la Révolution. Ainsi se noue le lien entre le début et la fin de ce livre où l'intérêt ne cesse pas d'être vivement excité. É. D.

— OSMOND et Henri PROVINS. *La légende de Naundorff*. Essai de critique et d'histoire en réponse à M. le docteur Tchirch (Paris,

Daragon, 1912, in-8°, 100 p.). — Nous signalons, à ceux que cela peut intéresser, ce nouveau plaidoyer en faveur de l'identité Naundorff-Louis XVII; la plupart des arguments étaient déjà connus, et il nous semble que la question Louis XVII tourne décidément dans le même cercle et qu'il serait temps de trouver autre chose pour réveiller l'attention publique. Voir la *Revue historique*, t. CVII, p. 233. — É. D.

— Dr POTIQUET. *Chateaubriand et l'hystérie. I : les « Menteries » de Chateaubriand. II : Chateaubriand; l'anatomie de ses formes et ses amies* (Paris, Laisney, 1912, in-18, 54 et 40 p. Prix : 1 fr. 25 et 1 fr.). — Chateaubriand, surtout dans ses *Mémoires*, a souvent faussé la vérité; son témoignage est toujours sujet à caution : ainsi lorsqu'il raconte sa démission après le meurtre du duc d'Enghien ou certains épisodes de son voyage en Amérique. Sont-ce des mensonges? Non, seulement des « menteries » en grande partie inconscientes, parce que Chateaubriand était un hystérique. Notons que c'est un médecin qui parle, non un critique littéraire; il pose un diagnostic et il y a sans doute à tenir compte de cette consultation médicale. — Chateaubriand a été amoureux; grand a été le nombre de ses amies; il a même été marié; l'« anatomie de ses formes » montre qu'il était fait pour l'amour. Comment se fait-il qu'on ne lui connaisse d'enfants ni légitimes, ni illégitimes? Nous touchons ici à un point délicat de physiologie et de pathologie sexuelles qu'un médecin seul peut traiter et nous renvoyons à sa brochure que d'autres suivront. L'histoire littéraire en saura tirer quelque profit.

Ch. B.

— LARREGUY DE CIVRIEUX. *Souvenirs d'un cadet, 1812-1823* (Paris, Hachette, 1912, in-12, vi-281 p.). — Fort intéressant et émouvant récit : un lycéen de seize ans qui part pour l'Espagne le 5 juillet 1812, par la Navarre, Oloron, Canfranc, Jaca, à travers mille dangers, les surprises des embuscades, des paysans fusillés les mains encore noires de poudre, par Saragosse, où il passe quelques heures avec son vieux père qu'il ne devait plus revoir, victime de la vengeance espagnole; jusqu'à Valence, chez son frère François, directeur général des douanes, marié à la farouche et belle Pépita, pour s'engager ensuite sous le commandant Bugeaud dans l'armée de la Catalogne, l'armée de la retraite. Puis le jeune soldat se bat dans l'armée d'Augereau autour de Lyon et de Valence sous le brave Villelard de Laguerrie, reçoit du comte d'Artois avec ses camarades la décoration du Lis, « un bouton de plus sur l'uniforme », mais on cache dans le sac la cocarde tricolore, et un vieux sous-officier garde pieusement l'aigle pour les drapeaux des Cent-Jours; puis c'est Waterloo, sous Jérôme, devant Hougomont, le désastre, la retraite sur Paris et Orléans, avec les brigands de la Loire. Dès novembre 1815, le jeune sous-officier de l'armée impériale entre dans la garde royale, y devient sous-lieutenant en 1816; il raconte très joliment l'histoire du pétard de Louis XVIII, la campagne de Catalogne en 1823 où il gagna la

Croix d'honneur, une scène de fanatisme monacal à l'église de Sarria; plus tard, une visite à la duchesse de Berry à Blaye, l'industrielle précaution du sac des lieux d'aisance de la duchesse, où elle ne pouvait rien jeter qu'on ne le sût; enfin, en 1850, une visite au comte de Chambord à Wiesbaden: tout cela en un récit simple, aimable, d'une très agréable lecture.

E. D.

— Henry COCHIN. *Lamartine et la Flandre* (Paris, Plon, 1912, in-8°, xxvii-442 p., avec 8 grav. hors texte). — Ce livre, précis et charmant, nous donne le récit très détaillé des campagnes électorales de Lamartine en Flandre. Il y avait été attiré par le mariage de sa sœur avec M. de Coppens et fut nommé député de Bergues en 1831, 1833, 1834, 1837 avant d'être candidat malheureux à Dunkerque en 1839. M. H. Cochin a pris visiblement plaisir à cette étude, dont il a recueilli les matériaux neufs et pittoresques dans les archives publiques et privées<sup>1</sup> d'un pays qui lui est bien familier puisqu'il représente depuis près de vingt ans à la Chambre des députés quatre des cinq cantons dont Lamartine sollicita les suffrages. Dans ce cadre savoureux de vie provinciale, la grande figure de Lamartine s'éclaire d'un jour nouveau. Le poète, considéré comme légitimiste par l'administration préfectorale de Louis-Philippe le demeura toujours au fond, d'après M. Cochin. Sa politique, tout imprégnée de religion, ne fut pas seulement celle d'un rêveur. Il « croyait à l'avenir de la betterave » et prononça sur l'affaire des sucres et celle de Gravelines des discours efficaces. Ce dont les historiens sauront le plus de gré à l'auteur, c'est de nous avoir donné dans ce livre, en même temps qu'un aperçu des mœurs et de la société en Flandre au temps de Louis-Philippe, un tableau de la vie électorale et politique et notamment de l'administration préfectorale à cette époque qui vaut, en une certaine mesure, pour toute la France d'alors. Vingt-six lettres inédites de Lamartine et divers documents électoraux complètent l'ouvrage.

R. M.

— Commandant J. DE LA TOUR. *Le maréchal Niel, 1802-1869* (Paris-Nancy, Chapelot, 1912, in-12, vii-293 p.). — Il était utile de retracer la carrière militaire et politique du maréchal Niel, qui touche à des événements de la plus haute importance: la prise de Constantinople, les fortifications de Paris, l'expédition de Rome en 1849; puis la prise de Bomarsund qui commença de mettre Niel en évidence, son rôle en Crimée, dans une situation très délicate, comme aide de camp de l'Empereur à côté du commandant en chef Pélissier: on sait que l'Empereur eut un moment l'intention de lui confier le commandement des opérations. Le chapitre de Solferino a été fait avec des documents précieux, le bulletin des opérations du 4<sup>e</sup> corps, rédigé

1. M. Cochin a utilisé aussi dans son étude un long fragment des cahiers de M<sup>me</sup> de Lamartine la mère.

par le maréchal lui-même. Il fut ensuite à Toulouse chef d'un des sept grands gouvernements militaires créés à la suite de l'attentat d'Orsini. Mais la partie la plus intéressante de ce livre est consacrée au rôle du maréchal Niel comme ministre de la Guerre : on y suit la réorganisation de toute l'administration de l'armée qui en avait grand besoin, le rôle joué par le ministre au moment de l'affaire du Luxembourg, l'angoisse où il était de voir éclater la guerre avant que la France fût prête et eût des alliés, enfin les débats de la loi qui fut votée le 1<sup>er</sup> février 1868, quelques mois avant la mort du ministre et qui porte son nom. É. D.

— J. GAY. *Le mouvement démocratique et les catholiques français de 1830 à 1880* (Paris, Bloud, 1911, in-12, 63 p.). — Esquisse, tracée pour le Sillon, du rôle joué par les catholiques dans le mouvement démocratique du XIX<sup>e</sup> siècle (jusqu'à l'époque où le parti démocratique catholique se disperse et où ses éléments retournent aux conservateurs), en vue surtout de faire comprendre aux Sillonistes la vraie nature des obstacles que leur propagande démocratique rencontre à droite et à gauche et de les encourager à les tourner. — Ch. G.

— J. DE NARFON. *La séparation des Églises et de l'État* (Paris, F. Alcan, 1912, in-8°, III-317 p.). — Sous ce titre se trouvent réunis un certain nombre d'articles parus ces années dernières dans divers périodiques et précédés d'une étude nouvelle sur les origines de la séparation. Trois parties : *les Origines, les Étapes, le Bilan*. L'auteur n'a point voulu apporter de modifications à la pensée qui lui avait fait écrire ses divers articles sous l'inspiration de préoccupations particulières et parfois momentanées ; je le regrette, car sa compétence incontestable pouvait nous donner, au lieu d'une série d'essais, d'ailleurs intéressants, une véritable histoire de la séparation. — Ch. G.

— ARDOUIN-DUMAZET. *Voyage en France*. 8<sup>e</sup> série : *Région du Haut-Rhône*; le Rhône du Léman à la mer. 57<sup>e</sup> série : *Bas-Dauphiné; Comtat-Venaissin* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1911). — C'est, en somme, un remaniement de volumes déjà publiés en première et en seconde édition ; l'auteur en a profité pour ajouter quelques faits nouveaux et corriger certains chiffres, d'après de plus récentes données. En prenant plus d'ampleur, le récit n'a rien perdu de son charme. Combien il est varié et agréablement instructif !

Ch. B.

— *Dijon et la Côte-d'Or en 1911* (Dijon, impr. Eug. Jacquot, 1911, 3 vol. in-8°, 580-463-436 p., nombreuses fig. et pl.). — Dans cette publication, préparée à l'occasion du 40<sup>e</sup> congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, les historiens liront avec intérêt les articles suivants. T. I : A. MAIREY, *les Régions naturelles de la Côte-d'Or (géographie physique et humaine)*, p. 1-36; H. HAUSER, *le Site et la croissance de Dijon*, p. 37-60. — T. II : J. CALMETTE

et H. DROUOT, *Aperçu du passé historique et artistique de la Bourgogne*, p. 1-102; H. CHABEUF, *la Côte-d'Or monumentale*, p. 103-171; Id., *le Musée de Dijon*, p. 172-192; C. DRIOTON et A. MOINGEON, *les Temps préhistoriques et protohistoriques dans la Côte-d'Or*, p. 193-212; J. TOUTAIN, *Alésia* (fouilles de la Société des sciences de Semur), p. 213-244; comte ESPÉRANDIEU et Dr ÉPÉRY, *Alésia* (fouilles de la Croix-Saint-Charles; on sait que la « bataille d'Alésia » dure toujours entre deux sociétés de chercheurs), p. 245-257; H. LORIMY, *Vertillum* (Vertault-en-Châtillonnois), p. 258-274; C. DRIOTON, *le Castrum divionense*, p. 275-282; abbé VOILLERY, *Beaune historique et archéologique*, p. 283-302; F. CLAUDON, *les Archives de la Côte-d'Or* (historique et description de ce dépôt, d'une exceptionnelle importance, plusieurs fac-similés), p. 303-432; C. OURSEL, *la Bibliothèque publique et les archives municipales de Dijon* (complète excellemment l'article précédent; la bibliothèque a 120,000 volumes, plus 211 incunables et 1,726 manuscrits; les paragraphes relatifs aux archives résument et complètent la notice donnée dans l'*Inventaire sommaire*; quelques fac-similés), p. 433-463. — T. III : Louis EISENMANN, *Dijon centre de communications*, p. 15-46, plus les articles sur les Sociétés savantes, l'enseignement, etc.

H. HR.

— EM. SÉVESTRE. *Quelques notes de bibliographie normande. L'année du millénaire, 1911-1912* (extrait de la *Revue catholique de Normandie*. Paris, A. Picard, in-8°, 64 p.; prix : 3 fr.). — Le millénaire de Normandie a fait naître, comme de juste, une foule de publications diverses dont plusieurs, pour être de circonstance, sont néanmoins à retenir. On les trouvera signalées, avec beaucoup d'autres, dans cette bibliographie très abondante et bien informée que nous donne M. Sévestre. Sans doute, le nombre des fautes d'impression y passe un peu trop la mesure. Mais on chercherait vainement ailleurs un dépouillement plus copieux des travaux de tout caractère et de toute provenance dont la Normandie a été l'objet depuis un an ou deux.

R.-N. SAUVAGE.

#### HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— ROSE, HERFORD, GONAER, SADLER. *Germany in the nineteenth Century*. Five lectures. With an introductory note by viscount Haldane (Manchester, University press, 1912, in-8°, xxi-142 p.). — Ce recueil de cinq conférences faites en 1911 à l'Université de Manchester, dédié à Harsfalt et préparé par Haldane, tous deux partisans du rapprochement anglo-allemand, n'est à aucun degré une œuvre historique. Les auteurs ont eu surtout un but politique : disposer le public anglais à une réconciliation cordiale avec l'Allemagne en lui faisant voir les côtés sympathiques de cette grande nation.



La plus grande partie est consacrée à la vie intellectuelle et littéraire (deux chapitres), à la vie économique, à l'organisation de l'instruction. L'histoire politique est réduite à vingt-deux pages pour tout le XIX<sup>e</sup> siècle; c'est un exposé très rapide, clair et assez agréable. L'auteur (M. Rose) plaide les circonstances atténuantes pour les deux grosses erreurs du gouvernement allemand qui ont brouillé l'Allemagne avec ses deux voisins, la France et l'Angleterre, à savoir la politique d'exception contre les Alsaciens-Lorrains et la construction d'une flotte de guerre agressive.

Il explique l'annexion de l'Alsace par le besoin de se procurer une frontière solide, mais il n'explique pas en quoi cette frontière est rendue plus solide par les tracasseries systématiques contre les habitants. Il veut justifier l'énorme flotte de guerre allemande par l'accroissement de la population, la *Weltpolitik*, la nécessité pour les navires marchands de passer par les détroits de la Manche; mais il n'explique pas comment ces cuirassés si coûteux empêcheraient, en cas de guerre, le commerce allemand de préférer naviguer sous pavillon neutre, pas plus qu'il ne calcule la disproportion entre la dépense énorme et le mince résultat économique (il lui déplait d'avouer que la création de cette marine est due à un sentiment militaire, non à un calcul commercial). On peut trouver comme lui que l'unité allemande est un bienfait et pourtant regretter qu'elle se soit faite sous une forme militaire et bureaucratique. En tous cas, il est impossible d'attribuer, comme lui, à l'empire allemand un « système européen qui a maintenu la paix pendant quarante ans ». Depuis la chute de Napoléon III, aucun gouvernement n'a désiré la guerre.

Ch. SEIGNOBOS.

— J. G. ROBERTSON. *Goethe and the twentieth century* (in *The Cambridge Manuals of Science and Literature*. Cambridge, at the University Press, 1912, in-8°, VII-155 p.). — Petit ouvrage de vulgarisation qui, sans prétendre en rien à l'originalité, résume avec précision et clarté les résultats essentiels acquis par la « Goethe-Forschung ». L'auteur ne rattache Goethe au XX<sup>e</sup> siècle que par sa morale individuelle et son art de vivre. La thèse est étroite. L'exemple de Goethe nous intéresse à d'autres points de vue, en nous montrant en particulier de quelle manière un esprit souverainement intelligent peut faire entrer, dans le cadre d'une conception du monde renouvelée, toutes les connaissances de son temps.

E. VERMEIL.

#### HISTOIRE D'ALSACE.

— Dr D. GOLDSCHMIDT. *Correspondance inédite du professeur J.-G. Schweighauser avec la préfecture du Bas-Rhin au sujet de ses recherches archéologiques* (extrait du *Bulletin de la Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace*, mars-avril 1912. Strasbourg, impr. alsacienne, 77 p.). — A la demande de l'Aca-

démie des inscriptions et belles-lettres, le ministre de l'Intérieur adressa à ses préfets en 1819 une circulaire leur recommandant de provoquer des recherches sur les monuments antiques de leur département; on se proposait de faire, sur le modèle du *Monasticum anglicanum*, un *Monasticum gallicanum* où trouveraient place « tous les monuments historiques se rapportant à la religion, détruits depuis trente ans ». Schweighäuser fut un des trois érudits alsaciens désignés pour ce travail; outre des extraits de la correspondance entretenue à ce propos avec l'administration, le Dr Goldschmidt publie un intéressant « Rapport sur le travail relatif aux antiquités du département du Bas-Rhin » (janvier 1821). Ch. B.

## HISTOIRE DU CANADA.

— H. P. BIGGAR. *The precursors of Jacques Cartier, 1497-1534. A collection of documents relating to the early history of the Dominion of Canada* (Ottawa, Government printing Bureau, 1911, in-8°, xxxi-213 p. Publications of the Canadian archives, n° 5). — M. Biggar a publié dans cette brochure tous les textes que l'on connaît sur le Canada antérieurement à 1534, année où Jacques Cartier découvrit l'estuaire du Saint-Laurent. Ces textes sont réédités après une collation attentive des originaux ou des anciennes éditions; ceux qui sont rédigés en une autre langue que l'anglais ou le français ont été en outre traduits en anglais. Leur nombre atteint le chiffre de soixante-quatre. Une bibliographie aussi complète que possible suit chacun de ces soixante-quatre numéros. Enfin, dans l'introduction, M. Biggar a suivi, année par année, à la trace de ces documents, les voyages d'exploration qui ont précédé celui de J. Cartier. Conduit avec le soin le plus méticuleux, l'érudition la mieux informée, ce travail est une précieuse contribution à l'histoire des découvertes. — Ch. B.

— Rudolph HEPKE. *Der erste Kolonisationsversuch in Kanada, 1541-1543* (tiré à part des *Hansische Geschichtsblätter*, 1911, 2° fasc., p. 402-451). — Ce premier essai de colonisation au Canada fut entrepris par Cartier et Roberval; l'auteur fournit des détails très circonstanciés sur l'expédition et sur les causes qui la firent échouer. Il publie en appendice un rapport adressé par un agent secret à l'Empereur sur les préparatifs de l'expédition, d'après un papier qui se trouve aux archives impériales de Vienne et qui peut être exactement daté de la fin d'avril 1541. Ch. B.

## HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— F. HAVERFIELD. *The romanization of roman Britain*, seconde édition (Oxford, at the Clarendon Press, 1912, in-8°, 70 p.; prix : 3 sh. 6 d.). — Personne sans doute n'est mieux qualifié que M. Haverfield pour parler de la domination romaine en Bretagne. C'est un

sujet auquel il a déjà consacré de nombreux articles; je rappellerai seulement les chapitres, si nourris de faits, qu'il a donnés à l'admirable histoire des comtés anglais qui paraît sous le nom de la reine Victoria. La brochure dont on vient de lire le titre est née d'une conférence faite à la British Academy en 1905; mais, à l'occasion de cette seconde édition, elle a été revue et notablement augmentée, illustrée en outre de vingt et un dessins qui reproduisent des inscriptions, des plans de constructions antiques, des objets d'art trouvés dans les fouilles; car M. Haverfield s'appuie surtout sur le témoignage des monuments figurés, celui que l'on a demandé à la philologie ou bien aux institutions juridiques lui paraissant beaucoup trop incertain. Il délimite nettement les régions qui reçurent l'organisation administrative des provinces romaines, et les territoires militaires du nord et de l'ouest où les Romains n'ont fait que camper; même dans les régions romanisées, il montre que l'empreinte de la civilisation romaine a été plus profonde qu'étendue, ce qui explique la rapide renaissance de l'élément celtique à partir du IV<sup>e</sup> siècle et le prompt oubli de la domination romaine; Gildas, qui écrivait dans la première moitié du VI<sup>e</sup> siècle, n'en a conservé qu'un souvenir nébuleux et inexact. Parlant de la Bretagne armoricaine, M. Haverfield montre que la langue bretonne a été ramenée dans ce pays non pas seulement à partir du VI<sup>e</sup> siècle par les Bretons fuyant devant les envahisseurs germains, mais qu'une infiltration pacifique a dû commencer déjà au V<sup>e</sup> siècle.

Ch. B.

— BRINUS KOEHLER. *Die Schilderung des Milieus in Shakespears Hamlet, Macbeth und King Lear* (Halle, Niemeyer, 1912, in-8°, xi-65 p.; prix : 2 m. 40. Fasc. 46 des *Studien zur englischen Philologie*). — L'auteur détermine d'abord à quelle source Shakespeare a pris le sujet de ces trois drames : pour Hamlet, c'est le Hamlet de Thomas Kyd, qui fut composé en 1588 ou en 1589; il savait en effet trop mal le latin pour lire l'*Historia Danorum* de Saxo Grammaticus, qui nous donne la plus ancienne forme de la légende de Hamlet, et trop mal aussi le français pour lire les *Histoires tragiques* de Belleforest, qui fit connaître cette légende en France. Quant à Macbeth et au roi Lear, Shakespeare a puisé directement dans Holinshed. Pour chacun de ces trois drames, l'auteur examine comment le poète a décrit le lieu de l'action, les personnages, l'état politique, les mœurs et les usages, la philosophie et la religion; il montre avec quelle liberté Shakespeare traite ses modèles et quels changements il leur fait subir pour accommoder le « milieu » où agissent ses personnages au goût de son temps.

Ch. B.

## HISTOIRE D'ESPAGNE.

— DON FRANCISCO DE BOFARULL Y SANS. *Los Judíos en el territorio de Barcelona (siglos X al XIII). Reinado de Jacme I, 1213-*

1276 (Barcelona, J. Altes, 1911, in-4°, 127 p.)<sup>1</sup>. — Le savant conservateur en chef des archives de la Couronne d'Aragon a publié, sous ce titre, une série de 168 pièces relatives aux Juifs entre les années 1213 et 1276. Ces pièces, extraites sans exception des archives de la Couronne d'Aragon, se rapportent aux mesures prises par Jacques le Conquérant à l'égard des Juifs de ses États catalans. Il ne s'agit point d'un recueil intégral, mais d'un choix d'actes considérés comme particulièrement intéressants. De plus, les actes relatifs à Montpellier ou aux royaumes proprement dits d'Aragon et de Valence ont été écartés par l'auteur. Dans les limites ainsi assignées à sa publication, celui-ci apporte une contribution documentaire fort soignée et fort précieuse pour l'étude de la condition des Juifs dans le principat de Catalogne et dans les comtés de Roussillon et de Cerdagne au XIII<sup>e</sup> siècle. On peut en juger grâce à l'introduction intitulée : *Jaime I y los judíos*, et où Don Francisco de Bofarull, sans entreprendre d'écrire une monographie des Juifs catalans, passe rapidement en revue, d'une façon méthodique, les textes qu'il publie d'autre part in-extenso dans l'ordre chronologique. En tête de cette introduction, il place une énumération critique, une sorte de table des documents antérieurs à 1213 que possède en nombre son dépôt touchant les Juifs. Ce répertoire part de l'époque carolingienne. Volontiers, on exprimerait le regret que l'auteur, élargissant son cadre, n'ait pas entrepris un *Corpus* des documents de la Couronne d'Aragon relatifs aux Juifs dès l'origine, mais il n'est que trop facile d'expliquer le point de départ tardif qui a été choisi, en réfléchissant à ce fait que la présente publication, si importante qu'elle soit, n'est qu'une publication de circonstance motivée par le congrès historique tenu naguère à Barcelone et consacré à la mémoire de Jacques le Conquérant. Il faut donc plutôt louer Don Francisco Bofarull d'avoir fait précéder le corps même de son travail d'une note d'inventaire sommaire, propre à fournir aux chercheurs, en vue de l'étude de la période antérieure, une première indication, leur permettant ainsi, par avance, de bénéficier d'un dépouillement laborieux, poursuivi à travers des fonds divers, et dont le mérite initial revient, ainsi que nous l'apprend notre auteur, à son célèbre prédécesseur Don Manuel de Bofarull y de Sartorio. Quant au choix des documents publiés par Don Francisco de Bofarull, il est, semble-t-il, des plus judicieux et leur importance apparaît comme considérable tant au point de vue des institutions qu'au point de vue économique. On y trouve aussi des données appréciables pour l'his-

1. En même temps que Don Francisco de Bofarull publiait le travail dont il est rendu compte ci-dessus, M. Jean Régny commençait l'impression du vaste *Catalogue des documents royaux de la Couronne d'Aragon concernant les Juifs au XIII<sup>e</sup> siècle*, dont il a été déjà parlé : voir *Rev. histor.*, t. CIX, p. 421. Ces deux entreprises, loin de faire double emploi, se complètent mutuellement.

toire politique. C'est ainsi, par exemple, que le rôle de Jahuda de la Cavalleria, juif et agent du roi en même temps que son banquier, appellerait une notice dont l'intérêt serait puissant et dont la portée serait grande pour l'histoire générale elle-même. J. CALMETTE.

— J.-B. SITGES. *La muerte de D. Bernardo de Cabrera, consejero del Rey D. Pedro IV de Aragon (1364)*, (Madrid, Rivadeneyra, 1911, in-8°, 77 p.). — Les événements qui mirent aux prises en 1363 et 1364 non seulement Pierre le Cruel et Henri de Trastamare, mais encore Pierre le Cérémonieux, roi d'Aragon, et Charles le Mauvais, roi de Navarre, ont été un véritable imbroglio d'intrigues, de projets criminels, de parjures et de fourberies. M. Sitges nous raconte l'aventure tragique d'un de ceux qui furent acteurs et victimes au milieu de tant de conflits violents et de tant de passions déchaînées. La monographie qu'il nous apporte, et dont les éléments sont puisés pour la majeure part aux archives de la couronne d'Aragon, n'a pas seulement pour objet de mettre en lumière la figure d'un noble catalan qui, après une carrière active et féconde, périt sacrifié à des intérêts politiques plus encore qu'à des haines implacables; mais, en analysant le procès de ce malheureux personnage, l'auteur éclaire très vivement un épisode d'histoire générale, en même temps qu'il lui arrive d'exhumer des documents d'importance dans l'ordre diplomatique, tel le pacte d'Uncastillo du 25 août 1363, dont l'original inédit est transcrit ici d'après les archives de Navarre. Cabrera, conseiller de Pierre le Cérémonieux, lors du traité de Murviedro, a trempé dans un projet destiné à perdre Henri de Trastamare. Celui-ci, ayant éventé le piège, oblige Pierre le Cérémonieux à désavouer et à briser Cabrera. La réconciliation des deux princes coûte à ce dernier d'abord la faveur de son maître et bientôt la vie. Il est accusé de trahison au profit du roi de Castille. Il a beau se débattre avant et pendant le procès : la rancune du roi et de la reine D. Leonor, acharnés à sa perte, aboutit à une sentence capitale rendue le 22 juillet 1364. Plus tard la famille obtint réparation et, le 5 février 1381, la chancellerie aragonaise réhabilitait solennellement la mémoire du condamné de 1364.

J. CALMETTE.

#### HISTOIRE DE HONGRIE.

— Albert de BERZEVICZY. *Béatrice d'Aragon, reine de Hongrie (1457-1508)*, t. II (Paris, Champion, 1912, in-16, 295 p. Formant le t. IV de la *Bibliothèque hongroise*). — M. Gabriel Monod, en présentant le premier volume de cet ouvrage à l'Académie des sciences morales et politiques, disait que son auteur avait écrit un chapitre très intéressant et très fouillé d'une partie peu connue de l'histoire de la Renaissance. Le tome II qui finit ce travail remarquable se compose de trois chapitres : *Antagonisme latent, Luites et intrigues*,



la *Naufragée*. Dans le premier, qui relate les événements depuis l'entrée du roi Mathias à Vienne jusqu'à sa mort (1485-1490), nous relevons surtout les pages sur Hippolyte d'Este, neveu de Béatrice d'Aragon, nommé archevêque de Strigonie (Esztergom) à l'âge de sept ans. Son arrivée en Hongrie marque l'apogée de l'influence italienne dans ce royaume. L'auteur décrit son entourage et nous montre l'hostilité sourde des Magyars envers la reine qui favorisait trop l'élément italien. Les intrigues de Béatrice contre Jean Corvin, bâtard du roi, qui voulait le marier à une Sforza et lui assurer ainsi la succession, sont décrites avec beaucoup de détails. Le chapitre II expose les intrigues de la reine qui, après la mort de Mathias, voulait épouser Wladislas II pour pouvoir conserver la couronne. Celui-ci, pour des motifs politiques et financiers, y consent; un simulacre de mariage eut lieu à Bude, mais après la cérémonie, le roi s'éclipsa et resta sourd aux appels de la reine. C'est un chapitre fort curieux de l'histoire hongroise. M. de Berzeviczy a pu utiliser, pour l'édition française de son ouvrage, un document très précieux provenant de la collection Thomas Phillips et que le Musée national de Budapest vient d'acquérir. C'est un acte notarié de 1492 qui relate tous les détails de ce mariage. La reine le fit dresser probablement comme preuve de la mauvaise foi de Wladislas. Elle s'adressa au pape, aux différentes cours italiennes pour faire reconnaître ses droits, mais en 1501 le pape déclara le mariage nul. — Le dernier chapitre expose les efforts de Béatrice pour rentrer en possession de sa dot, la fin de la domination des Aragon à Naples conquis par les troupes françaises et espagnoles, la retraite de la reine tantôt à Ischia, tantôt à Naples, où elle mourut en 1508. L'ouvrage de M. de Berzeviczy met en œuvre de nombreux documents inédits des archives italiennes et hongroises. Ce n'est pas seulement la biographie la plus complète que nous ayons d'une reine de Hongrie, mais aussi, à cause des rapports de cette reine avec l'Italie de la Renaissance, une étude qu'aucun historien s'occupant de cette époque ne pourra négliger.

I. K.

— Coloman NÉMÁTI. *Nagy-Magyarország ismeretlen történelmi okmánya* (Un document inconnu sur la Grande-Hongrie) (Budapest, 1911, in-8°, 78 p.). — Depuis le voyage du moine Julian chez les Tartares et les Mongols au début du XIII<sup>e</sup> siècle, on rencontre chez quelques historiens et voyageurs le terme « Magna Hungaria » indiquant la patrie d'origine des Magyars. De nombreux voyageurs ont cherché au cours du XIX<sup>e</sup> siècle les tribus parentes des Magyars, mais jusqu'ici sans résultat. M. Némáti, bibliothécaire du bureau central des postes à Budapest, nous fait connaître, dans cette brochure, un document sur ce pays qui est antérieur de six siècles au récit du moine Julian. Ce document, personne ne l'a vu dans un passage d'Isidore : *Originum sive Etymologiarum*, lib. IX, cap. II, § 66, qui commence par ces mots : « Ugnos, antea Hunos vocatos, postremo a rege suo

Abares appellatos dicunt, etc. » M. Némäti pense, — et avec raison, — que *Ugnos* est une faute de copiste pour *Ugrios* et que Rubruquis, dans son chapitre *Major Hungaria*, a copié le passage d'Isidore. Il est très probable que le texte d'Isidore doit être corrigé dans ce sens. La brochure nous donne les fac-similés de ce fameux passage d'après les manuscrits de la Bibliothèque nationale et du British Museum et quelques reproductions d'anciennes cartes. Tous ces documents sont utiles, mais l'auteur va peut-être un peu trop loin en identifiant les *Ugrios* d'Isidore avec les Hunigours, comme, en général, ses déductions sur l'emplacement de « *Magna Hungaria* » sont un peu vagues. M. Némäti a fait beaucoup de recherches, mais il manque de méthode scientifique. S'il est vrai que le texte d'Isidore (630 ap. J.-C.) contient la première mention des Hongrois, on ne peut cependant pas en conclure que l'histoire du peuple hongrois commence dès le VII<sup>e</sup> siècle. On ne peut guère remonter plus haut que les éditeurs des *Sources de l'occupation de la Hongrie* l'ont fait en publiant les passages des géographes et historiens arabes et byzantins. — A la fin de sa brochure, M. Némäti publie la traduction d'un article du sinologue E. H. Parker (*Asiatic Quarterly Review*, 1911, janv.) qui, en parlant des découvertes de MM. Pelliot et Stein, — ce dernier est d'origine hongroise, — trouve que les travaux de M. Némäti le rendraient capable de rechercher en Asie les traces des anciens Magyars. I. K.

## HISTOIRE D'ITALIE.

— F. COGNASSO. *Quattro documenti riguardanti la politica estera di Amedeo VIII* (extrait du *Bollettino storico-Bibliografico subalpino*, 17<sup>e</sup> année, fasc. 1-2). — Ces documents, copiés sur un manuscrit de Turin (lat. G. I. 3), sont : 1<sup>o</sup> une lettre du duc Amédée VIII à l'empereur Bajazet pour lui annoncer l'envoi de plénipotentiaires chargés de négocier la mise en liberté du bâtard de Savoie et de soixante-dix de ses compagnons faits prisonniers à la bataille de Nicopolis (1<sup>er</sup> mai 1397); 2<sup>o</sup> une lettre sur la réponse à faire à une invitation adressée au duc par le roi de France de se soustraire à l'obédience du pape Benoît XIII (8 septembre 1399); 3<sup>o</sup> une notification officielle des fils de Jean-Galéas Visconti annonçant au duc de Savoie la mort de leur père (12 septembre 1402); 4<sup>o</sup> une lettre adressée au duc par l'empereur Sigismond et relative à la question de l'archevêque d'Embrun, Michel Étienne de Perillos (5 juillet 1417). Chacun de ces textes est accompagné d'un commentaire substantiel et concis. Ch. B.

## HISTOIRE D'ORIENT ET D'EXTRÊME-ORIENT.

— Henri LABROUE. *L'impérialisme japonais* (Paris, Delagrave, 1911, 4 vol. in-18, 332 p.). — Le Japon a vaincu successivement la Chine et la Russie; sa population s'accroît, rien que dans la métro-

pole, d'un demi-million d'hommes annuellement. Qu'on plaisante ou non ses progrès, qu'on y trouve un plagiat de l'Europe, il faut bien reconnaître qu'il a le vent en poupe et que les plus forts comptent avec lui. Faut-il dès lors s'étonner qu'il cherche à déverser un peu partout le trop-plein de sa population? C'est ce mouvement d'expansion qu'a étudié M. Labroue au cours d'un voyage qu'il fit de par le monde. Il passe en revue successivement les États-Unis, qui doivent amèrement regretter aujourd'hui la démarche faite par le commodore Perry en 1854; le Canada, qui s'est trouvé, comme la grande république américaine, et pour des causes identiques, à la veille d'un conflit avec le Japon; l'Amérique latine qui, au contraire, attire les Japonais; l'Australie qui leur ferme ses portes; Java où ils se trouvent au bout de dix ans plus nombreux (110,000) que les Hollandais eux-mêmes (70,000), etc. Avec l'Europe, les procédés sont autres. Le Japon a su associer à ses destinées celles de l'Angleterre. La France a suivi sans enthousiasme. En revanche, le marché de Paris couvre ses emprunts aussi avidement que la Bourse de Londres. L'ensemble de son commerce extérieur avec l'Europe a triplé depuis quinze ans. — Mais c'est en Asie surtout que l'activité japonaise se manifeste, et M. Labroue la suit en Indo-Chine, en Chine, en Corée, en Sibérie, en Mandchourie et au Kouang-Toung. Il ne croit pas au péril japonais en Indo-Chine, parce que, si les Annamites désirent voir la fin de notre domination, ce n'est pas pour se donner des maîtres qui seraient sans doute moins commodes que nous. D'ailleurs, la Corée et la Mandchourie ne sont pas morceaux si faciles à digérer. Là, c'est la conquête avec ses rudesses et parfois ses cruautés. Le rôle du Japon dans ces régions évoque le souvenir des grands conquérants. On songe *mutatis mutandis* à la marche des Romains en Grèce et dans l'Asie Mineure. M. Labroue en éprouve une mauvaise humeur qui va s'accroissant à mesure qu'il avance dans son travail. Cette disposition d'esprit s'explique, et il faut reconnaître que quelques-uns des griefs faits aux Japonais sont fondés. Mais ce sont surtout leurs qualités qu'on leur reproche, aussi bien en Amérique, où leur sobriété, leur économie et leur adresse en font de redoutables concurrents pour l'ouvrier indigène, qu'en Asie, où leurs diplomates, leurs soldats et même leurs émigrants font preuve d'une intelligence, d'une ténacité et d'un patriotisme hors pair. L'histoire impartiale dira que, dans la bataille de la vie, ce sont ces qualités qui ont toujours assuré et assureront toujours la victoire.

M. Labroue adopte, pour la transcription des mots japonais, un système qui n'est ni le système usuel ni celui qui correspondrait à la prononciation. Le lecteur en est un peu dérouté. G. APPERT.

#### HISTOIRE DE POLOGNE.

— SIMON ASKENAZY. *Fürst Joseph Poniatowski, 1763-1813.* Deutsche Ausgabe (Gotha, F.-A. Perthes, 1912, 373 p.; prix : 9 m.). —

M. Askenazy, professeur à l'Université de Lemberg, a écrit la vie du prince Joseph Poniatowski, dont la mort héroïque après la bataille de Leipzig dans les flots de l'Elster a été célébrée par une chanson bien connue de Béranger. Poniatowski naquit à Vienne en 1763; il était fils d'un officier autrichien et lui-même servit d'abord dans l'armée autrichienne. Neveu du roi Stanislas, il entra en 1789 dans l'armée polonaise, la commanda pendant la campagne malheureuse contre les Russes en 1792, après laquelle il quitta la Pologne. Il prit part au soulèvement des Polonais en 1794, sans y jouer un rôle prépondérant. De 1795-1806, il vécut dans un repos forcé, mais sans dignité. Son grand rôle historique ne commença que dans l'hiver de 1806-1807; il organisa les forces polonaises, devint ministre de la Guerre du duché de Varsovie et chef de l'armée du duché en 1809, 1812 et 1813. Il rendit de très grands services à la Pologne et à Napoléon, auquel il resta fidèle jusqu'à son dernier soupir; ses mérites administratifs n'ont pas été assez appréciés jusqu'à présent. M. Askenazy a très bien montré les intrigues innombrables que ses compatriotes ourdirent contre Poniatowski; il décrit aussi les tentatives incessantes des Russes pour miner et pour détruire le duché de Varsovie. Son ouvrage, qui a été traduit en allemand par M. Jules Tenner, est une contribution importante à l'histoire polonaise et même à l'histoire générale de l'époque napoléonienne. Les notes qui se trouvent à la fin du volume contiennent une masse de renseignements tirés de plusieurs archives publiques et privées.

P. DARMSTÄDTER.

---

## RECUEILS PERIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

### FRANCE.

#### 1. — *Revue des questions historiques*. 1912, 1<sup>er</sup> juillet. —

P. ALLARD. Les origines du servage (suite; époque carolingienne; l'empressement mis par les serfs à se rendre aux écoles et à entrer dans le clergé contribua grandement à relever la condition générale de cette classe de la société). — Abbé RICHARD. Le secret du pape. Un légat apostolique en France, 1742-1756 (le secret du pape, c'est sa correspondance avec le cardinal de Tencin, qu'il employait dans toutes les démarches auprès de la cour de Versailles dont il espérait un profit pour l'Église. Tencin trahissait régulièrement ce secret au roi de France; le pape le savait et continuait d'employer un instrument peu honnête, mais utile). — L. DIDIER. Le citoyen Genet (Genet, frère de M<sup>e</sup> Campan, fut envoyé par les Girondins à Philadelphie, en 1793, en vue d'organiser une politique d'action défensive contre l'Angleterre dans nos anciennes colonies; il songea d'abord à révolutionner le Canada, puis à soulever la Louisiane contre les Espagnols et à y rétablir le gouvernement français. Il échoua dans ces tentatives que le gouvernement américain surveillait d'un œil plein de défiance. Les Jacobins s'empressèrent d'ailleurs, quand ils furent au pouvoir, de ruiner l'action de Genet). — R. MACAIGNE. La vie de sainte Geneviève et la passion de saint Denys (dans la vie de sainte Geneviève, il est fait allusion à la passion de saint Denys. Cette dernière nous est connue dans une double rédaction : l'une, la plus longue, commençant par les mots : *Post beatam et gloriosam*; l'autre, plus courte : *Gloriosae martyrum passiones*. La rédaction *Post beatam*, que J. Havet plaçait au ix<sup>e</sup> s., est au contraire une œuvre de la fin du v<sup>e</sup> s. Si l'auteur de la vie de sainte Geneviève a utilisé ce récit, rien n'empêche qu'il ait écrit, comme il le prétend, quelques années seulement après la mort de la sainte. Un des principaux arguments de Krusch contre l'ancienneté de cette vie est donc écarté). — P. ALLARD. A propos de l'histoire des persécutions (réfutation de la thèse soutenue par M. Bouché-Leclercq dans son livre sur *l'Intolérance religieuse et la politique*). — V. CARRIÈRE. Une visite synodale dans l'ancien archidiaconé de Carden, diocèse de Trèves, au moyen âge (étudie le procès-verbal d'une visite synodale transcrit en 1475 à l'usage de Jean de Fénétrange, archidiacre de Carden; l'original était plus ancien, probablement du xiv<sup>e</sup> s. Très intéressant). — L. CAILLET. Lettre de Richelieu au marquis de Brézé



sur la fuite de Marie de Médicis, 24 juill. 1631. — P. MONTARLOT. La démission de Talleyrand, évêque d'Autun (publie l'acte notarié constatant cette démission, le 13 janv. 1791). = C.-rendus : Œuvres complètes de Jean Tauler, religieux dominicain du XIV<sup>e</sup> s. (t. I-IV; le P. Noël, à qui l'on doit cette traduction, a eu le tort de prendre pour base la traduction latine de Surius au lieu du texte original, qui est en allemand). — *Le Bachelet*. Bellarmin avant son cardinalat, 1542-1598. Correspondance et documents (important). — Mgr *Baunard*. Frédéric Ozanam, d'après sa correspondance. — *Grøell*. Die Elemente der kirchlichen Freiungsrechte (étude très érudite et pénétrante sur le droit d'asile).

**2. — Revue des études historiques.** 1912, mai-juin. — E. CAVAGNAC. La population de l'Italie au III<sup>e</sup> s. avant J.-C. (serait de cinq à six millions d'habitants; d'après Beloch de quatre millions seulement). — C<sup>te</sup> E. FRÉMY. Condition des ouvriers au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> s. dans l'industrie des glaces (nombreuses mesures philanthropiques prises par la compagnie de Saint-Gobain à l'égard de ses ouvriers). — P. FROMAGEOT. Une cousine du grand Condé : Isabelle de Montmorency, duchesse de Châtillon et de Mecklembourg (suite et à suivre; procès du maréchal de Luxembourg, emprisonnement du duc de Mecklembourg, 1680-1686). = C.-rendu : *Henri Berr*. La synthèse en histoire (objections à la conception de l'Histoire-Science exposée par l'auteur).

**3. — Journal des Savants.** 1912, juin, n<sup>o</sup> 6. — H. OMONT. Le livre des fontaines de Rouen (sur la publication par Victor Sanson du « livre enchaîné » de Jacques le Lieur, 1524-1525). — A. COVILLE. La mission de Jeanne d'Arc (2<sup>e</sup> art.; à propos du livre de Hanotaux, éloquent et admiratif; il reste à travailler sur ce grand sujet, de manière plus objective et impersonnelle). — E. AMÉLINEAU. Les travaux relatifs à l'édition de la version copte de la Bible (il est temps de donner des versions coptes de la Bible une édition vraiment critique; insiste sur l'importance de la récente découverte d'œuvres chrétiennes déjà signalée par M. Clermont-Ganneau le 12 janv. 1912). = Juill., n<sup>o</sup> 7. R. DE LASTEYRIE. L'architecture de la Renaissance en France (d'après l'ouvrage de W. H. Ward, *The Architecture of the Renaissance in France, 1495-1830*). — A. MOREL-FATIO. De l'historiographie moderne (analyse vivante, critique et très complète de l'ouvrage d'Eduard Fueter, *Geschichte der neueren Historiographie*, qui montre comment on a écrit l'histoire depuis le milieu environ du XV<sup>e</sup> s. jusqu'à nos jours; l'auteur souhaite la traduction en français de ce livre).

**4. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1912, 1<sup>er</sup> juin. — C. Beccari. Il Tigrè descritto da un missionario gesuita del sec. XVII (ce missionnaire est le P. Emmanuel Barradas, religieux portugais, qui séjourna en Éthiopie et surtout dans le Tigré de 1624 à

1633). — *Schiffer*. Die Aramæer (bon résumé). — *Kip*. Thessalische Studien (bon). = 8 juin. *Tixeront*. Histoire des dogmes dans l'antiquité chrétienne. III : La fin de l'âge patristique (savante apologie historique du dogme; bon instrument de travail). — *Michaut*. Histoire de la comédie romaine. I : Sur les tréteaux latins (ouvrage très utile à consulter, très agréable à lire). — *Stout*. The governors of Mæsia (bonne dissertation). — *Wickman*. M<sup>me</sup> de Staël och Sverige (utilise la correspondance de M<sup>me</sup> de Staël avec Brinkman de 1798 à 1813). = 15 juin. *H. Schmidt*. Die Geschichtsschreibung im Alten Testament (excellent). — *Lehmann-Haupt*. Der jüdische Kirchenstaat in persischer, griechischer und römischer Zeit (bon exposé des faits). — Die Religion in Geschichte und Gegenwart (t. III; bonne encyclopédie religieuse). — *Deonna*. L'archéologie; sa valeur, ses méthodes. III : Les rythmes artistiques (livre nourri de faits et d'idées, mais trop hâtif et trop systématique). — *J. Rambaud*. Le comte Roger de Damas. Mémoires, 1787-1808. — *Jean Lestrade*. Les Huguenots et Comminges; documents inédits (textes intéressants bien publiés). — *L. de Chauvigny*. Le fils de Laclos; carnets de marche du commandant Choderlos de Laclos, an XIV-1814. = 6 juill. *E. Klauber*. Assyrisches Beamtenum nach Briefen aus der Sargonidenzeit (bon). — *Klio*. Beiträge zur alten Geschichte (t. XI). — *U. Berlière*. Suppliques d'Innocent VI, 1352-1362 (utile; Labande relève des erreurs dans l'identification des noms de lieu). — *G. Gautherot*. L'Assemblée constituante. Le philosophisme révolutionnaire en action (violente satire contre l'œuvre de l'Assemblée; pas de faits nouveaux). — *Dembinski*. Le génie politique de Catherine II; mémoire contemporain (mémoire rédigé par l'italien Piattoli qui vécut longtemps en Pologne; écrit entre 1792 et 1794. Très intéressant). — *Sundwall*. Nachträge zur Prosopographia attica (ces Additions contiennent plus de 2,500 noms). = 13 juill. *Lawson*. Modern greek folklore und ancient greek religion (très intéressant). — *Cœdès*. Textes d'auteurs grecs et latins relatifs à l'Extrême-Orient depuis le IV<sup>e</sup> s. av. J.-C. jusqu'au XIV<sup>e</sup> s. (utile recueil de textes grecs et latins, anciens et médiévaux, qui concernent l'Orient transgangaétique et en particulier le pays des Sères). — *Chevreux* et *Vernier*. Les archives de la Normandie et de la Seine-Inférieure. État général des fonds; recueil de fac-similés d'écritures du XI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> s. (publié à l'occasion du millénaire normand). — *G. Garin*. En Savoie. Une paroisse et une communauté rurales avant la Révolution. Histoire de Chevron (t. II; long, mais intéressant). — *Root*. The relations of Pennsylvania with the British government, 1696-1765 (histoire bien documentée de la lutte des forces de la démocratie contre la centralisation et l'impérialisme). — *Coulomb*. The administration of the english borders during the reign of Elizabeth (bon). — *C. Pouthas*. L'instruction publique à Caen pendant la Révolution. 1<sup>re</sup> partie : 1791-1797 (bon).

5. — Académie des inscriptions. Comptes-rendus. 1911, nov.

— A. THOMAS. Nouveaux documents sur Thomas Le Franc, médecin de Charles VII, protecteur de l'humanisme. — Th. REINACH. Pour mieux connaître Sappho. — G. PERROT. Notice sur la vie et les travaux de L.-V. Delisle, 1826-1910. = Déc. Ch. PICARD. Rapport sur les travaux exécutés aux environs du lac Sacré, dans l'île de Délos, pendant l'année 1910 (fouilles importantes qui ont eu pour résultat la découverte d'inscriptions, de sculptures, de terres cuites et de monnaies et le dégagement complet du mur dit de Triarius). = 1912, mars-avril. Paul FOUCART. Les drames sacrés d'Éleusis (combat la théorie de Frazer sur l'origine de la hiérogamie).

**6. — Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques.** *Compte-rendu.* 1912, févr. — WELSCHINGER. Les observateurs de l'esprit public en 1793. — G. DE LHOMEL. Antoine de Lumbres, ambassadeur et médiateur de France en Pologne, et la paix d'Oliva. = Juin. BAGUENAUT DE PUCHESSE. Un projet de candidature de Henri IV au trône impérial (d'après la Correspondance, encore à peine utilisée, de Bongars). — Edm. SELIGMAN. Les massacres de Septembre (les massacres n'ont pas été spontanés; « l'étude des faits et des documents permet de renouer le fil des responsabilités, en commençant par celle du Comité de surveillance de la Commune »; l'auteur principal, Marat, a été laissé libre d'agir parce qu'il servait les desseins de la Commune en prenant l'initiative du coup de force destiné à abattre le parti de Brissot. Quant à Danton, il a suivi de près toutes les opérations du Comité de surveillance depuis l'instant où Marat y est entré). = Juill. J. FLACH. Rapport sur le concours pour le prix Odilon Barrot : Histoire d'une coutume (le mémoire couronné est celui de M. Olivier Martin, sur la Coutume de Paris). — M. GEOFROY DE GRANDMAISON. La cour de Joseph Bonaparte à Madrid (1809-1813).

**7. — Revue des études anciennes.** T. XIV, 1912, n° 3, juill.-sept. — P. WALTZ. Hésiode, charron et géomètre (sa méthode, empirique, n'est pas bien éloignée de la méthode scientifique dont a usé la géométrie postérieure à Pythagore). — G. SEURE. Étude sur quelques types curieux du cavalier thrace (suite et à suivre; les variantes de ce type sont vraisemblablement dues à des influences étrangères : les Thraces n'ont pas su créer un type sculptural de leur dieu cavalier, ce qui n'empêche pas que ce culte ait pu être vraiment national). — A. CUNY. Questions gréco-orientales : II. L'hypothèse préhellénique et le grec βασιλεύς. — C. SOURDILLE. Une théorie récente sur la formation du mythe d'Épaphos (théorie de M. Linforth, contestée par l'auteur de l'article). — A. JARDÉ. Aineia ou Ainos (confondus par Théophraste et Pline). — C. JULIAN. Notes gallo-romaines : LV. Ulysse en Germanie (à propos du travail de Siebourg sur Ulysse en Allemagne). — Ph. FABIA. Officiers gaulois dans les légions romaines au 1<sup>er</sup> s. de notre ère. — A. BLANCHET. L'avènement de Postume à l'empire (étude d'une pièce de bronze se rapportant à ce

fait historique). — Questions hannibaliques : XII. T. MONTANARI. Journal de la marche d'Hannibal. — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendu : T. W. Rolleston. Myths and legends of the Celtic race (assez utile ouvrage de vulgarisation).

**8. — Bibliothèque de l'École des chartes.** 1912, janv.-avril. — G. PERROT. Notice sur la vie et les travaux de L.-V. Delisle. — H.-Fr. DELABORDE. Le texte primitif des Enseignements de saint Louis à son fils (le pieux roi a laissé à ses enfants des Enseignements écrits sous trois formes : 1° des instructions brèves remises à l'ainé, mais destinées à être communiquées par lui à tous ses frères, dans lesquelles le roi leur donnait des préceptes généraux de vie chrétienne et pour le gouvernement des fiefs ; 2° des instructions plus détaillées pour sa fille Isabelle, reine de Navarre, dans lesquelles il avait inséré plusieurs articles spéciaux concernant la conduite que devait tenir une grande dame ; 3° d'autres instructions détaillées, spécialement adressées à Philippe le Hardi, mais avec une recommandation spéciale sur ses devoirs de chef de famille). = C.-rendus : Lindsay. Isidori, Hispalensis episcopi, Etymologiarum sive Originum libri XX (excellente édition). — J. Fournier. Le Décret de Burchard de Worms (excellente étude). — E. Perrot. Les cas royaux. Origines et développement de la théorie aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> s. (intéressant ; d'abondants documents, surtout pour le XIV<sup>e</sup> s.). — J. Cordey. Les comtes de Savoie et les rois de France, 1329-1391 (beaucoup de faits nouveaux). — Servant. Les divers sièges de la juridiction consulaire de Paris (insuffisant). — F. Herbet. L'ancien Fontainebleau (bon). — E. Richemond. Recherches généalogiques sur la famille des seigneurs de Nemours, du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> s. (bon ; les textes ne sont pas toujours corrects). — Séeger. Essai sur les grands bailliages établis en 1788 en Normandie (bon). — J. Sayer. La légende de la fondation d'Orléans par l'empereur Aurélien (la ville d'Orléans tire son nom des domaines qu'un membre de la gens Aurelia posséda sans doute dans un des quartiers ou faubourgs de l'antique Cenabum). — Esquer. La Haute-Auvergne à la fin de l'ancien régime ; notes de géographie économique (copieuse analyse des observations que joignaient à leurs rôles les contrôleurs du 10<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> en Haute-Auvergne au XVIII<sup>e</sup> s. Conclusion : le pays était pauvre et la population émigrerait). — A. Leroux. Origines historiques des paroisses Saint-Louis, Saint-Martial et Saint-Rémi de Bordeaux. — Puig y Cadafach et J. Miret y Sans. El palu de la diputació general de Catalunya (bon). — Registres du Conseil de Genève (t. III et IV, années 1477-1492).

**9. — Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. XVII, 1912, n° 3, mai-juin. — G. PICAVET. L'« Histoire du Vicomte de Turenne » par Ragueneau (étude critique sur sa composition et sa publication : l'histoire ne fut pas publiée du vivant de l'auteur, mais seulement en 1739 ; ce n'est guère qu'un panégyrique). = C.-rendus : Capitaine de Vallière. Le régiment des Gardes-Suisses de France. Les

Suisses en Italie (campagne de Marignan ; beaucoup de renseignements précieux, mais très décousu). — *G. Fleury*. La ville et le district de Mamers durant la Révolution, 1789-1804 (c'est une des meilleures histoires de la Révolution en province). — *Paul Mautouchet*. Le gouvernement révolutionnaire, 10 août 1792-4 brumaire an IV (recueil de textes). — *Regnault de Beaucaron*. Souvenirs de famille (voyages, agriculture, de la fin du XVIII<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> s.). — P. CARON et R. BURNAND. Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France pour 1910-1911 (feuilles 4-5).

**10. — Feuilles d'histoire.** 1912, 1<sup>er</sup> juill. — H. MALO. L'échec des Anglais à la Martinique en 1759 (d'après une relation anonyme). — V. FANET. La fête en l'honneur de Simonneau, 3 juin 1792 (Simonneau, maire d'Étampes, assassiné le 3 mars en défendant la loi; récit de la fête du 3 juin dans une lettre écrite par deux professeurs de Caen qui avaient été envoyés à Paris pour obtenir l'établissement d'un lycée dans leur ville). — R. GUYOT. Les « richesses » de Tallien (publie une déclaration de Tallien en l'an IV : « Je déclare ne posséder aucun bien meuble ni immeuble autre que ma bibliothèque »). — L. HENNET. Généraux provisoires de la Révolution et de l'Empire (4<sup>e</sup> art.). — A. BIOVÈS. Le siège de Gênes en 1800 (relation composée en suédois par J.-Ch. Graberg, de Hemsö, et publiée en 1801; rééditée avec une traduction italienne en 1828. Elle utilise Petracchi et Thiébault, mais contient des faits inédits). — A. GRÜN. Les châteaux royaux pendant la Révolution. I : Fontainebleau. — E. CAZALAS. Napoléon à Dresde en mai 1812 (entretien du grand-duc de Weimar, Charles-Auguste, avec Napoléon au sujet de la Russie et des intentions belliqueuses que Napoléon prêtait à l'empereur Alexandre). — A. DEPRÉAUX. La prise de Smolensk (d'après l'ouvrage de M. de Baye). — L'île d'Elbe et la police sous la première Restauration, d'après les rapports du comte Beugnot au roi Louis XVIII. — A. DUBOIS-DILANGE. Dambray et la fuite de Louis XVIII.

**11. — Revue historique de la Révolution française et de l'Empire.** 1912, avril-juin. — C. VELLAY. Lettres inédites de Danton, août-septembre 1792 (publie douze lettres ou billets écrits par Danton durant son ministère). — L.-G. PÉLISSIER. Un recueil de l'Arlésien Mège, 1788-1816. — Commandant WEIL. Lettres inédites de Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles, au marquis de Gallo, 1789-1806 (suite; 1298-1799). — L. P. R. Essai sur quelques loges du Bas-Dauphiné à la veille de la Révolution. — J. FÉLIX-BOUVIER. La révolte de Pavie, 23-26 mai 1796 (suite). — H. MONIN. Deux historiens de la Révolution : Edgar Quinet et Ch.-L. Chassin, d'après leur correspondance originale (suite). — Commandant WEIL. Berthier et le marquis de Gallo en février 1798 (publie deux lettres échangées entre eux). — Réimpression : Correctif à la gloire de Bonaparte, ou lettre à ce général (suite et fin). — Juill.-sept. Ch. VELLAY. Lettres inédites de Marat à Benjamin Franklin, 1779-1783 (publie neuf billets, en français et en



anglais, où Marat attire l'attention de Franklin sur certaines expériences concernant l'électricité). — L.-G. PÉLISSIER. Documents pour l'histoire du fédéralisme marseillais (tirés des arch. dép. des Bouches-du-Rhône). — Commandant WEIL. Lettres inédites de Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles, au marquis de Gallo, 1789-1806 (suite; du 31 janv. au 15 juin 1799). — L. P. R. Essai sur quelques loges du Bas-Dauphiné à la veille de la Révolution (suite). — J. FÉLIX-BOUVIER. La révolte de Pavie, 23-26 mai 1796 (suite et fin). — H. MONIN. Deux historiens de la Révolution : Edgar Quinet et Ch.-L. Chassin, d'après leur correspondance originale. VI : 1866-1870. — O. KARMIN. Deux documents sur la section Mucius Scévola. = Réimpression : Observations sur Maximilien Robespierre par Philippe Buonarrotti.

**12. — Annales révolutionnaires.** 1912, juill.-sept. — A. MATHIEZ. La fortune de Danton (en mars 1791, Danton était un agent de la liste civile; c'est pourquoi il a pu acheter tant de biens nationaux avant le remboursement de sa charge. En cette même année, Danton « jouait souvent le rôle d'un agitateur ultra-démocratique; il attroupait le peuple autour du carrosse de Louis XVI pour l'empêcher de se rendre à Saint-Cloud faire ses pâques, lui donnant ainsi le prétexte indispensable pour colorer sa fuite prochaine. La question se pose de savoir dans quelle mesure les surenchères dantonniennes faisaient partie de cette politique du pire que Mirabeau conseillait à la cour et dans laquelle il voyait le salut de la monarchie »). — Ed. CHAPUISAT. Un frère de l'« Ami du peuple », l'horloger Jean-Pierre Marat. — G. HARDY. Le Comité révolutionnaire de Sancoins, Cher (suite et fin). — Edm. CAMPAGNAC. Les débuts de la déchristianisation dans le Cher, septembre 1793-frimaire an V (suite et fin). — H. BUFFENOIR. Les portraits de J.-J. Rousseau (suite : Les portraits faits en Angleterre). — Fr. VERMALE. Kellermann acquéreur de biens nationaux en Savoie. — J. COMBET. Les fêtes révolutionnaires à Monaco. — A. MATHIEZ. Un portrait moral et politique de Danton au début de la Convention (extrait d'articles tirés du *Journal français ou tableau politique de Paris*, en nov. 1792). = C.-rendus : *Madelin*. La Révolution (à côté de pages excellentes, A. Mathiez relève dans ce livre de grosses erreurs). — *Le Lay*. Histoire de la ville et communauté de Pontivy au XVIII<sup>e</sup> s. (utile). — A. Godard. Le procès du Neuf thermidor (étude consciencieuse et sincère, œuvre d'un démocrate chrétien qui est un libre esprit). — Ch. Pfister. Les assemblées électorales dans le dép. de la Meurthe, le district, les cantons et la ville de Nancy. Procès-verbaux originaux.

**13. — Revue des études napoléoniennes.** 1912, juill. — Colonel CAMON. Le système de guerre de Napoléon. — Ch. BALLOT. Les prêts aux manufactures sous le premier Empire. — Ed. DRIAULT. Souvenirs du centenaire, juill.-août 1812. Vilna et Smolensk. — M.-C. d'ARJUZON. Les élèves de l'Institut militaire des Invalides au Premier Consul (publie trois cantates où ces élèves expriment leurs vœux à Bona-

parte, leur fondateur, à Joséphine « pour l'intérêt qu'elle leur a témoigné » et à Mme Hortense « qui a bien voulu s'intéresser en leur faveur ». — Ch. SCHMIDT. Les défauts de l'administration impériale dénoncés par un préfet (publie une lettre de Lezay-Marnesia, de Strasbourg, le 20 nov. 1810). — Capitaine FABRY. Journal d'opérations de l'armée de Wittgenstein (fin). — N. JORGA. Un témoin roumain du retour des Cendres (ce Roumain est Jean Codru-Dragusanu, qui résida longtemps en France et fut maître d'école à Puteaux; intéressant). — Ph. GONNARD. Bulletin historique : Sainte-Hélène (bibliographie méthodique et critique des œuvres parues sur Napoléon et Sainte-Hélène depuis la publication, en 1899, des Mémoires de Gourgaud. Indique les documents qui restent à publier).

**14. — Revue Mabillon.** 1912, mai. — Dom LÉON GUILLOREAU. Les prieurés anglais de l'ordre de Cluny (fondations peu nombreuses : une quarantaine seulement, de 1077 à 1222; ces prieurés formaient quatre groupes : 1<sup>o</sup> les prieurés fondés par Cluny ou soumis à cette abbaye; 2<sup>o</sup> les filiales relevant directement du prieuré de La Charité-sur-Loire; 3<sup>o</sup> les filiales issues des prieurés de Saint-Martin-des-Champs; 4<sup>o</sup> les prieurés fondés par les filiales indigènes de Cluny, de La Charité et de Saint-Martin-des-Champs. Organisation et rapports avec le chef d'ordre. 1<sup>er</sup> art.). — Dom DE MONTSABERT. État sommaire des fonds concernant l'histoire monastique conservés dans la série H des archives départementales de la Vienne (5<sup>e</sup> art. : Abbaye de Saint-Victor-de-Poitiers). — Dom L. GUILLOREAU. Westminster abbey. Notes et documents relatifs à son histoire (annonce les publications du Dr Robinson).

**15. — Revue des sciences politiques.** T. XXVII, 1912, n<sup>o</sup> 2, mars-avril. — Paul MATTER. D'un Reichstag à l'autre. II : Les élections de janvier 1912. — St. PIOT. Le nationalisme italien (à propos de l'expédition de Tripoli). — G. LECARPENTIER. Le nationalisme irlandais (prévoit une solution équitable de la question irlandaise). — A. ANTONY. Le budget de l'Alsace-Lorraine (II; à suivre). — C. RIBOUD. Le parti ouvrier australien au pouvoir (il y est depuis les élections d'avril 1910; son attitude dans les questions militaires est remarquable). — G. JARY. L'Espagne en Afrique (le litige franco-espagnol). — Mai-juin. Maurice LAIR. Georges V de Hanovre : la fin d'un royaume (comment Georges V a perdu son trône). — Angel MARVAUD. Les antécédents historiques du régionalisme en Espagne (esquisse rapide). — Raymond LANGE. La vie ouvrière alsacienne. Mulhouse et ses institutions sociales (suite; l'ouvrier alsacien est très heureux). — Simon ABERDAM. Les récentes crises politiques en Hongrie (à suivre; de 1867 à 1906). — V. OLSZEVICZ. L'évolution de la constitution polonaise (suite; étudie les différents organes : le roi, le Sénat, la Chambre des nonces). — C.-rendus : J. Silvestre. Les brûlots français en rade de l'île d'Aix (1809; bon). — E. Rottach. La Chine moderne (aperçu géographique, économique, ethnographique).

**16. — Bulletin hispanique.** T. XIV, 1912, n° 3, juill.-sept. — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. Les déclamateurs espagnols au temps d'Auguste et de Tibère (suite. IV : Rapports de l'Espagne avec Rome à la fin de la République et au commencement de l'Empire; sentiments pompéiens des Espagnols; la guerre civile, bataille de Munda; Sextus Pompée en Espagne; l'insurrection des Astures et des Cantabres contre Auguste). — G. CIROT. Chronique latine des rois de Castille jusqu'en 1236 (textes et notes; suite). — P. DUHEM. Dominique Soto et la scolastique parisienne (suite; l'étude de la latitude des formes à l'Université de Paris au début du XVI<sup>e</sup> s.; Alvarès Thomé, de Lisbonne). — G. PÉREZ-PASTOR. Nouvelles dates concernant les « histrions » espagnols aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> s. (2<sup>e</sup> série, XVII<sup>e</sup> s.; suite). — A. MOREL-FATIO. *Infante* = *Infanta* (au XVI<sup>e</sup> s., l'usage s'introduisit à la cour d'Espagne, et se continua jusque dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup>, de dénommer *infante*, au masculin, les infantes ayant des droits assez proches à la couronne).

**17. — Bulletin italien.** T. XII, 1912, n° 3, juill.-sept. — J. MARTIN. Un éducateur chrétien du Quattrocento : Victorin de Feltre et la cour de Mantoue (suite et fin). — P. DUHEM. La dialectique d'Oxford et la scolastique italienne (IV : La loi du mouvement uniformément varié à l'école d'Oxford; le « De primo motore », de Swineshead, et les « Dubia parisiensia »). — A. MOREL-FATIO. La chute du comte d'Olivarès, l'an 1643, par le P. Ippolito-Camillo Guido, ministre de Modène, en Espagne (suite de la publication du texte italien). — H. BARKHAUSEN. Deux lettres de Raphaël Mengs (de Rome, 1757). — C. DEJOB. Trois Italiens professeurs en France sous le gouvernement de juillet (Pellegrino Rossi, Guglielmo Libri, Giuseppe Ferrari; suite et à suivre). — C.-rendu : E. Levi-Malvano. Montesquieu e Machiavelli (excellent).

**18. — Athéna.** Revue publiée par l'École des Hautes-Études sociales. 1911, oct.-nov. — G. LETACONNOUX. La vie chère au XVIII<sup>e</sup> s. = Déc. P. VIDAL DE LA BLACHE. Sur la relativité des divisions régionales (étude d'une haute portée historique sur la notion du devenir dans la science des groupements humains). — Julien DE NARFON. Conférence sur la séparation. = Févr. 1912. Ch. SEIGNOBOS. Les aspirations autonomistes en Europe. — Henri LICHTENBERGER. Les revendications autonomistes en Alsace-Lorraine. — Albert MATHIEZ. Robespierre orateur. — Henry MARCEL. Goya. = Mars. D. MORNET. Le Rousseauisme avant Rousseau. — G. GASTINEL. J.-J. Rousseau et la philosophie encyclopédiste. — G. BEAULAVON. La doctrine politique du *Contrat social*. — F. BALDENSPERGER. Rousseau et le Romantisme. — G. LETACONNOUX. La lutte scolaire en France au XIX<sup>e</sup> s. = Avril. Ernest VINCENT. La politique française au Maroc. — Paul MANTOUX. Les Anglais en Afrique. — Ernest LÉMONON. L'expansion africaine de l'Allemagne. — GAUDEFRY-DEMONBYNES. La résistance musulmane (information très sûre, conclusions judicieuses).

= Mai. J. DE NARFON. Protestants et catholiques, par l'union vers l'unité. = Juin. Henry MARCEL. La peinture réaliste à la fin du XVI<sup>e</sup> s. (Michel-Ange de Caravage). — G. LETACONNOUX. La prépondérance commerciale de la France, dans le Levant, au XVIII<sup>e</sup> s. = Juill. Alfred CROISSET. J.-J. Rousseau (discours du 28 juin). — G. LANSON. J.-J. Rousseau. — Ad. REINACH. L'autonomie des îles grecques (étude historique de la question depuis le VII<sup>e</sup> s. jusqu'à la révolution turque).

19. — **Revue des Deux-Mondes.** 1912, 15 juin. — Émile OLLIVIER. La guerre de 1870. V : Le renversement du ministère du 2 janvier (formation occulte du ministère Palikao, appuyé par les libéraux et par le parti de la Régente; celle-ci, « hallucinée par les illusions de ses pauvres conseillers, croyant obéir à des intuitions de son cœur, secondait les pires imprévoyances d'une politique effarée, aussi dépourvue de bon sens que de grandeur ». Apologie du maréchal Le Bœuf, que l'empereur d'ailleurs refusa de sacrifier). — Paul LEROY-BEAULIEU. La France dans l'Afrique du Nord (histoire et situation économique au Maroc; quant au protectorat reconnu à la France par le traité du 4 nov. 1911, il n'existe nulle part « une souveraineté aussi garrottée par des liens multiples et assujettie à de si nombreuses et si minutieuses servitudes »). — S.-M. MASSON. Comment connaître Jean-Jacques? A l'occasion du deuxième centenaire de sa naissance. — T. DE WYZEWA. Une nouvelle biographie de la reine Caroline de Brunswick (vie de la reine Caroline, femme du futur Georges IV, par Lewis Melville, qui prouve, au moyen de nombreux documents, à quel point fut calomniée la malheureuse reine). = 1<sup>er</sup> juill. G. SCHLUMBERGER. Le château de La Motte-Feuilly en Berry (il fut possédé et habité par Charlotte d'Albret, femme de César Borgia, qui y mourut en 1514; histoire de ce mariage et description du château, construit au XV<sup>e</sup> s. et bien conservé). — Colonel BARATIER. Épopées africaines (très émouvant; à noter le récit de l'incident de Sierra Leone qui, par un malentendu déplorable, mit aux prises une poignée de tirailleurs commandés par le lieutenant Maritz, avec la garnison anglaise d'un poste commandé par le colonel Elliott). — E. SEILLIÈRE. Un témoin de la vie parisienne au temps de Louis XV; les mémoires du peintre J.-C. de Mannlich (ces mémoires, rédigés par leur auteur en français, ont été publiés à Berlin en 1910, traduits en allemand. Relations de Mannlich avec Diderot et Rousseau). = 15 juill. Alf. MÉZIÈRES. Le duc d'Aumale en exil (à l'occasion de la correspondance du duc et de Cuveillier-Fleury, t. III; affaires de la *Lettre sur l'histoire de France* écrite par le duc en réponse à un discours du prince Napoléon au Sénat, de l'*Histoire des princes de Condé*, dont le gouvernement impérial prétendait interdire la publication en France, de la candidature du duc d'Aumale au trône de Grèce). — V. GIRAUD. Chateaubriand et ses récents historiens (à noter une bien jolie critique du *Chateaubriand* de M. Jules Lemaitre). — E. DAUDET. Un drame d'amour à la cour de Suède, 1784-1795 (amours de M<sup>lle</sup> de Ruden-

schold et du baron d'Armfeldt; ce dernier ayant été, par Gustave III mourant, chargé de veiller sur le petit roi Gustave IV, entra en conflit avec le duc de Sudermanie, régent du royaume. Ce dernier ayant voulu lui enlever sa maîtresse, qui le repoussa dédaigneusement, Armfeldt fut éloigné de la cour en 1793). — G. FAGNIEZ. La femme et la société française dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> s. I : La femme dans la famille (le mariage, selon la loi et selon les mœurs). — HANTICH. François Palacky, historien de la Bohême, 1798-1876.

**20. — Le Correspondant.** 1912, 25 juin. — G. GOYAU. L'action populaire de Reims; son histoire, son rôle (étude sur le christianisme social). — LANZAC DE LABORIE. Deux émigrés : le comte Roger de Damas et le comte d'Espinchal, d'après leurs confidences récemment publiées (intéressant). — L. PROAL. La psychologie de J.-J. Rousseau. Les larmes et la bile. — G. SAUVIN. De Paris à Lisbonne en 1661; l'odyssée d'un ambassadeur (pris en mer par des Algériens, Du Jardin, l'ambassadeur, resta captif pendant deux années; se rendant d'Alger à Rome, il fut pris de nouveau par un corsaire napolitain et connut toutes les horreurs de la chiourme. Il y resta plusieurs mois. Libre, il revint à Paris en sept. 1654 sans avoir pu atteindre le Portugal). — A. CHÉRADAME. La question albanaise. = 10 juill. Marquis de VOGUÉ. Falloux. Discours prononcé à l'inauguration de sa statue. — FR. LAURENTIE. Le mot de la fin. La mort de Louis XVII, d'après le Registre-journal du Temple découvert aux archives (on ne connaissait jusqu'ici que la déclaration faite le 6 août 1817 par Damont qui, le 20 prairial an IV, jour de la mort du Dauphin, était commissaire civil au Temple; or, l'auteur a retrouvé une copie des procès-verbaux transcrits sur le Registre-journal du Temple, copie qui a été faite sur du papier en usage au Temple, le jour et le lendemain de la mort de Louis XVII. Et cette copie a été prise par le même Damont, auteur de la déclaration de 1817; elle apporte donc à celle-ci un caractère absolu d'authenticité). — L. SONOLET. De la Malmaison au Bellérophon (utilise quelques documents nouveaux).

**21. — La Grande Revue.** 1911, 16 juill. — R. d'HUMIÈRES. Le socialisme au XIX<sup>e</sup> s. = 25 juill. L. DUMONT-WILDEN. Le monde artiste au XVIII<sup>e</sup> s. (de la société que recevait chez lui M. de La Popelinière; il y fréquentait beaucoup d'artistes. M<sup>e</sup> Geoffrin en reçut aussi, en même temps que des hommes du monde et de littérature. C'était une nouveauté qui ne put qu'affiner l'esprit des artistes, jusque-là tenus plutôt à l'écart). — D<sup>r</sup> A. GUÉBHARD. L'Église et la préhistoire (comment l'Église sait accaparer et détourner à son profit les conclusions auxquelles aboutissent les recherches préhistoriques). = 10 août. Émile BOURGEOIS. Le problème espagnol dans la question marocaine. = 25 août. G. HARRY. La comédie et la tragédie du second Empire (analyse l'ouvrage d'un ancien correspondant de guerre anglais, Edward Legge, qui avait connu l'empereur et l'impératrice aux Tuileries et qui les revit à Chislehurst; c'est d'ailleurs le témoignage d'un apolo-



giste). = 10 sept. A. AULARD. France et Corse (expose tous les actes de négligence commis par la France au détriment de la Corse depuis un siècle). = 10 oct. Ch. HUMBERT. Notre grande colonie d'attente : Madagascar. — Ed. HERRIOT. Souvenirs franco-italiens (à l'exposition universelle de Turin). — P. FORTHUNY. La nouvelle Espagne révolutionnaire. = 25 oct. M. PELLISSON. Les gens de lettres et les comédiens au XVIII<sup>e</sup> s. (chapitre détaché du charmant livre paru depuis l'an dernier). — A. TIBAL. La Presse allemande (étudie le rôle joué actuellement par la Presse en Allemagne, surtout par la Presse subventionnée. La grande Presse quotidienne paraît devenir de plus en plus un instrument d'informations pour les grandes entreprises financières). = 10 nov. A. WALTZ. Essai sur la Révolution russe. = 10 déc. J. MANTOUX. Badinguet (étude très serrée sur l'origine d'un des surnoms dont fut affublé l'empereur Napoléon III. Aucune des hypothèses présentées jusqu'ici ne résiste à l'examen. En réalité, c'est Gavarni qui, dans la légende d'un dessin humoristique, imagina, en 1840, une « ancienne à Badinguet »; ressuscité après le mariage de Napoléon III, ce sobriquet fit la fortune politique que l'on sait). = 1912, 10 janv. Élie FAURE. La cathédrale et la commune (les cathédrales se sont répandues en France dans les villes de commune; elles se sont développées ou elles ont déchu en raison même de l'ascension ou de l'affaiblissement des groupements corporatifs. La cathédrale de l'avenir sera l'expression d'un ordre social nouveau). = 25 janv. É. BOURGEOIS. La démocratie française et les traités secrets (rappelle, comme étant la condition nécessaire de toute diplomatie, le mot de Merlin de Thionville en 1795 : « Il faut le secret, à cause des puissances étrangères. Il n'y a que les ennemis de la paix qui ne veulent pas d'articles secrets »). = 25 févr. F. CAUSSY. La politique commerciale de Voltaire (publie et commente des lettres à Voltaire comme propriétaire des Délices et de Ferney, sur la frontière française, par où il lui fallait s'approvisionner de blé et de sel). = 25 mars. Ch. HUMBERT. Nos anciennes et nos petites colonies (des mesures à prendre pour les exploiter de la façon la plus profitable pour nous et pour elles). — Th. DURET. La philosophie et la religion du XVIII<sup>e</sup> s. = 10 avril. Ed. DUJARDIN. Les premières civilisations (à propos du livre de M. de Morgan). = 25 avril. P. DE TRÉVIERES. Les erreurs de « Salammbô » (en relevant les erreurs archéologiques de Flaubert, l'auteur refait en plusieurs points l'histoire d'Hamilcar et la description topographique de Carthage). = 10 mai. ABENSOUR. Le féminisme en 1848 (fin le 10 juin). = 25 mai. A. MILHAUD. La suprématie maritime de l'Angleterre (fin le 10 juillet). — HAN JOU-KIA et L. LALOY. Histoire de la Révolution chinoise. — G. BOURGIN. La mort de Millière, 26 mai 1871 (publie un intéressant récit par J.-B. Mie, publiciste de Tulle, qui était présent quand Millière fut fusillé sur les marches du Panthéon, parce qu'il « détestait la société »). — R. LÉVY. Gabriel Monod. = 10 juin. H. Tournier. J.-J. Rousseau à Môtiers-Travers (ses démêlés avec la Compagnie des pasteurs de Neuchâtel et son représentant à Môtiers et

son départ à la suite d'un attentat contre sa vie, attentat qui, d'ailleurs, a peut-être été machiné par lui ou par Thérèse Le Vasseur pour leur permettre de se retirer avec les honneurs de la guerre). = 40 juill. Ch. DE LARIVIÈRE. La culture française en Russie de 1700 à 1900 (d'après l'ouvrage de M. Haumont).

**22. — La Revue de Paris.** 1912, 15 févr. — Serge GORIAÏNOW. Les étapes de l'alliance franco-russe (suite et fin). — G. BENGESCO. Voltaire et la Hollande, 1713-1743 (différents séjours qu'il y fit; vie qu'il y mena; affaires qu'il y traita). = 1<sup>er</sup> mars. A. DE POURVILLE. La Révolution et les Sociétés secrètes en Chine. — H. DE GALLIER. Dans l'armée d'autrefois (1<sup>o</sup> comment on devenait capitaine; 2<sup>o</sup> la vie de garnison au XVIII<sup>e</sup> s.). — E. HAUMANT. Les Français à Raguse. = 15 mars. P. SABOUREF. Russie, France, Allemagne, 1870-1880 (expose les idées sous l'empire desquelles les rapports entre la Russie et l'Allemagne ont commencé à se modifier après la guerre de 1870). — Marquis DE SAINT-MAURICE. Lettres sur la cour de Louis XIV publ. par Jean LEMOINE (cette nouvelle série de lettres se rapporte à l'année 1671; suite le 1<sup>er</sup> avril). — G. CUCUEL. Les dernières années de M<sup>me</sup> de La Poupelière (séparée de son mari, le fermier général, après le scandale de ses amours avec Richelieu en 1748, elle reprit sa vie mondaine après 1752, se réconcilia même avec son mari et mourut en 1756). = 1<sup>er</sup> avril. Capitaine GROSSET. Napoléon et l'Espagne. = 15 avril. L. CORPECHOT. André Le Nôtre. — Ch. VELLAY. Billaud Varenne en Guyane (publie une lettre écrite par l'ancien conventionnel, alors déporté en Guyane, à l'un de ses amis, Siévert, citoyen suisse établi à Cayenne; elle est datée du 18 mai 1812. Il y expose les travaux qu'il a dû faire dans sa propriété, qu'il avait appelée « l'Ermitage », afin de « transférer Ermenonville dans les déserts »; il y prend la défense de la politique suivie par le Comité de Salut public à l'égard de la Suisse, etc.). — 1<sup>er</sup> mai. M. POËTE. Le Paris de Henri IV et de Louis XIII. — Aug. CHAMBOLLE. A la veille de la Révolution de février (impressions d'un contemporain). = 15 mai. LARREGUY DE CIVRIEUX. Campagne de Catalogne, 1823 (l'auteur était lieutenant au 3<sup>e</sup> de ligne, qui fit cette campagne). — L. BATIFFOL. Une descente de police à Port-Royal, 1656 (en vue d'une enquête concernant « certaines assemblées » de quelques personnes établies dans le monastère et de quelques « séminaires » illégalement créés par elles à Port-Royal et aux environs). = 1<sup>er</sup> juin. O.-G. DE HEIDENSTAM. Fersen et Marie-Antoinette (lettres inédites, conservées aujourd'hui au château de Löfstad; elles sont adressées par Fersen à sa sœur et vont de 1774 à 1794). — A. KERGANT. L'impérialisme japonais. = 15 juin. L. CAHEN. Rousseau et la Révolution française (l'influence de Rousseau, faible en réalité, sur la législation et sur les institutions révolutionnaires, a cependant pénétré profondément les âmes et préparé les tentatives de réorganisation religieuse et sociale). — F. BALDENSPERGER. L'émigration du chevalier de Boufflers (Boufflers dirigea une

exploitation rurale en Prusse jusqu'en 1800, époque où il fut rayé de la liste des émigrés. Utilise des documents inédits). — G. DELAHACHE. Une ville lorraine qui meurt (histoire de Phalsbourg depuis sa fondation par Jean-George de Valdence, comte palatin, en 1570). — E. SEILLIÈRE. La mélancolique aventure de M<sup>me</sup> de Saint-Germier (aventure contée dans les Mémoires du peintre rhénan Mannlich. Sous le nom de Saint-Germain se cachait à Deux-Ponts, en 1774, M<sup>me</sup> de Montglas, contre laquelle son mari, le président, avait obtenu une lettre de cachet à la suite d'un duel retentissant entre Nassau-Siegen et Esterhazy, tous deux amants de la dame. Elle avait réussi à échapper aux mains de ceux qui l'avaient arrêtée. Après deux années de vie très retirée à Deux-Ponts, elle consentit à reprendre avec son mari la vie commune). = 15 juill. Marquis DE CIRCELLO. Les journées de juill. et d'oct. 1789 (en 1789, Circello était ministre du roi de Naples, Ferdinand IV, auprès de la cour de France; ses dépêches sur les journées de juill. et d'oct. au « capitaine-général » John Acton ont été rédigées aussitôt après les événements accomplis. Elles ont été sans doute écrites en italien, car il ne semble pas qu'elles soient dans le style du temps; que ne le dit-on? Très intéressant; Circello voit juste et conte brièvement; à ses dépêches, il joignait d'ordinaire les journaux qui appuient son témoignage). — Marguerite GLOTZ. Les parias dans l'Inde d'aujourd'hui. — Ch. LOISEAU. Hongrie et Croatie.

**23. — Études. Revue des Pères de la C<sup>ie</sup> de Jésus.** 1912, 5 mars. — P. SENIG-LAVERGNE. Un épisode de l'histoire malgache. La genèse d'un avènement (1787; celui du roi Andrianampoinimerina). = 20 mars. Ch. BURDO. Deux manuels d'histoire des religions (*Où en est l'Histoire des religions* de J. Bricout et *Christus* de J. Huby). — ALAIN DE BECDELIEVRE. Saint François de Sales, les origines de la visitation et les retraites de femmes. = 5 avril. L. ROURE. Tauler, le docteur illuminé. — J. BRUCKER. Une victime des jansénistes, Sébastien Zamet (d'après le récent livre de L. Prunel). = 20 avril. Th. MALLEY. Camille de Neuville, gouverneur de Lyon, d'après sa correspondance avec Louvois. = 5 mai. F. BOUVIER. Bulletin d'histoire des religions (Goblet d'Alviella, J. Réville, Martindale). = 20 mai. E. DELAYE. Routes et courriers au temps de Saint-Paul. — A. D'ALÈS. La publication des *Acta tridentina*. = 5 juin. Paul DUDON. Les séminaires français avant la Révolution (d'après le récent livre de A. Degert). = 20 juin. Jean BAINVIL. Honoré Tournély, la carrière d'un théologien sorboniste au temps du jansénisme (d'après le livre de J. Hild; fin dans le n° du 5 juill.). = 20 juill. René COMPAING. Un illustre fouilleur : le P. de La Croix (1831-1911).

**24. — Annales d'Avignon et du Comtat-Venaissin.** 1912, 15 avril. — Dr P. PANSIER. Le prieuré et l'hôpital de Notre-Dame de Fenolhet (l'hôpital fut construit à côté du prieuré entre 1331 et 1341 (documents). — J. GIRARD et H. REQUIN. Le couvent des Dominicains d'Avignon (dans ce mémoire, qui fait suite à un premier article

paru dans le *Congrès archéologique d'Avignon* de 1910, t. II, p. 299-321, les auteurs étudient le cloître et les bâtiments claustraux du célèbre couvent, aujourd'hui disparu, mais dont quelques vestiges sont conservés au musée Calvet). — Ch. MOURRET. Inventaire du château-fort de Boulbon (1451). — Dr P. PANSIER. Le trésor de l'église de Notre-Dame des Doms et la guerre des Catalans (les chanoines de Notre-Dame, chassés de l'église par les Catalans en 1409, emportèrent le trésor; nombreux documents).

**25. — Revue historique de Bordeaux.** 1912, janv.-févr. — MEAUDRE DE LA POUYADE. La statue de Clément V à la cathédrale de Saint-André (la tête actuelle, brisée sans doute sous la Révolution, a été refaite vers 1802, ainsi que celle d'un évêque placé à sa droite; dans cet évêque, on avait cru retrouver le type « méridional et aquitain » de Bertrand de Goth!). — A. GAILLARD. A travers le schisme constitutionnel en Gironde (1<sup>er</sup> art.; recherche les causes qui ont facilité la réussite momentanée de la réforme ordonnée par la Constitution civile du clergé; fin en mars-avril). — J. DE MAUPASSANT. La prise du corsaire de Jersey *la Molly* (6 avril 1757). — J. BARENNES. Viticulture et vinification en Bordelais au moyen âge (suite; fin en mars-avril). — Mars-avril. LHÉRITIER. Histoire des rapports de la Chambre de commerce de Bordeaux avec les intendants, le Parlement et les jurats de 1705 à 1781 (suite en mai-juin). — Mai-juin. P. COURTEAULT. Une académie des sciences à Bordeaux au xvii<sup>e</sup> s. (biographie du fondateur de cette académie : F.-H. Salomon de Virelade, mort en 1670; l'académie, qui paraît avoir été fondée l'année précédente, ne lui survécut pas). — J. BARENNES. Montesquieu et le braconnage à La Brède (Montesquieu n'oubliait pas de faire respecter ses droits seigneuriaux). — MEAUDRE DE LA POUYADE. Voyage d'un Allemand à Bordeaux en 1801 (Lorenz Meyer, de Hambourg, qui vint deux fois à Bordeaux, la première en 1783-84, la seconde en 1801). — Abbé A. GAILLARD. Les messieurs de Latapy; histoire de trois prêtres constitutionnels.

**26. — Annales de Bretagne.** T. XXVII, 1912, n° 3, avril. — Yves LE DIBERDER. Pour servir à l'étude de la « Légende de la mort » (recueil d'histoires de revenants recueillies en Broërec, pays de Vannes, partie du département du Morbihan où l'on parle le dialecte breton dit « vannetais »; intéressante contribution à l'histoire des superstitions populaires en Bretagne). — A. REBILLON. Un cordelier franc-maçon en 1778 (deux lettres qui montrent les sentiments, curieux à notre point de vue moderne, du clergé de l'ancien régime à l'égard de la franc-maçonnerie). — G. ESNAULT. Le Laé (suite). — G. MOLLAT. Études et documents sur l'histoire de Bretagne (XXIX. Vidimus par Grégoire XI d'une bulle de Grégoire X du 5 avril 1275 concernant l'abbaye Saint-Sauveur de Redon. XXX. L'aumônerie du Roset au diocèse de Nantes. XXXI. Bulle de Jean XXII au sujet de l'aumône dite de la Comtesse. XXXII. La perception de l'annate dans

le diocèse de Nantes). — F. QUESSETTE. L'administration financière des États de Bretagne de 1689 à 1715 (suite; étude les deux capitations : l'une impôt de quotité (1695-1698), l'autre impôt de répartition (1701-1789); montre comment le régime de la capitation en Bretagne ou *abonnement* marque une transition entre ces deux systèmes. Étude historique de l'abonnement qui fait de la capitation un impôt librement consenti et librement administré). — Severin CANAL. Les origines de l'intendance de Bretagne (suite; les intendants de justice, police et finances en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> s. : Lasnier (oct. 1634-1635); à suivre). — C.-rendus : J. Loth. Questions de grammaire et de linguistique bretonne (la particule verbale *ro* dans les langues bretonnes). — Paul-Yves Sébillot. La Bretagne pittoresque et légendaire (folklore, linguistique, épigraphie, histoire). — Betha Colmáin maic Lúacháin, éd. Kuno Meyer (vie de saint Colman mac Lúacháin, né vers la fin du VI<sup>e</sup> s.; son biographe vivait dans la première moitié du XIII<sup>e</sup> s.). — G. Dottin. Louis Eunius ou le purgatoire de saint Patrice (édition excellente, légères critiques de J. Loth). — Bibliographie bretonne pour 1910. = N<sup>o</sup> 4, juill. L. GOUGAUD. La soule en Bretagne et les jeux similaires en Cornouailles et dans le pays de Galles (la soule était un jeu de ballon très populaire dès le XV<sup>e</sup> s.). — D. BERNARD. Deux écrits de propagande en langue bretonne (traduction en breton de la déclaration de la noblesse, du 10 janv. 1789; adaptation en breton de la lettre circulaire des députés du tiers état aux villes, paroisses et corporations de la province). — J. RUTKOWSKI. Étude sur la répartition et l'organisation de la propriété foncière en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> s. (étude la répartition féodale et l'organisation économique; cet article très documenté est le résumé d'un mémoire écrit en polonais). — G. ESNAULT. Le Laé (suite). — S. CANAL. Les origines de l'intendance de Bretagne (suite : Estampes de Valençay, août 1636-1637). — G. DOTTIN. Louis Eunius ou le purgatoire de saint Patrice (suite; les mystères bretons de Louis Eunius, leurs diverses rédactions, la date en est déterminée entre 1793-1800). — C.-rendu : H. Bourde de La Rogerie. Introduction à l'inventaire sommaire de la série B des archives départementales du Finistère (très bon). — Chronique d'histoire et de littérature de la Bretagne. — Bibliothèque bretonne armoricaine. Cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé (feuille 22).

**27. — Revue de Bretagne.** 1912, avr. — A. DUBOIS-HENNEBERT. L'ambassade de Chateaubriand à Rome, 1828-1829 (la nomination, le séjour de Chateaubriand à Rome jusqu'à la mort de Léon XII, oct. 1828-févr. 1829, d'après les souvenirs, les mémoires et la correspondance de Chateaubriand; à suivre). — E. DUPONT. Raoul Tanguy, scribe breton au XV<sup>e</sup> s. (texte de 1410 environ). — Capitaine BINET. La défense des côtes de Bretagne au XVIII<sup>e</sup> s. (études et documents : les descentes sur les côtes de la Manche en 1758; le plan d'opérations de Pitt; journal circonstancié du séjour de la flotte



anglaise devant Saint-Malo). — J. DE LA PASSARDIÈRE. Topologie des paroisses du Léon (suite).

**28. — Revue de Gascogne.** 1912, avril. — J. DUFFOUR. La vie rurale en Gascogne au XVIII<sup>e</sup> s. (quelques notes sur le prix des grains; suite en mai). — G. LAURENT. Armagnac et pays du Gers, étude de géographie humaine (suite et à suivre). = Mai. L. COUTURE. La vie de saint Luperc (suite et fin). — A. DEGERT. Revue des périodiques (signalons, sous cette rubrique, une heureuse innovation. Faite ou dirigée par l'érudit directeur de la *Revue de Gascogne*, cette analyse des articles sur la Gascogne parus dans les périodiques de la France et de l'étranger sera favorablement accueillie par les travailleurs). — S. MONDON. Vieilles choses et anciens textes de la Bigorre (IV; inventaire de l'église de Gavarnie, 21 juill. 1477). — J. BÉNAC. Un arrêté du directoire du département du Gers (pour assurer l'exécution du décret du 26 août 1792 contre les prêtres réfractaires). = Juin. P. COSTA. Saint Vincent de Paul, curé de Clichy, 1612-1627. — E. BACALÉRIE. Une critique de dom Brugères (Brugères est l'auteur de *Chroniques du diocèse d'Auch* composées en 1747; la critique anonyme, publiée sans doute peu après, est plutôt malveillante, mais n'atteint pas le fond même de l'ouvrage. Texte de ce « Mémoire critique »). = C.-rendus : Clergeac. Chronologie des archevêques, évêques et abbés de l'ancienne province ecclésiastique d'Auch et des diocèses de Condom et de Lombez, 1300-1801 (article à noter). — *Id.* La curie et les bénéfices consistoriaux (remarquable). — P. Badin. Saint Bertrand, évêque de Comminges (opuscule qui vise uniquement à l'éducation des fidèles). = Juill.-août. Baron DE BATZ. Un jugement de haute justice en Gascogne, 1786 (à Mirepoix; l'assassin que poursuivait la justice du baron de Batz échappa d'ailleurs et il ne put être exécuté qu'en effigie). — P. COSTE. Quel est l'auteur de la vie de saint Vincent attribuée à Louis Abelly? (l'attribution à L. Abelly, fortement battue en brèche depuis 1860, doit être maintenue). — S. MONDON. Vieilles choses et anciens textes de la Bigorre (V: Proclamation de guerre à Luz en 1523).

**29. — Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais.** T. XXIX, 1914, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> sem. — Henri STEIN. Les propriétés de l'église Saint-Mathurin-de-Larchant au XI<sup>e</sup> s. (d'après une charte-notice du XI<sup>e</sup> s. dont l'auteur publie le texte). — M. LECOMTE. Note sur la bibliothèque de l'École centrale de Fontainebleau et ses objets d'art. — Henri STEIN. Un ancêtre du poète Jean de La Taille (acte d'août 1313 relatif à la dotation d'une chapellenie par Jean de La Taille). — Abbé C. BERNOIS. Histoire de Lorris (description de l'église de Lorris, son histoire; patronage de l'église, fondations, sépultures, fabrique, trésor; chapelles royales de Saint-Nicolas et de la Madeleine; cimetière, chapelles de Saint-Michel et du château de Beauregard; doyenné; cure, ses revenus. Établissements religieux;

à suivre). — Ch. FORTEAU. Épisode de la Révolution à Étampes; l'Argousin. — Henri STEIN. Eugène Thoison (1846-1910; notice bibliographique). — Abbé J.-M. ALLIOT. L'obituaire d'Étiolles (1558). = 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> sem. Henri STEIN. Antoine Clérissy et la verrerie du Monceau près Fontainebleau (1640-1643; installation faite par Antoine Clérissy, émule et continuateur de Bernard Palissy, et qui ne dura que trois ans; nombreux documents). — G. ESTOURNET. Bouchard II, comte de Corbeil (1070-1077). — Alf. CHARRON. Eschilleuses (Loiret; notes d'histoire locale et féodale). — Alb. CATEL. Le prieuré de Pont-loup-lez-Moret (documents, vue, bibliographie). — Henri STEIN. Chronique bibliographique gâtinaise.

**30. — Revue d'histoire de Lyon.** 1912, fasc. 3, mai-juin. — Cl. PERROUD. Le Lyonnais Gonchon (ouvrier lyonnais, dessinateur en soie, fixé à Paris avant la Révolution, son rôle comme « orateur du faubourg Saint-Antoine » de 1791 à 1793). — D<sup>r</sup> DRIVON. Histoires de bourreaux (de Lyon; connus comme guérisseurs). — P. TRUCHON. La vie ouvrière à Lyon sous la Restauration (1814-1830; condition des ouvriers en soie très misérable; le mouvement ouvrier très sérieux qui inquiète les autorités : coalitions de chapeliers et d'artisans de tous les métiers). — Ch. JOUANNY. Lyon dans la correspondance de Poussin (Poussin à Lyon, ses clients et ses amis dans cette ville; le peintre eut des rapports continuels avec Lyon). = Fasc. 4. Juill.-août. A. COVILLE. Une visite à l'abbaye de Saint-Pierre de Lyon en 1503 (étude le régime, la situation matérielle et morale de l'abbaye, sa réforme, les résistances des religieuses). — E. VIAL. Jean Cleberger, marchand et banquier (étude très documentée, importante pour l'histoire du commerce et de la banque à Lyon au XVI<sup>e</sup> s.). — Louis CAILLET. Le dénouement de l'affaire des quatre coursiers du prince d'Orange (d'après une lettre de 1434 conservée à la bibliothèque de Lyon).

**31. — La Province du Maine.** T. XX, 1912, avr. — A. LEDRU. Ardenay (essai historique et topographique; notes; continue en mai). — Comte DE BROUSSILLON. Documents inédits (accord de 1400). — L. FROGER. Un prêtre du Maine, martyr en 1793. — F. UZUREAU. Le duc et la duchesse de Nemours à La Flèche (7-8 août 1843). = Mai. G. BUSSON. Notes sur les noms de lieu contenus dans les « Gesta Aldrici » (suite). — J. CHAPPÉE. Le trésor gallo-romain d'Étival-lès-Le-Mans (suite et à suivre). — L. CALENDINI. Chouans et bleus (au sujet de la paix de 1795). — G. BUSSON. Le jugement de Verberie (29 oct. 863; continue en juill.). — L. FROGER. La fondation de deux chapellenies à l'autel Sainte-Anne de la cathédrale du Mans (1371). — J. CHAPPÉE. Le trésor gallo-romain d'Étival-lès-Le-Mans (suite; continue en juill.). — G. BUSSON. Notes sur les noms de lieu contenus dans les « Gesta Aldrici » (suite; continue en juill.). = Juill. L. CALENDINI. Monseigneur de Sagey, ancien vicaire général du Mans, évêque de Tulle.

**32. — Annales du Midi.** 1912, avril. — G. FABRE. Guida de Rodez, baronne de Posquières, de Castries et de Montlaur, inspiratrice de la poésie provençale, 1211-1266 (suite; fin en juillet). — J. ADHER. Le diocèse de Rieux au XVIII<sup>e</sup> s. : l'accroissement des charges et les essais de réforme; fin en juillet). — Ed. ALBE. Les suites du traité de 1259 pour le Quercy (suite; extraits et analyses des comptes du receveur anglais, 1304-1305, comptes rendus devant Richard de Havering [appelé ici B. de Avering] et P. Aymeric; demandes des commissaires français en 1311. Page 230, au lieu de « Guillelmum Juge », il faut lire « Inge »; fin en juill.; important). — LATOUCHE. Le style en usage dans la région montalbanaise pendant le XIV<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> s. (est celui de l'Annonciation; aucun exemple qu'on ait employé le style du 1<sup>er</sup> avril, constaté à Toulouse). = C.-rendus : *Blanchard*. Grenoble. Étude de géographie urbaine (excellent). — *Verlaquet*. Cartulaire de l'abbaye de Silvanès (bon). — *Boudet*. Cartulaire du prieuré de Saint-Flour (outre le cartulaire, qui fut formé au moment de l'érection du prieuré en évêché en 1317, l'éditeur a publié un grand nombre de pièces glanées dans différentes archives; importante introduction). = Juill. Abbé J. CALLEN. Saint-Seurin de Bordeaux, d'après Fortunat et Grégoire de Tours (bon; l'auteur accepte l'année 314 pour date de l'établissement de l'épiscopat à Bordeaux). — *F. de Gélis*. Histoire critique des Jeux floraux, 1323-1694 (très estimable et agréable compilation). — *Dutil*. L'état économique du Languedoc à la fin de l'ancien régime, 1750-1789 (bon).

**33. — Revue du Midi.** 1912, 15 avr. — DE VIGNET DE VENDEUIL. Monographie de Montpesat (notes sur l'histoire civile, un peu décousues; à suivre). — Jean SAINT-MARTIN. Les derniers représentants de Rome à Avignon et dans le Comtat-Venaissin (Pieracchi, recteur du Comtat-Venaissin; suite et fin; bien documenté). — Marcel FABRE. Les archives révolutionnaires de la ville d'Uzès (formation de la milice bourgeoise ou « légion d'Uzès » en 1789; analyse d'après les archives municipales l'adresse des citoyens d'Uzès à l'Assemblée nationale et au roi sur le renvoi de Necker et la prise de la Bastille). — Jules BELLEUDY. La Provence, par M. André Hallays. = C.-rendu : *J.-E. Malaussène*. L'évolution d'un village frontière de Provence : Saint-Jeannet (bon). = 15 mai. G. MAURIN. La possédée de La Rouvière (près de l'Aigoual, en 1805). — Prosper FALGAIROLLE. Le château et la baronnie de Vauvert (jadis Posquières, Gard, jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle; suite le 15 juill.). — Baron DE VIGNET DE VENDEUIL. Monographie de Montpesat (histoire civile et religieuse; à suivre). = 15 juin. Colonel ROBIN. L'émir Abd-el-Kader dans la Grande-Kabylie (suite dans le n<sup>o</sup> du 15 juill.).

**34. — Bulletin de la bibliothèque et des travaux historiques de la ville de Paris.** T. V, 1911. — G. HENRIOT. Catalogue des manuscrits entrés à la bibliothèque de 1906 à 1910 (nouv. acq. 147 à 488; table alphabétique).

**35. — Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.** 1911, livr. 5 et 6. — LIBER. Un rabbin à Paris et à Versailles en 1778 (notes détachées d'un carnet de voyage, écrit en hébreu, qui a été imprimé à Livourne en 1879; ce rabbin, Azoulai, avait été envoyé par la communauté juive d'Hébron en Palestine pour quêter à l'étranger en faveur des étudiants et des pauvres de la Terre-Sainte. Ses notes sur Paris et Versailles vont du 22 déc. 1777 au 18 janv. suivant). — A. VIDIER. Extraits de comptes royaux concernant Paris. I. Journal du trésor, 1298-1301.

**36. — Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.** T. XXXVIII, 1911. — BORELLI DE SERRES. L'agrandissement du Palais sous Philippe le Bel (la reconstruction du Palais a été commencée peu avant 1293, interrompue de 1304 à 1307, achevée en 1311; les expropriations nécessitées par ces travaux ont fait disparaître tout un rang de maisons dans la rue de la Barillerie, le quartier dit Rivière de Jehan le Cras, puis la Draperie; transformations du Grand-Pont, ou Pont-au-Change, et du pont dit des « Moulins », puis « aux Colombes » ou « aux Meuniers »). — TRUDON DES ORMES. Notes sur les prévôts des marchands et échevins de la ville de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle, 1701-1789 (dépouillement considérable). — M. BLOCH. Blanche de Castille et les serfs du chapitre de Paris (à propos d'une taxe extraordinaire levée en remplacement du service militaire, que les paysans d'Orly refusèrent de payer en 1252. Incarcérés par ordre du chapitre, ils furent délivrés par ordre de la régente, Blanche de Castille. L'enquête très détaillée, qui est publiée en appendice, permet de reconstituer en partie ce curieux épisode. Une sentence rendue en déc. 1252, en faveur des chanoines, leur reconnut le droit de « tailler les hommes d'Orly pour les affaires de l'église de Paris et non seulement pour l'ost du roi »; mais, onze ans après, les serfs d'Orly étaient affranchis). — L. LAMBEAU. Deux hôtels de la place Royale : hôtel de La Rivière-Canillac-Villedieu, hôtel Dangeau. — T. XXXIX, 1912. DAUMET. Notices sur les établissements religieux anglais, écossais et irlandais fondés à Paris avant la Révolution (suite et fin; les bénédictins anglais; le collège des Écossais, constitué par la fusion en 1639 de deux fondations distinctes, dont l'une, dite collège de Grisy, remontait au XIV<sup>e</sup> s.; le collège des Irlandais, dont l'établissement remontait à 1334; le séminaire anglais, qui date de 1668. Utilise et publie bon nombre de documents inédits). — FOSSEYEUX. Les écoles de charité à Paris sous l'Ancien Régime et dans la première partie du XIX<sup>e</sup> s. (utile contribution à l'histoire de l'enseignement primaire, universelle et gratuite; cette histoire remonte jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> s. Sous l'Ancien Régime, le but qu'on se propose par la diffusion de ces écoles est surtout moral : il s'agissait de donner à l'enfant « un modèle de vie et une direction religieuse orientée vers l'orthodoxie catholique ». Les écoles étaient alors une branche de l'assistance publique. De l'importance que prend l'enseignement

mutuel sous la Restauration. La loi de 1833 se proposa de fonder un enseignement national basé sur la collaboration de l'État et de l'Église).

## ALLEMAGNE.

**37. — Historische Zeitschrift.** 3<sup>e</sup> série, XII Bd., 1912, n<sup>o</sup> 3. — Hans NIESE. Études sur l'histoire de la vie intellectuelle à la cour de l'empereur Frédéric II (étudie la personne de l'empereur, sa culture, son influence, ses idées, son entourage, les courants intellectuels, scientifiques, littéraires, juridiques et politiques à sa cour et les représentants des diverses races dans le gouvernement central; contribution très importante à l'histoire de la civilisation dans l'Italie méridionale au temps de Frédéric, à propos duquel on peut prononcer le mot d'« humanisme »). — Otto HÖTZSCH. La noblesse et le régime féodal en Russie et Pologne et leur rapport avec l'évolution de l'Allemagne (différence des institutions ici et là). — Adolf RAPP. Uhland dans la politique (son rôle dans le mouvement politique würtembergeois et allemand pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> s.). = C.-rendu : W. Sombart. Die Juden und das Wirtschaftsleben (la thèse de l'auteur n'est pas démontrée, mais beaucoup à prendre). = XIII Bd., n<sup>o</sup> 1. Cette livraison est une « Festgabe » pour honorer le 70<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Moritz Ritter et le cinquantenaire de son doctorat. — W. LEVISON. Les Irlandais et l'Église franque (cherche, à la suite de L. Gougaud, à déterminer le rôle joué par les Irlandais dans l'histoire de l'Église sur le Continent et en particulier dans la Gaule mérovingienne). — G. VON BELOW. De l'origine des corporations d'art et de métier dans l'Allemagne du moyen âge (ces corporations se sont formées par voie de contrainte : dans chaque métier, les ouvriers éprouvèrent le besoin de s'associer et s'imposèrent ou se laissèrent imposer des règlements ayant pour objet de surveiller le travail, de livrer des produits aussi parfaits que possible; c'était une des conditions mêmes de leur prospérité. Plus on remonte haut dans l'histoire des corporations allemandes, plus on se convainc de la fausseté de cette théorie qu'elles ont leur origine dans les métiers serviles établis sur les domaines des grands propriétaires fonciers). — K. HAMPE. La chute de Henri le Lion étudiée au point de vue historique et politique (intéressantes considérations, en partie basées sur les recherches de Haller). — R. KOSER. Les débuts du Conseil secret du Brandebourg en 1604. — W. GOETZ. Le P. Hyacinthe (expose l'important rôle politique joué, pendant les premières années de la guerre de Trente ans, par le capucin Giacinto, qui appartenait à la famille des comtes Natta de Casale et Montferrat, d'après sa correspondance avec l'électeur Maximilien de Bavière). — Ad. WAHL. Montesquieu considéré comme le précurseur de l'action et de la réaction (la pensée de Montesquieu a deux faces : d'une part, il a contribué au triomphe de la Révolution et, d'autre part, il a fourni, forgé les



armes avec lesquelles la Révolution a été vaincue). — Fr. MEINECKE. L'organisation constitutionnelle de la Prusse en 1850 (à quoi ont abouti les efforts tentés depuis 1848, importance du traité conclu, le 31 juin 1850, entre le roi et le peuple). — W. BUSCH. Le Wurtemberg et la Bavière dans les négociations en vue de l'unité allemande en 1870 (expose les négociations entre la Confédération du Nord et la Confédération du Sud en sept. 1870, puis celles qui eurent lieu à Versailles en oct. et en nov.; cet exposé ne laisse point de place pour les hypothèses aventureuses de Ruville). = C.-rendus : *Wobbermin*. Geschichte und Historie in der Religionswissenschaft (intéressantes considérations sur la philosophie de l'histoire). — Al. Schulze. Der Adel und die Kirche im Mittelalter (très intéressant). — Riess. Die Politik Pauls IV und seiner Nepoten (utilise beaucoup de documents que G. Duruy n'avait pu connaître). = N° 2. Moritz RITTER. Études sur le développement de la science historique (3<sup>e</sup> article : époque de l'humanisme, de la Réforme et de la contre-Réforme. I, Machiavel; II, Sleidan, de Thou, Clarendon; III, Guichardin, Richelieu, Chemnitz, Pufendorf). = C.-rendus : W. Oswald. Grosse Männer (remarquable étude sur la « biologie du génie »; l'auteur ne s'occupe d'ailleurs que de savants, physiciens ou chimistes). — H. Blümner. Die römischen Privataltertümer (excellent manuel). — L. Friedländer. Darstellungen aus der Sittengeschichte Roms (nouvelle édition très remaniée et mise au courant de cet excellent manuel. Friedländer étudie surtout l'homme; Blümner, les choses qui entourent l'homme, telles que sa maison, sa nourriture, ses vêtements, ses métiers). — Strunz. Geschichte der Naturwissenschaften im Mittelalter (bon résumé). — Hennig. Elisa Radziwill, ein Leben in Liebe und Leid (recueil de lettres inédites des années 1820-1834; intéressantes par ce qu'elles nous apprennent du prince Guillaume, plus tard empereur Guillaume I<sup>er</sup>, qui aimait Elisa Radziwill et en fut aimé, mais qui dut, par raison d'état, renoncer à l'épouser). — Kumpmann. Die Entstehung der Rheinischen Eisenbahngesellschaft, 1830-1844 (bon). — Brandenburg. Briefe und Aktenstücke zur Geschichte des deutschen Reiches, 1870-1871. — G. Schreiber. Kurie und Kloster im 12. Jahrh. (beaucoup d'érudition). — Lerche. Die Privilegierung der deutschen Kirche durch Papsturkunden bis auf Gregor VII (intéressantes observations sur les formules utilisées dans le Liber diurnus jusqu'au temps de Grégoire VII). — Buschbell. Reformation und Inquisition in Italien um die Mitte des 16. Jahrh. (publie un grand nombre d'utiles documents). — R. Schneider. Die Artillerie des Mittelalters (intéressant). — R. Straus. Die Juden im Königreich Sizilien unter Normannen und Staufern (bon). — Noack. Zur Entstehung des Adelsfideikommisses in Unteritalien (bonne étude sur la transformation de la propriété au profit de la noblesse napolitaine au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> s.). — Israel. Adam Adams und seine Arcana pacis Westphaliae (bonne étude, qui nous rend le texte primitif des Arcana passablement mal-

traité dans les éditions de 1698, de 1707 et de 1737. Dans sa forme primitive, l'ouvrage intitulé *De sacri romani imperii pacificatione libri duo* fut composé avant 1653; c'est une source importante pour l'histoire du traité de Westphalie). — *Begemann*. Vorgeschichte und Anfänge der Freimaurerei in England (bon, mais on aurait aimé être mieux renseigné sur l'esprit même qui animait les loges maçonniques). — *Quellen u. Darstellungen zur Geschichte der Burschenschaft und der deutschen Einheitsbewegung*, t. II.

**38. — Historisches Jahrbuch.** T. XXXIII, 1912, n° 2. — *Max BUCHNER*. L'origine et la formation de la fable des électeurs (suite; *Martin de Troppau* peut être considéré comme le père de cette fable, mais même sans lui, elle fût née en un temps où le problème des électeurs se posait de façon actuelle). — *Andréas-L. VERT*. L'histoire du droit de réception dans un chapitre dans les anciennes églises cathédrales nobles de Mayence, Würzburg et Bamberg (avait droit de réception tout gentilhomme qui pouvait prouver que, par huit aïeux nobles, il se rattachait, tant du côté paternel que maternel, à l'antique noblesse allemande). — *Cl. BAEUMKER*. Contribution à la biographie du philosophe et naturaliste *Witelo* (XIII<sup>e</sup> s.). = C.-rendus : *Merkle et Ehse*. Concilium Tridentinum, t. II et V. — *E. Michael*. Geschichte des deutschen Volkes vom 13 Jahrh. bis zum Ausgang des Mittelalters. 5 Bd. : Die bildenden Künste in Deutschland während des 13 Jahrh. (livre de valeur).

**39. — Göttingische gelehrte Anzeigen.** 1912, juin. — *Dietrich Müllder*. Die Ilias und ihre Quellen (beaucoup de choses sur la technique du poète, mais l'interprétation fait défaut). — *H.-A.-J. Wensinck*. Legends of eastern Saints. I : The story of Archelides (édition d'après les sources syriennes, très soignée, traduction partielle). — *Carl Klotzsch*. Epirotische Geschichte bis zum Jahre 280 v. Chr. (travail solide et utile, mais qui eût gagné à un exposé plus restreint et limité à ce que nous savons de certain sur l'histoire de l'Épire; il est à souhaiter que l'auteur continue son travail). = Juill. *Fr. Weber*. Beiträge zur Charakteristik der älteren Geschichtsschreiber über Spanisch-Amerika (précieux essai de bio-bibliographie sur l'histoire de l'Amérique latine). — *Perrot et Chipiez*. Histoire de l'art dans l'antiquité (t. IX, c.-rendu par *W. Helbig*). — *Andreas Walther*. Die Anfänge Karls V (beaucoup de faits nouveaux et d'idées intéressantes; c.-rendu par *H. Pirenne*).

**40. — Zeitschrift für Kirchengeschichte.** T. XXXIII, 1912, n° 1. — *Paul KALKOFF*. Sur le procès romain de Luther (suite; la seconde dénonciation des Dominicains; le procès ordinaire jusqu'à remise de la citation). — *DRÄSEKE*. Sur le néoplatonisme de *Scotus Erigena*. — *Fr. ARENS*. Sur la date d'un synode de Trèves au XIII<sup>e</sup> s. — *KVAČALA*. Sur les rapports de *Scoppius* avec *Ferdinand II*. = N° 2. *C. ERBES*. L'apôtre Jean et le jeune homme qui repose sur la poitrine

du Sauveur (la fête éphésienne de Jean aurait remplacé la fête d'Ar-témis). — P. KALKOFF. G.-B. Flavio comme biographe de Kajetan et son rapport sur l'interrogatoire de Luther à Augsbourg. — Otto CLE-MEN. Deux mélanges sur l'histoire de la réformation (I, Wittenberg et Savonarole; II, L'épithaphe de Clément VII). — Gustav KAWERAU. Le débat sur les Reliquiæ Sacramenti à Eisleben, 1543 (l'auteur étu-die les actes du conflit, il énumère les sources inédites du conflit, son objet, à savoir combien de temps dans la cène dure la présence réelle du corps et du sang du Christ). — Bernhard BESS. Le développement de l'Église hessoise sous Philippe le Magnanime (luthéranisme parti-culier qui se marque dans l'ordonnance ecclésiastique de 1566).

**41. — Quellen und Forschungen... vom historischen Institut in Rom.** T. XIV, 1911, n° 1. — P. KEHR. Analectes romaines (les fausses bulles pontificales du Latran : Pascal II, Alexandre III, Célestin III; S. Maria de Cannella; documents du XIII<sup>e</sup> siècle concer-nant cette église romaine). — Vincenz SAMANEK. Le maréchal impé-rial dans le royaume d'Italie après les Hohenstaufen (ses fonctions sous Henri VII, sa juridiction; l'emploi sous Louis de Bavière, le rôle militaire; contribution à l'histoire des institutions impériales en Ita-lie au XIV<sup>e</sup> siècle; documents). — Ed. STHAMER. Les débris de l'ar-chive de Charles I<sup>er</sup> de Sicile aux archives d'État de Naples (le sort de ces archives, leur composition, leur importance; appendices sur les falsifications du registre de Charles I<sup>er</sup>; documents du XIII<sup>e</sup> siècle con-cernant les archives). — H. OTTO. Sur la politique italienne de Jean XXII (l'inquisition en Lombardie, les procès contre les Visconti de Milan et les autres fauteurs de Louis de Bavière, le voyage à Rome de Louis de Bavière, le roi Robert de Sicile et la rébellion des Fran-ciscains; le pape et l'expédition italienne du roi Jean de Bohême; nombreux documents empruntés à des mss. de la bibliothèque Vati-cane; étude très documentée et importante; l'auteur ne croit pas, contrairement à l'opinion de quelques historiens allemands et fran-çais, que Jean XXII ait jamais songé à s'établir en Lombardie).

**42. — Hermes.** T. XLV, 1910, fasc. 3. — C. BARDT. La remise de l'épée à Pompée en décembre 50 av. J.-C. (étudie comment les lettres de Cicéron à Atticus (VII, 1-14) s'accordent avec les faits établis par Nissen dans la *Histor. Zeitschr.*). — H. DESSAU. Le nom de l'apôtre Paul (pendant son premier voyage, arrivant dans la capi-tale de Chypre et songeant déjà à se rendre en Pamphylie et en Pisi-die, il éprouva le besoin d'avoir un nom plus familier que le sien aux Grecs et aux Romains. Il pensa au nom du proconsul Sergius Paulus, par qui il avait été traité en ami. On dut lui accorder facilement l'autorisation de s'adjoindre ce cognomen; d'ailleurs, il ne la demanda peut-être pas). — G. PASQUALI. La composition de la Vita Constan-tini d'Eusèbe (c'est son dernier ouvrage, terminé en 337-338). — W. OTTO. Augustus Soter (l'ancien culte des Ptolémées est remplacé

en Égypte par le culte des empereurs romains; Auguste se fit vénérer immédiatement après avoir pris possession de l'Égypte comme Σωτήρ; de même les empereurs suivants. Contrairement à l'usage, la « Dea Roma » n'avait pas place en Égypte dans le culte officiel d'Auguste; on trouve dans d'autres provinces aussi des exemples de ce fait). — G. BUSOLT. Théopompe (rectification concernant son article de l'*Hermes*, t. XLV, p. 220 et suiv.). = Fasc. 4. Joh. GEFFCKEN. Les martyres chrétiens (réponse à l'article de Harnack, dans les *Sitzungsber. d. Preuss. Akad.*, 1910, p. 106 et suiv. Il ne faut pas considérer isolément les martyres chrétiens; leur histoire commence chez les Grecs et chez les Juifs. Par les impossibilités juridiques, l'irréalité des discours d'apparat, par des particularités bizarres, ils se rattachent à la littérature païenne et judaïque. Il est fort difficile d'expliquer tout par la foi seule; la philologie et l'histoire doivent procéder avec prudence). — M. WELLMANN. Pour l'histoire de la liste des rois d'Attique (Hérodote donne la liste la plus ancienne : Cécrops, Erechtheus, Pandion, Égée, Thésée. Puis au v<sup>e</sup> s., Amelesagoras de Chalcédoine ajoute Erichthonios. Enfin, Hellanikos, dont la liste : Cécrops, Erichtonion, Pandion, Erechtheus, Égée, Thésée, fait autorité au iv<sup>e</sup> s.). — J. PARTSCH. Le droit grec et le droit romain dans le *Perse* de Plaute (l'auteur essaie de distinguer les additions romaines de ce qui est proprement grec). — H. DESSAU. L'origine des officiers et fonctionnaires de l'empire romain (complément de l'article du fasc. 1). — A. KÖRTE. L'inscription de l'Athèna-Nikè (Dittenberger, Syll.<sup>2</sup> 914. Le premier décret fut exécuté vers 450 par [Hippon]ikos, le neveu de Cimon; le décret inscrit par derrière fut présenté par Kallias, fils d'Hipponikos). — M. BANG. Cingius Severus (le Severus, qui fit au Sénat, le jour de l'an 193, la proposition de maudire la mémoire de Commode, est le même que le « curator ædium sacrarum » de ce nom, qui apparaît dans une inscription romaine jusqu'ici inédite, et que le « Cincius Severus » de la littérature). — W. OTTO. Le culte de Ptolémée Sôter à Ptolémaïs (contre la dissertation de G. Plaumann sur Ptolémaïs de la Haute-Égypte, Leipzig, 1910). = T. XLVI, 1911, fasc. 1. O. VIEDEBANTT. Les mesures de superficie à Chypre et en Palestine sous la domination romaine. = Fasc. 2. R. LAQUEUR. Ephoros; 1 : les « Prologues » (des prologues pour chaque livre d'un grand ouvrage étaient quelque chose d'extrêmement peu fréquent. Pour Ephoros seulement, Diodore affirme expressément que chacun de ses trente livres était précédé d'un προοίμιον. Les « Prooimia » de Diodore, à partir du livre IV, sont des imitations de ceux d'Ephoros, en particulier ceux des livres IV, V, XII-XVI, où l'influence est manifeste). — A. PHILIPPSON. Pour la géographie de la plaine du Bas-Kaikos en Asie Mineure (contre la thèse de Dörpfeld (*Athenische Mitteilungen*, t. XXXV, p. 395 et suiv.), il soutient que Strabon n'avait qu'une idée très confuse de la topographie de cette partie de l'Asie Mineure). — G. PLAUMANN. Le culte de la ville de Ptolémaïs (maintient contre W. Otto (t. XLV,

fasc. 4) que Ptolémée I<sup>er</sup>, en tant que fondateur de la ville, fut vénéré de son vivant à Ptolémaïs sous le nom de Θεὸς σωτήρ). = Fasc. 3. R. LAQUEUR. Ephoros; 2 : la Composition (Diodore s'efforce de donner à son exposition la forme d'un tableau synchrone et il classe pour cela les différents événements de chaque année d'après les pays où ils eurent lieu : Grèce, Asie, Sicile, Rome. Mais souvent il se voit obligé de sortir de son cadre et de trouver pour chaque livre une unité intérieure. Son modèle Ephoros n'a jamais suivi la manière synchrone, mais toujours le principe de l'unité des parties. Il sacrifie la chronologie au lien intime des événements. Par la forme comme par le fond, le livre d'histoire doit remplacer le discours d'apparat à la manière d'Isocrate, qui exerce une profonde influence sur Ephoros. Ephoros à son tour sert de modèle à Salluste, qui lui doit beaucoup au point de vue de la conception de la tâche de l'historien, du choix du sujet, de la composition, de la rhétorique et de la morale). — O. KERN. Le sanctuaire de Demeter à Pergame et les hymnes orphiques (les inscriptions communiquées par Hepding (dans les *Ath. Mitteil.*, t. XXXV) montrent le curieux mélange où se sont fondus le culte indigène d'Asie Mineure et le culte éleusinien d'Attique, qui constitue, comme on le supposait, le culte de Demeter à Pergame, célébré par les hymnes orphiques. Cela confirme la supposition que les hymnes venaient de Pergame). — W. DÖRPFELD. Le golfe d'Élatée (il maintient son hypothèse contre l'article de Philippon, fasc. 2). — U. KAHRSTEDT. La tendance politique de l'« Aristokrateia » (Démosthène s'y élève vivement contre l'alliance avec les Thraces offerte par le chef de mercenaires Charidemos; on ne peut l'expliquer qu'en admettant que Démosthène considérait alors comme plus avantageuse encore une alliance avec la Perse, que personnellement il haïssait). = Fasc. 4. A. SCHULTEN. Polybe et Posidonius sur l'Ibérie et les guerres d'Ibérie (la description de la Lusitanie et de l'Ibérie par Polybe a été prise pour base par Strabon; son résumé historique a été utilisé par Appien dans ses *Iberica* et par Diodore pour les années 153-144. Le continuateur de Polybe, Posidonius, a servi aussi à Strabon; son histoire des guerres d'Espagne est, à partir de 144, la source de Diodore. Posidonius lui-même a d'ailleurs utilisé Polybe, bien qu'il le désavoue souvent; mais il est beaucoup moins sûr que Polybe, car il défend sans aucun scrupule la cause de l'aristocratie romaine et en particulier la gens Pompeia). — H. DESSAU. Gaius Rabirius Postumus (officiellement, l'adopté recevait le nom de famille et le plus souvent le prénom de l'adoptant, mais, dans la vie commune, il conservait encore longtemps, parfois toujours, son ancien nom. C'est ainsi que G. Rabirius Postumus, fils de C. Curtius et adopté par son oncle C. Rabirius, est manifestement identique avec le Postumus Curtius qui, après le procès de l'an 54, apparaît encore souvent (jusqu'en 44) dans les lettres de Cicéron. Le procès n'eut évidemment pas pour issue la condamnation; grâce à César, il parvint même au Sénat).



— Id. Silius Italicus et Epruius Marcellus (dans ses *Punica*, t. XI, p. 122, Silius fait une allusion flatteuse au personnage consulaire Epruius Marcellus, qui fut, en 74 ap. J.-C., consul pour la seconde fois).

**43. — Sitzungsberichte der königl. Preussischen Akademie der Wissenschaften.** 1911, VII. — Richard MEISTER. Inscriptions syllabaires chypriotes en langue non grecque (Ashmolean-Museum à Oxford; du v<sup>e</sup> siècle ou de la première moitié du iv<sup>e</sup>, d'après l'écriture). = IX. H. ZIMMER. La peinture de la civilisation contemporaine dans les vieilles légendes irlandaises (différence entre le degré de civilisation des légendes de Cuchulinn et celui des Celtes du Continent; remarquable surtout en ce qui concerne la situation de la femme : dans les vieilles légendes irlandaises, la femme a toujours un caractère d'extraordinaire vulgarité; le manque de pudeur de sa conduite serait impossible dans une civilisation purement aryenne, où domine l'autorité paternelle. Nous sommes en présence d'une période de transition, où un élément non aryen s'assimile au monde aryo-celtique). = XXV. R. KOSER. Rapport annuel sur les *Monumenta Germaniae historica*. = XXXVIII. H. DRAGENDORFF. Rapport annuel du *Kaiserlich Deutsches Archäologisches Institut*. — V. WILAMOWITZ-MÖLLENDOFF et F. ZUCKER. Deux édits de Germanicus d'après un papyrus du musée de Berlin (datant de l'époque de son séjour en Égypte en 19 ap. J.-C. Dans le premier, il s'élève contre l'illégalité des réquisitions faites sans ordres à l'occasion de son voyage par les autorités locales et prescrit de ne prélever des moyens de locomotion et des animaux que contre dédommagement; il adresse toutes les réclamations à son ami et secrétaire Baebius. Dans le second édit, il interdit les acclamations, par lesquelles on lui rend des honneurs divins, car elles conviennent seulement, τῷ σωτῆρι ὄντι καὶ εὐεργετῇ τοῦ σύνπαντος τῶν ἀνθρώπων γένους, à son père et à sa grand-mère). = XLIV. H. JAKOBI. Civilisation, langue et littérature dans le Kantiliya (au iv<sup>e</sup> siècle av. J.-C., base brahmanique de l'État indien. Le sanscrit classique était non seulement la langue littéraire commune, mais aussi celle de la chancellerie royale). = XLV. ENNO LITTMANN. Les inscriptions du roi Kalumu (trouvées à Sendschirli, en langue chanaanéenne; les plus anciennes inscriptions phéniciennes connues; elles datent du ix<sup>e</sup> siècle av. J.-C.). = XLVI. Ed. MEYER. Les papyrus araméens d'Éléphantine. 1 : les comptes (la monnaie en usage est celle de l'empire persan); 2 : l'organisation de la domination persane en Égypte (l'administration sous le satrape Arsames); 3 : la religion juive et l'introduction de la fête Passah (avec Jehovah, toute une série de divinités secondaires. La fête juive, introduite en 419 av. J.-C. par Darius II, est célébrée suivant les prescriptions du Lévitique. Ce document confirme et complète la description des livres d'Esdras et Néhémie). = LIII. C. BROCKELMANN. Les inscriptions du roi Kalumu (additions et rectifications concernant l'article de Littmann).

**44. — Mitteilungen des kaiserlich deutschen archäologischen Instituts. Athenische Abteilung.** T. XXXV, 1910, fasc. 1. — Sam. WIDE. Fouilles des tombeaux de Salamine (les vases appartiennent à une époque de transition entre le style mycénien et le style géométrique. Ils durent être fabriqués par une population nouvelle ou du moins un élément nouveau de la population, mais il faut admettre en même temps que les anciennes relations entre la côte et les îles de la mer Égée se poursuivirent même après la décadence de Mycènes. Ce n'est que quand ces relations cessèrent, à la suite de déplacements, de troubles et de catastrophes, que commença la diffusion du style géométrique). — J. SÜNDWALL. Un nouveau document maritime (de l'acropole d'Athènes; c'est probablement la copie partielle d'un acte concernant les fonctions des surveillants du port et contenant la liste des dettes contractées pendant leur année d'exercice; l'acte date sans doute de 365-4 av. J.-C.). — A. VON PREMIERSTEIN. Associations de « Phrateres » sur une pierre hypothécaire (vers 350 av. J.-C.; il s'agit d'une ὥνῃ ἐπὶ λόστοι : un particulier et quatre corporations ont prêté sur un terrain; ces dernières comprenant deux γένῃ nobles, les Glaukides et les Epiclides, et deux δῖκαιοι bourgeois de φράτρες, nommées évidemment d'après leurs présidents et formant de petits groupes dans la phratrie). — O. WALTER. Un monument du culte de la Μήτηρ à Sofia (inscription lapidaire de l'époque d'Hadrien : d'un côté une dédicace latine à la « Noble Mère » et à Attis, de l'autre une liste en grec des prêtres du culte). — R. PRINZ. Remarques sur la religion de la Crète antique (I : rapprochement des différents types de la divinité féminine relevés dans les monuments connus de la religion de Minos, d'où il résulte qu'elle est identique avec la Magna Mater d'Asie Mineure et de Syrie; la population primitive de la Crète était d'ailleurs parente de celles d'Asie Mineure). = Fasc. 2. A. BRÜCKNER. Études sur la Céramique (1 : les Tombeaux publics : a) les tombes communes d'Athènes, destinées aux morts d'une année; b) les tombeaux particuliers, destinés aux guerriers athéniens; c) les tombeaux particuliers destinés aux alliés; d) tombeaux destinés à ceux qui méritèrent l'honneur des funérailles publiques par des services autres que militaires. 2 : l'ἐπιτάφιος ἄγών au v<sup>e</sup> siècle se rapportait d'après les lécythes de l'époque à la Lampadodromie, l'hoplomachie et aux courses hippiques des chevaliers. 3 : les Pierres funéraires du Polyandron ou tombe commune. 4 : le Monument public de 394 av. J.-C. pour les guerriers tombés à Corinthe et Coronée. On possède un morceau du relief représentant des chevaliers et des hoplites combattant). — E. FRICKENHAUS. Lieux sacrés de Delphes (1 : Athena Pronaia. 2 : le Tombeau de Néoptolème. 3 : Kassotis). — G. DIKONOMOS. Un nouveau document sur les mines (trouvé sur la vieille Agora. Liste des mines à exploiter dans le Laurion, dressée peu après l'an 348-7 av. J.-C.). — E. MAASS. L'emplacement du dème de Leukonoè. — Id. Aglaurion (le sanctuaire de l'Oréade sur le flanc de l'Acropole). = Fasc. 3-4.

Les travaux de Pergame, 1908-1909. — 1. W. DÖRPFELD. Les monuments (les thermes de l'est du gymnase des *veto* furent élevés à l'époque romaine sur l'emplacement d'un établissement grec détruit. La découverte la plus importante fut celle du sanctuaire de Demeter, sur une grande terrasse à l'ouest du gymnase. La mise à jour du grand tombeau royal dans la plaine ne put être achevée en raison de la difficulté des travaux. Parmi les études faites dans les environs de Pergame, mentionnons que Dörpfeld tente de justifier les indications de Strabon en admettant que le Kaikos avait autrefois son embouchure près d'Elaia). — 2. Hugo HEPDING. Les inscriptions (décrets de l'époque hellénique, un en l'honneur d'un gymnasiarque et trois en l'honneur de Diodoros Pasparos, le grand bienfaiteur de la cité après 133. Des têtes de listes d'éphèbes du temple du « Gymnasion » permettent des conclusions intéressantes sur l'administration des fonds et sur la vie du Gymnase. Particulièrement importantes sont les inscriptions dédicatoires du sanctuaire de Demeter : le temple et l'autel sont consacrés à Demeter par le fondateur de la dynastie des Attalides Philetaïros et son frère Eumène en l'honneur de leur mère Boa; le propylée et le portique viennent de la reine Apollonis, épouse d'Attale I<sup>er</sup> (Δήμητρι καὶ Κόρη Θεμιστοκλέους). Sous le règne d'Antonin le Pieux, un Pronaos de marbre fut élevé devant le temple par le prytane C. Claudius Silianus Æsimus. Les mystères célébrés dans le temple de Demeter, du moins à l'époque impériale, étaient analogues à ceux d'Éleusis. Une dédicace à la déesse *Mētē* est très importante pour l'hypothèse qui fait venir d'Asie Mineure les hymnes orphiques. Parmi les autres inscriptions, relevons celle d'un autel : Θεοῖς ἀγν[ώστοις] Καπ[τω]ν δαδούχος. Il semble ressortir de l'inscription d'une statue qu'Eumène I<sup>er</sup> avait adopté comme successeur son jeune cousin Attale I<sup>er</sup>, comme il avait lui-même été adopté par Philetaïros. A remarquer encore l'inscription bilingue du monument élevé à P. Cornelius Scipio Nasica, mort à Pergame en 132 av. J.-C., comme chef d'une ambassade envoyée en Asie après le meurtre de Ti. Gracchus). — 3. H. HEPDING. Découvertes diverses (des bustes d'Auguste, d'un Claude, peut-être Tibère, et d'Agrippine). — 4. W. DÖRPFELD. Résultats des fouilles de 1910 (rapport provisoire. La découverte essentielle est la mise au jour de la Meter Aspendene, dans le massif du Gundag, mentionnée par Strabon et élevée d'après l'inscription par le fondateur de la dynastie de Philetaïros). = T. XXXVI, fasc. 1. Th. SAUCIUC. Le décret d'Andros (nouvelle interprétation : considéré comme fait en l'honneur du général Antidotos et de ses soldats, qui avaient procuré, avant 338-7, des céréales aux Andriens à bas prix). — Aug. FRICKENHAUS et W. MÜLLER. En Argolide (premiers résultats d'un voyage systématique à travers l'Argolide). — W. DÖRPFELD. Les monuments d'Athènes (1 : l'Erechteion et le vieux temple; 2 : le Parthénon; 3 : les Propylées; 4 : le Temple de Nikè; 5 : le Monument chorégique de Nikias; 6 : la Chalcothèque; 7 : l'Asklepieion; 8 : le

Mur pélagique de l'Acropole). — A. VON PREMIERSTEIN. Un décret en l'honneur d'un grand marchand d'Athènes (un peu postérieur à 176-5; intéressant pour la connaissance de la vie matérielle d'Athènes à cette époque). = Fasc. 2. A. FRICKENHAUS. L'Herakleion de Melite (le sanctuaire placé sur le flanc ouest de l'Acropole, désigné par Dörpfeld comme « Dionysion en Limnais », serait plutôt l'Heroon d'Heraklès, du dème de Melite). — Th. SAUCIUC. Une inscription de Stephanophore à Syros (de l'époque d'Antonin le Pieux). — E. HERKENRATH. Nerikos (la ville mise au jour par Dörpfeld, dans la plaine de Nidri à Leucade, est la Nerikos d'Homère). — W. DÖRPFELD. La Nerikos homérique et la Nerikos classique (il maintient contre Herkenrath son hypothèse sur Leucade et Ithaque).

**45. — Sitzungsberichte der Heidelberger Akademie der Wissenschaften. Philosophisch-historische Klasse.** 1910, n° 13. — K. HAMPE. Communications relatives aux lettres de Capoue. II (I : Les batailles de Capoue et de Cannes dans les années 1200-1201. II : Querelle intestinale à Capoue en 1202. D'après des lettres de l'archevêque de Capoue Reinald, fils du comte Pierre de Celano). = N° 16. Franz BOLL. Calendriers grecs. I : Le calendrier d'Antiochos (un calendrier destiné à l'Égypte et datant probablement de 200 ans après J.-C.); suite en 1911, n° 1. II : Le calendrier des Quintilii et la tradition des « Geoponika » (conservé en quatre exemplaires; il provient de l'ouvrage des frères Sex. Quintilius Condianus et Sex. Quintilius Valerius Maximus, consuls en 151 après J.-C. et condamnés à mort par Commode vers 182). = N° 2. C. BEZOLD. Astronomie et astrologie chez les Babyloniens (conférence). = N° 3. H. VON SCHUBERT. Les débuts du christianisme chez les Burgondes (on croyait jusqu'ici, d'après Orose, *Adv. Pag.* vii, 32, que le peuple des Burgondes s'était converti en masse au catholicisme vers 414. Mais il faudrait alors que, vers 457, par suite de leurs rapports étroits avec les Wisigoths, ils se fussent convertis à l'arianisme, ce qui présente de grosses difficultés. D'autres sources fournissent un résultat tout différent. Comme les Vandales, à la suite de qui ils marchaient, ils ont dû, dès l'époque où ils subirent l'influence des Goths établis sur le Danube et en Illyrie, accepter la « lex gotica », l'arianisme des Goths, ainsi avant leur arrivée au Rhin. Comme les autres Germains, les Burgondes durent trouver dans l'arianisme un moyen de conserver intact leur caractère propre vis-à-vis de Rome. C'est seulement sur le Rhin que le catholicisme pénétra parmi eux. A l'époque du mariage du roi franc Clovis avec la princesse catholique Clotilde, le roi et la majeure partie du peuple étaient encore ariens). — K. HAMPE. Communications relatives aux lettres de Capoue. III (une série de lettres restées inédites apportent des renseignements tout à fait nouveaux sur le mauvais évêque Gentilis d'Aversa, qui exerça vers 1198-1208, et sur son successeur Basuin, antérieurement évêque de Cantazaro, en Calabre, qui mourut en 1221). = N° 8.

G.-A. GERHARD. Une querelle de succession gréco-égyptienne au II<sup>e</sup> s. avant J.-C. (d'après trois fragments de papyrus de Londres et Heidelberg).

46. — *Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Klasse der K. Bayrischen Akademie der Wissenschaften*. 1910, n° 1. — Rob. v. PÖHLMANN. La philosophie de Tacite (tandis qu'Andresen parle d'un système cohérent, Ranke considère Tacite comme le représentant de la crédulité de la vieille Rome et l'oppose, comme historien essentiellement « romain », à Polybe, qui aurait introduit le doute dans l'histoire. En face de ces opinions, l'auteur expose les rapports qui existent entre l'histoire de Tacite et celle de Polybe et des historiographes grecs. Tacite aussi veut expliquer les faits au point de vue de leur causalité, tout à fait suivant l'ἀποδεικτικὴ ἱστορία de Polybe, mais, comme lui, il constate bientôt qu'en face du rationnel, l'irrationnel occupe une grande place dans l'histoire. Il n'aboutit pas pour cela à un pragmatisme supranaturaliste, mais il attribue cet élément irrationnel comme les Grecs au Destin, à la τύχη, à la Fortuna. Les conceptions philosophiques de Tacite s'écartent beaucoup de la croyance populaire romaine. Il critique vivement la croyance aux prodiges du vulgaire; les dieux officiels ne sont plus que des ombres pour lui, qu'il n'invoque que d'une façon conventionnelle ou par rhétorique. Mais on rencontre partout chez Tacite de l'inconséquence, et ses idées manquent de logique rigoureuse et d'unité. Dans l'élément mystique, fataliste, théiste de sa conception de l'histoire, on ne peut méconnaître l'influence du Portique. Il recherche toujours les causes premières, mais ici il se trouve toujours de nouveau mis en conflit par une nécessité interne avec l'observation de la réalité. Il échoue toujours devant le dualisme irrésoluble du métaphysicien, qui veut faire rentrer la multiplicité des faits dans des concepts généraux, et de l'historien, qui ne peut se détacher de la variété infinie des phénomènes. Tacite se trouve au tournant de deux époques : avec l'hellénisme commence la décadence de l'esprit antique; chez Tacite, on sent déjà l'affaiblissement de la pensée logique, qui recule devant les progrès rapides de la pensée mythologique. Finalement, l'esprit antique est absorbé par l'Orient). = N° 2. HANS PRUTZ. Les rapports de Jacques Cœur avec la papauté (comme préliminaires à une biographie détaillée du célèbre « Argentier » de Bourges, favori de Charles VII. Un privilège du pape Eugène IV, du 26 août 1445, lui accorda des libertés extraordinaires pour le commerce avec les incrédules. En 1448, il fit partie de l'ambassade adressée à Nicolas V et il joua un rôle décisif en 1449 dans la conclusion du traité de Lausanne. Le 1<sup>er</sup> oct. 1448, le pape, par reconnaissance, transforma à perpétuité son privilège de 1445. Après sa disgrâce en 1451, il conserva la faveur de la papauté et, en 1455 même, il se réfugia à Rome). = N° 5. H. SIMONSFELD. Inventaires de châteaux



bavarois en 1603, 1604 et 1680 (très intéressant au point de vue de l'histoire de la civilisation). = N° 7. Georg LEIDINGER. Annales césariennes (annales, publiées pour la première fois, du couvent cistercien de Kaisheim, fin du XIII<sup>e</sup> s.). = N° 9. S. RIEZLER. Le duc Sigismond et l'église Notre-Dame de Munich (ce fut un seigneur ami des arts, qui ne se borna pas, comme on le crut jusqu'ici, à poser la première pierre de Notre-Dame en 1468, mais donna des sommes d'argent pour aider à la construction et fit de nombreux et riches présents à l'église). = N° 10. G. JAKOB. Un marché égyptien au XIII<sup>e</sup> siècle (d'après une fantasmagorie de Muhammad Ibn Dānigāl). = N° 11. J. FRIEDRICH. La fameuse liste franque des peuples (contre Müllenhoff, qui place sa composition vers 520; elle ne peut pas être antérieure à 568, mais elle était connue en Irlande avant 628. C'est une liste allemande et non franque). = N° 12. E. A. LÖEW. *Studia paleographica* (contribution à l'histoire de la minuscule latine et à la manière de dater les manuscrits visigothiques (en anglais)). = N° 13. F. v. REBER. La place des Hittites dans l'histoire de l'art (d'après les dernières fouilles; avec un aperçu rapide sur l'histoire des Hittites). = N° 14. F. VOLLMER. Le changement de signification d'une pierre romaine, histoire de fouilles de l'époque de la contre-Réforme (*C. I. L.*, III, 5909, donna naissance au culte dit des « trois saints miséreux » à Etting). = 1911, n° 1. H. PRUTZ. Jacques Cœur propriétaire et protecteur des arts (en 1447, la sacristie de la cathédrale de Bourges, ville natale de J. Cœur, et la chapelle des Ursins à la place de l'ancienne sacristie; dans les grandes villes de France, à Paris, Tours, Sancerre, Saint-Pourçain, Béziers, Beaucaire, Lyon, il possédait des maisons. De même à Marseille, Montpellier, dont il voulait faire le centre du commerce français dans la Méditerranée, à Bourges, où il se fit bâtir une demeure princière, magnifiquement décorée par des artistes français et étrangers et qui renfermait ses trésors artistiques; 7 planches). = N° 2. K. v. AMIRA. La « vadiatio » (réponse à la critique faite aux opinions de l'auteur sur le symbole du bâton dans la « vadiatio » par O. Gierke dans son livre *Schuld und Haftung*, 1910). = N° 8. Leop. WENGER. Rapport préliminaire sur les papyrus byzantins de Munich (ils datent du dernier quart du VI<sup>e</sup> siècle; ce sont seulement des papiers d'affaires d'une famille de Syène). = N° 10. H. PRUTZ. La fausse pucelle d'Orléans (1436-1437) (histoire détaillée de l'aventurière Jeanne des Armoises, qui put, cinq ans après la mort de Jeanne d'Arc, trouver crédit auprès du peuple et jouer un certain rôle pendant quelques années). = N° 12. W. HELBIG. La date de l'introduction de la phalange fermée (vers le milieu du VII<sup>e</sup> siècle av. J.-C.; elle fut introduite par les Grecs d'Eubée).

47. — *Rheinisches Museum für Philologie*. T. LXV, 1910, fasc. 2. — Erich BETHE. Minos (la base historique de la légende grecque du roi de Crète, Minos, d'après la tradition antique, les

documents égyptiens et les découvertes faites en Crète, au pays des Philistins, en Sicile, etc. : Minos est l'incarnation mythique de l'ancien peuple des Keft, qui créa en Crète, aux troisième et deuxième millénaires, la civilisation « minoïque » et domina dans le sud de la mer Égée. A partir de 1400 environ, le peuple dut émigrer, devant une invasion venant du nord, vers l'est (ce sont les Philistins de Palestine) et vers l'ouest, en Sicile. Les légendes de Minos, qui subsistèrent en Attique et à Mégare, doivent reposer sur des luttes qui eurent lieu dans ces régions vers l'an 1500 av. J.-C. La puissance des Keft s'efface à partir de 1400, mais les conquérants s'approprient leur culture). — K. WITTE. De la forme de l'exposition dans l'histoire de Tite-Live (la maîtrise de Tite-Live apparaît quand on le compare à sa source Polybe, dans la puissance dramatique de l'exposition, la vie qu'il introduit dans le détail et les épisodes, en un mot dans l'art de la narration. Il s'efforce toujours d'introduire des « récits », soit en façonnant avec art les parties plus ou moins anecdotiques de Polybe, soit en réunissant à un point de vue artistique particulier des faits intéressants pour en faire le centre d'un développement, soit en fondant ensemble des événements différents; la fin dans le fasc. 3). — T. BIRT. L'organisation de la tribu à Alexandrie (ce fut une des premières institutions du gouvernement de Néron, sous la direction de Sénèque, en nov. et déc. 54). = Fasc. 3. F. SOLMSEN. Le traité de « Synoikia » récemment trouvé en Arcadie (publié par A. von Premerstein, *Ath. Mitteil.*, 34, 237 et suiv.; d'après la langue, il faut le replacer aussi loin que possible dans le III<sup>e</sup> s.). — F. REUSS. Le champ de bataille de Trasimène (contre l'article de Kromayer dans les *Neue Jahrbücher f. d. klassische Altertum*, 1910, 185-200). = Fasc. 4. E. BICKEL. La nomenclature de la « Mater familias » avant l'an 527/227 (dans le « *Matrimonium justum* », la femme passait de la « patria potestas in manum mariti » et entraînait ainsi dans la famille de celui-ci; à l'origine, elle dut prendre en même temps le « nomen gentile » du mari. Nous avons le témoignage dans l'inscription archaïque, *C. I. L.*, XIV, 4270 (Poublilia Turpilia Cn. Uxor), ainsi que dans *C. I. L.*, XIV, 4112 (Dindia Macolnia). Mais, dans la tradition juridique, le changement de nom n'apparaît nulle part (cf. les témoignages épigraphiques relatifs au mariage « avec la main », cités par Mommsen, par exemple, *C. I. L.*, XIV, 3252, Sanfeia C. f. Tondi). « Le fait qu'après le III<sup>e</sup> s. avant J.-C., le « Gentilicium » du mari ne paraît plus dans le nom de la « Mater familias », doit s'expliquer par une modification décisive du mariage « avec la main », se plaçant à cette époque, à savoir l'extension du droit de divorce; c'est en 227 avant J.-C. qu'eut lieu le premier divorce d'un mariage « avec la main ». = T. LXVI, 1914, fasc. 1. A. KLOTZ. L'Histoire de la guerre civile par J. César (non seulement la langue trahit que le « *Bellum civile* » n'est qu'une ébauche, mais la composition elle-même en porte des traces qui n'ont pas disparu dans l'édition posthume). — W. JUDEICH. Les

« Hellenika » de Théopompe (1. L'auteur : Théopompe n'a rien à voir avec le papyrus d'Oxyrhynchos. On n'a songé à lui que parce qu'on excluait systématiquement Éphore. Mais la plus grande vraisemblance est en faveur d'Éphore, et nous posséderions alors des fragments du dix-huitième livre de ses ιστορίαι. 2. La bataille de Sardes : Le papyrus s'écarte beaucoup des récits de Xénophon, mais il s'accorde parfaitement avec Diodore, à part quelques divergences faciles à expliquer. Or, Éphore est la source de Diodore. 3. La guerre de Rhodes, 397-6-394. Ici encore, c'est le papyrus, par conséquent Éphore, qui est la source de Diodore. D'autres détails encore sont en faveur de l'identification d'Éphore avec l'historien d'Oxyrhynchos). = Fasc. 2. O. LEUZE. Le chapitre synchronique d'Aulu-Gelle, *Noct. Att.*, XVII, 21 (Aulu-Gelle a utilisé la chronique de Cornelius Nepos et une source qui suivait la Chronologie de Varron; pour le paragraphe 15 a peut-être suivi une chronique reposant sur le système chronologique de Fabius Pictor). = Fasc. 3. A. VON MESS. L'Ἀθηναίων πολιτεία d'Aristote et la littérature politique d'Athènes (outre les emprunts qu'Aristote fit à un ouvrage spécial sur l'archontat, il a reproduit, sans grand changement, une exposition de la constitution d'Athènes et de son évolution, due au parti oligarchique modéré de Thérémène et qui est à la fois une apologie et un programme. L'oligarchie, sans doute, avait subi une défaite complète, mais le politicien pratique ne désespère pas : résigné, mais non pas abattu, il cherche à introduire les idées conservatrices jusque dans le cadre de la nouvelle démocratie. Son but est de voir siéger le conseil vénérable sur l'aréopage comme « première chambre », à côté de la βουλή démocratique). — H. SCHENKEL. Un poète de la fin de l'époque romaine et sa profession de foi (malgré ses violentes sorties contre les Juifs et les moines, il est fort possible que Claudius Rutilius Namatianus ait été chrétien; mais assurément ses opinions étaient hérétiques). = Fasc. 4. A. KLOTZ. Études sur les « Panegyrici latini ». Manuscrits; auteurs des Panégyriques, II-IX (combattant Seeck, Klotz montre qu'il s'agit d'un recueil de discours gaulois, dont seul le quatrième est d'Euménios; culture des divers orateurs; la recherche des études littéraires, faites par les divers orateurs, prouve qu'il s'agit de personnalités entièrement différentes). — A. SCHULTEN. L'origine du pilum (les motifs donnés par A.-J. Reinach, dans la *Revue archéologique*, 1907, pour l'origine samnite du « pilum », ne sont pas solides. L'auteur cherche à prouver que les Romains ont emprunté le pilum aux Ibères, à qui ils doivent leur épée). — W. ALY. Kastor, source du septième livre de Diodore (Kastor a fait une ἀναγραφή βασιλέων καὶ τῶν θαλασσοκρατησάντων; Diodore lui a manifestement emprunté sa liste des Thalassocraties. Appendice : les dates de fondation de Rome et de Carthage). — A. KLOTZ. Sur le « Bellum Gallicum » de César (l'auteur montre, contre O.-Th. Schluz, *Klio* XI, p. 48 et suiv., qu'il n'y a point contradiction entre les passages relatifs à l'économie rurale des Ger-

main, et par suite la conclusion, que le livre IV aurait été écrit après la publication du livre VI, est injustifiée).

48. — **Jahrbuch für Landeskunde von Niederösterreich.** 1908. — V. BIBL. Le « Robot-Provisorium » pour la Basse-Autriche du 20 juin 1796 (sur l'histoire de la politique agraire sous Franz I<sup>er</sup>). — V. BOGUTH. L'occupation de Vienne et de la Basse-Autriche par les Français en 1809 et ses conséquences pour le pays.

#### HONGRIE.

49. — **Budapesti Szemle** (*Revue de Budapest*). 1912, janv. — Z. BEÖTHY. L'esprit magyar de Széchenyi (chez Széchenyi, on voit l'union la plus parfaite de l'idée de nationalité et de civilisation; c'est lui qui, le premier, fait comprendre à la Hongrie l'importance de la civilisation pour la vie nationale et de l'esprit national pour le développement intellectuel). — S. TAKÁTS. Les scribes hongrois des pachas de Bude (établit, d'après des documents inédits, que la plupart des lettres conservées des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> s. qu'on vante pour la pureté du style, sont l'œuvre de ces scribes; ils étaient au service des Turcs, mais ils ont défendu la cause magyare. On sait que les pachas, dans leur correspondance avec les comitats, se servaient de la langue hongroise). = C.-rendus. Religionswissenschaftliche Bibliothek. T. I : I. Goldziher. Leçons sur l'Islam. T. II : H. Günter. La légende chrétienne de l'Occident. — Études orientales dédiées à I. Goldziher (analyse; les études dédiées au savant orientaliste pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance sont rédigées en hongrois, avec une bibliographie de ses œuvres). = Févr. B. MUNKÁCSI. Éloge de Paul Hunfalvy (suite en mars-mai; étude très complète sur le grand philologue et ethnographe, 1810-1891). — A. BERZEVICZY. Contribution à l'histoire du second mariage de la reine Béatrice (analyse d'un document nouvellement acquis par le Musée national hongrois; c'est un acte notarié du 22 mars 1492 que Béatrice d'Aragon, veuve de Mathias Corvin, a fait dresser pour prouver que son mariage avec Wladislas II s'était fait dans des conditions régulières et doit être considéré comme valable. Elle lui avait avancé une somme d'argent assez importante. Ce document est utilisé dans l'édition française de l'ouvrage de M. de Berzeviczy sur Béatrice d'Aragon, t. II, p. 145). — E. MAHLER. L'Égyptologie en Hongrie (décrit les monuments historiques qu'on trouve dans les différents musées et collections). = C.-rendu : L. Rabel. Le passé et l'avenir des comitats (bon manuel pour l'étude de l'histoire administrative de la Hongrie). = Mars. La nature juridique de l'article XII de 1867 (analyse de l'ouvrage de M. Wlassics sur le Compromis; l'article XII n'est pas une

loi, mais un *traité* entre les deux parties de la monarchie, traité auquel on a donné la forme d'une loi). = Avril. Jules VISZOTA. L'introduction à l'ouvrage de Széchenyi intitulé *Garat* (le gosier) (cet écrit politique vient d'être découvert dans les papiers de Széchenyi; l'introduction date de 1842). — Comtesse Gabriel VAY. Le devoir des femmes pour résoudre le problème national. — G. FERDINANDY. Marczali et le droit public hongrois (à propos de l'ouvrage : *Ungarische Verfassungsrecht*; reproche à Marczali ses connaissances imparfaites du droit hongrois). — Mai. A. VAMBÉRY. La Perse, la Tripolitaine et le Maroc (les différents peuples musulmans montrent aujourd'hui plus de solidarité qu'au moment de la guerre russo-turque de 1876). — S. TAKÁTS. Combats entre Turcs et Hongrois (fin en juin; retrace, d'après des documents inédits du XVI<sup>e</sup> s., l'éveil de l'esprit guerrier des Magyars qui, sur leur propre sol, avaient à combattre les Turcs. Les duels n'étaient pas rares et les chefs turcs estimaient beaucoup les Magyars qui se distinguaient dans ces combats; décrit les différentes façons de provoquer l'adversaire). — Juin. Jules WLASSICS. Défense de notre droit constitutionnel (à propos du livre de Jules Andrassy. Cf. *Rev. hist.*, 1912, mai-juin; critique des théories de Tezner et de Turba). — B. ALEXANDER. J.-J. Rousseau.

**50. — Hadtörténelmi Közlemények** (*Revue d'histoire militaire*), nouv. sér., 1911, t. XII. 4 fasc. par an (illustr.); directeur : Jean SZENDREI. — 1<sup>er</sup> fasc. : E. REISZIG. La participation des chevaliers de Saint-Jean aux campagnes de Louis-le-Grand (les chevaliers établis en Hongrie sous les Arpad étaient les soutiens les plus fermes de la maison d'Anjou). — I. KARÁCSON. Le siège de Bude en 1602. — J. GYALOKAY. Le siège de Nagy-Várad en 1660. — Jean SZENDREI. Le commandement en langue hongroise (fin dans fasc. 2. Recueil des termes magyars employés dans l'armée de Rákóczi et au début du XVIII<sup>e</sup> s. dans les régiments de hussards). — M. WERTNER. Campagnes hongroises dans la première moitié du XV<sup>e</sup> s. (suite dans fasc. 2, 3 et 4; relevé des campagnes dans l'ordre chronologique d'après les recueils des documents inédits). — A. KOMÁROMY. Lettres de Pierre Koháry, capitaine d'Érsek-Ujvár, au palatin Georges Thurzó, 1611-1616. — Uniformes et équipements des troupes hongroises dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> s. = 2<sup>e</sup> fasc. G. BALANYÍ. Le siège et la délivrance de Belgrade en 1546. — G. TÉGLÁS. L'importance des deux légions Mœsia dans l'histoire de la Pannonie inférieure (d'après le *Corpus inscr.* et les fouilles exécutées en Hongrie). — J. GAGYI. L'armistice de 1546 et les négociations de Gyöngyös (avec des lettres inédites de Ferdinand I<sup>er</sup>). — I. KARÁCSON. Régiments hongrois en Turquie, en 1717 (d'après des documents turcs). = 3<sup>e</sup> fasc. G. NAGY. Le baron Joseph Simonyi de Vitézvár (fin dans fasc. 4. Surnommé « le hussard le plus vaillant », a combattu dans les guerres napoléoniennes, 1777-1837). — T. LEHÓCZKY. La forteresse de



Szerednye (dans le comitat d'Ung). — E. VERESS. Le journal de Zarnóczy sur le siège de Bude en 1686. = 4<sup>e</sup> fasc. K. MOLITORIS. La bataille sur le champ du Lech en 955 (c'est la bataille d'Augsbourg, où l'armée hongroise fut mise en déroute; emplacement de la bataille, qui fut livrée sur la rive droite du Lech, et détails sur le combat). — J. SZENDREI. Le tárogató de campagne (décrit l'origine de cette espèce de fife sur dont on s'est servi longtemps dans l'armée hongroise). — Chaque fasc. contient un répertoire bibliographique, des documents inédits et d'anciens règlements militaires hongrois.

**51. — Revue de Hongrie.** 1912, janv. — Étienne TISZA. La crise de la Chambre des lords en Angleterre (fin en févr.). — Jules WLASSICS. Le comte Apponyi contre M. Tezner et son école (à propos du mémoire de M. Apponyi : *Die rechtliche Natur der Beziehungen zwischen Oesterreich und Ungarn*, dans lequel l'auteur combat les théoriciens de l'État autrichien unifié et centralisé. M. Apponyi démontre que, du XVI<sup>e</sup> s. jusqu'à nos jours, il n'existe aucun document émanant d'un des facteurs autorisés à créer des lois, qui prouve que la Hongrie eût renoncé à sa souveraineté ou qu'elle consentit à être absorbée par une puissance politique supérieure. Toutes les lois constitutionnelles disent que la Hongrie est un royaume indépendant; le titre « empereur d'Autriche » n'implique nullement une renonciation à ce droit primordial). — Béatrice d'Aragon devant la critique française. = Févr. F. HERCZEG. Les ennemis de la Hongrie à l'étranger (démontre la mauvaise foi du publiciste anglais Seton Watson, ou Scotus Viator, qui ne cesse de reprocher à la Hongrie sa conduite envers les nationalités). — J. MADARASSY-BECK. L'Autriche-Hongrie et le marché français (sur l'emprunt hongrois de 1910). = Mars. F. MIKLOS. Les méfaits d'une encyclopédie française (l'article mérite d'être signalé, car il montre à l'évidence avec quelle négligence certaines entreprises commerciales traitent l'histoire, la géographie et l'ethnographie de la Hongrie; il s'agit ici de l'*Encyclopédie universelle du XX<sup>e</sup> s.*). — N. BORETZKY-BERGELD. La Russie et la révolution hongroise de 1848-1849 (démontre par des publications russes que le tsar Nicolas I<sup>er</sup> n'avait d'abord aucune envie de venir à l'aide de l'Autriche et, qu'en dehors de la cour, les Russes, en général, ont blâmé l'intervention; les officiers envoyés en Hongrie avaient beaucoup de sympathie pour les Magyars et souvent les deux camps fraternisaient). = Avril. E. ROSZNER. Le suffrage universel en France (suite en mai, juin). — A. TELEKI. Évolution (genèse et développement de l'idée de la paix universelle). = Juin. B. BALLAGI. Dans les parages du Danube (à propos de l'ouvrage de G. Demorgny : *la Question du Danube*). — J. ERNEST-CHARLES. Un homme d'État français (sur M. Paul Deschanel).

**52. — Századok (Les Siècles).** 1912, janv. — Jean KARÁCSONYI. Les écueils de l'historiographie croate (examen critique de certains

passages du *Memoriale Thomae archidiaconi* qui ont causé la confusion du royaume de Dalmatie avec celui de Croatie. Ce dernier, depuis 1091, a cessé d'être un royaume indépendant; il fait partie de la couronne de Saint-Étienne et, même si les rois de Hongrie l'ont fait administrer par leurs frères, leurs fils ou leurs délégués, il a toujours fait partie intégrante du territoire magyar). — A. NYÁRY. Le dernier prétendant hongrois (fin en févr.; expose la vie de François-Claude-Auguste Crouy-Chanel, 1793-1873, ses procès retentissants, son rôle de prétendant. Les travaux de Coston, de Germain Sarrut et de quelques historiens hongrois sont utilisés). = C.-rendus : *F. Csűrös*. Histoire de l'imprimerie municipale de Debreczen, 1561-1911 (travail remarquable). — Bal, Förster et Kauffmann. La Chronique de Lőcse par Gaspard Hain (bonne édition de cette chronique; importante pour l'histoire de la Hongrie du Nord). — A. Nyáry. La cour de Vienne à la fin du xvii<sup>e</sup> s. Journal d'Ignace Lovina (le journal date de 1698; l'auteur, qui fut précepteur de Charles VI, y raconte la vie de la Cour et les études du prince). — H. Kutschera. Die Chasaren (étude intéressante sur ce peuple de religion israélite, parent et allié des anciens Magyars). — Ghidui et Balan. Monographie de la ville de Karansebes (en roumain; sans valeur). = Févr. L. THOMAŠIVSKÝ. Contributions à l'histoire de François Rákóczi II et de son temps (fin en mars. Remarques sur le t. I de la biographie de Rákóczi par Alex. Márki; elles se rapportent principalement à la Pologne: Rákóczi et Bercsényi en Pologne; les amis polonais de Rákóczi; du Hérón et Bonnac en Pologne). — G. TÉGLÁS. Une fausse donnée dans l'histoire de la Dacie (la légion VI d'Espagne: la « Leg. VI, His. », mentionnée dans *C. I. L.*, III, suppl. 8,069, est à rayer; cette légion n'est jamais venue en Dacie). = C.-rendus : Z. Kuzelya. Mathias Corvin dans la poésie populaire slave (en polonais; important). — S. Sipos. Monographie de la ville de Borzsova (faible). — V. Biró. Les affaires intérieures de la Transylvanie de 1541 à 1571 (s'occupe surtout de la formation territoriale). — J. Palatinus. Les familles nobles du comitat de Vas (t. I : A—C; utile). = Mars. A. FEST. Fiume au xv<sup>e</sup> s. (suite en avril, mai, juin. Étude sur la vie municipale et la topographie de Fiume d'après le *Liber Civilium* du notaire impérial Antoine Reno. Le ms. va de 1436 à 1461; il est conservé dans les archives municipales de Fiume). — I. KONT. Le dernier mémoire de François Rákóczi II à la cour de France (publie ce document qui se trouve aux Archives des Affaires étrangères, fonds Hongrie, t. XVIII, fol. 392 et suiv. Il date de févr. 1735 et expose le projet de Rákóczi d'entrer en Hongrie avec une armée de 30,000 hommes). — C.-rendus : B. Szádeczky. L'intendance de la cour de Michel Apafi I<sup>er</sup> (cf. *Rev. hist.*, mai-juin 1912). — A. Veress. Fontes rerum transylvanicarum. I : Epistolae et acta Jesuitarum Transylvaniae temporibus principum Báthory, 1571-1613 (ce nouveau recueil, pour lequel l'éditeur a réuni les documents pen-

dant vingt ans, aura 50 volumes. Le premier contient 100 lettres, dont six seulement étaient connues jusqu'ici. L'entreprise mérite toute l'attention des historiens). = Avril. R. SZEGEDY. L'illyrisme et la correspondance de Louis Gaj (suite en mai, juin. D'après la Correspondance, 1828-1850, éditée par l'Académie de Zágráb, ou Agram, en 1909. Ce sont surtout des lettres adressées à Gaj, les réponses manquent, ce qui est fâcheux). — E. KRAJNYÁK. Une revue historique tchèque (fin en mai. Analyse très détaillée du t. XVII, 1911, de la revue : *Česky Časopis Historický*). — J. KARÁCSONYI. La première campagne des Sicules transylvaniens en 1210 (c'étaient les Sicules habitant les environs de Szászsebes et de Szászkézd). = C.-rendus : J. Szendret. Histoire et topographie de la ville de Miskolcz (t. IV et V; éloge; l'ouvrage commencé en 1886 est maintenant achevé). — P. Mitrofanov. Joseph II. Seine politische und kulturelle Tätigkeit (important). = Mai. C.-rendus : L. Bártfai Szabó. Histoire de la famille des comtes Széchenyi. I : 1252-1732 (l'arbre généalogique remonterait jusqu'à la famille Zah, dont un membre a commis l'attentat contre la famille royale des Anjou; mais ceci n'est pas prouvé. Les documents de l'appendice ne sont pas publiés avec l'exactitude nécessaire). — L. Munkás. Histoire de la poste royale en Hongrie, 1528-1715 (d'après des documents inédits; rendra service).

**53. — Történeti Szemle** (*Revue historique*). Cette nouvelle revue historique paraît sous les auspices de l'Académie. Elle est dirigée par M. David ANGYAL, professeur d'histoire à l'Université de Budapest. 4 fasc. par an. Prix : 12 couronnes. T. I, 1<sup>er</sup> fasc. — L. THALLÓCZY. La dispersion de la race albanaise (Thallóczy, Jireček et Sufflay réunissent les matériaux d'une histoire du peuple albanais au moyen âge; la tâche est difficile à cause de la dispersion de ce peuple. L'article donne des détails sur les Albanais en Syrmie, dans le sud de la Hongrie, à Borgo Erizzo, près de Zara, et finalement sur les Albanais italianisés). — S. TAKÁTS. Les pachas de Bude (les historiens hongrois n'ont pas encore suffisamment utilisé les nombreuses lettres et négociations diplomatiques des autorités turques en Hongrie. L'administration des pachas avait aussi du bon; la vie économique était assez florissante et dans leur correspondance ils se servaient toujours de la langue hongroise. Les mercenaires autrichiens dévastaient plus que l'armée turque). — K. KROLLMANN. La chute de la province prussienne de l'ordre teutonique (polémique contre I. Vota : *Der Untergang des Ordenstaates Preussen und die Entstehung der preussischen Königswürde*). — A. BERZEVICZY. Correspondance d'Alphonse, roi de Naples, avec la ville de Sienne (le *Bulletino Senese di Storia patria*, t. XVIII, p. 1, publie dix lettres d'Alphonse d'Aragon, grand-père de Béatrice, reine de Hongrie; ces lettres furent découvertes en Espagne par M. Thallóczy). = C.-rendus : Hornyánszky. Hippocrate (important). — L. Caetani. Studi di Storia Orientale (éloge). — G. Wolf.

Einführung in das Studium der neuern Geschichte (utile). — *Nisbet Bain*. The last King of Poland and his Contemporaries (utilise les publications russes et polonaises, mais néglige les sources allemandes). — *A. Böthling*. Bismarck und das päpstliche Rom (analyse). = Sous le titre : *Revue* et livres, nous trouvons dans un ordre chronologique les extraits des principales revues allemandes, françaises, anglaises et italiennes, avec une rubrique spéciale : Histoire de Hongrie dans les revues étrangères. = 2<sup>e</sup> fasc. B. HÓMAN. Le premier impôt direct payé à l'État (contribution à l'histoire de l'impôt au moyen âge). — *Jules SZEKFÜ*. Travaux sur l'histoire de l'administration centrale en Autriche (passe en revue les travaux de Lustkandl, réfutés par Deák, de Bidermann, de Fellner, de Huber et de Tezner). — *S. KÉGL*. Le dernier Messie mahométan (sur Mirza Ahmad, 1839-1908). — *E. VERESS*. Rapport de Jérôme Rorario, légat du pape (daté de Bude, 18 déc. 1539). = C.-rendus : *W. Ostwald*. Energetische Grundlagen der Kulturwissenschaft. — *Ed. Meyer*. Geschichte des Alterthums (t. I; appréciation de neuf pages). — *Ch. Diehl*. Manuel d'art byzantin (analyse de onze pages; éloge). — *F. Tocco*. La quistione della povertà nel secolo XIV (intéressant). — *G. Hanotaux*. Jeanne d'Arc (analyse). — *E. Roca*. Le règne de Richelieu, 1617-1642 (anecdotique). — *V. Wagner*. Un journal du commencement du XVII<sup>e</sup> s. (en hongrois; fait connaître *Lamparter's handschriftliche Original-Zeitung*, de 1598 à 1618; un exemplaire se trouve à Arad). — *A. Tecklenburg*. Die Entwicklung des Wahlrechts in Frankreich seit 1789 (bon résumé). — Répertoire historique.

**54. — Ungarische Rundschau.** — Cette nouvelle revue, éditée par Duncker et Humblot à Leipzig, paraîtra quatre fois par an. Prix : 20 marks; le fasc. : 6 marks. Publiée avec le concours de Victor Concha, Joseph Hampel et Louis Thallóczy par Gustave Heinrich, secrétaire perpétuel de l'Académie hongroise, elle a pour but de donner « le tableau fidèle de la Hongrie ancienne et moderne au point de vue littéraire, scientifique et social. » Elle continue la *Ungarische Revue* qui a paru de 1881 à 1896 et a rendu de bons services à l'étranger. — 1912, 1<sup>er</sup> fasc. *G. MOLNÁR*. François Liszt (à propos du centenaire de sa naissance). — *E. WERTHEIMER*. La cour de François I<sup>er</sup>, roi de Hongrie (c'est une caractéristique fort réussie de François I<sup>er</sup>, François II du nom comme empereur, tirée des Archives royales de Berlin. Elle a pour auteur le diplomate Jacobi-Klöst, ambassadeur de Prusse à Vienne, qui n'était pas étranger au complot des Magyars qui voulaient destituer l'empereur Joseph II et mettre à sa place un prince prussien). — *D. ANGYAL*. Le suicide du comte Ladislas Teleki (donne les raisons psychologiques du suicide de l'ancien « ambassadeur » de Kossuth auprès de la République française. Il était prisonnier de la promesse qu'il avait faite à l'empereur François-Joseph de ne pas se mêler de politique, et il sentait peser sur lui le soupçon des

émigrés hongrois. D'autre part, il ne pouvait pas mieux exprimer les désirs de la Hongrie que Deák ne l'avait fait dans son adresse). — S.-P. OSTERN. La souveraineté du peuple, les Arabes et le Khalifat. — A. DOMANOVSKY. La chronique de Simon de Kéza (examen critique de cette chronique importante pour l'histoire de Hongrie, composée entre 1282 à 1285; elle repose sur une chronique plus ancienne, d'où dérive également la chronique de Bude du XIV<sup>e</sup> s.). — H. MARCZALI. Procès de sorcellerie en Hongrie (à propos du recueil de Komarmoy; cf. *Rev. hist.*, juill.-août 1911). — I. PEISNER. Les ancêtres de Széchenyi (à propos de l'ouvrage de L. Bártfai-Szabó). — E. MAHLER. Collections égyptologiques en Hongrie. — R. GRAGGER. Une lettre de Fessler à Herder. = 2<sup>e</sup> fasc. Jules ANDRÁSSY. L'autonomie juridique de la Hongrie de 1526 à 1715 (étude de 70 pages dirigée contre certains juristes autrichiens; elle démontre que, malgré la faiblesse des États hongrois pendant ces deux siècles, les deux principes fondamentaux de l'autonomie furent toujours proclamés. Ces principes sont que les lois ne peuvent être créées ou abolies que par le roi et les États et que le roi doit se soumettre aux lois. Les États n'ont jamais manqué de proclamer que le royaume de Hongrie ne peut être gouverné comme les provinces héréditaires). — J. WLASSICS. La nature juridique de l'article XII de 1867 (voir les extraits de la *Budapesti Szemle*, mars). — G. THIRRING. La population des villes hongroises au XVIII<sup>e</sup> s. (étude de statistique). — A. GOMBOS. Le roi Pierre de Hongrie (le successeur de saint Étienne n'était pas le débauché que les chroniques nous représentent. Il fut choisi de bonne heure par saint Étienne pour son successeur et reçut une éducation qui l'a rendu capable de défendre les intérêts du christianisme contre les païens; c'est une apologie de ce prince si longtemps calomnié). — T. GYÁRFÁS. Veit Stoss en Hongrie (il a séjourné à Brassó à la fin de 1522 et au commencement de 1523). — L. THALLÓCZY. La dispersion de la race albanaise (voir les extraits de la *Történeti szemle*, 1<sup>er</sup> fasc.).

---



## CHRONIQUE.

---

**France.** — M. Henry-Jean-Baptiste-Anatole LEROY-BEAULIEU, professeur d'histoire contemporaine et des affaires d'Orient à l'École libre des sciences politiques (1883), directeur de cette même École après la mort d'E. Boutmy, membre libre de l'Académie des sciences morales et politiques (1887) et membre titulaire depuis 1906, était né à Lisieux, d'une famille normande, le 12 février 1842. Homme d'une culture étendue, maître de plusieurs langues étrangères, dont le russe, lisant et voyageant beaucoup, il connaissait à fond les hommes, les idées, les tendances de la politique européenne; il aimait à les juger, mais après avoir fait le plus loyal effort pour les bien comprendre. Son point de vue était celui d'un libéral enclin à servir toutes les causes généreuses, mais à qui répugnaient les excès des partis politiques et religieux. Son premier, son seul grand ouvrage : *l'Empire des Tsars et les Russes* (3 vol., 1882-1889; 4<sup>e</sup> édition en 1897-1898), a puissamment aidé à faire connaître l'organisation politique et administrative de la Russie, en même temps que le vicomte de Vogüé faisait pénétrer les lecteurs français dans l'âme russe elle-même, et il revint à plusieurs reprises sur l'histoire contemporaine de ce peuple si étranger par son génie et ses institutions aux grandes nations européennes; sa biographie de *Nicolas Miliutine* (1884) est une histoire de l'émancipation des serfs; des essais sur Alexandre II et Alexandre III ont été recueillis dans le volume d'*Études russes et européennes* (1897); après la révolution de 1905, il a écrit *la Russie et la crise russe* (1907, dans le *Bulletin* de la Société normande de géographie). Suivant de très près le mouvement religieux et social en France, il a fait, sur la papauté, la démocratie, le socialisme, de nombreuses conférences, qui ont été reproduites dans divers organes de parti, sans qu'il voulût en faire lui-même des œuvres de parti; il répugnait à ce qu'il appelait les *Doctrines de haine* (1902) : l'antisémitisme, l'antiprotestantisme, l'anticléricalisme. Dans un milieu d'ardentes polémiques, de luttes politiques sans merci, comme celui où nous vivons depuis un quart de siècle, les paroles de ce moraliste, de ce modéré ont eu peu d'effet; elles méritent néanmoins d'être retenues et méditées par tous ceux qu'intéresse le développement de la pensée contemporaine.

— M. Casimir STRYIENSKI, mort au mois d'août 1912, était né à Carouge (Suisse) en 1853. Bien connu des lettrés comme éditeur des œuvres posthumes de Stendhal, du *Journal* (1801-1814), de la *Vie de*

Henri Brulart, de Lamiel, des *Souvenirs d'Égotisme*, il l'était plus encore des historiens du XVIII<sup>e</sup> siècle, auquel il a consacré un livre dans la Collection de « l'histoire de France racontée à tous ». Ses travaux sur cette période sont importants et nombreux. Ce ne sont pas seulement des éditions comme les *Mémoires de la comtesse Potocka* (1794-1820) et son *Voyage d'Italie* (1826-1827), ce sont aussi des œuvres originales comme le *Gendre de Louis XV : Don Philippe, infant d'Espagne et duc de Parme*; la *Mère des trois derniers Bourbons : Marie-Josèphe de Saxe et la cour de Louis XV*; *Mesdames de France, filles de Louis XV*. Toutes les publications de M. C. Stryienski avaient obtenu un légitime succès. Le grand public savait que l'auteur, soucieux de plaire et d'intéresser, s'était livré à des recherches parfois ardues pour renouveler les sujets qu'il traitait et sa faveur avait récompensé ce zèle.

— L.-Fr. BRUEL, enlevé prématurément dans sa trente-deuxième année, le 19 juillet 1912, avait conquis, en janvier 1903, le diplôme d'archiviste-paléographe avec une thèse restée inédite sur *Olivier IV, sire de Clisson et de Belleville, connétable de France (1336-1407)*. Il s'était fait connaître par un important inventaire analytique de la Collection de Vinck à la Bibliothèque nationale, dont le tome I, concernant l'ancien régime, a paru en 1909.

— Le 27 juin 1912, M. BRUTAILS, ancien élève de l'École des chartes, archiviste de la Gironde, a soutenu, devant la Faculté des lettres de Bordeaux, en vue du doctorat, les deux thèses suivantes : 1<sup>re</sup> thèse complémentaire, *Recherches sur l'équivalence des anciennes mesures de la Gironde* (Bordeaux, Gounouilhou, 1912, in-8<sup>e</sup>, 154 p.); 2<sup>e</sup> thèse principale, *Étude archéologique sur les églises de la Gironde* (Bordeaux, Feret, 1912, in-4<sup>e</sup>, XII-302 p., 350 gravures dans le texte, 1 carte et 16 pl. hors texte). Le jury était présidé par M. de Lasteyrie, membre de l'Institut, venu de Paris pour argumenter contre son ancien et meilleur élève de l'École des chartes; il était assisté du doyen, M. Radet, de MM. Marion et Jullian, professeurs au Collège de France et anciens professeurs à la Faculté, de MM. Courteault et Paris, professeurs à la même Faculté. — Sur la thèse de métrologie, différentes questions techniques ont été débattues : dans quelle mesure peut-on accepter les évaluations de poids pour le boisseau de blé? Peut-on remonter de la barrique bordelaise (d'environ 225 litres) à quelque mesure de capacité des temps gallo-romains? La lieue gasconne, de cinq kilomètres et demi, a-t-elle quelque rapport avec une mesure préromaine d'Aquitaine ou simplement avec des mesures importées d'Espagne par les Wisigoths ou plus tard? Sur tous ces points, tout le monde a dû avouer l'extraordinaire difficulté des questions métrologiques au moyen âge et la presque impossibilité d'en tirer quelque secours pour la période antique (poids et mesures locaux des temps gallo-romains). — Les plus vifs débats ont été provoqués par

la thèse archéologique. L'opinion de M. Brutails est que l'architecture religieuse des pays bordelais relève des écoles charentaises, de Saintonge ou d'Angoumois. Et il semble bien que les juges lui aient donné pleinement raison. Les discussions de détail ont été infinies : là où M. Brutails voit une survivance du style roman prolongée jusqu'au xvii<sup>e</sup> siècle, on s'est demandé s'il n'y avait pas eu copie *voulue* ou même simplement *remploi* de motifs. Le contact avec les Charentes s'est-il fait par la voie de Blaye (saintongeaise) ou par la voie d'Aubeterre (la pointe de l'Angoumois vers le Midi)? Dans quelle mesure l'usage de matériaux charentais ou l'arrivée de maçons saintongeais expliquent cette imitation de style? Les influences politiques ont-elles eu leur contre-coup sur l'histoire de l'art? — M. Brutails a eu la mention très honorable avec l'unanimité des voix. Le jury n'a pu que constater l'exceptionnelle valeur de ses deux œuvres. Ce fut une vraie fête universitaire, un bel exemple de décentralisation scientifique, d'accord profond entre l'Université, l'École des chartes, le Collège de France et l'Institut.

— Tout récemment a été décidé le versement aux Archives nationales des papiers du bureau de la presse au ministère de l'Intérieur. Ce versement, qui portera sur 290 articles, apportera à notre grand dépôt une masse considérable de documents sur la législation de la presse pendant la période réglementaire, surtout sous le second Empire, et d'importants dossiers sur les différentes publications périodiques de Paris, des départements, de l'étranger circulant en France. Nul doute qu'au moyen des papiers du bureau de la presse, dès qu'ils auront été classés, on ne renouvelle sur certains points, on ne précise en tout cas l'histoire politique de 1830 à 1875.

— L'Académie des sciences morales a distribué le prix Drouyn de Lhuys (histoire des négociations de la France) entre M. Raymond GUYOT, pour le *Directoire et la paix de l'Europe (1795-1799)*; M. Jean DURENG, pour les *Ducs de Bourbon et d'Angleterre (1722-1726)*; dom René ANCEL, pour les *Nonciatures de Paul IV (1556-1557)*; une mention très honorable a été décernée à M<sup>me</sup> A. DE LIPINSKA, pour son livre *le Grand-duché de Posen (1815-1830)*.

— L'Académie d'Amiens a décidé d'ouvrir un concours pour le prix Ernest Prarond. Un prix de six cents francs sera décerné en décembre 1914 à la meilleure œuvre historique intéressant le Ponthieu. Les ouvrages devront être inédits et parvenir au secrétaire perpétuel avant le 1<sup>er</sup> novembre 1914. Pour renseignements complémentaires, s'adresser à M. Lenel, secrétaire perpétuel de l'Académie d'Amiens, rue Laurendeau, 55.

— Pendant les mois de juin et juillet, la Société nationale des Antiquaires de France a entendu des communications de MM. BUTRIN (sur une armure de Henri II), PRINET (sur les symboles et attributs

traditionnels qui rappellent les noms des saints dans les armes parlantes des familles qui portent ces noms au moyen âge); DIMIER (sur un portrait d'Anne de Partenay); baron DU TEIL (sur un retable de l'église de Dantzig); SERBAT (sur l'origine de la cathédrale d'Angoulême, achevée au milieu du XII<sup>e</sup> siècle); H. DE VILLEFOSSE (sur un vase décoré d'une scène agreste et portant une dédicace à Silvain); MERLIN et POINSSOT (sur une inscription de Teboursouk); LEFEBVRE DES NOETTES (sur des chars élamites trouvés par M. de Morgan dans les fouilles de Suse); DIMIER (sur un tableau de l'église de Tréport en Brie, œuvre de Mathieu Beaubrun, mort en 1597); E. LEFÈVRE (sur une peinture de la fin du XIII<sup>e</sup> ou du début du XIV<sup>e</sup> siècle qui orne le tympan du petit portail méridional de l'église de Notre-Dame d'Étampes); P. MONCEAUX (sur les monogrammes relevés sur des plombs-bulles de l'époque byzantine trouvés à Carthage); MICHON (sur une tête archaïque grecque acquise par le Louvre); BRUSTON (sur les origines du symbole du poisson dans l'iconographie chrétienne); BOIROT (sur les fouilles de Bourbon-Lancy).

**Belgique.** — La vie internationale tend de plus en plus à seconder et à diriger la vie individuelle des nations. Déjà les gouvernements ont organisé des services collectifs : poste universelle, système métrique décimal, mutualité, bienfaisance et hygiène; enfin, il existe un droit international pour régler tous les rapports juridiques des personnes et des biens; aussi de nombreuses associations se sont-elles formées, dont le travail sera d'autant plus fécond que leurs efforts seront mieux coordonnés. C'est dans cette vue qu'a été fondée l'*Union des associations internationales*, qui a tenu son premier congrès mondial à Bruxelles du 9 au 11 mai 1910, et qu'on a rendu permanent l'Office central constitué d'abord pour la préparation de ce congrès. Cet Office central, qui réside à Bruxelles, publie un annuaire et une revue mensuelle. Celle-ci est intitulée : *la Vie internationale; revue mensuelle des idées, des faits et des organismes internationaux*. Dans le 1<sup>er</sup> numéro du t. I (1912) se trouvent des articles de MM. LA FONTAINE et OTLET sur la Vie internationale et l'effort pour son organisation, du vicomte R. B. HALDANE sur la Grande-Bretagne et l'Allemagne, de M. Chr.-L. LANGE sur la Coordination et la coopération dans le domaine du mouvement international de la paix. Disons enfin que, dans le Musée international, une place importante est faite à la bibliographie, à la géographie et à l'histoire.

**Angleterre.** — M. André LANG est mort le 20 juillet dernier; il était né à Selkirk le 31 mars 1844. Après avoir étudié à Édimbourg, puis à St Andrews, il alla prendre ses grades universitaires à Oxford. Poète et érudit, humaniste, mythologue, journaliste, historien, ce travailleur infatigable, que secondait d'ailleurs une petite équipe de collaborateurs dont il guidait les recherches, a beaucoup écrit dans les genres les plus divers. Sans parler de ses traductions de l'*Illiade* et

de l'*Odyssée*, de ses travaux sur la vieille littérature française, sur la politique d'Aristote, sur la pêche à la ligne, nous mentionnons ses études sur le folklore : *Custom and myth* (1884); *Myth, ritual and religion* (1887); *The Making of religion* (1898); *Magic and religion* (1901); *Social origins* (1903); *The Secret of the Totems* (1905); sa biographie de Northcote : *Life, letters and diaries of Sir Stafford Northcote* (1890), et ses livres sur l'histoire de l'Écosse : *Pickle the Spy* (1897); *Prince Charles Edward* (1900); *The Mystery of Mary Stuart* (1901); *The Valet's tragedy*, recueil d'essais relatifs pour la plupart à l'histoire des Stuarts (1903); *John Knox and the Reformation*, publié à l'occasion du quatrième centenaire du réformateur (1906); *Sir George Mackenzie king's advocate* (1909); *The King over the water* (1907, avec la collaboration de M. A. Shield); enfin et surtout son *Histoire d'Écosse* en quatre volumes, œuvre qui témoigne de vastes lectures et d'une connaissance approfondie des sources. On sait avec quelle verve il releva les erreurs commises par M. Anatole France dans sa *Jeanne d'Arc*; il aborda à son tour plusieurs des questions mystérieuses que soulève la vie de l'héroïne (*The Maid of France*) sans plus réussir à les résoudre que celles qui se dressent autour de Marie Stuart. C'est qu'il avait l'esprit encore plus subtil que profond, plus étendu que créateur. D'ailleurs, s'il censurait sans indulgence les défauts d'autrui, il prêtait lui-même souvent le flanc à la critique, parce que son érudition n'était pas toujours très exacte. Il était trop excité par la fièvre d'apprendre, de parler et d'écrire pour soigner le menu détail. Depuis 1906, il était membre de la R. British Academy.

**Espagne.** — En exécution du legs de D. Francisco MARTORELL Y PENA, la ville de Barcelone ouvre un concours d'archéologie espagnole. Le prix, montant à 20,000 pesetas, sera attribué le 23 avril 1917 au meilleur mémoire, imprimé ou manuscrit, présenté au secrétariat de la municipalité avant le 23 octobre 1916. Les auteurs étrangers aussi bien qu'espagnols sont admis au concours; les mémoires pourront être écrits en latin, castillan, catalan, français, italien ou portugais.

— Pour la première fois en Espagne, dans les temps modernes, le Comité des recherches scientifiques et des bourses de voyage (*Junta para ampliación de estudios i investigaciones científicas*) a organisé un cours de vacances pour étrangers, du 15 juin au 23 juillet passés. Ce cours a compris diverses séries de conférences de littérature, art, histoire, linguistique, archéologie et des excursions archéologiques aux musées de Madrid et à Tolède, l'Escorial, Avila et Ségovie. Dans la liste des professeurs ont figuré plusieurs noms très connus parmi les historiens et les érudits, tels que ceux de MM. Cassio, Menéndez Pidal, Garcia Moreno, Altamira, Rodriguez Marin, etc. A signaler parmi les sujets historiques : l'Art ibérique, musulman, mozarabe et « mudéjar »; Cervantès; le Roman et le théâtre au XIX<sup>e</sup> siècle; le Roman picaresque en tant que peinture des mœurs



espagnoles; la Vie politique et sociale de l'Espagne au XIX<sup>e</sup> siècle; le Savoir et la vie littéraire au XVIII<sup>e</sup> siècle.

**Japon.** — D'une brève étude publiée par M. Édouard CLAVERY dans le *Bulletin* de la Société franco-japonaise de Paris (mars 1912), nous extrayons les renseignements suivants concernant l'*Institut historique de Tokio*. Cet Institut a été fondé en 1871 en vue de publier les matériaux d'une histoire chronologique du pays depuis le IX<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne; pour l'époque antérieure on possède en effet une histoire officielle qui part des plus anciens temps et qui a été interrompue au X<sup>e</sup> siècle sous l'empereur Ou da. L'Institut se compose de huit commissaires, sous la direction desquels travaillent vingt commissaires adjoints. Les huit commissaires sont tous docteurs ou licenciés ès lettres de l'Université de Tokio; deux ont le titre et les fonctions de surintendant : l'un, M. Sanji MIKAMI, est spécialement chargé de la direction; l'autre, M. Yoshi nara TANAKA, contrôle et dirige les publications de l'Institut. Le travail est distribué en six sections correspondant aux périodes suivantes dites : de Kamakura, 1192-1333; de Namboku, 1336-1392; des Ashikaga, 1394-1603; des Tokugawa, 1603-1807; enfin aux relations du Japon avec l'étranger : 1<sup>o</sup> avant 1853; 2<sup>o</sup> depuis 1853. Dès à présent, l'Institut possède la copie de 150,000 documents. Il a déjà commencé deux grandes publications : 1<sup>o</sup> *Dai Nippon Komonjo*, recueil des documents les plus divers actuellement possédés par l'empire du Japon; l'ouvrage comprendra environ 100 volumes de 600 pages; 2<sup>o</sup> *Dai Nippon Shiryô*, collection de matériaux divers, documents civils et autres, allant de l'an 887 à 1868, époque de la Restauration; l'ouvrage complet se composera d'environ 500 volumes de 1.000 pages. Tous les ans, les volumes parus sont envoyés, à titre gracieux, aux principales bibliothèques et universités d'Europe et d'Amérique; en France, on les trouve, incomplets il est vrai, à la Bibliothèque nationale.

**Russie.** — Le centenaire d'Alexandre HERZEN (25 mars-7 avril 1912) n'a pas été fêté en Russie comme il aurait dû l'être parce que les écrits et le nom même du grand tribun sont encore sous l'index de la censure, le relâchement momentané qui s'est produit en 1905 ayant fait place à un redoublement de sévérité depuis 1906-1907. Le cercle Herzen, à Pétersbourg, et la Société des amis des lettres russes, à Moscou, s'apprétaient à commémorer l'illustre écrivain et homme politique par des séances solennelles, mais presque au dernier moment on a jugé plus opportun de remettre toute solennité à des circonstances plus favorables. Le centenaire de Herzen n'a été célébré que dans la presse, sauf naturellement dans les journaux de l'extrême droite. Ceux de Moscou, sa ville natale, où il a passé la plus grande partie de sa vie en Russie, ont fait d'intéressantes enquêtes sur les lieux où s'est écoulée la jeunesse de Herzen. Il a été établi, entre autres, que toutes les maisons qu'il a habitées à Moscou et qu'il a si vivement

dépeintes dans ses *Mémoires* sont encore debout, malgré la fièvre de destructions qui bientôt probablement remplacera ces vieilles demeures seigneuriales par quelques « gratte-ciel » modernes. Un trait encore à noter; il existe à la bibliothèque du Musée public et Roumiantzov, à Moscou, un petit musée Herzen fondé par les soins de quelques admirateurs auxquels la famille Herzen a bien voulu venir en aide. Manuscrits, portraits du tribun, de ses amis et des membres de sa famille remplissent deux petites chambres. Pendant les mois d'avril et de mai derniers ce petit musée est devenu l'objet d'un véritable pèlerinage. C'était l'hommage que venaient offrir au grand ami du peuple russe ses compatriotes.

En France, un Comité s'est formé pour convier, autour de la tombe de Herzen, à Nice, le 7 avril, « tous les amis du peuple russe, tous les hommes dévoués aux idées de liberté et de justice, enfin tous ceux qui comprennent la beauté d'une vie entièrement consacrée, en dépit de tous les obstacles et de toutes les déceptions, à la poursuite d'un même idéal ». Cet idéal anime les principaux écrits de Herzen, ses *Mémoires*, son *Étoile polaire*, sa *Cloche* qui a contribué pour une si large part à la libération des serfs.

**Suisse.** — M. Berthold VAN MUYPDEN, décédé à Lausanne le 19 avril 1912, dans sa soixantième année, présidait depuis près de vingt-deux ans la Société d'histoire de la Suisse romande. De bonne heure il avait fait une place à l'histoire au milieu des occupations de sa carrière d'avocat. Entré dans la vie publique et appelé à deux reprises, par la confiance de ses concitoyens, aux fonctions absorbantes de syndic de Lausanne, il trouva moyen, grâce à une remarquable puissance de travail, de poursuivre ses études favorites. Il débuta par deux volumes d'« essais historiques » : *la Suisse sous le pacte de 1815* (1890 et 1892), où il étudiait la genèse de la constitution de 1848, base de l'organisation actuelle de la Suisse. Cet ouvrage, malheureusement inachevé, est peut-être celui qui met le mieux en relief les qualités d'historien de van Muyden : esprit clair et jugement pondéré, grande facilité d'assimilation, connaissance pratique des affaires et des hommes qui l'aidait à comprendre et à faire revivre le passé.

Son *Histoire de la nation suisse* (1896-1899, 3 vol. in-8°), que lui-même appelle modestement une compilation, ne repose pas, en effet, sauf en quelques chapitres, sur l'étude directe des sources originales. Il se proposait de rendre accessibles au public de la Suisse romande les résultats des travaux d'histoire nationale en langue allemande, et sut atteindre son but. C'est principalement l'Histoire de Dändliker qui lui a servi de modèle et de fil conducteur. Comme lui, van Muyden ne s'est pas limité au récit des événements politiques, il a fait rentrer dans le plan de son ouvrage l'étude de tous les éléments qui ont agi sur le développement de la civilisation. Tout en suivant de près ses devanciers, il n'en a pas moins fait œuvre originale par

une appréciation très personnelle des hommes et des idées qui ont influé sur ce développement. En face de la complexité inhérente à toute histoire de la Suisse, il s'est appliqué à mettre en lumière les caractères communs qui font de ce pays, à ses yeux, non une agglomération factice de nationalités, mais une véritable nation fondée sur ce programme : « La variété dans l'unité. »

L'œuvre historique de van Muyden est une œuvre de sincérité et de probité scientifique. Elle est tout entière inspirée par le souffle d'un patriotisme clairvoyant : il s'efforce de trouver dans les péripéties de l'histoire nationale un enseignement pour le présent ; il y découvre aussi les raisons de croire aux progrès de l'avenir. Cette tendance est surtout marquée dans son dernier ouvrage, achevé peu de mois avant sa mort, les *Pages d'histoire lausannoise* (Lausanne, G. Bridel, 1911, in-8°, XII-669 p.). Dans une série de chapitres qui sont, suivant son expression, des « causeries à bâtons rompus », il a accumulé un vaste répertoire de faits qui illustrent l'évolution de la ville à travers les âges<sup>1</sup>, l'histoire de ses monuments et de ses habitants ; il décrit, en pleine connaissance de cause, les rapides transformations de l'époque contemporaine et les institutions qui donnent à l'active et prospère cité sa physionomie actuelle. Selon le vœu de son auteur, ce livre contribuera certainement à « mettre en relief le développement graduel de l'âme vaudoise ».

Les amis de B. van Muyden appréciaient la fidélité de ses affections, sa franchise courageuse et sa loyauté. Qu'on considère en lui l'homme privé, l'historien ou le magistrat, on peut lui appliquer ce qu'il a dit du peuple vaudois devenu indépendant : « Il y avait en lui une énergie persévérante et l'amour désintéressé de la chose publique. »

V. VAN B.

1. Ce livre est le développement d'une plaquette publiée en 1906 par la municipalité de Lausanne, à l'occasion de l'inauguration du tunnel du Simplon. On doit encore à van Muyden la publication des *Antiquités lacustres du musée archéologique de Lausanne*, album de dessins formé par les soins de feu M. Morel-Fatio, son beau-père, et celle des *Lettres et voyages de M. César de Saussure en Allemagne, en Hollande et en Angleterre* (voir *Rev. histor.*, t. LXXXIV, p. 447).

Le gérant : R. LISBONNE.

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

